

# Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16497 - 7,50 F

MARDI 10 FÉVRIER 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE ÉCONOMIE

- L'hégémonie américaine
- Immobilier : 2 pages d'annonces



## Plus de 4 000 morts dans un séisme au nord de l'Afghanistan

APRÈS le séisme qui a fait mercredi 4 février, plus de 4 000 morts, des milliers de blessés et de sans-abri dans la province de Takhar (nord), une région où le contrôle de l'opposition, les talibans au pouvoir à Kaboul, ont déclaré, vendredi, un état de révolte momentané des combattants mollah Omar, chef charismatique de la milice fondamentaliste islamique des talibans, a annoncé, depuis son quartier général de Kandahar, au sud du pays, qu'il a donné l'ordre à ses troupes de reprendre les opérations militaires.

« L'indignation des combattants talibans sur la ligne de front des combats, ils ne doivent pas être s'ils sont attaqués », a déclaré le commandant en chef des talibans, cité par une agence de presse. Des avions de l'armée américaine ont lâché, vendredi, des bombes à fragmentation sur le village, à 40 kilomètres au sud de la capitale de la province, Kandahar, la plus grande ville du pays, selon un porte-parole de la mission armée.

Une importante opération de secours, organisée par les Nations unies et des groupes humanitaires, a été lancée. Les secours sont en route. La province de Takhar est une zone de conflit depuis la chute des talibans en 1996. La région est contrôlée par des milices locales et des forces gouvernementales.

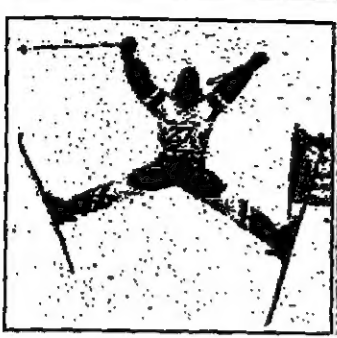
Le tremblement de terre a frappé la province de Takhar, au nord de l'Afghanistan, à 10 heures, à une profondeur de 10 kilomètres. Les secousses ont duré plusieurs minutes. Les dégâts sont considérables. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées. Des villes entières ont été détruites.

La région montagneuse de Takhar est une zone de conflit depuis la chute des talibans en 1996. La région est contrôlée par des milices locales et des forces gouvernementales. Les opérations militaires sont en cours.

Le séisme a frappé la région de Takhar, au nord de l'Afghanistan, à 10 heures, à une profondeur de 10 kilomètres. Les secousses ont duré plusieurs minutes. Les dégâts sont considérables. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées. Des villes entières ont été détruites.

Le séisme a frappé la région de Takhar, au nord de l'Afghanistan, à 10 heures, à une profondeur de 10 kilomètres. Les secousses ont duré plusieurs minutes. Les dégâts sont considérables. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées. Des villes entières ont été détruites.

Le séisme a frappé la région de Takhar, au nord de l'Afghanistan, à 10 heures, à une profondeur de 10 kilomètres. Les secousses ont duré plusieurs minutes. Les dégâts sont considérables. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées. Des villes entières ont été détruites.



## Nagano : la neige sans les médailles

La neige tombe, les sportifs français aussi. Les Jeux olympiques de Nagano n'ont jusqu'alors apporté ni aux skieurs acrobatiques, ni aux surfers, ni aux biathlètes nationaux les médailles qu'ils attendaient.

La délégation de parlementaires européens en mission à Alger propose une enquête sur les réseaux islamistes dans l'Union.

## FN : le chef perd la main

L'autorité de Jean-Marie Le Pen sur son parti s'affaiblit ; il semble se résigner à voir Bruno Mégret préparer sa succession.

## Photographe et mourir au Vietnam

Célèbres ou amateurs, 135 photographes sont morts au Vietnam, brûlés au feu de la guerre, entre 1950 et 1975. L'exposition « Requiem », à Lausanne, leur rend hommage.

Le village et sa poste. Les bureaux de poste, symboles du service public, sont un ultime rempart contre la désertification rurale. Ils cherchent à diversifier la gamme de leurs activités.

## La ville en débat

Un sociologue, Michel Wieviorka, et un militant associatif, Pierre-Dieter Tchetché-Apea, confrontent leurs conceptions respectives de la politique de la ville.

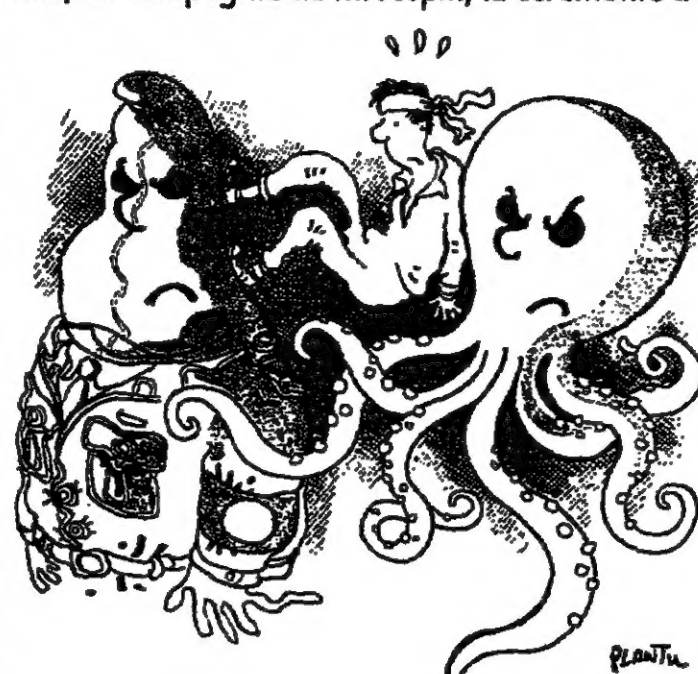
## Wisconsin sur les rails européens

Cet opérateur américain de fret ferroviaire est entré sur le marché britannique et entend profiter de la dérégulation en Europe.

## Corse : l'hypothèse d'un crime mafieux

- Policiers et politiques prennent au sérieux la piste mafieuse dans l'assassinat de Claude Erignac
- Deux décisions du préfet de région, concernant Bonifacio et Ajaccio, étayaient cette hypothèse
- M. Chirac préside, en compagnie de M. Jospin, la cérémonie d'hommage officiel

« DÉRIVE mafieuse », « pratiques mafieuses » : politiques et responsables du maintien de l'ordre, en Corse et sur le continent, accordent crédit à l'hypothèse mafieuse pour expliquer l'assassinat, vendredi 6 février à Ajaccio, de Claude Erignac. Deux actes décisifs du préfet de région pourraient permettre d'étayer cette hypothèse. Il s'agit d'opposés, en 1996, à des tentatives de rachat de la cité de Bonifacio (Corse-du-Sud), s'inscrivant de l'origine d'une tentative de rachat de la cité de Bonifacio. Un rapport de la DPSD (direction de la protection et de la sécurité de la défense, ex-sécurité militaire) désignait une personnalité, qu'elle disait liée à une mafia italienne, dans un autre projet de rachat du site militaire. Plus récemment, le préfet Erignac s'était également opposé à l'augmentation du nombre de machines à sous au casino d'Ajaccio.



Le mystérieux groupe Sampiero. Ce groupe avait revendiqué une attaque contre la gendarmerie de Pietrosella au cours de laquelle avait été volé le pistolet Beretta retrouvé à proximité du lieu de l'assassinat. Lundi matin, la police a procédé à une vague d'interpellations - une dizaine - qui semblent viser ce groupe. Un dirigeant nationaliste corse, Marcel Lorenzoni, a été interpellé lundi matin par des policiers du RAID.

Les policiers chargés de l'enquête s'intéressent aussi à la piste, qui n'est pas incompatible avec la pré-

cedente, du mystérieux groupe Sampiero.

## Un trop petit quart d'heure qui n'a duré que vingt-cinq minutes

Il n'y a pas un bruit, pas un mouvement. Les voitures sont arrêtées. Le cours Napoléon se fige sous une lumière blanche. Un bon millier de personnes se sont rassemblées devant la préfecture d'Ajaccio, lundi 9 février, à 10 heures. Les magasins ont tiré leurs grilles. Le drapeau tricolore est enroulé dans un ruban noir.

La déception est grande : un quart d'heure d'« île morte », seulement quinze minutes pour rendre hommage à un homme et dire non à la violence. Les élus locaux sont peu nombreux. La colère des Corses est sourde. Alors, ce quart d'heure durera vingt, vingt-cinq minutes. Les hommes et les femmes présents sont ténésés. Les regards s'échangent, puis peu à peu se tournent vers le sol. On entend un bruit de moto, une sirène d'ambulance. Les cloches sonnent le glas. Des avocats, en robe, pénètrent dans l'enceinte de la préfecture. Des fonctionnaires du Trésor, des agents d'EDF, de La Poste ont cessé le travail.

Des mères de famille, des retraités, des femmes du comité de chômeurs sont là. Quelques minutes avant ce « quart d'heure d'île morte », des syndicalistes ont décidé d'organiser en commun, mercredi, une manifestation unitaire. Ils l'ont fait comme cela, sans hésiter. Pour eux, « la riposte n'est pas à la hauteur ». « Si on n'arrive pas à mobiliser du monde, c'est à se taper la tête contre les murs. » Des professeurs ont délibérément séché les cours. A 8 heures, dans un couloir du lycée Lestibon-Bonaparte, un jeune enseignant en physique dénonce, face au proviseur, « le caractère minimaliste de ce quart d'heure » de recueillement. « Nos hommes politiques se dédouanent, négligent totalement leurs devoirs, leurs responsabilités. Dans ces conditions, je vous annonce que je me mets en grève ! » Il se « voyait mal » faire cours comme si de rien n'était. Des lycéens paragent cette honte : « C'est comme si on ne faisait rien. » Mais, lundi après-midi, ils ne comptent pas venir écouter le président de la République : « On ne peut pas, on a Interro de philo. » Christiane,

enseignante et maire d'un petit village dans le Sud, a tenté d'expliquer à ses élèves de sixième qu'un seuil a été franchi. « Si on ne dit rien maintenant, tout ce qui nous arrivera demain, nous l'aurons voulu. Pour nous-mêmes, c'est la confusion totale, on ne comprend plus grand-chose. On entend des mots tels que mafia. Ça fait peur, on ne sait pas ce que ça recouvre exactement. Ça trouble encore plus les esprits. On a besoin de vérité, de toute la vérité. Nous, les femmes, la prudence nous ne l'avons pas, car nous n'avons rien à perdre en politique. »

D'autres femmes, rassemblées devant la préfecture, sont au bord de l'exaspération. « Moi, si je dénonce ce que je sais, au mieux on m'attaque en diffamation. On en a marre de la logique affairiste, marre de voir les enquêtes délibérément bloquées, dit l'une d'elles. Et après, on nous joue du violon sur la démocratie. » Quinze minutes, décidément, « c'est honteux ».

Dominique Le Guilledoux

## La psychose de la Grande Dépression économique

EN PRONONÇANT à dix-huit reprises le mot « déflation » lors d'un discours, début janvier, le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, a suscité un grand émoi dans les milieux économiques et financiers. Depuis, la question fait l'objet de discussions passionnées entre experts : l'économie mondiale est-

elle soumise à des pressions déflationnistes, pressions que la crise monétaire et boursière en Asie du Sud-Est auraient encore accentuées ? La fin du XX<sup>e</sup> siècle sera-t-elle une répétition des années 30, risque-t-on d'assister prochainement à un enchaînement économique catastrophique marqué par une baisse simultanée et cumula-

tive des prix, des revenus, de la demande, de la production, par une envolée du chômage et par une contraction de la masse monétaire ?

Au vu des performances économiques exceptionnelles des États-Unis et de la nette reprise observée sur le Vieux Continent, la peur de revivre la Grande Dépression pa-

rait absurde. Outre-Atlantique, le miracle continue : déficit budgétaire et taux de chômage à leur plus bas niveau depuis vingt-quatre ans, croissance la plus élevée depuis neuf ans, Wall Street proche de ses sommets, rendements des emprunts d'État à leur plus bas niveau historique. Comment imaginer que l'économie américaine chute du jour au lendemain, de ce « paradis retrouvé », selon l'expression de Bruce Steinberg, analyste à la banque américaine Merrill Lynch, à l'enfer déflationniste ?

En Europe, la croissance s'accroît, la consommation intérieure et les investissements ayant enfin pris le relais des exportations. Dans l'ensemble de l'Union européenne, le produit intérieur brut (PIB) pourrait atteindre, selon les experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), près de 3 % en 1998, après 2,6 % en 1997 et 1,6 % en 1995. Nul signe de déflation, bien au contraire, dans ce panorama et dans ces pronostics. Ceux qui l'annoncent ne seraient-ils que des économistes en mal d'originalité - en prenant le contre-pied des apparences et du consensus - que médiatique ? Sur quels arguments s'appuie le camp des déflationnistes ?

Pierre-Antoine Delhommais

Lire la suite page 19

## Irak : l'Europe se divise sur le soutien à apporter aux États-Unis

DANS LA CAMPAGNE qu'ils mènent pour mobiliser leurs alliés contre l'Irak, les États-Unis ont enregistré, dimanche 8 février, une défaite, en Arabie saoudite, et une victoire, en Europe, obtenant un fort soutien de l'Allemagne. Le chancelier Helmut Kohl a indiqué qu'il se tiendrait aux côtés des États-Unis si la force devait être utilisée et qu'il mettrait les bases aériennes allemandes à la disposition de Washington. Le gouvernement Clinton a encore obtenu le soutien du Canada, des Pays-Bas et de la Pologne. L'Italie et la France se sont, en revanche, déclarées opposées à l'emploi de la force. En visite à Riyad, le secrétaire américain à la défense, William Cohen, n'a pu convaincre l'Arabie saoudite de la nécessité d'utiliser la force dans cette crise.

Lire page 2

## Le printemps des bénévoles

ENVIRON dix millions de personnes participent, comme bénévoles, à la vie associative. Dans cet immense secteur, l'action sociale ne cesse de se développer. Les principales associations constatent une demande croissante et notent que de plus en plus de bénévoles ou de personnes en difficulté s'engagent dans des réseaux d'entraide. Le parrainage d'enfants à l'étranger mais aussi de jeunes en difficulté, de chômeurs ou de sans-papiers se développe. Le besoin d'engagement personnel, l'envie d'une participation concrète à de nouvelles solidarités sociales, est ainsi en train de remodeler profondément l'action associative.

Lire page 10

## Cinq années d'inquisition



FILS DE PASTEUR, austère, lecteur de la Bible chaque matin, il poursuit le couple Clinton depuis cinq ans. Kenneth Starr, avocat républicain de 51 ans, est le procureur-inquisiteur de l'affaire immobilière Whitewater et de l'affaire Monica Lewinsky. Pour certains, il est obsédé par la justice. Pour d'autres, il n'est que l'instrument d'une vendetta politique destinée à provoquer la chute du président américain.

Lire page 14

International	2	Finances	23
France	6	Aujourd'hui	24
Société	10	Météorologie	25
Régions	12	Culture	29
Cartes	15	Géologie	31
Horizons	14	Sciences	32
Entreprises	20	Abonnements	33
Communication	22	Radio-Télévision	33

Dominique Muller

DEMANDER LA LUNE

Pour la Saint Valentin,

# Demander la lune

essai (et résultats)

Un grand livre d'humour

NiL éditions

MOBECO

42.05.71.00



**PROCHE-ORIENT** Les Etats-Unis ont lancé un appel appuyé au soutien de l'Europe dans la crise irakienne lors de la 34<sup>e</sup> Conférence internationale sur la sécurité organi-

sée les 7 et 8 février à Munich, en Allemagne. ● CET APPEL a été bien reçu par le chancelier allemand Helmut Kohl, qui a assuré Washington de son entière solidarité. ● CET EN-

GAGEMENT intervient alors que la France et la Russie s'efforcent de préserver les chances de parvenir à une solution diplomatique à propos de la crise qui oppose les Nations

unies à l'Irak sur son désarmement. ● DANS LES TERRITOIRES palestiniens occupés, le bras-de-fer engagé par Saddam Hussein suscite la sympathie de la rue, même si l'Autorité

palestinienne refuse de réitérer l'erreur de 1991, lorsque l'OLP s'était retrouvée isolée, y compris au sein du monde arabe, dans son soutien au dictateur irakien.

## Les Etats-Unis veulent le soutien de l'Europe dans la crise avec l'Irak

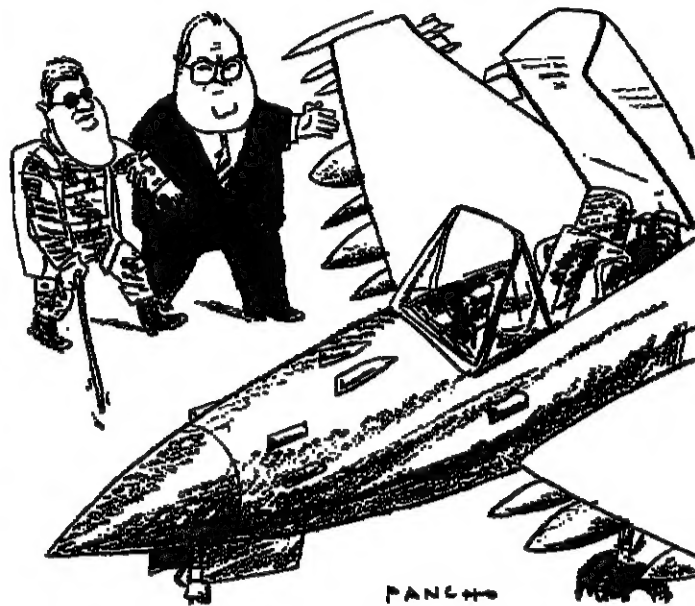
L'épreuve de force engagée entre Washington et Bagdad à propos du désarmement divise les Européens. Alors que la France s'efforce de préserver les chances ténues d'un règlement diplomatique, l'Allemagne, après la Grande-Bretagne, s'engage derrière l'Amérique

**MUNICH**  
de notre envoyé spécial  
La 34<sup>e</sup> Conférence internationale sur la sécurité, connue sous le nom de *Wehrkunde*, qui se tient chaque année à Munich, a été l'occasion, samedi 7 et dimanche 8 février, pour une forte délégation américaine de lancer un appel appuyé à la solidarité occidentale dans la crise irakienne. Avec une franchise frisant la brutalité chez les membres du Congrès - démocrates comme républicains -, avec plus de diplomatie pour le secrétaire à la défense, William Cohen, tous ont expliqué à la centaine d'experts des questions stratégiques et militaires présents dans la capitale bavaroise que l'Europe ne pouvait éternellement compter avec l'appui des Etats-Unis si les Européens ne faisaient pas leur devoir quand Washington défend les valeurs de la communauté internationale sur d'autres continents.

Cet appel a été en partie entendu. Le chancelier Kohl a affirmé que « nos amis américains méritent un appui politique total » s'ils décident des frappes contre l'Irak. « Bien que personne ne me l'ait demandé, nos bases aériennes sont à la disposition des Etats-Unis », a ajouté le chef du gouvernement de Bonn. Le gouvernement de Rome, en revanche, a indiqué qu'il n'autoriserait pas

l'utilisation des bases situées en Italie. Il est vrai qu'un fort sentiment anti-américain s'est manifesté en Italie après l'accident de Cavalese. Pour Helmut Kohl, la solidarité allemande va de soi dans cette affaire, d'autant plus que les armes irakiennes pourraient un jour toucher Israël. Le chancelier n'en a pas moins regretté, à demi-mot, ne pas avoir été consulté par les Américains. Lors de sa récente tournée des capitales européennes, la secrétaire d'Etat Madeleine Albright n'a pas jugé utile de s'arrêter à Bonn. Du côté allemand, on explique que l'appui de principe donné par le chef du gouvernement ne dispense pas les Américains d'informer leurs partenaires et que les « détails » doivent être encore discutés.

L'exposé des positions réciproques auquel se sont livrés William Cohen et son collègue Alain Richard, en marge de la conférence, n'a pas suffi à lever les « incertitudes sur les limites de l'action militaire », selon l'expression du ministre français de la défense. « Nous n'avons pas le même rôle. On continue de rechercher des solutions diplomatiques. On a fait des propositions auxquelles les Irakiens ont répondu, mais les contre-propositions irakiennes ne sont satisfaisantes ni pour les Etats-Unis ni pour



la France. Le secrétaire américain à la défense a minimisé les divergences avec Paris, en déclarant qu'il ne voulait pas se prononcer à l'avance sur ce que serait l'attitude française en cas d'échec des efforts diplomatiques.

Les Etats-Unis n'ont en tout cas aucun souci à se faire sur l'attitude britannique. De retour de Washington, Tony Blair a laissé en-

tendre qu'une action militaire serait difficile à éviter même si « le Royaume-Uni veut, comme tout le monde, que cette crise soit résolue par la voie diplomatique ». Mais, « sans la force ou la menace de la force, il n'y aura pas de solution diplomatique », a affirmé à Munich son ministre de la défense, George Robertson, tandis que pour le secrétaire au Foreign Office, Robin

Cook, « le temps presse. En général, Saddam Hussein réagit quand l'ultimatum approche, il devrait comprendre que cet ultimatum est de plus en plus imminent ».

### RAPPEL À L'ORDRE

Une fois encore, les Européens se présentent en ordre dispersé et les Américains ont profité de la réunion de Munich pour leur adresser un véritable rappel à l'ordre, qui, au-delà de la crise avec l'Irak, englobait l'ensemble des relations transatlantiques, depuis l'élargissement de l'Alliance atlantique ou la présence en Bosnie jusqu'à la compétition des industries militaires. William Cohen a souligné que les Etats-Unis dépensent deux à trois fois plus que les Européens dans la recherche et l'achat de technologies avancées. Cette situation, a-t-il dit, est incompatible avec l'accroissement des responsabilités réclamées par l'Europe. « Un rôle plus important en matière de sécurité est lié à une augmentation des ressources, a déclaré le secrétaire à la défense. Mais nombreux en Europe sont ceux qui semblent détourner de cette tâche, peut-être, en partie, parce qu'ils sont obsédés par la future Union monétaire ».

Les sénateurs et les hommes d'affaires ont enfoncé le clou. Si l'Europe n'a pas assez de moyens pour

avoir sa propre industrie militaire, elle n'a qu'à acheter aux Etats-Unis, ont-ils dit en substance. En tout cas, elle ne doit pas penser que les Américains continueront à supporter l'essentiel du fardeau, qu'ils seront toujours prêts à défendre les valeurs et les intérêts communs en Europe et au-delà, tandis que la solidarité européenne serait confinée à l'Europe elle-même. « Si l'Europe ne veut pas aider les Etats-Unis en Irak, en Iran et ailleurs, alors les Etats-Unis ne devraient pas dépenser ses propres ressources à aider l'Europe ».

Le sénateur John McCain (républicain) a cru bon de préciser qu'il ne partageait pas cette opinion souvent entendue outre-Atlantique, mais, dans le contexte de la crise irakienne, ce rappel sonnait comme un avertissement. Le Congrès doit, dans les prochains mois, se prononcer à la fois sur l'élargissement de l'OTAN à la Hongrie, la Pologne et la République tchèque (la encore les Etats-Unis cherchent à faire supporter aux Européens de l'Ouest l'essentiel de la charge) et sur le maintien d'une présence militaire américaine en Bosnie. L'attitude de leurs alliés face à l'Irak risque de peser sur leurs décisions.

Daniel Vernet

## Diplomates et militaires travaillent avec un égal sentiment d'urgence

**QUAND** les Etats-Unis et la Grande-Bretagne jugeront-ils que les chances de parvenir à une solution pacifique de la crise entre Bagdad et l'ONU ont été épuisées ? C'est la grande question qui se pose à propos de cette crise, qui, entre, lundi 9 février, dans sa quatrième semaine. Aucun délai précis n'a été fixé à l'Irak pour qu'il se soumette à la résolution 687 des Nations unies, exigeant l'élimination de toutes ses armes de destruction massive. Ce qui renforce peut-être le sentiment irakien, Saddam Hussein, dans sa conviction qu'il peut continuer de marchander le plus longtemps possible sa coopération avec les inspecteurs de l'ONU chargés de désarmer son pays.

Dimanche 8 février, la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, a déclaré que le délai était « de l'ordre de semaines ». Le Japon ayant souhaité qu'une « trêve olympique » soit respectée pendant la durée des Jeux d'hiver de Nagano, du 7 au 22 février, il s'est vu répondre par le président Bill Clinton que les Etats-Unis ne tiendraient compte que de leurs seuls « intérêts stratégiques nationaux ».

Une course est donc engagée entre les diplomates et les militaires pour résoudre la crise surgie

- ou qui a plutôt rebondi - le 21 janvier à propos de l'inspection par la Commission spéciale de l'ONU (Unscm) des sites que l'Irak qualifie de « présidentiels ».

L'expression « sites » inclut les palais du président de la Répu-

### Les B-52 et les bombardiers furtifs arrivent

Les préparatifs militaires s'intensifient. Le secrétaire américain à la défense, William Cohen, a ordonné samedi l'envoi dans la région du Golfe de dix-neuf avions de combat et d'une trentaine d'appareils de soutien logistique qui iront rejoindre les forces américaines déjà sur place en cas d'intervention contre l'Irak. Un responsable du Pentagone a précisé qu'il s'agissait de six chasseurs bombardiers F-117, six bombardiers B-52, six chasseurs F-16 et un bombardier B-1B. Les F-117 se rendront au Koweït, les B-52 sur l'île de Diego Garcia dans l'océan Indien et les autres à Bahreïn. Ils porteront à 375 le nombre d'avions de l'US Air Force dans le Golfe et en mer d'Arabie. La plupart sont basés à bord de porte-avions, et certains en Arabie saoudite et au Koweït. Les Etats-Unis ont deux porte-avions dans le Golfe, l'*USS Independence* et l'*USS George Washington*. Ils doivent être rejoints prochainement par le porte-hélicoptères *USS Guam*. - (Reuters.)

blique et leur environnement. A titre comparatif, on pourrait dire qu'en France les sites incluraient, outre le palais de l'Elysée, l'esplanade des Invalides, la place de la Concorde, éventuellement les Grands et Petits Palais et les Tuileries. Bagdad en a dénombré huit, les

Etats-Unis soixante-dix-huit, Bagdad ayant exigé, en novembre, que cette question soit différée jusqu'à la fin de négociations techniques sur le désarmement irakien en avril, le Conseil de sécurité a refusé tout moratoire et exigé que l'Irak se

plie aux exigences des inspecteurs. Il n'y a aucune différence de vues entre les quinze membres du Conseil de sécurité sur deux points : l'Unscm doit pouvoir inspecter autant de fois qu'elle le veut tous les lieux qu'elle juge utiles pour s'assurer du désarmement de

Bagdad. Elle est la seule commission ad hoc chargée des inspections. Pour en persuader l'Irak, la Russie et la France lui ont fait des suggestions.

Moscou, qui a menacé d'opposer son veto au Conseil de sécurité à tout projet de résolution prévoyant le recours à la force, a proposé à Bagdad que les inspecteurs de l'Unscm soient accompagnés sur les sites « présidentiels » par des représentants des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité. L'Irak a fait un pas en contre-proposant ou plutôt en réactivant une proposition déjà ancienne : une seule et unique visite des sites « présidentiels » serait faite par cinq représentants de chacun des quinze pays membres du Conseil de sécurité, et deux représentants de chacun des vingt et un membres de l'Unscm. L'offre a été rejetée parce qu'elle excluait l'Unscm en tant que telle et limite à une seule fois la visite des lieux « sanctuarisés » par Bagdad.

Les Irakiens ont ensuite suggéré que les visites, ou vérifications - ils ne parlent pas d'inspections - s'étaient sur un mois, au terme duquel, exigent-ils, l'embargo de l'ONU sera levé. Dimanche, ils ont accepté que le délai soit de deux mois, mais leur offre a été instanta-

nément rejetée par les Etats-Unis. Moscou, qui visiblement n'arrive pas à faire avancer les choses, a proposé dimanche que le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, aille à Bagdad.

### PARIS PROPOSE L'UNSCOM

La France craint que des frappes militaires n'aboutissent aux résultats exactement contraires de ceux escomptés, et notamment à l'expulsion de l'Unscm, laissant le champ libre à l'Irak pour se réarmer. Aussi Paris a-t-il suggéré à Bagdad une distinction entre les palais présidentiels et leur environnement. Cet environnement serait inspecté par les équipes de l'Unscm accompagnées de diplomates des cinq membres permanents du Conseil de sécurité - à Paris on appelle cette formule « Unscm+ ». Quant aux palais présidentiels, ils seraient visités par des représentants de l'Unscm, en l'occurrence son chef, Richard Butler, « en gants blancs ».

Bagdad a accepté de réfléchir à cette formule, ce qui signifie qu'il serait prêt à admettre qu'aucun lieu ne peut être sanctuarisé et que l'Unscm est incontournable. Quant aux Etats-Unis, « ils n'ont pas rejeté » l'idée française, in-

diquant-on à Paris. Contrairement d'ailleurs aux précédentes crises entre l'Irak et l'ONU, les démarches de la France et de la Russie n'ont pas été critiquées par l'administration américaine ni par Londres, qui ont au contraire voulu donner « toutes ses chances à la diplomatie », tout en exprimant leur scepticisme.

Le ministre turc des affaires étrangères, Ismail Cem, et le secrétaire général de la Ligue arabe, Ismat Abdel Meguid, ont eux aussi été à Bagdad pour tenter de convaincre le président Saddam Hussein de se plier aux exigences de l'ONU.

Les pays arabes souhaitent une solution diplomatique. Les Etats-Unis auraient surtout voulu garantir le soutien de l'Arabie saoudite à des frappes militaires, notamment parce qu'ils y disposent d'une base aérienne d'où partent les avions chargés de la surveillance du sud de l'Irak. Mais la position de Riyad est ambiguë. « Nous n'aimons pas que l'Irak, en tant que peuple, soit frappé, mais nous disons à Saddam Hussein d'obéir aux résolutions de l'ONU », a déclaré dimanche le ministre saoudien de la défense, le prince Sultan.

Mouna Naïm

## Les Palestiniens manifestent leur soutien au « peuple arabe irakien injustement agressé par l'Amérique »

**JÉRUSALEM**  
de notre correspondant  
Appréhension d'un côté, solidarité de l'autre. Comme en 1991 et comme si un processus de paix, il est vrai moribond, n'avait pas été lancé entre eux fin 1993, la crise irakienne trouve une nouvelle fois les Israéliens et les Palestiniens dans des camps politiques diamétralement opposés.

Dimanche, tandis que le ministre israélien de la défense Itzhak Mordechai rencontrait son homologue américain, William Cohen, à Munich, pour essayer de coordonner la réponse militaire des deux pays en cas de conflit avec Bagdad, les différentes factions politiques palestiniennes, islamistes comprises, se mettaient d'accord à Ramallah pour organiser dans la semaine qui s'ouvre de nouvelles manifestations de solidarité avec « le peuple arabe irakien injustement agressé par l'Amérique ».

Isolé, affaibli et contesté, Yasser

Arafat, qui ne tient pas à se mettre les Etats-Unis à dos en ce moment, s'est cependant gardé de répéter ce que Ziad Abou Amr, politologue et élu indépendant de l'Assemblée palestinienne, appelle « l'erreur et les illusions de 1991 ».

### DÉFILÉ PRO-SADDAM HUSSEIN

Beaucoup de Palestiniens, croyant à un possible succès militaire irakien, avaient alors applaudi les Scud tirés par l'armée de Saddam Hussein sur Tel-Aviv et ses alentours, espérant qu'une victoire arabe leur apporte la libération. Plus grave, l'accrochage donné en pleine crise par Yasser Arafat au dictateur irakien, au grand dam des pays du Golfe, avait plongé l'OLP dans une crise financière sans précédent, et beaucoup de Palestiniens estiment aujourd'hui que c'est « cette erreur » et la nécessité de trouver une sortie à cette impasse qui a plongé la cause palestinienne dans « le piège des accords d'Oslo ».

Pas question, donc, de la réitérer. Cette fois-ci, le chef de l'OLP a certes envoyé l'un de ses diplomates à Bagdad pour « encourager l'Irak à respecter les résolutions des Nations unies », mais, s'il a rappelé le 6 février à Madrid qu'« Israël viole, lui, impunément, toutes les résolutions des Nations unies depuis trente ans », il s'est gardé d'aller plus loin. Les factions palestiniennes, cependant, n'entendent pas rester muettes. Au cours du week-end déjà, et tandis que les Israéliens continuaient de patienter en grand nombre devant les centres de distribution de masques à gaz, les populations arabes occupées manifestaient en nombre croissant leur admiration pour Saddam Hussein, « seul leader arabe qui ose tenir tête à l'alliance américano-sioniste ».

A Gaza, Hébron, Ramallah et d'autres villes autonomes, plusieurs centaines de jeunes ont défilé ces derniers jours avec des pancartes en faveur de l'Irak et

brûlé des drapeaux américains et israéliens. A Gaza, un marchand astucieux est en train d'amasser une petite fortune en vendant de grandes affiches représentant le dictateur irakien en grand uniforme. Samedi, à la sortie de Bethléem, un petit millier de manifestants s'en sont pris à coups de

pierres et de bouteilles vides aux soldats israéliens qui carapentaient les portes des enclaves autonomes. L'armée a tiré des balles caoutchoutées qui ont fait quatorze blessés, dont trois cameramen de presse et deux policiers palestiniens qui tentaient d'empêcher les jeunes d'approcher trop près la

ligne de démarcation. La veille au soir, à Gaza, alors que l'armée détruisait deux logements palestiniens construits « illégalement », c'est-à-dire trop près de l'une des seize colonies juives de ce petit territoire surpeuplé, soldats israéliens et palestiniens en étaient venus aux mains et certains avaient armé leurs fusils d'assaut. Quelques jours plus tôt, à la sortie de Bethléem, au cours d'une manifestation de jeunes organisée à la suite du « suicide » dans une prison israélienne d'un détenu palestinien, d'autres policiers de l'OLP avaient mis en joue un groupe de soldats israéliens qui pénétraient l'enclave autonome à la poursuite des jeteurs de pierres. Finalement, après un long moment de forte tension, réminiscence des affrontements armés qui avaient fait soixante-seize morts en septembre 1996, les soldats avaient fait demi-tour.

Patrice Claude



## La mission européenne en Algérie propose une enquête sur les réseaux islamistes dans l'Union

Alger refuse de discuter avec les eurodéputés des atteintes aux droits de l'homme dans le pays

Alors qu'au moins 10 personnes ont été tuées et 14 blessées, vendredi et samedi, dans des attentats, la délégation du Parlement européen a en-

tamé, dimanche 8 février, sa mission d'information sur les violences en Algérie par une rencontre à Alger avec la commission des af-

aires étrangères de l'Assemblée populaire nationale. Il a été question de commissions d'enquête des deux côtés de la Méditerranée.

ALGER

de notre envoyé spécial

A l'issue d'une discussion de trois heures, les eurodéputés ont déclaré qu'ils étaient prêts à appuyer au sein du Parlement l'idée d'une commission internationale destinée à identifier les réseaux islamistes en Europe.

Abdelkader Hadjar, président de la commission algérienne, a, bien sûr, exprimé sa satisfaction : « Pour la première fois, l'Europe accepte de discuter du terrorisme ; c'est un commencement très fructueux. » Les autorités algériennes, convaincues que les maquis s'approvisionnent en armes et en argent en Europe, demandent depuis des mois aux pays européens d'intensifier la lutte contre les islamistes chez eux.

**AUDITIONS**  
L'autre proposition de la délégation de Strasbourg, à l'inverse, était d'organiser des auditions, en France, de personnes impliquées dans la crise algérienne. Les parlementaires ont souligné en contrepartie la question d'une enquête internationale sur la situation en Algérie, sans la réclamer explicitement. Daniel Cohn-Bendit (Verts allemand) a estimé que les Algériens devaient « répondre aux questions qui se posent ». « On doit pouvoir enquêter sur les tortures, les disparitions et les droits de l'homme », a-t-il déclaré.

La réponse est venue de la dépu-

tée Noura Bouगतoucha, membre du Rassemblement national démocratique (RND), le parti du président Liamine Zéroual : « Il n'y a pas d'échange possible parce qu'on ne veut pas d'une commission d'enquête internationale. »

Si l'organisation du programme pour lundi - rencontre avec les partis représentés à l'Assemblée algérienne - et mardi - entretiens avec des représentants de la société ci-

totoise qu'il n'était pas question d'entamer des discussions avec un parti interdit » (allusion à l'Ex-Front islamique du salut).

Selon une source proche de la délégation, les personnalités « auditionnées » seraient, notamment, des représentants de l'Association des femmes démocrates, Sidi Said, secrétaire général du syndicat UGTA (Union générale des travailleurs algériens), M<sup>re</sup> Henri Tessier, l'ar-

### Une délégation de neuf membres

Le Parlement européen avait décidé le 18 septembre 1997 d'envoyer une délégation ad hoc en Algérie. Lors de son audition devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée de Strasbourg le 27 novembre, le chef de la diplomatie algérienne, Ahmed Attaf, avait donné son accord.

La mission européenne est composée de neuf députés, dont quatre Français : André Soulier (UDF, France), président ; Hannes Swoboda (social-démocrate, Autriche), vice-président ; Daniel Cohn-Bendit (Verts, Allemagne), rapporteur ; Anne André-Leonard (libérale, Belgique), Hélène Carrère d'Encausse (RPR, France) ; Mireille Elmalan (communiste, France) ; Jorge Hernandez-Mollar (démocrate-chrétien, Espagne), Yannis Roubatis (socialiste, Grèce), André Scarbouché (radical-socialiste, France).

ville - était régie, il n'en va pas de même pour celui de mercredi, dernier jour en principe de la visite parlementaire.

Les eurodéputés ont décidé de louer une salle dans un grand hôtel algérien pour recevoir « qui ils veulent ». M. Cohn-Bendit a précisé

chevêque d'Alger, et Abdelmadjid Meziane, président du Haut Conseil islamique.

Contrairement à la prudence de la « troïka » européenne (constituée des secrétaires d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni, de l'Autriche et du Luxembourg),

## L'Afrique réagit discrètement à la réforme de la coopération

Les Français expatriés manifestent leur inquiétude

ABIDJAN

de notre correspondant

en Afrique de l'Ouest

La réforme du système français d'aide au développement est quasiment passée inaperçue en Afrique de l'Ouest. Seuls, les médias béninois s'en sont emparés, profitant de la polémique qui a éclaté entre le secrétaire d'Etat français à la coopération, Charles Josselin, et le premier ministre, Adrien Houngbédji.

Le week-end précédant la présentation du projet de réforme en conseil des ministres, M. Houngbédji s'était publiquement inquiété de voir la France se comporter « comme si elle avait décidé de se replier ». Mais il avait tenu ce discours non pas à l'intention de Béninois angoissés par la perspective de la disparition du secrétariat d'Etat à la coopération, mais à Paris, face aux militants du RPR réunis pour leurs assises.

En visite à Cotonou, M. Josselin s'est agacé de ce que le premier ministre, « plutôt que d'accueillir un représentant du gouvernement français qui vient lui rendre visite, préfère à la tribune d'un parti d'opposition, se livrer à des déclarations intempestives qui ne correspondent pas à la réalité ».

Plus que le fond de la réaction du secrétaire d'Etat français, c'est la forme qui a déclenché la presse béninoise. Comme beaucoup de ses confrères, le quotidien *Les Echos du jour* a estimé que « M. Josselin se croyait en colonie » mais pour ajouter que ce genre d'incident était la conséquence du « triste spectacle de nos pleurs sur le sort du franc CFA et de nos jérémiades sur la réforme annoncée du ministère de la coopération » et du « refus systématique de nous prendre en charge et d'assumer notre destin ». En Côte-d'Ivoire, au Sénégal, les dirigeants politiques sont restés muets sur le sujet, mobilisés par les débats nationaux - agitation sociale

Thomas Sottinel

## La crise avec l'Irak

Mars que la France s'efforce de préserver derrière l'Amérique

En général, les Européens se sont dispersés et les États-Unis ont profité de la réunion pour leur adresser un appel à l'ordre, qui, en l'occurrence, est la mise en œuvre de la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU, en date du 31 mars 1990, relative à la situation en Irak.

La résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU, en date du 31 mars 1990, relative à la situation en Irak, a été adoptée à l'unanimité. Elle demande à la communauté internationale de faire pression sur l'Irak pour qu'il cesse ses activités de soutien aux groupes terroristes et de respecter les droits de l'homme.

La résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU, en date du 31 mars 1990, relative à la situation en Irak, a été adoptée à l'unanimité. Elle demande à la communauté internationale de faire pression sur l'Irak pour qu'il cesse ses activités de soutien aux groupes terroristes et de respecter les droits de l'homme.

## it d'urgence

La situation en Irak est préoccupante. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres.

La situation en Irak est préoccupante. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres.

La situation en Irak est préoccupante. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres.

La situation en Irak est préoccupante. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres.

La situation en Irak est préoccupante. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres.

La situation en Irak est préoccupante. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres.

La situation en Irak est préoccupante. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres.

La situation en Irak est préoccupante. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres.

La situation en Irak est préoccupante. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres.

La situation en Irak est préoccupante. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres.

La situation en Irak est préoccupante. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres.

La situation en Irak est préoccupante. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres.

La situation en Irak est préoccupante. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres.

La situation en Irak est préoccupante. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres.

La situation en Irak est préoccupante. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres.

La situation en Irak est préoccupante. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres.

La situation en Irak est préoccupante. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres. Les forces de sécurité irakiennes ont tué plusieurs personnes et en ont blessé d'autres.

## Les quatre Français enlevés au Tchad ont été libérés

LES QUATRE ressortissants français disparus mardi 3 février dans le sud du Tchad ont été retrouvés sains et saufs, dimanche, à l'aube, par les forces de sécurité, cinq jours après leur enlèvement par un mouvement politique sudiste jusqu'ici peu connu, l'Union des forces démocratiques (UFD).

« Aucune négociation n'a été menée avec les terroristes », a-t-on indiqué à N'Djamena, où les quatre Français sont arrivés dimanche après-midi, « fatigués, mais en bonne santé ».

Les quatre hommes, ramenés en avion à N'Djamena par les ministres tchadiens de l'Intérieur et de la communication, Adamane Salah et Haroun Kabadi, ont été conduits de l'aéroport à la résidence du président Idriss Déby, qui les a officiellement remis à l'ambassadeur de France, Alain du Boisjéan. Marc Lutz, vingt-six ans, le coopérant aidant à la gestion d'une réserve animalière proche de Sahr, a brièvement

indiqué à l'aéroport avoir été, comme son frère Jean-Michel, vingt-neuf ans, et leurs deux amis, « bien traités », mais n'avoir eu « que du riz et de l'eau » à consommer pendant leurs cinq jours de détention dans une grotte du mont N'Djila, à une centaine de kilomètres au sud de Sahr.

**UN PROBLÈME TCHAD-TCHADIEN**  
C'est la grotte se trouve près du village de Koin dont est originaire le docteur Mahmoud Nahor, président-fondateur de l'UFD, qui a revendiqué l'enlèvement. Selon M. Lutz, leurs cinq ravisseurs leur ont expliqué qu'ils les avaient « pris en otage pour combattre le régime et prendre le pouvoir ».

Les ravisseurs se sont enfuis à l'approche des forces de sécurité, sans qu'un coup de feu ne soit tiré, et « la poursuite continue pour les retrouver », a précisé M. Kabadi. « Il y a aussi des

complices à N'Djamena, et nous allons les trouver rapidement », a-t-il ajouté.

De son côté, le président Idriss Déby a déclaré « être très heureux que les otages soient libérés ». « C'est une bonne chose pour le gouvernement tchadien, le gouvernement français, ainsi que pour leurs familles », a-t-il poursuivi. « Les auteurs et complices de l'enlèvement seront débarrassés et traduits devant la justice », a affirmé le président, considérant que « le docteur Nahor a un problème politique ; c'est un problème tchad-tchadien et les Français n'ont rien à y voir ».

On signale toutefois de source autorisée à N'Djamena que l'attaché militaire de l'ambassade de France, le colonel Yannick Guillaud, allait être déclaré *persona non grata* dans les prochaines heures. Le colonel Guillaud connaissait bien le docteur Nahor, et celui-ci avait d'ailleurs précisé, dans sa lettre de revendications, « vouloir négocier uniquement » avec lui. (AFP)

## La crise alimentaire provoque de nouvelles émeutes en Indonésie

BANGKOK

de notre correspondant

en Asie du Sud-Est

Les « émeutes de la faim » se poursuivent en Indonésie. Djakarta tente de prendre des dispositions pour enrayer une crise alimentaire engendrée par une forte sécheresse et exacerbée par la déroute financière. Source principale d'un fort mécontentement, la flambée des prix - qui coïncide avec la mise à pied de centaines de milliers de salariés - provoque de violentes manifestations populaires.

Des émeutes provoquées par ces hausses ont fait un mort et causé d'importants dégâts, dimanche 8 février, dans l'île de Flores, à 2 200 kilomètres à l'est

de Djakarta, selon des informations recueillies par l'AFP. La personne décollée a été victime d'un arrêt cardiaque, selon la version officielle.

**MAGASINS PILLÉS**

Des centaines de personnes d'origine chinoise vivant sur cette île se sont réfugiées auprès de la police pour se protéger des violences. La population s'en est systématiquement prise aux magasins des indonésiens d'origine chinoise, qui ont été pillés et incendiés. La veille, dans la ville de Bima, située sur l'île de Sumbawa (petite Sunda), des milliers de gens avaient manifesté contre la flambée des prix, sacagés plusieurs magasins, incendiant au

moins l'échoppe d'un Chinois.

Entre-temps, un peu partout dans l'archipel, ceux qui en ont les moyens ont tendance à stocker le riz. L'huile de cuisine ou le sucre en prévision de nouvelles hausses lorsque le gel des prix, imposé par le gouvernement, sera levé, en principe mercredi. Hausse des prix et difficultés de ravitaillement sont à l'origine, depuis quelques semaines, de violents incidents, notamment dans l'est de l'île de Java et à Sulawesi (Célèbes). Et ce, alors que le ministère indonésien de l'emploi estime que le nombre des chômeurs pourrait doubler en 1998, pour franchir la barre des huit millions d'individus. La tension est sensible, y compris dans

la capitale, où la présence de l'armée a pour objet de dissuader toute explosion de violence. Plus de 20 000 soldats et policiers y ont été rassemblés, le 7 février, au cours d'une démonstration de force.

**AIDE D'URGENCE**

Pour tenter d'enrayer la crise alimentaire, Bulog, un organisme qui a le monopole du commerce du riz, a été autorisé, en décembre, à importer 2,5 millions de tonnes de riz, dont la production nationale a chuté de 3,5 %. Comme la récolte de février-mars 1998 est également victime du retard des pluies, Bulog a déjà reçu la permission d'importer 2,5 millions de tonnes de riz supplémentaires à compter du 1<sup>er</sup> avril, début la prochaine année fiscale.

Importer des céréales sans provoquer une hausse des prix implique de nouvelles subventions à la vente. La Banque mondiale négocie depuis la mi-janvier le financement par des donateurs étrangers, dont le Japon, une aide alimentaire d'urgence de 1 milliard de dollars.

Le maintien des prix à la vente fixés par Bulog pourrait, cependant, coûter le double. Bulog est un organisme qui, tout en conservant le monopole du riz, devait abandonner le 1<sup>er</sup> février ceux de la farine de blé et du sucre (importation et distribution) aux termes de l'accord passé le 15 janvier avec la FMI. L'Indonésie a importé, l'an dernier, 4 millions de tonnes de blé et plus de 1 million de tonnes de sucre.

Jacques Isnard

Jean-Claude Pomonti

## Des aviateurs singapouriens vont s'entraîner dans les Landes

UN ÉCHELON précurseur de l'armée de l'air singapourienne devrait s'installer, lundi 9 février, sur la base de Cazaux (Landes), à la suite d'un accord secret, qui date de fin 1997, entre la France et Singapour.

Cet accord, qui est le premier du genre conclu par la France, prévoit la formation et l'entraînement des pilotes de combat singapouriens dans des conditions proches de celles d'une opération de guerre. Singapour n'a pas acquis d'avions de combat depuis la France. Mais la ville-Etat doit lancer un appel d'offres pour l'achat de 40 à 100 avions de combat dans les trois à quatre années à venir. Le Rafale français se heurte à la concurrence du F-16 et du F-16 Block 60 américains, du Sukhoï

SU-35 russe et de l'Eurofighter EF-2000 britannico-germano-italo-espagnol.

A partir d'un escadron d'une vingtaine d'avions Super-Skyhawk d'origine américaine qui feront le déplacement, les Singapouriens, au nombre de quelque 250 pilotes et mécaniciens, viendront, l'été prochain, s'entraîner au tir, en grandeur réelle, à Cazaux. Le contrat, dont le montant n'est pas divulgué, concerne aussi, pour quelques années, les familles, soit 600 personnes au total. Un accord en discussion entre le colonel commandant la base et l'éducation nationale prévoit de scolariser sur place les jeunes Singapouriens. Il est prévu, de surcroît, que les pilotes singapouriens voleront à bord de Mirage

2000 français pour se familiariser avec les techniques de la guerre électronique.

C'est la première fois que la France signe un tel contrat de services à l'exportation en matière militaire. Les Landes offrent de larges zones inhabitées et réservées au tir réel de munitions de toutes sortes air-sol et air-air. En revanche, Singapour n'a pas d'espace aérien suffisant pour pratiquer de tels exercices. Le Rafale sera présenté lors du Salon international de Singapour, qui a lieu du 21 au 28 février. A cette occasion, l'armée de l'air française va détacher, en mars, un groupe de six Mirage 2000 qui participeront à une série d'exercices conjoints.

# L'HISTOIRE

UN GRAND DOSSIER

## 1938 LE TRIOMPHE DES NAZIS

- Le 13 mars : annexion de l'Autriche
  - Le 30 septembre : capitulation de Munich
  - Le 10 novembre : la Nuit de cristal
- Comment, en 1938, Hitler a imposé sa loi face à l'Europe.

A LIRE AUSSI :  
Février 1848 : la révolution des femmes

N° 218 - FÉVRIER 1998 - EN KIOSQUE - 38 F



## Le bilan de la déforestation en Amazonie est accablant pour le gouvernement brésilien

L'arrivée de compagnies asiatiques renforce les exportations de bois exotiques

Au cours des trois dernières années, 47 220 km<sup>2</sup> de forêt amazonienne – une superficie supérieure à celle de la Suisse – ont été détruits au

Brazil, selon le rapport sur la déforestation en Amazonie (qui couvre 5,1 millions de km<sup>2</sup>, soit près de 60 % du territoire national) rendu pu-

blic, lundi 26 janvier, par l'Institut national de recherches spatiales (INPE) de São José dos Campos, dans l'État de São Paulo.

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant  
« Ce serait pour moi une profonde déception si les écologistes internationaux se mettaient à "papillonner" (sic) autour de ces données », a déclaré, à l'occasion d'un point de presse, le ministre de l'environnement, Gustavo Krause, en commentant les chiffres sur la déforestation en Amazonie. Avec 47 220 km<sup>2</sup> de forêt amazonienne détruite, il reconnaissait, un peu plus tard, que « réellement, les chiffres [de l'INPE] ne sont pas confortables ». Ils sont en fait accablants pour le gouvernement du président social-démocrate, Fernando Henrique Cardoso, en poste depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

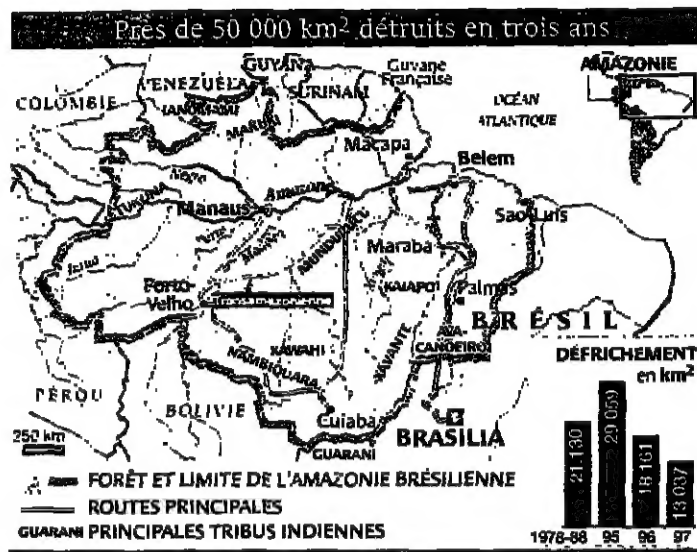
Le décapage des photos transmises par le satellite Landsat révèle que la dévastation de l'Amazonie brésilienne a battu tous les records en 1995 avec 29 039 km<sup>2</sup> déboisés, davantage que pendant toute la décennie 1978-1988 (21 130 km<sup>2</sup>). Présentant un déluge de critiques de la part des organisations de défense de l'environnement, les divers porte-parole du gouvernement s'évertuent désormais à mettre en exergue le ralentissement sensible des défrichements enregistrés tant en 1996 (18 161 km<sup>2</sup>) qu'en 1997 (13 037 km<sup>2</sup>, bilan encore provisoire). Selon l'INPE, 317 069 km<sup>2</sup> de forêt ont disparu en moins d'un demi-siècle du fait de la colonisation anarchique de la région.

L'assassinat par des propriétaires terriens – en décembre 1988 – de Chico Mendes, le leader syndical des *seringueiros* (récolteurs de latex des hévéas sauvages) d'Amazonie, avait pourtant amené les autorités brésiéliennes à reconsidérer, sous la pression internationale, la politique de développement implantée dans le nord du pays durant la dictature militaire (1964-1985). La colonisation « dans le sillage du bœuf » a longtemps privilégié l'élevage extensif au détriment de l'exploitation artisanale des produits naturels.

COMPAGNIES FORESTIÈRES

Soucieux de redorer le blason national avant la tenue, en juin 1992, à Rio, du Sommet de la Terre, l'ancien président Fernando Collor, qui allait être destitué pour corruption trois mois plus tard, était pourtant parvenu à freiner le saccage en supprimant certaines incitations fiscales jusque-là accordées aux fermiers. Le répit aura été de courte durée.

Un autre rapport, divulgué en décembre 1997, par une commission spéciale de la Chambre fédérale des députés, démontre, si besoin en était, que la préservation de la plus grande forêt humide de la planète ne figure pas au nombre des priorités de l'actuel gouvernement. Le document souligne que 88 % des projets fédéraux de réforme agraire, lancés au cours des



treize dernières années, ont eu pour cadre la frange méridionale de l'Amazonie où près de 400 000 familles de paysans ont hérité

d'un lopin de terre, d'ailleurs souvent impropre à l'agriculture. Résultat de cette pratique toujours en vigueur : les colons aban-

### Une flore de 56 000 espèces

Avec une flore englobant quelque 56 000 espèces (dont 3 850 n'existent que sur son territoire) et une faune tout aussi riche (premier rang mondial pour les mammifères, les poissons d'eau douce et les insectes, deuxième pour les amphibiens, troisième pour les oiseaux et cinquième pour les reptiles), le Brésil recèle, selon une enquête récente de l'organisation non gouvernementale Conservation International, une biodiversité incomparable, qui n'en finit pas de surprendre les spécialistes.

En avril 1997, le Hollandais Marc Van Roosmalen, de l'Institut national de recherches d'Amazonie, a ainsi reçu des mains d'un paysan un singe adulte, jusqu'alors inconnu, ressemblant à un tamarin et ne pesant que 170 grammes. Le minuscule animal appartenait, selon les premières analyses, non pas à une nouvelle espèce, mais à un nouveau genre. Une découverte sans précédent au Brésil – si elle venait à être confirmée – depuis la fin du siècle dernier. L'Amazonie subit de plein fouet les activités prédatrices de l'homme. Entre 1958 et 1989, le nombre d'espèces vertébrées menacées d'extinction est passé de 58 à 80.

donnés à leur sort s'empressent de vendre à vil prix aux scieries ou aux fabricants de charbon de bois les arbres leur appartenant.

Un nouveau péril, encore plus inquiétant, pointe à l'horizon : l'arrivée en force, ces dernières années, des compagnies forestières asiatiques qui contrôlent 70 % du commerce mondial des bois tropicaux. La japonaise Eidaï (groupe Mitsubishi) et les firmes malaises WTK et Ribuman Hijau se sont déjà appropriées, avec la bénédiction des politiciens locaux, d'immenses territoires, aussitôt surexploités au mépris de la législation brésilienne.

La commission de la Chambre fédérale dénonce, par ailleurs, l'invasion par des bûcherons au service des sociétés étrangères de 72 réserves indiennes. Après avoir pris pied en Amérique du Sud, via le Surinam et le Guyana, les compagnies asiatiques entendent, de toute évidence, tirer profit des carences de l'État brésilien : 275 agents de l'Instituto de l'environnement sont chargés de surveiller une étendue de forêt grande comme dix fois la France.

En six ans, les exportations brésiéliennes de bois tropicaux ont quadruplé, passant de 2 % à 8 % des échanges mondiaux. En juin 1997, lors de la convention internationale sur les espèces menacées, organisée à Harare, au Zimbabwe, Brasília a fait, sans état d'âme, cause commune avec les pays qui ont rejeté la proposition d'instituer un certificat garantissant l'origine écologiquement correcte des importations d'acajou, dont le Brésil est le principal producteur mondial.

Jean-Jacques Sévilla

## La surprenante « love story » de James et Margaret

LONDRES

de notre correspondant

Margaret Scargill épousera James Logan dans le courant de l'année. Le couple s'est rencontré dans le cabinet médical de Bamsley, dans le Yorkshire, où elle exerce la profession de docteur généraliste et lui est responsable de l'administration. A première vue, une banale « love story » de bureau dans une petite ville désertée du nord de l'Angleterre. Sauf que Margaret, trente-six ans, est la fille unique d'Arthur Scargill, le bouillant président du NUM (National Union of Mineworkers), le syndicat des mineurs. Et que son futur mari, âgé de quarante-deux ans, est l'ancien sous-directeur de la mine de Grimethorpe, fermée en 1992, malgré la campagne musclée du « Roi Arthur », comme les Britanniques appellent leur plus célèbre syndicaliste, contre cette décision.

Au cours de ce conflit, une caméra de surveillance avait filmé Anne Scargill, épouse d'Arthur et mère de Margaret, en train de recouvrir de colle forte la serrure de la porte du bureau de James Logan.

Pour ajouter du piment, dans cette histoire, la réalité rejoint aussi la fiction. C'est en effet dans les installations désaffectées de Grimethorpe qu'a été tourné le film *Brassed Off* (Les Virages d'après le titre français) qui raconte l'histoire d'amour dans une ville minière condamnée de deux membres d'une fanfare, un mineur de fond et une géomètre envoyée par British Coal pour fermer le site. Elle finit par démissionner de la direction pour épouser son joueur de contrebas.

A l'instar de la grande grève de 1984-1985, cette mobilisation contre la fermeture de Grimethorpe s'était soldée par un échec cuisant du NUM. Grâce à son pétrole, à son gaz et au charbon importé moins cher, la Grande-Bretagne n'a plus besoin de ses « gueules noires ». Privatisée, l'industrie charbon-

nière n'emploie plus actuellement que 17 000 mineurs dans 24 mines. Relevant « l'ironie morbide » de cette union dans pareil contexte, un porte-parole du NUM a déclaré avec un surprenant art de la litote : « Je suis sûr que ce n'est pas le genre de premier emploi dont rêvait Arthur pour son beau-fils ». Pour sa part, oubliant sa rancune, M<sup>me</sup> Scargill a confié : « Quand Margaret nous a présenté James, le souvenir de l'incident de la colle a permis de briser la glace. » La fille de Scargill va épouser l'ennemi : comme l'indique le titre accrocheur du très conservateur *Daily Telegraph*, cette idylle revêt un aspect hautement symbolique dans ce pays où les divisions de classe, voire de caste, restent plus fortes qu'ailleurs sur le Vieux Continent. L'émergence au cours de la décennie 80 d'une classe moyenne, à laquelle appartient de facto Margaret Scargill de par son métier, a toutefois brisé la domination du couple « classes supérieures-syndicats » sur la vie politique et sociale. Pur produit de ce partage du pouvoir avec un établissement dont il était pourtant la bête noire, Arthur Scargill dirige aujourd'hui un syndicat qui compte moins de 10 000 adhérents. Rien n'illustre davantage sa marginalisation que le piètre score réalisé lors des dernières élections par son Socialist Labour Party, une formation dont l'objectif est de rassembler les déçus à gauche du « blairisme ».

Mais n'en déplaie au réalisateur de *Brassed Off*, le futur beau-père de James Logan n'est pas tout à fait typique de cette culture « fish and chips » anglaise. Lors de la grande grève des mineurs, un journal avait découvert dans l'arbre généalogique d'Arthur-le-Rouge plusieurs personnages illustres, dont un hobereau.

Marc Roche

## Election présidentielle disputée à Chypre

LE PRÉSIDENT de la République de Chypre, Glafcos Cléridès, a été devancé d'une courte tête, dimanche 8 février, au premier tour des élections présidentielles chypriotes, par son principal adversaire, George Iacovou, ancien ministre des affaires étrangères, soutenu par le Parti progressiste (ex-communiste) et le Parti démocratique. Les deux responsables, qui ont obtenu respectivement 40,1 % et 40,6 % des voix, s'affronteront le 15 février pour le second tour.

Cette élection concerne les 450 000 Chypriotes de la partie grecque de l'île. Elle est dominée par la question de l'adhésion de Chypre à l'Union européenne et les discussions entre les deux communau-

tés grecque et turque de l'île pour parvenir à un règlement politique qui mette fin à la division imposée depuis l'occupation de l'Armée turque en 1974. Les Etats-Unis et l'Union européenne ont tenté ces derniers mois de relancer ces discussions, sans parvenir à des résultats tangibles. En décembre dernier, lors du Sommet de Luxembourg, les Européens ont cependant clairement fait comprendre aux parties concernées, la République de Chypre, mais aussi la Grèce et la Turquie, qu'il ne saurait y avoir d'adhésion de l'île à l'Union sans qu'une solution soit trouvée pour sortir de la crise.

Elu président en 1993, Glafcos Cléridès, soixante-dix-sept ans, a

dominé ces dernières années la vie politique de l'île. Il est soutenu par le Rassemblement démocratique, qui a gagné de peu les élections législatives de 1996 devant le Parti progressiste (AKEL). Vieux routier des négociations intercommunautaires, il est accusé par son adversaire, de dix-sept ans son cadet, d'être prêt à faire trop de concessions aux Chypriotes turcs, qui réclament la création d'une fédération bicommunautaire et des garanties de sécurité pour accepter de sortir de la crise. MM. Cléridès et Iacovou ont nettement devancé les cinq autres candidats, dont celui du Parti socialiste EDEK, qui rassemble 10 % des voix.

H. de B.

## Syrie : Hafez El Assad destitué son frère Rifaat El Assad

DAMAS. Le président syrien Hafez El Assad a destitué son frère Rifaat El Assad, qui était un des trois vices-présidents syriens nommés en 1984, a-t-on appris lundi de source officielle syrienne. Rifaat El Assad a profité de la trajectoire politique de son frère, à la tête de l'Etat syrien depuis 1971, pour atteindre les sommets de l'Etat. Il a été désavoué une première fois en 1984, accusé d'avoir tenté de profiter de l'absence de Hafez El Assad, souffrant de problèmes de santé, pour s'emparer du pouvoir. Privé du contrôle des forces paramilitaires des Détachements de la défense, il a alors quitté la Syrie où il n'est durablement retourné qu'en 1992, et où il est resté engagé dans des lucratives affaires. – (AFP)

## Un dissident revenu secrètement en Chine a été arrêté

PÉKIN. Revenu secrètement en Chine former un parti politique, Wang Bingzhang, un des dirigeants du mouvement dissident chinois aux Etats-Unis, a été arrêté, vendredi 6 février, selon ses proches. De nationalité américaine, Wang Bingzhang, cinquante ans, a été interpellé après une chasse à l'homme dans la province d'Anhui, dans le centre de la Chine, avec un autre dissident, Wang Tinglin, quelques jours avant une réunion secrète consacrée à la création d'une formation politique d'opposition. Cette organisation devait prendre le nom de « Parti de la justice », selon un dissident vivant aux Etats-Unis. Wang Bingzhang, qui avait participé au mouvement du Mur de la démocratie (1979), était rentré en Chine en janvier en empruntant une autre identité. Deux autres dissidents chinois, Zhang Ruluan et Yang Qingheng, ont été arrêtés, dimanche 8 et lundi 9 février, à Shanghai, a annoncé le Centre du mouvement démocratique en Chine, une association basée à Hongkong. – (Reuters, AFP)

## Peine de mort confirmée pour un journaliste iranien

TÉHÉRAN. La Cour suprême iranienne a confirmé, dimanche 8 février, la condamnation à la peine de mort prononcée contre le journaliste Morteza Firouzi, rédacteur en chef du journal *Iran News*, accusé d'espionnage. Cette condamnation pourrait être appliquée dans les prochains jours. Arrêté en mai 1997, le journaliste avait été condamné à mort en janvier. Professionnel réputé, proche des milieux conservateurs, Morteza Firouzi est à l'origine de la création du journal *Iran News*, de langue anglaise, particulièrement lu dans les milieux diplomatiques de Téhéran. Amnesty International, la Ligue française des droits de l'homme et Reporters sans frontières ont protesté contre cette condamnation. – (AFP)

DÉPÊCHES

■ ALLEMAGNE : dans une démarche sans précédent, cent-cinquante-cinq professeurs d'économie allemands – liste incluant certains des plus grands noms de la profession – publient un appel réclamant un report de deux ans de l'entrée en vigueur de l'euro du fait de conditions économiques qu'ils jugent aujourd'hui « les plus inappropriées ». L'information figurait, lundi 9 février, à la « Une » du *Financial Times* ; l'appel est aussi publié par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. La liste des professeurs est accessible sur Internet.

■ ALGÉRIE : Human Rights Watch, l'organisation américaine de défense des droits de l'homme, a accusé, dans un rapport publié dimanche 8 février, les autorités algériennes d'être responsables de plusieurs centaines de disparitions en Algérie. Le rapport cite des noms et des témoignages de familles ayant tenté de localiser un parent disparu, souvent arrêté la nuit par des hommes ne présentant en général aucune identification. – (AFP)

■ JAPON : un maire favorable à la construction d'un hélicoptère militaire américain, en échange de la fermeture de la base de Futenna, a été élu dimanche 8 février à Nago, dans la préfecture d'Okinawa. Taisei Kishimoto, cinquante-quatre ans, était soutenu par le Parti libéral démocrate au pouvoir. Le projet d'hélicoptère est la contre-partie offerte aux Etats-Unis par Tokyo à la fermeture de la base de Futenna dans le cadre de l'accord de révision de l'alliance militaire américano-japonaise conclu en avril 1996. – (Reuters)

■ AFGHANISTAN : deux répliques du séisme qui a frappé le nord de l'Afghanistan ont fait, samedi 7 et dimanche 8 février, au moins 250 morts supplémentaires, a déclaré un porte-parole de l'ambassade d'Afghanistan au Tadjikistan. Le tremblement de terre, qui avait secoué mercredi 4 février, la province de Takhar, au nord-est du pays, a tué au moins 3 330 personnes, dénombrées par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). – (AFP)

## Un plan de sauvetage du secteur financier japonais a été adopté

TOKYO. La Chambre basse de la Diète (Parlement) a adopté, samedi 7 février, un plan massif de soutien du secteur financier japonais. L'effort que l'Etat est prêt à consentir en faveur des banques de l'Archipel pourra atteindre un chiffre sans précédent de 30 000 milliards de yen, soit environ 1 450 milliards de francs. L'opposition n'a pas su faire entendre son hostilité à ce plan, destiné à accélérer la restructuration du secteur bancaire et à augmenter les capacités de prêt des banques. Il tombe pourtant à point nommé, compte tenu de l'état alarmant de l'économie nipponne. Les instances dirigeantes du Parti libéral démocrate (PLD) au pouvoir s'inquiètent de la gravité de la situation et réclament un changement plus net dans la politique économique du gouvernement de Ryutaro Hashimoto. – (Bloomberg)

### REUSSIR

#### HEC-ESSEC-ESCP

Classes préparatoires «filiales» 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années, voies S et E  
Adm. sur dossier + entretien.  
HEC-ESSEC-ESCP 1997  
voies S : 100% d'admis.

#### SCIENCES-PO

Classes préparatoires annuelles «filiales»  
Stage intensif d'été bac+0 et bac+1.  
Adm. sur dossier + test.  
De 35 à 40% d'admis à l'IEP de Paris - plus de 60% d'admis aux IEP de Paris+Province+CUPEP

#### IPESUP

18 rue du Cloître  
Notre-Dame 75004  
01 43 25 63 30  
3615 IPESUP (2,2 F/mois)  
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE

Une sélection de plusieurs centaines d'événements

culturels et tous les films en Ile-de-France

c'est dans **aden**

en vente, chaque mercredi en Ile-de-France

avec **Le Monde**

et chaque semaine avec **Inrockuptibles**

**aden** Attendez qu'il sorte avant de sortir



## Hafez El Assad destitué Rifaat El Assad

Le régime Hafez El Assad a destitué son frère Rifaat El Assad, l'un des trois vice-présidents syriens, après avoir approuvé la destitution officielle de son frère, à la suite de la trajectoire politique de son frère, à partir de 1977, pour atteindre les sommets de la présidence de Hafez El Assad, accusé d'avoir tenté d'empêcher le pouvoir. Privé du contrôle des forces de la défense, il a alors dû se retirer durablement de la politique, et il a été nommé à la tête des affaires. (AFP)

## Un homme revenu secrètement a été arrêté

Un homme, un des dirigeants du mouvement ouvrier, a été arrêté, vendredi 6 février, selon les médias américains. Wang Bingzhang, cinquante ans, a été arrêté à l'entrée de la province de Jiangsu, après une réunion secrète consacrée à la question politique d'opposition. Cette organisation, le nom de « Parti de la Justice », selon un document, a été fondée en 1979, et son but est de promouvoir une autre identité. Deux autres dirigeants, Zhang Ruijun et Yang Qihong, ont été arrêtés, à Shanghai, à l'annonce de la destitution de Hafez El Assad, une association basée à Pékin. (AFP)

## Mort confirmée journaliste iranien

Une source iranienne a confirmé, dimanche 8 février, la mort d'un journaliste iranien, Mehdi Karubi, rédacteur en chef du journal « Rahnema ». Cette condamnation pour « atteinte à la sécurité nationale » a été prononcée par la justice iranienne, à la suite de la publication d'un article dans lequel Karubi avait critiqué le régime iranien. Karubi avait été arrêté en janvier 1997, après avoir été condamné à la prison à vie pour « atteinte à la sécurité nationale ». (AFP)

Les deux une démarche sans précédent, les deux ont été envoyés en Allemagne, à la suite de la mort de Karubi. Les deux ont été envoyés en Allemagne, à la suite de la mort de Karubi. Les deux ont été envoyés en Allemagne, à la suite de la mort de Karubi. (AFP)

Human Rights Watch, l'organisation américaine pour les droits de l'homme, a accusé, dans un rapport publié dimanche 8 février, les autorités algériennes d'être responsables de la mort de Karubi. L'organisation a accusé les autorités algériennes d'être responsables de la mort de Karubi. (AFP)

Les deux une démarche sans précédent, les deux ont été envoyés en Allemagne, à la suite de la mort de Karubi. Les deux ont été envoyés en Allemagne, à la suite de la mort de Karubi. Les deux ont été envoyés en Allemagne, à la suite de la mort de Karubi. (AFP)

## Le sauvetage du secteur et japonais a été adopté

Le sauvetage du secteur et japonais a été adopté. Le sauvetage du secteur et japonais a été adopté. Le sauvetage du secteur et japonais a été adopté. (AFP)

Le sauvetage du secteur et japonais a été adopté. Le sauvetage du secteur et japonais a été adopté. Le sauvetage du secteur et japonais a été adopté. (AFP)

## Le contrôle sanitaire des viandes américaines souffre de graves lacunes

Un rapport établi par Bruxelles est accablant

BRUXELLES  
de notre envoyé spécial  
La Commission européenne a effectué une étude qui démontre les graves insuffisances du contrôle sanitaire des viandes aux États-Unis. Elle conforte Bruxelles dans le conflit qui l'oppose à Washington devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à propos des viandes dites « aux hormones ».

Les observations de la Commission ont été transmises à la partie américaine, qui doit fournir une réponse. Elles figurent dans un document, signé de deux spécialistes d'endocrinologie et de pharmacologie, ainsi que d'un membre de la direction générale de la protection de la santé des consommateurs de la Commission européenne, qui fait la synthèse de la mission conduite du 3 au 13 novembre 1997 aux États-Unis. Cette dernière visait, pour l'essentiel, à obtenir un maximum d'informations sur le système en vigueur aux États-Unis pour contrôler les résidus chimiques de tous ordres pouvant être présents dans les différents produits d'origine animale destinés à l'alimentation humaine. L'éventail des investigations était très large, incluant les viandes rouges et blanches, le lait, les œufs, les poissons d'élevage, le miel, etc. Il s'agissait encore d'établir des comparaisons avec le système en vigueur en Europe.

Outre-Atlantique, trois agences fédérales sont en charge de ces questions : la Food and Drug Administration (FDA), le département américain de l'Agriculture (via la Food Safety and Inspection Service) et l'Environmental Protection Agency. En dépit du rôle central qu'elle joue dans les affaires sanitaires, la FDA n'a guère facilité le travail des « enquêteurs » européens, qui recommandent que cette agence soit étroitement associée aux futures négociations visant à l'amélioration du système américain de contrôle des résidus dans les aliments.

NOMBREUSES FAILLES  
A la différence de l'Union européenne, où les échantillons animaux analysés sont prélevés dans les fermes, le programme national américain de recherche des résidus (NRP) se borne à collecter des échantillons dans les laboratoires. Le NRP n'est pas, en outre, habilité à rechercher une série de molécules essentielles d'un point de vue sanitaire. C'est le cas, entre autres, de la trenbolone (hormone utilisée pour accélérer la croissance des animaux). Les tests de recherche de zéanol et de mélanges de zéanol ne sont plus en vigueur depuis plus de sept ans aux États-Unis. Le diéthylstilbestrol (ou DES, une hormone à fort potentiel cancérigène interdite des deux côtés de l'Atlantique) n'est plus recherché depuis 1991, de même que le chloramphénicol et les nitroimidazoles, produits dont l'usage est interdit. Au total, le NRP ne recherche que les résidus appartenant à trois familles de produits chimiques alors que, dans l'Union européenne, cette recherche porte sur dix-sept familles.

## Le traitement des farines animales

Treize pays n'appliquent pas la réglementation communautaire imposant un traitement thermique précis pour les farines animales, destinée à éliminer l'agent de la maladie de la « vache folle ». Tel est le bilan d'un rapport de la Commission européenne remis, début février, au Parlement européen. Seule la Finlande et, dans une moindre mesure, l'Allemagne respectent la directive européenne. Paris a fait part à Bruxelles de « son intention » d'appliquer prochainement cette directive européenne. Un cas de « vache folle », par ailleurs, a été détecté pour la première fois en Haute-Savoie, portant à trente-trois le nombre de cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) recensés en France depuis 1990.

pour les produits vétérinaires et les pesticides sont notablement plus élevées outre-Atlantique : vingt fois plus pour la tétracycline dans la viande bovine et cinq fois plus pour le DDT dans la graisse animale. « Les sanctions en cas de résultats anormaux, qui sont en théorie très élevées, ne sont que rarement appliquées », notent les auteurs du rapport.

Pour satisfaire aux demandes de l'Union européenne, qui refuse l'importation de viande d'animaux dont la croissance a été stimulée par des hormones, un « programme additionnel » a été mis en place aux États-Unis en 1989. Il vise en théorie à la recherche de substances qui n'étaient pas jusqu'alors recherchées. Mais, là encore, les faibles sont nombreuses. Le département américain de l'Agriculture s'étant toujours refusé depuis 1989 à réaliser lui-même ces analyses, cette recherche est financée par l'industrie de la viande. Les données qui exportent vers l'Union européenne doivent payer les analyses qui sont faites dans des laboratoires privés, eux aussi sous-équipés. Les échantillons sont prélevés sans le contrôle direct des inspecteurs officiels américains. Certaines substances (comme le chloramphénicol) interdites sur les deux continents ne sont pas recherchées.

Dans l'attente des réponses de Washington, on estime, à la Commission européenne, que la situation est suffisamment grave pour que soit interdite toute importation vers l'Europe de viandes fraîches et de volailles en provenance des États-Unis.

Jean-Yves Nau

## « Un conflit armé au Kosovo aurait inévitablement des répercussions sur notre pays »

Alors que la situation continue, selon lui, de se dégrader au Kosovo, le premier ministre de l'ancienne République yougoslave de Macédoine (FYROM), Branko Crvenkovski, lance un

appel à une « action coordonnée » de la communauté internationale visant à prévenir les risques d'affrontements entre Albanais et Serbes dans la province. M. Crvenkovski souligne qu'un

conflit armé dans cette région aurait inévitablement des répercussions sur la Macédoine, qui comporte une importante minorité albanaise (25 à 40 % de la population selon les estimations).

« La Macédoine héberge une très forte minorité albanaise. Quel regard portez-vous sur l'évolution de la situation dans la province serbe du Kosovo, peuplée à 90 % d'Albanais et dont votre pays est frontalier ?

« Il est indéniable que la situation au Kosovo n'évolue pas dans la bonne direction. Les attaques contre la police et les tentatives de la bombe sont de plus en plus fréquentes. Cela prouve qu'il existe une structure qui organise tout ça. Ça ne peut pas être le fait de gens isolés. Cette attitude cause du tort aux Albanais eux-mêmes. Les deux parties, Serbes et Kosovars, campent sur leurs positions de départ qui sont opposées. S'ils ne font pas preuve de plus de souplesse, il est à craindre que cela ne dégénère.

« Les tentatives de médiation internationale ne peuvent-elles pas prévenir ce risque ?

« L'estime, d'une part, que la communauté internationale ne prend pas assez d'initiatives et, d'autre part, que ses propositions ne sont pas appropriées. Nous suivons de très près les propositions franco-allemandes. Nous savons que l'Italie essaie de jouer les intermédiaires, que la Grèce veut être un médiateur.

« Mais il faudrait qu'il existe un consensus international et une action coordonnée. La Bosnie aurait dû servir de leçon. Là-bas aussi, avant le conflit, il existait des initiatives individuelles. Or les dirigeants des Balkans ont perçu, chacun à leur façon, les différentes propositions. D'où le besoin, au Kosovo, d'initiatives communes et d'exercer des pressions sur Belgrade et

sur les autorités albanaises du Kosovo.

« Craignez-vous un risque de guerre ?

« Je ne suis pas inquiet sur l'évolution des relations interethniques en Macédoine. Albanais et Macédoniens ont une approche plus rationnelle de la question qu'au Kosovo, et il n'y a pas, ici, de dimension militaire au problème. La Macédoine est un pays atypique. Le principal parti albanaise est associé au pouvoir depuis le premier jour de notre indépendance en 1991, même lorsque nous n'en avions pas besoin pour des raisons purement politiques. Il est normal que les Albanais aient pris sur les questions qui les concernent. L'un des trois vice-présidents de la République est albanaise, de même que le vice-président du Parlement, les ministres du développement, des sciences, etc. Cela a développé un sentiment de confiance.

« Quelles conséquences cela aurait-il sur votre pays ?

« Un conflit armé aurait inévitablement des répercussions sur la Macédoine, même si notre minorité (entre 25 et 40 % de la population selon les estimations) n'est pas directement impliquée. Sans être voisins de la Bosnie, les guerres dans l'ex-Yougoslavie ont eu des conséquences négatives pour nous. Brusquement, notre pays a été assailli comme un pays à risques parce qu'appartenant à une région à risques. Sur le plan économique, nous avons été touchés par les sanctions décidées à l'égard de la Yougoslavie, notre partenaire avant guerre. Nous avons perdu notre débouché naturel sur l'Europe, et plus de 70 000 réfugiés bosniaques se sont installés dans notre pays ou y ont transité.

« Et concernant votre propre minorité albanaise ?

« Je ne suis pas inquiet sur l'évolution des relations interethniques en Macédoine. Albanais et Macédoniens ont une approche plus rationnelle de la question qu'au Kosovo, et il n'y a pas, ici, de dimension militaire au problème. La Macédoine est un pays atypique. Le principal parti albanaise est associé au pouvoir depuis le premier jour de notre indépendance en 1991, même lorsque nous n'en avions pas besoin pour des raisons purement politiques. Il est normal que les Albanais aient pris sur les questions qui les concernent. L'un des trois vice-présidents de la République est albanaise, de même que le vice-président du Parlement, les ministres du développement, des sciences, etc. Cela a développé un sentiment de confiance.

« Le mandat de la Force de prévention de l'ONU (Fordeprenu) expire fin août 1998 : la Macédoine peut-elle se passer de la présence d'une telle force sur son territoire ?

« Nous réfléchissons à la période suivant le retrait de la Fordeprenu afin que le niveau de notre sécurité ne baisse pas. Il n'y a jamais eu plus de 1 300 hommes dans le cadre de cette force de paix, en moyenne ils étaient 700, et il n'y a pas d'armée assez forte pour corriger une mauvaise politique. Mais la présence de la Fordeprenu est symbolique pour la sécurité de notre pays. Elle stationne à la frontière du Kosovo, et son rôle n'est pas de défendre le pays, mais de dissuader d'éventuels agresseurs, de dire que la communauté internationale soutient l'intégrité territoriale de la Macédoine.

Propos recueillis par  
Christophe Châtelot

# VOTRE SANTÉ N'EST PAS UN COMMERCE

Face à l'avenir de notre système de santé, certains misent sur les difficultés de la Sécurité Sociale et voudraient la voir tomber entre les mains des compagnies d'assurance commerciales.

Les 3 000 mutuelles de la Mutualité Française refusent une telle dérive. Pour elles, chacun d'entre nous doit bénéficier d'un haut niveau de remboursement afin de pouvoir accéder à une médecine de qualité.

L'enjeu est clair : il s'agit de préserver votre protection sociale et celle de votre famille.

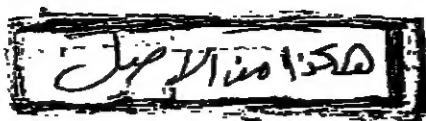
Faites confiance aux mutuelles de la Mutualité Française, de vraies mutuelles.



MUTUALITÉ  
FRANÇAISE  
De vraies mutuelles

Régie par le code de la Mutualité





## FRANCE

LE MONDE / MARDI 10 FÉVRIER 1998

**CORSE** Lundi 9 février au matin, une dizaine de personnes ont été interpellées par les policiers chargés de l'enquête sur l'assassinat du préfet de Corse, Claude Erignac. Les en-

quêteurs visent les membres d'un petit groupe nationaliste connu sous le nom de Sampieru. Ils n'excluent pas que ce groupe puisse avoir agi pour le compte de per-

sonnes liées à la mafia. ● À DEUX REPRISES, le préfet Claude Erignac s'était opposé, en 1996 et 1997, à des investissements d'argent sale. Le premier projet concernait la

vente d'une caserne de Bonifacio : le second concernait le souhait de la municipalité d'ajaccio d'augmenter le nombre de machines à sous du casino municipal. ● DANS UN ENTRE-

TEN au Monde, le préfet Robert Broussard estime qu'il faut « maintenir une pression maximale sur ceux qui agissent dans l'illégalité ». (Lire aussi notre éditorial page 19.)

# L'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac explore une piste mafieuse

Les policiers chargés des investigations n'excluent aucune hypothèse. Des « soldats perdus » du nationalisme corse pourraient avoir commis ce crime de leur propre initiative ou avoir été manipulés par des hommes proches de la mafia

### AJACCIO

de nos envoyés spéciaux

Un vaste coup de filet a été mené sur Ajaccio et la Corse-du-Sud, lundi 9 février au matin, dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du préfet de région, vendredi 6 février. Une dizaine de personnes ont été interpellées au cours de l'opération. Les enquêteurs n'ont pas pu trouver sur les lieux de perquisition tous les individus recherchés. Cette vague d'interpellations semble viser directement les membres d'une mouvance nationaliste corse d'origine d'une série d'actions revendiquées sous le nom de Sampieru. Ce petit groupe nationaliste, composé de dissidents du FLNC canal historique et d'anciens du mouvement Resistenza, deux groupuscules clandestins, avait revendiqué l'attentat contre la gendarmerie de Pietrosella (Corse-du-Sud), le 6 septembre 1997, situé à trente kilomètres au sud d'Ajaccio.

C'est au cours de cette attaque que l'arme utilisée pour tuer le préfet Erignac, un pistolet Beretta 9 mm, avait été dérobée. Le commando, cinq hommes armés et cagoulés, avait pris en otage les gendarmes, de retour de patrouille, avant de dynamiser les locaux administratifs de la brigade. Les gendarmes avaient été, ensuite, ballonnés et abandonnés dans un champ sans leurs uniformes. Une autre arme avait également été volée mais elle n'a pas été retrouvée.

Ce groupe, en rupture de ban avec les principaux courants du nationalisme corse, avait également revendiqué deux autres actions contre un bâtiment de l'école nationale d'administration (ENA) à Strasbourg (Bas-Rhin) et un lieu public, dans la nuit du 10 au 11 no-

vembre 1997, à Vichy (Allier). Sampieru s'était autodissous à la mi-janvier. Une partie de ses militants s'était regroupée autour de Marcel Lorenzoni, ancienne figure de A Cuncolta, au sein du Collectif de la nation. Cette formation s'était clairement prononcée contre le processus électoral et privilégiait un nationalisme radical. De source judiciaire, ce petit groupe d'hommes illustrerait « la dérive brigadiste » du mouvement nationaliste. Marcel Lorenzoni, ancien parachutiste, a été interpellé, lundi matin, par des policiers du RAID.

Cette orientation de l'enquête constitue une étape supplémentaire dans l'examen exhaustif des pistes explorées par les services de police. De source proche de l'enquête, on n'exclut pourtant pas la possibilité d'une manipulation destinée à mettre sur le compte des nationalistes, un assassinat dont les véritables motifs pourraient, en fait, être de nature mafieuse.

Ainsi, l'absence de toute trace sur l'arme déposée sans précipitation par les tueurs à proximité du corps de Claude Erignac semble désigner trop clairement la piste nationaliste. Les chiffres permettant de l'identifier n'ont pas ailleurs été limités. La section anti-terroriste du parquet de Paris avait déjà été confrontée à un cas semblable lors du mitraillage de la résidence du journaliste de *Libération* Guy Benhamou. Un pistolet mitrailleur, de marque Uzi, avait été abandonné à dessein sur les lieux de l'attentat. Cette arme est régulièrement apparue dans le passé lors des actions attribuées à la branche armée du mouvement A Cuncolta, le FLNC Canal historique. L'enquête n'a pourtant jamais pu établir leur réelle implication.

Lundi matin, deux personnes étaient toujours en garde à vue, à Ajaccio. Mais, de source proche de l'enquête, on indiquait que cette hypothèse était refermée. Les charges qui pesaient sur Abdel et Mustapha, deux jeunes d'origine marocaine issus du quartier de Mezzavia, se sont amoindries tout au long du week-end.

L'enquête semblait pourtant particulièrement bien engagée, après l'interpellation, vendredi soir, moins d'une heure après la mort de

une place où garer son véhicule. Il vient d'entamer sa marche en direction du Kalliste, seul et sans escorte, comme à son habitude, puisqu'il refusait la présence à ses côtés d'un service de protection. Soudain, quatre détonations éclatent. Claude Erignac, abattu par derrière, s'effondre, face contre terre.

L'un des organisateurs du concert, qui a entendu les coups de feu, se précipite à l'extérieur de la salle où les premières notes de *La symphonie héroïque* ont déjà retenti.

### Un projet d'attentat contre un préfet de police en 1987

Dans *Journal de bord d'un nationaliste corse* (Anabe « Document », 1996), le livre qui retrace son itinéraire personnel (*Le Monde* du 12 juin 1996), Pierre Poggioli, fondateur de l'Accolta nazionale corsa (ANC) et l'un des anciens dirigeants du FLNC, indique que ce mouvement avait projeté un attentat contre le préfet de police en poste sur l'île de février 1987 à décembre 1988, Marcel Morin. Pierre Poggioli écrit : « Le 24 novembre 1987, vingt-cinq nationalistes dont plusieurs femmes et enfants sont rafés à Ajaccio. La coordination ajaccienne du Front est chargée de placer la barre plus haut dans la riposte à la répression, et un attentat est programmé contre le préfet de police Morin, principal responsable de cette politique de provocation et de répression dans l'île. Nous hésitons entre [un] colonel [de gendarmerie] et lui. Nous le choisissons car sa fonction est plus "politique". Une telle action devrait donner une audience internationale au problème corse et montrer que la répression ne démonte pas le FLNC. Des repérages ont lieu, mais, pour différentes raisons, le commando ne peut mettre son projet à exécution. Morin quitte la Corse à temps. »

Claude Erignac, de trois jeunes gens, formellement identifiés, au moins pour l'un d'eux, par un témoin direct des faits. Il est un peu plus de 21 heures, lorsque le préfet dépose sa femme devant le cinéma-théâtre Le Kalliste, où se donne ce soir-là, un concert qui comporte notamment à son programme *La symphonie héroïque* de Ludwig van Beethoven. Claude Erignac poursuit sa route, le temps de trouver

« Il était allongé sur le sol, raconte-t-il, je ne l'ai pas touché de suite. J'ai juste vu qu'il avait le côté gauche du visage très abîmé. J'ai aussitôt composé le 17 pour alerter la police. Quelqu'un venait déjà de les appeler. » Parmi les personnes qui se regroupent rapidement autour du corps de Claude Erignac, qui tient encore les clés de sa voiture dans une main, nul n'a vu ce qui s'était passé exactement. Ce n'est pas le

cas d'un jeune homme à quelques mètres de là. Lui aussi était venu au concert de musique classique. A l'extérieur du Kalliste, il attendait son amie, en retard. Il a assisté directement à l'assassinat. C'est lui qui va mettre la police sur la première piste, en décrivant deux hommes qui se sont enfuis à pied, après avoir tiré à quatre reprises.

Le témoin numéro un est en mesure de décrire les tueurs. Malgré un déguisement sommaire, ils sont aisément reconnaissables, notamment grâce à leurs vêtements, des jeans et des bijoux de couleur sombre. Les policiers s'empressent de recueillir ce témoignage. Survient à cet instant, un véritable coup de théâtre. Alors qu'il est encore en conversation avec les enquêteurs, le témoin reconnaît à quelques mètres de là, ceux qu'il décrit comme les assassins. Ils sont revenus sur les lieux où Claude Erignac est mort. Ils sont aussitôt interpellés. La police a donc deux suspects, placés en garde à vue. Le troisième homme arrêté en leur compagnie est rapidement mis hors de cause.

Deux gardés à vue formellement identifiés par un témoin de bonne foi, l'arme du crime : les hommes de Roger Marion et de Demetrios Dragaci, les patrons de la « DCP » et du SRP d'Ajaccio, sont en passe de boucler l'enquête en un temps record. Samedi soir, sans rien dévoiler des détails de l'enquête, Jean-Pierre Chevènement, le ministre de l'Intérieur, entouré de Bernard Gravet, le directeur central de la police judiciaire, et de Patrick Bergougnoux, le directeur-adjoint de son cabinet, ne cache pas une forme d'optimisme, déclarant notamment que la police est en possession de « témoignages qui comportent une

certaine force ». Il ajoute cependant aussitôt que d'éventuelles arrestations ne mèneraient pas forcément « aux véritables commanditaires », et que c'est eux qu'il faut rechercher en priorité.

Le scénario impeccable de l'élucidation éclair de la mort du premier préfet assassiné en France depuis Jean Moulin, va pourtant se déliter au fil du week-end. Il y a d'abord la contre-expertise réalisée par le laboratoire de Marseille pour rechercher des traces de poudre laissées sur les deux gardés à vue par l'arme après les coups de feu. Cet examen sera négatif. Ils sont pourtant maintenus à la disposition de la police par Irène Stoller, le magistrat qui supervise la conduite de l'enquête, le temps de vérifier dans le détail leurs emplois du temps, vendredi dans la soirée.

Puis c'est au tour d'un de leurs amis du quartier de Mezzavia où ils résident, de les mettre hors de cause. Ce témoin retrouvé par France 2 s'appelle Hassan. Il affirme que Mustapha et Abdel, les deux gardés à vue, étaient en sa compagnie, vendredi soir vers 21 heures. A Paris, la tonalité du discours du ministre de l'Intérieur a déjà changé. Il évoque à mots à peine couverts des origines mafieuses. « On peut penser en effet qu'il y a un certain nombre d'intérêts économiques à l'arrière-plan de cette affaire », indique M. Chevènement, au cours d'un entretien télévisé. La nouvelle accélération de l'enquête en direction d'un groupuscule nationaliste, pourrait être à son tour une simple étape, dans une enquête qui promet, au dire même des policiers, d'être « complexe et longue ».

Pascal Coaux et Jacques Follorou

## Quand le préfet était aux prises avec des capitaux d'origine criminelle...

### AJACCIO

de notre envoyé spécial

Dénouant une logique « semi-mafieuse » en Corse, le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a livré, quelques heures après l'assassinat du préfet Claude Erignac, des éléments de contexte pour essayer de comprendre cet acte sans précédent. Le ministre désignait ainsi du doigt une certaine criminalité organisée, mêlant violence et affaires.

Depuis son arrivée, début 1996, Claude Erignac, par son attitude conciliante et une réelle ouverture vers la population, semblait, pourtant, ne jamais avoir mis l'accent de son action sur la lutte contre la Mafia. De fait, le préfet Erignac privilégiait plutôt le dialogue avec toutes les corporations de l'île et s'était fait remarquer par son habileté à ne pas déclencher de réaction hostile au sein de la population malgré les dossiers parfois difficiles qu'il eut à gérer. Seuls deux événements notables, en 1996 et 1997, ont troublé cette belle harmonie.

Le préfet fit d'abord obstacle aux tentatives de rachat de la citadelle fortifiée de Bonifacio (Corse-du-Sud). Dans le cadre du démantèlement d'une partie du patrimoine du ministère de la défense, la ca-

serne occupée par la légion, située sur les hauteurs de la ville et dotée d'un point de vue imprenable sur la mer, devait être vendue aux enchères. Inquiet de voir des capitaux d'origine douteuse s'investir dans le projet d'une résidence hôtelière couplée à un casino, M. Erignac avait alerté les services chargés d'organiser la vente des bâtiments. Parmi les acheteurs se trouvaient, en effet, un notable à la tête d'une des familles les plus puissantes du sud de la Corse, et un « parrain » local, propriétaire de nombreux intérêts financiers, notamment dans les jeux. Le classement du site en zone estivale devait, dans un deuxième temps, permettre d'exploiter le casino et de rentabiliser rapidement l'investissement.

Un rapport de la direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD, l'ex-Sécurité militaire), daté de février 1996, signalait par ailleurs l'existence d'un autre projet destiné à prendre le contrôle de ce site militaire. Le document mentionnait l'intervention d'une personnalité liée à la Mafia italienne. Selon les enquêteurs de la DPSD, cet homme, de nationalité française et parlant couramment l'italien, apparaissait dans une structure à vocation touristique, liée à la banque Paribas, qui

gère le développement des îles Lavezzi, situées entre Bonifacio et l'Italie. Il aurait, dans ce cadre, joué un rôle notable dans la spéculation immobilière qui a conduit à la transformation de chacun de ces îlots en petit paradis pour millionnaires. Le rapport se concluait par l'évocation de malversations et le soupçon de blanchiment d'argent.

### RACHAT DE CASERNE ET MACHINES À SOUS

L'île de Cavallo, sans doute la plus connue d'entre toutes, avait été prise pour cible par les nationalistes, comme le symbole de la dérive mafieuse, avant d'être protégée par d'autres nationalistes contre rétroactions... Cet épisode contribua à mettre en lumière les véritables connexions entre certains mouvements nationalistes corse et les intérêts mafieux. Dans le rapport final de la mission d'information commune sur la Corse, daté de juin 1997, Claude Guéant, alors directeur général de la police nationale, affirmait ainsi l'existence d'un tel lien. « Le racket revêt des formes diverses, expliquera-t-il. Il peut consister à fournir des prestations surtarifées, ce que font par exemple les sociétés de gardiennage qui sont dans la mouvance de certaines organisations (...). Sur l'île de

Cavallo, il y a de l'argent mafieux italien blanchi, et la sécurité est assurée par les sociétés que j'ai évoquées. » Un an plus tôt, le rapport de la DPSD relevait, lui, que le représentant de la Mafia italienne apparu dans le projet de rachat de la caserne de Bonifacio semblait avoir partie liée, dans cette opération au moins, avec un restaurateur local déjà bien connu des services de police, en Corse et sur le continent.

Il n'est pas certain que le préfet Erignac ait eu ce rapport entre les mains. Certaines sources assurent néanmoins qu'il en connaissait la teneur. Inquiet de l'appareil trouble de ces deux propositions, le préfet avait en tout cas souligné les risques inhérents à la vente de la caserne. Entré au gouvernement en juin 1997, Alain Richard, ministre de la défense, a décidé de suspendre le démantèlement du site de Bonifacio.

Puis récemment, Claude Erignac avait manifesté son opposition à l'augmentation du nombre de machines à sous au casino d'Ajaccio. Pourtant entérinée par un vote du conseil municipal de la ville, à la mi-novembre 1997, l'extension fut bloquée par le préfet. Ce dernier considérait que l'école voisine était trop proche du casino, et que l'augmentation du nombre de ma-

chines aurait constitué un risque pour la population. Selon lui, trop de gens – au faible revenu – y dépendaient une bonne partie de leurs salaires, au point de se voir ensuite interdire l'accès aux salles de jeux. Le maire tenta d'inverser cette décision devant les instances compétentes, à Paris, mais dut finalement s'incliner. A l'évocation de cet épisode de la vie ajaccienne, les services de la préfecture évoquent, aujourd'hui, les craintes manifestées par le préfet de voir des capitaux du même « parrain » corse, déjà au cœur de la tentative de rachat de la caserne de Bonifacio, s'investir dans cet établissement.

Si ces deux passes d'armes peuvent illustrer le combat quotidien mené par le plus haut représentant de l'Etat en Corse contre les investissements d'argent sale, elles ne prouvent en rien le caractère mafieux ou « semi-mafieux », selon l'expression du ministre de l'Intérieur, de l'assassinat du préfet. Elles constituent tout au plus les indices de l'arrivée en force sur l'île de capitaux d'origine criminelle, sans qu'il soit encore possible de dire s'ils sont la cause véritable de la mort de Claude Erignac.

J. Fol.

## Les enquêteurs s'interrogent sur les deux communiqués du mystérieux groupe clandestin « Sampieru »

### BASTIA

de notre correspondant

Si Jean-Pierre Chevènement a évoqué, dimanche 8 février, l'hypothèse d'un « arrière-plan pseudo-mafieux » dans l'assassinat du préfet Claude Erignac, les enquêteurs explorent également des pistes plus politiques. L'arme, un pistolet Beretta de calibre 9 millimètres, retrouvée près du corps du préfet, avait été en effet dérobée, le 9 septembre 1997, au cours d'une opération-commando contre la gendarmerie de Pietrosella, au sud d'Ajaccio. A l'époque, les enquêteurs avaient été frappés par la réelle maîtrise de ceux qui avaient pris deux gendarmes en otage avant de subtiliser quelques armes et de détruire le bâtiment.

Pour remonter cette piste, liée à

l'arme volée aux policiers, les enquêteurs pourraient interpellier, dans un premier temps, des personnes désignées à mots couverts par un mystérieux groupe clandestin intitulé « Sampieru ». Ce groupe a revendiqué l'opération de Pietrosella et le plasticage, le 4 septembre 1997, de bâtiments de l'ENA à Strasbourg. « Sampieru » ne s'est manifesté qu'à deux reprises, sans code d'authentification, par voie écrite, en s'adressant à un seul et même journaliste de la rédaction de *Libération*.

Le premier document, reçu le 9 octobre 1997, consiste en un feuillet titré « Sampieru ». Il présente un hologramme frappé d'une tête de Maure soutenue par un avant-bras empoignant une mitrailleuse de type Kalachnikov. Le

texte de dix-huit lignes précise simplement, en guise de revendication : « Nous avons démontré notre capacité de frappe à Pietrosella et en France (ENA-Strasbourg) ».

Par ailleurs, énonçant sa profession de foi, « Sampieru » désigne comme possible inspirateur du groupe, par allusions et sans le nommer, un militant nationaliste très connu dans l'île. L'opinion insulaire sait que cette personne, réputée proche du FLNC-canal historique, est depuis la fin de l'été en désaccord profond avec la direction de son mouvement, notamment parce qu'il en critique la ligne réformiste au bénéfice d'une opposition sans concession à l'« Etat colonialiste français ».

Le deuxième texte estampillé « Sampieru », un feuillet de vingt

lignes envoyé dans les mêmes formes et condition que le premier, est daté du 21 janvier 1998. Il annonce la « dissolution » du groupe, donne plusieurs précisions allant dans le sens des désignations du premier tract et condamne « par avance toutes actions qui pourraient (...) être menées (...) contre (...) certains fonctionnaires représentants éminents de l'Etat colonial ».

### D'AUTRES REVENDICATIONS

Les enquêteurs de la police judiciaire analysent les textes de « Sampieru » avec beaucoup de circonspection. Car, avant ces communiqués, d'autres personnes ont revendiqué l'attaque-commando contre la gendarmerie de Pietrosella en se manifestant à trois reprises auprès d'une redac-

tion locale corse. A chaque fois, ces auteurs ont adressé des textes sans en-tête, sans signature, et précisant : « Le peuple corse ne peut être réduit à un sigle quel qu'il soit ».

Outre des consignes de diffusion à l'ensemble des médias, ces textes, en guise de code d'authentification, étaient assortis de preuves concrètes ou d'indications matérielles précises démontrant leur implication totale dans les opérations contre Pietrosella, contre l'ENA et dans le plasticage, le 11 novembre 1997, d'un ensemble hôtelier à Vichy.

Ces plastiques seraient-ils en quelque sorte devenus les bous émissaires du groupe « Sampieru », soucieux d'orienter la responsabilité de l'assassinat du préfet

Erignac sur un groupuscule quasiment désigné et au demeurant potentiellement capable de passer à un tel acte ? Tout l'intérêt de l'enquête est aujourd'hui de localiser « Sampieru » et d'en décrypter la composition « politico-mafieuse ».

L'enquête pourrait se porter vers un groupe lui-même dissident d'une ou plusieurs autres organisations clandestines connues. Certains membres de ces groupes, déjà impliqués du temps de leur militantisme politique dans des « dérives affairistes », pourraient bénéficier de l'appui du « milieu » traditionnel dont la zone d'influence, via certaines personnalités politiques, s'étendrait au-delà de la Corse, jusqu'en Afrique noire.

Michel Codacci-Pignelli



[illegible]

« Un jeune homme, lui, s'est adressé sur le cabier de condamnations au préfet assassiné en ces termes : « Monsieur, votre héritage m'a fait penser qu'il ne faut pas désespérer. Personne ne sait, au juste, ce qu'il faut en penser. »

**Dominique Le Guilleudoux**

ancien commissaire de la

## Le préfet Erignac pe

« Ils paraissent peut-être apaisés. On ne peut donc s'empêcher de penser à une fuite en avant des derniers nationalistes... »

- Lors de votre séjour en Corse, vous aviez conduit l'enquête sur l'assassinat, le 12 septembre 1983, du sous-préfet Pierre-Jean Massini. Il est rare, depuis lors, que des nationalistes s'en soient pris directement aux représentants de l'Etat...

- Les choses sont différentes. Massini figurait, comme moi d'ailleurs, sur la « liste noire » du FLNC. Nous étions, pour les nationalistes, des adversaires désignés. Je connaissais le préfet Erignac. Quelques jours avant de partir prendre son poste en Corse, il avait l'air d'être soulagé de ne rencontrer « était un homme correct, qui se méfiait en Corse. Ce n'était pas un état-égaré, ni même un opposant déclaré aux nationalistes. Il ne

maître ; ceux qui le refusent au-  
tour du FLNC-canal historique.

Charles Pasqua a d'abord été mi-  
nistre de l'Intérieur pendant la pre-  
mière cohabitation de 1986-1988. Il  
qualifie les attentats de « *pantalon-  
nade* » et tente d'appuier aux na-  
tionalistes corses du principe qu'il a  
l'élifié pour le terrorisme proclamer  
oriental) : « *terroriser les terroris-  
tes* ». Mais lorsqu'il revient aux  
affaires de la Corse, le gouvernement  
d'Edouard Balladur, qui a subi la  
candide défaite de la gauche aux lé-  
gislatives de 1993, c'est avec une  
nuance bien différente. Lui  
aussi dialogue avec les nationa-  
listes, mais en privilégiant la mou-  
nance du FLNC-canal historique.

Plus tard, il n'hésitera pas à dire en  
public que, parmi ses interlocuteurs  
de la mouvance nationaliste, il n'a

Depuis le changement de ma-  
jorité du printemps 1997, en dépit de  
quelques orientations très géné-  
rales – respect de la loi, prise en  
compte de l'identité culturelle –, le  
gouvernement n'a pas défini d'ac-  
tuelle « politique corse ». Comme  
si Lionel Jospin et Jean-Pierre Che-  
vènement avaient pensé qu'Alain  
Juppé, en envoyant quelques di-  
zaines de nationalistes en prison,  
avait réglé une bonne partie de la  
question corse ; comme si les na-  
tionalistes observent, selon le ter-  
me d'un conservateur averti, que  
« *un problème qui ne s'efface  
pas n'existe pas* ». La réalité est re-  
venue s'imposer avec une tragique  
brutalité.

**Jean-Louis Andréan**

---

mettre qu'il y avait des  
unni eux, ni faire le mé-  
les rangs... De là sont  
multiples scissions qui  
venues depuis, et qui  
sentiment d'avoir af-

prendre son poste en Corse, il avait  
d'ailleurs souhaité me rencontrer.  
C'était un homme courtois, qui se  
plaisait en Corse. Ce n'était pas un  
va-t-en-guerre, ni même un oppo-  
sant déclaré aux nationalistes. Il ne

Tous les gouvernements sont tom-  
bés dans le même pameau : dès  
qu'il y a une accalmie, ils cherchent  
à négocier. Moi, je crois qu'on ne  
peut pas négocier avec des gens qui  
ont du sang sur les mains. Les in-

dans l'illégalité. De ce po-  
la mort du préfet Frier  
avoir un effet catalyseur.

**Propos recueillis  
Hervé**

**Propos recueillis par  
Hervé Gattegno**

**Propos recueillis par  
Hervé Gattegno**



## L'autorité de Jean-Marie Le Pen sur le FN s'affaiblit

Le président du parti d'extrême droite, dans sa soixante-dixième année, semble se résigner à voir Bruno Mégret préparer sa succession

Les déclarations successives de Jean-Marie Le Pen au sujet du délégué général de son parti, Bruno Mégret, viennent à l'appui d'autres indices donnant à penser aux membres du Front national que leur président se résigne

PERDRAIT-IL le contrôle de son parti ? Plusieurs signes inquiètent ses partisans. Le dernier remonte au samedi 7 février. L'unique député du Front national, Jean-Marie Le Chevallier, invalidé par le Conseil constitutionnel (*Le Monde* daté 8-9 février), était invité à la convention nationale du Front national de la jeunesse (FNJ), organisée à la Maison de la chimie à Paris. Là, stimulé par onze cents jeunes qui manifestaient bruyamment leur solidarité, il a annoncé que sa femme Cendrille, son adjuvante à la mairie de Toulon, serait candidate à sa succession à l'Assemblée nationale. La froideur que lui a montrée le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, arrivé quelques instants plus tard, a révélé son fort mécontentement. « On va attendre que le cadavre soit froid », a-t-il répondu aux journalistes qui l'interrogeaient, avant d'ajouter : « M. Le Chevallier a émis un souhait. Comme président, j'aurai mon mot à dire. »

M. Le Pen contraint de rappeler qu'il est le président du Front national, voilà un argument de plus pour ceux qui, au FN, estiment que le « chef » perd la main. Les discussions autour des candidatures aux élections régionales et cantonales sont symptomatiques. Alors que M. Le Pen avait annoncé des listes bouclées pour la mi-décembre, la commission d'investiture continue de se réunir deux mois plus tard. Tout le monde veut placer ses hommes ou ses femmes et le président est loin d'avoir le dernier mot. Il n'a pas pu, par exemple, imposer au mégrétiste Jean-Yves Le Gallou, responsable régional d'Île-de-France, la présence sur la liste parisienne d'un de ses protégés, conseiller régional sortant, Ahmed Yahiaoui.

Même des proches tiennent tête à M. Le Pen. Dans le Nord, Carl Lang a refusé de reprendre le conseiller régional Jean-Pierre Gendron et les efforts de M. Le Pen pour parvenir à un accord entre Christian Baekeroot, un autre fidèle, et M. Lang, ont été vains. M. Lang a peut-être estimé que le fait d'avoir invité Marine Le Pen, une des trois filles du président, à la deuxième place sur sa liste lui donnait la liberté de choisir ses autres coéquipiers.

Le tapis rouge que le président du parti d'extrême droite déroule depuis quelques temps à son délégué général et prétendant à la succession, Bruno Mégret, finit de déstabiliser les lepénistes. Il y a

à voir lui succéder, dans un délai non déterminé, celui qu'il appelait encore ironiquement, il y a quelques mois, le « maire consort » de Vitrolles. L'autorité de M. Le Pen, qui aura soixante-dix ans en juin, sur la

formation qu'il préside depuis sa création, en 1972, est battue en brèche, comme en témoigne le retard dans la désignation des candidats aux élections régionales et cantonales. Dans la région Provence-Alpes-Côte

d'Azur, où M. Le Pen est de nouveau candidat avec l'ambition d'accéder à la présidence du conseil régional, la mainmise de M. Mégret sur le Front national dans les Bouches-du-Rhône n'est plus contestée.

critiques sur le fonctionnement du parti. Soucieux de ne plus apparaître comme un homme de clan, M. Mégret vient de se rapprocher d'un de ses adversaires, le catholique traditionaliste Bernard Antony qui, lui-même en difficulté dans sa fédération du Tam, ne boudes pas cette nouvelle « amitié ». Utilisant le mandat de maire délégué par Catherine Mégret, il applique le premier, au mépris de la loi, la préférence nationale et se taille un succès au sein du parti. M. Le Pen l'en a félicité. Dimanche, au cours de l'émission « Public », sur TF1, M. Le Pen a expliqué que, lui-même, il « respecte les lois de la République », mais que cela ne l'empêche pas de les « combattre ».

Enfin, M. Mégret multiplie, au rythme de six par semaine, meetings et réunions publiques de soutien aux candidats d'extrême droite. Privés de porte-parole, incriminés, les opposants à M. Mégret se montrent aujourd'hui fatalistes. Résignés à voir le délégué général succéder à M. Le Pen, ils se préparent à de rudes discussions sur les orientations du parti.

Si les opposants à M. Mégret ont obtenu la création d'un « pré-gouvernement », dont la composition exacte doit être révélée le 2 mars, ils se sont aussi attiré la colère de membres du secrétariat ou de la délégation générale, atteints par les

fet les chances de son gendre, Samuel Maréchal, qui, à trente ans, directeur du FNJ et adjoint au secrétaire général, nourrit de grandes ambitions.

M. Le Pen semble résigné à une succession Mégret, explique-t-on de tous côtés. Il a cru un moment que Bruno Gollnisch, nommé secrétaire général en 1995, ferait contrepoids au délégué général, mais il a été déçu. Cela dit, sauf imprévu, la succession ne devrait pas être ouverte avant l'élection présidentielle de 2002. M. Mégret tisse sa toile. La victoire de son épouse à l'élection municipale partielle de Vitrolles, il y a un an exactement, lui avait permis de renforcer ses positions au congrès de Strasbourg, en mars 1997. L'attaque menée contre lui par les députés européens Jean-Claude Martinez et Marie-France Stirbois, lors du « séminaire » du bureau politique à Strasbourg, en juillet, a partiellement avorté.

Si les opposants à M. Mégret ont obtenu la création d'un « pré-gouvernement », dont la composition exacte doit être révélée le 2 mars, ils se sont aussi attiré la colère de membres du secrétariat ou de la délégation générale, atteints par les

Christian Chombeau

## Une élection municipale partielle dans les Alpes-Maritimes

CAGNES-SUR-MER (second tour)  
L. 25 911 ; V. 15 380 ; A. 40,64 % ; E. 15 143.

Liste divers droite conduite par Louis Nègre, m. s., 6 458 (42,64 %), 31 sièges ; liste Front national de Jean-Paul Ripoll, c. r., c. m., 3 275 (21,62 %), 5 sièges ; liste divers droite de Georges Boisseau, adj. m., 3 216 (21,23 %), 4 sièges ; liste de la gauche plurielle de Michel Santinelli (PC), 2 196 (14,50 %), 3 sièges.

Le maire sortant (divers droite) Louis Nègre retrouve une majorité au conseil municipal, à l'issue d'une élection municipale partielle provoquée par la démission d'un certain nombre de ses anciens collègues. M. Nègre bénéficie d'un bon report des voix qui s'étaient portées au premier tour sur les candidats du RPR et de l'UDF. Il perd toutefois deux sièges et son adversaire, son ancien premier adjoint, Georges Boisseau (divers droite), en gagne quatre. Le Front national, qui détenait deux sièges, améliore son score de plus de 12 points par rapport au second tour de 1995, de 2,47 points par rapport au premier tour et gagne trois sièges.

1<sup>er</sup> février 1998 : L. 25 925 ; V. 14 759 ; A. 43,07 % ; E. 14 556 ; div.d. (Nègre), 4 248 (29,18 %) ; FN (Ripoll), 2 788 (19,15 %) ; div.d. (Boisseau), 2 266 (15,56 %) ; m. g. (Santinelli, PC), 2 182 (14,99 %) ; RPR (Burroul), 1 483 (10,18 %) ; UDF (Rigier), 1 197 (8,22 %) ; div.d. (Larigue), 392 (2,69 %).

18 juin 1995 : L. 27 608 ; V. 18 835 ; A. 31,77 % ; E. 18 628 ; div.d. (Nègre), 9 647 (51,78 %) ; m.d. (Sauvalgo, RPR), 4 982 (26,74 %) ; m. g. (Sraforelly, PC), 2 259 (12,12 %) ; FN (Charac), 1 740 (9,34 %).

### DÉPÊCHES

■ RÉGIONALES : l'ancien député (UDF) Jean-Yves Cozan a présenté, dimanche 8 février, à Brest, la liste qu'il conduira lors des élections régionales dans le Finistère, alors que l'opposition a investi celle de l'ancien député centriste Ambroise Guillec. Le second de la liste de M. Cozan est Bernard de Cadenet, conseiller régional RPR sortant. M. Cozan affirme faire sa propre liste pour que « la presqu'île finistérienne ne soit pas oubliée à Rennes ».

■ Philippe Séguin, président du RPR, a confirmé, dimanche 8 février, lors du « Grand-jury RTL-Le Monde-LCI », que le RPR ne présentera de candidat à la présidence d'une région que lorsque l'opposition RPR-UDF disposera d'une majorité relative. Dans le cas contraire, et même dans l'hypothèse où le Front national arriverait en tête, « nous renverrons dos à dos nos adversaires d'autant plus volontiers que, pour nous, ils ont partie liée », a ajouté M. Séguin.

### Tergiversations autour d'une candidature

Un dîner a réuni, vendredi 6 février, le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, et Jean-Marie Le Chevallier. Il a été question de l'invalidation de ce dernier. Le maire de Toulon aurait annoncé son intention de déposer « une demande de rétractation pour erreurs matérielles » auprès du Conseil constitutionnel. La conversation aurait glissé sur le futur candidat. Invité par M. Le Chevallier à se présenter, M. Le Pen aurait, après une longue hésitation, décliné l'offre. A aucun moment, il n'aurait été question d'une annonce, samedi, de la candidature de Cendrille Le Chevallier. D'autant moins que M. Le Pen sait que celle-ci ne fera pas l'unanimité dans la fédération du Var où l'intéressée s'oppose à Eliane Guillet de la Brosse, conseillère générale du Var. Samedi soir, il s'amusait à expliquer que le nom du futur candidat dépendra de la « situation après les élections régionales et cantonales ». Lors de l'émission « Public » sur TF1, dimanche, M. Le Pen a parlé de « boutade » de la part de M. Le Chevallier.

## Vitrolles devient la capitale de l'extrême droite en Provence

### MARSEILLE

de notre correspondant régional

Meeting du Front national, le 4 février, à Marseille. Mille cinq cents personnes s'impalpablement dans une salle clameuse. Jean-Marie Le Pen attend désespérément qu'elle se remplit pour faire son entrée. Il est furieux, comme il l'était déjà, en mai 1997, lors d'un meeting marqué par la même ambiance morose au palais des sports de la ville. Il peut bien soupçonner le « cacique » local, Bruno Mégret, de lui jouer un mauvais tour en ne faisant pas le maximum pour remplir les salles, la réalité est autre : le président du Front national n'attire plus les foules sur son seul nom.

La préséance est pourtant respectée : M. Mégret rend un hommage très appuyé à « notre président » qui « sera président de la région ». M. Le Pen prend la parole longuement et répète ce qu'il disait neuf mois auparavant devant le même public. Les ficelles paraissent usées, et le style avec M. Mégret, lui, est mordant et, surtout, il fixe la ligne et la stratégie : tout pour la « préférence nationale ». Il revient longuement sur l'allocation destinée aux « parents français », vantée par les panneaux municipaux de Vitrolles. Ce sera l'axe de la campagne locale et cela donnera lieu à une manifestation devant la préfecture de région le 28 février.

Cette différence de style traduit la prise de pouvoir de M. Mégret et de ses amis dans la fédération des Bouches-du-Rhône. Les désignations aux cantonales montrent le poids des « Vitrollois », conseillers municipaux ou chargés de mission, parachotés dans tous les cantons autour de Marseille à l'image d'André Nouar, d'Yves Bovéro, de José Gonzales ou de Gilles Lacroix. A cette liste il faut ajouter Daniel Simonpietri, maire de Marseillan, candidat dans « son » canton, et Alain Césari, qui postule à celui de Vitrolles : les deux hommes sont des affidés du délégué général.

### COMBAT DE CHEFS

Ces candidats figurent aussi en bonne place sur la liste des régionales, dirigée dans le département par M. Mégret, de même qu'Hubert Fayard, maire réel de Vitrolles, ou Damien Bariller, fidèle de la première heure et trois fois candidat malheureux à Gardanne. La mainmise du délégué général semble donc bien établie chez les élus, et cela d'autant mieux que, parmi les autres postulants, aucun ne semble avoir vocation à contester l'autorité de celui qui se proclame, sur les communiqués de presse, « numéro deux du FN » : sur leurs affiches, on ne lit plus « avec Jean-Marie Le Pen », mais « avec Bruno Mégret ».

La situation est la même dans le parti. Le secrétaire fédéral, Maurice Gros, est un fidèle

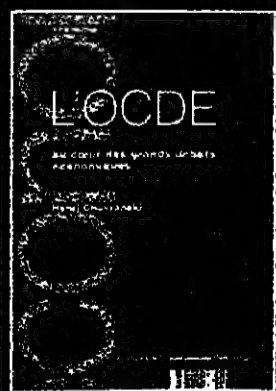
du président, qui vint en septembre au mariage de sa fille. Quelques conseillers régionaux, comme Stéphane Durbec, restent viscéralement attachés à M. Le Pen, mais ils paraissent d'autant plus isolés que l'essentiel des militants ou des cadres intermédiaires, souvent indifférents à ce combat de chefs, suivront certainement sans état d'âme celui des deux qui s'imposera.

Les secrétaires de section, pour leur part, ont, pour l'essentiel, rallié M. Mégret. Quant au DPS, le Département protection-sécurité, s'il reste fidèle au « chef suprême », il est localement doublé par le service d'ordre constitué par M. Mégret à partir du GUD (Groupe Union Défense) et qui constitue l'ossature de sa garde rapprochée, basée à Vitrolles.

Si l'on ajoute que la tête de liste régionale dans les Hautes-Alpes, Vanessa Bickers-Garcia, est très pro-Mégret, que la fédération des Alpes-Maritimes est éclatée et que les adversaires de Jean-Marie Le Chevallier dans le Var commencent à lorgner vers les Bouches-du-Rhône, on peut penser qu'à partir de ce département le délégué général est en train de prendre la main dans cette région Provence-Alpes-Côte d'Azur dont tout indique qu'elle devrait offrir un bon résultat à l'extrême droite.

Michel Samson

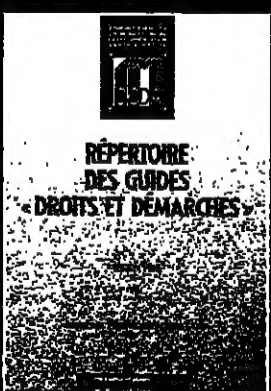
## Le réflexe pour s'informer



**L'OCDE**  
Au cœur des grands débats économiques  
Henri Chavranski  
Collection Les études de La Documentation française  
145 pages, 80 F



**Médiasid 1998**  
Les 5000 noms de la presse et de la communication  
Service d'information du Gouvernement  
580 pages, 170 F



**Répertoire des guides droits et démarches**  
Edition 1998  
Commission de coordination de la documentation administrative  
382 pages, 110 F



**Le répertoire de l'administration française 1998**  
La Documentation française  
612 pages, 200 F

29-31, quai Voltaire 75344 Paris Cedex 07  
Tél. 01 40 15 70 00 - Télécopie 01 40 15 72 50  
3616 ou 3616 la doc (1,29 F/min)  
<http://www.ladocfrancaise.gouv.fr>

La documentation Française



**CAGNES-SUR-MER**

(second tour)  
L, 25 911; V, 15 580; A, 50,65%  
L, 15 145.

Liste divers droite conduite par  
 député Négrop, n. 1, e 85 (24,6%).  
 81 sièges: 1 siége Front national,  
 Jean-Paul Litolpi, C. F. I., n. 2 (21,62 %), 5 sièges Liste divers  
 droite de Georges Boussien, n. 3,  
 n. 3, 216 (21,23 %), 4 siéges, liste  
 divers droite de Georges Boussien  
 en gauche pluripartite de Michel  
 Sautin (P.C.), 2198 (14,50 %) et 31  
 siéges.

Le maire sortant, M. de la Roche-  
 Négrop retrouve une majorité absolue  
 relative, à l'issue d'une élection marquée  
 par une participation de 52,25 % et  
 par une victoire de la liste divers  
 droite menée par M. de la Roche-  
 Négrop, bénéficiant d'un bon rapport de  
 forces (qui s'élevait portée au premier tour  
 des candidats du RPR et de l'U.D.F. 6 par une  
 liste divers et son alliance avec le  
 premier adjoint, Georges Boussien  
 (droite), en gauche quinqué. Le second  
 tour attirait deux sièges, amputés de  
 plus de dix points par rapport au  
 tour de 1985, de 22,22 points, par rapport  
 au premier tour et quatre points par rapport

43.07 %; E, 14.50 %; S, 1.98 %;  
(26.18 %) FN (Ripet), 2.71 %;  
(Bomero), 2.36 % (15.56 %);  
FC, 2.182 (14.94 %); UDF  
(10.18 %); UDF (Ripet), 1.182  
(Florence), 1.92 (2.18 %).

18 June 1995 12:27:11  
61.27% ; 5. 12:27:11  
61.27% ; and 12:27:11  
[61.27%] ; 12:27:11  
12:27:11 ; 12:27:11

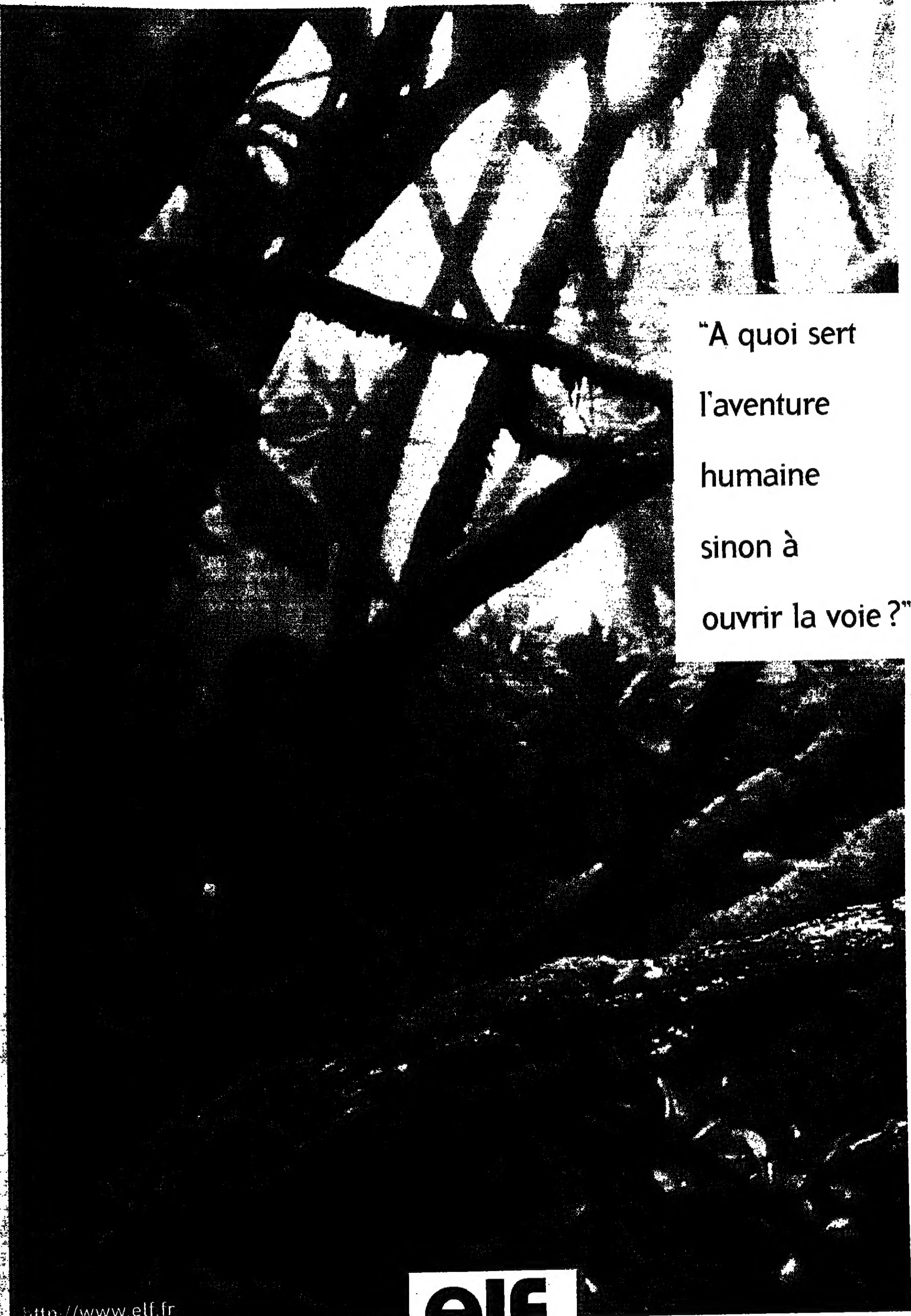
## DEPÊCHES

**IN REGIONALES** : l'ancien député (UDF) Jean-Yves Coran a pu, dimanche, faire élire son fils qui conduira les élections régionales dans le Finistère que l'opposition a qualifié de "territoire de l'indivision". M. Coran a obtenu 50,5 % des voix. M. Coran a obtenu la propre liste pour la région finistérienne. **Finistère** 11. 17.000

Le Philippe Seguin, président RPR, a confirmé, à l'ouverture, lors du « Débat de la Région » du Monde-LCI, que le RPR ne s'oppose pas à la candidature d'une région qui voudrait adhérer à l'Union RPR-UDF, à condition qu'elle soit relative. Pour le contraire, et même sans le thème où le fruit de la victoire est en jeu.

non adveniente. A. 1272. 1273. 1274. 1275. 1276. 1277. 1278. 1279. 1280. 1281. 1282. 1283. 1284. 1285. 1286. 1287. 1288. 1289. 1290. 1291. 1292. 1293. 1294. 1295. 1296. 1297. 1298. 1299. 1300. 1301. 1302. 1303. 1304. 1305. 1306. 1307. 1308. 1309. 1310. 1311. 1312. 1313. 1314. 1315. 1316. 1317. 1318. 1319. 1320. 1321. 1322. 1323. 1324. 1325. 1326. 1327. 1328. 1329. 1330. 1331. 1332. 1333. 1334. 1335. 1336. 1337. 1338. 1339. 1340. 1341. 1342. 1343. 1344. 1345. 1346. 1347. 1348. 1349. 1350. 1351. 1352. 1353. 1354. 1355. 1356. 1357. 1358. 1359. 1360. 1361. 1362. 1363. 1364. 1365. 1366. 1367. 1368. 1369. 1370. 1371. 1372. 1373. 1374. 1375. 1376. 1377. 1378. 1379. 1380. 1381. 1382. 1383. 1384. 1385. 1386. 1387. 1388. 1389. 1390. 1391. 1392. 1393. 1394. 1395. 1396. 1397. 1398. 1399. 1400. 1401. 1402. 1403. 1404. 1405. 1406. 1407. 1408. 1409. 1410. 1411. 1412. 1413. 1414. 1415. 1416. 1417. 1418. 1419. 1420. 1421. 1422. 1423. 1424. 1425. 1426. 1427. 1428. 1429. 1430. 1431. 1432. 1433. 1434. 1435. 1436. 1437. 1438. 1439. 1440. 1441. 1442. 1443. 1444. 1445. 1446. 1447. 1448. 1449. 1450. 1451. 1452. 1453. 1454. 1455. 1456. 1457. 1458. 1459. 1460. 1461. 1462. 1463. 1464. 1465. 1466. 1467. 1468. 1469. 1470. 1471. 1472. 1473. 1474. 1475. 1476. 1477. 1478. 1479. 1480. 1481. 1482. 1483. 1484. 1485. 1486. 1487. 1488. 1489. 1490. 1491. 1492. 1493. 1494. 1495. 1496. 1497. 1498. 1499. 1500. 1501. 1502. 1503. 1504. 1505. 1506. 1507. 1508. 1509. 1510. 1511. 1512. 1513. 1514. 1515. 1516. 1517. 1518. 1519. 1520. 1521. 1522. 1523. 1524. 1525. 1526. 1527. 1528. 1529. 1530. 1531. 1532. 1533. 1534. 1535. 1536. 1537. 1538. 1539. 1540. 1541. 1542. 1543. 1544. 1545. 1546. 1547. 1548. 1549. 1550. 1551. 1552. 1553. 1554. 1555. 1556. 1557. 1558. 1559. 1560. 1561. 1562. 1563. 1564. 1565. 1566. 1567. 1568. 1569. 1570. 1571. 1572. 1573. 1574. 1575. 1576. 1577. 1578. 1579. 1580. 1581. 1582. 1583. 1584. 1585. 1586. 1587. 1588. 1589. 1590. 1591. 1592. 1593. 1594. 1595. 1596. 1597. 1598. 1599. 1600. 1601. 1602. 1603. 1604. 1605. 1606. 1607. 1608. 1609. 1610. 1611. 1612. 1613. 1614. 1615. 1616. 1617. 1618. 1619. 1620. 1621. 1622. 1623. 1624. 1625. 1626. 1627. 1628. 1629. 1630. 1631. 1632. 1633. 1634. 1635. 1636. 1637. 1638. 1639. 1640. 1641. 1642. 1643. 1644. 1645. 1646. 1647. 1648. 1649. 1650. 1651. 1652. 1653. 1654. 1655. 1656. 1657. 1658. 1659. 1660. 1661. 1662. 1663. 1664. 1665. 1666. 1667. 1668. 1669. 1670. 1671. 1672. 1673. 1674. 1675. 1676. 1677. 1678. 1679. 1680. 1681. 1682. 1683. 1684. 1685. 1686. 1687. 1688. 1689. 1690. 1691. 1692. 1693. 1694. 1695. 1696. 1697. 1698. 1699. 1700. 1701. 1702. 1703. 1704. 1705. 1706. 1707. 1708. 1709. 1710. 1711. 1712. 1713. 1714. 1715. 1716. 1717. 1718. 1719. 1720. 1721. 1722. 1723. 1724. 1725. 1726. 1727. 1728. 1729. 1730. 1731. 1732. 1733. 1734. 1735. 1736. 1737. 1738. 1739. 1740. 1741. 1742. 1743. 1744. 1745. 1746. 1747. 1748. 1749. 1750. 1751. 1752. 1753. 1754. 1755. 1756. 1757. 1758. 1759. 1760. 1761. 1762. 1763. 1764. 1765. 1766. 1767. 1768. 1769. 1770. 1771. 1772. 1773. 1774. 1775. 1776. 1777. 1778. 1779. 1780. 1781. 1782. 1783. 1784. 1785. 1786. 1787. 1788. 1789. 1790. 1791. 1792. 1793. 1794. 1795. 1796. 1797. 1798. 1799. 1800. 1801. 1802. 1803. 1804. 1805. 1806. 1807. 1808. 1809. 1810. 1811. 1812. 1813. 1814. 1815. 1816. 1817. 1818. 1819. 1820. 1821. 1822. 1823. 1824. 1825. 1826. 1827. 1828. 1829. 1830. 1831. 1832. 1833. 1834. 1835. 1836. 1837. 1838. 1839. 1840. 1841. 1842. 1843. 1844. 1845. 1846. 1847. 1848. 1849. 1850. 1851. 1852. 1853. 1854. 1855. 1856. 1857. 1858. 1859. 1860. 1861. 1862. 1863. 1864. 1865. 1866. 1867. 1868. 1869. 1870. 1871. 1872. 1873. 1874. 1875. 1876. 1877. 1878. 1879. 1880. 1881. 1882. 1883. 1884. 1885. 1886. 1887. 1888. 1889. 1890. 1891. 1892. 1893. 1894. 1895. 1896. 1897. 1898. 1899. 1900. 1901. 1902. 1903. 1904. 1905. 1906. 1907. 1908. 1909. 1910. 1911. 1912. 1913. 1914. 1915. 1916. 1917. 1918. 1919. 1920. 1921. 1922. 1923. 1924. 1925. 1926. 1927. 1928. 1929. 1930. 1931. 1932. 1933. 1934. 1935. 1936. 1937. 1938. 1939. 1940. 1941. 1942. 1943. 1944. 1945. 1946. 1947. 1948. 1949. 1950. 1951. 1952.

**La documentation Française**



“À quoi sert  
l’aventure  
humaine  
sinon à  
ouvrir la voie ?”

<http://www.elf.fr>

Partout dans le monde

**elf**

# L'Energie Humaine.



**ENTRAIDE** Le bénévolat associatif est, depuis quelques années, en pleine expansion, et est en train progressivement de changer de nature. Environ dix millions de personnes

participent à ces mouvements. ● L'AIDE sociale se développe fortement et les organisations d'entraide constatent une demande de plus en plus forte de participation émanant

des chômeurs ou des personnes défavorisées. ● DE NOUVELLES formes de parrainage voient le jour. Outre l'aide à des enfants étrangers, des chômeurs, des jeunes en difficulté, des

sans-papiers sont parrainés par des personnes qui souhaitent ainsi s'engager concrètement et établir une relation personnelle. ● POUR le sociologue Roger Sue, cette expansion du

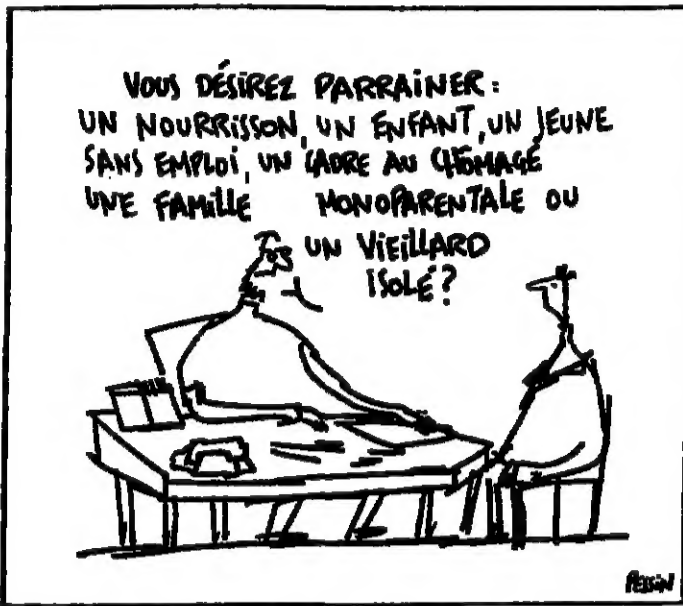
monde associatif, favorisée par l'augmentation du temps libre, renouvelle les liens sociaux et fait émerger, loin de l'économie marchande, de nouveaux secteurs d'activité.

## En pleine expansion, le bénévolat renouvelle les solidarités sociales

Environ dix millions de personnes participent à la vie associative. Dans cet immense secteur, l'action sociale ne cesse de se développer. Les associations constatent une demande croissante et notent que de plus en plus de chômeurs ou de défavorisés s'engagent dans ces réseaux

IL Y A quelques années, Guy-laine, ethnologue de formation, chargée d'études travaillant à son compte, était « absolument contre le bénévolat ». Aujourd'hui, cette jeune femme fait la queue devant l'une des permanences du Centre du volontariat de Paris, liste en main. Attachée de presse, bibliothécaire, écrivain public, interprète, animatrice culturelle... elle a pensé à tous les services qu'elle pourrait rendre pour s'occuper utilement. Au chômage depuis plus d'un an, « un peu résignée » à l'idée de ne pas pouvoir s'investir dans un travail qui lui plairait, elle s'est « ennuyée terriblement ». « J'ai du temps, autant en faire profiter d'autres », dit-elle.

En un an, entre dix-sept mille et dix-huit mille personnes passent par les centres du volontariat, qui accueillent les bonnes volontés dans la nébuleuse associative. « Il y a dix ans ? », s'interroge Christiane Girard, du Centre national du volontariat (CNV), « on devait être à cinq-six mille ». Le réseau associatif, promoteur du volontariat, comptait 49 centres en 1995. Il en rassemble aujourd'hui 69, et leur nombre devrait passer à 75 d'ici six mois. « Avant, en créer un relevait du parcours du combattant, re-



marque M<sup>me</sup> Girard, maintenant, les mairies, les centres sociaux, les conseils généraux nous appellent en nous disant qu'ils en ont besoin. » La France compterait au moins neuf millions de volontaires. Un chiffre en pleine croissance, puisque le Français a tendance à donner moins d'argent, mais plus de temps. Selon une enquête réalisée pour la Fondation de France par le laboratoire d'économie sociale, en 1996, 45,3 % des personnes interrogées déclaraient avoir fait au moins un don à une ou plusieurs organisations, soit une chute de l'ordre de 9 % en trois ans. Dans le même temps, le nombre de bénévoles progressait : 23,4 % déclaraient avoir travaillé bénévolement pour une ou plusieurs organisations, soit une progression de 12 % par rapport à 1993.

Extrapolation de ce sondage, le nombre de bénévoles s'élèverait en réalité à 10,4 millions, soit 1,4 million de plus qu'en 1993. Et si le bénévolat s'oriente majoritairement vers le secteur sportif et les loisirs, l'action sociale arrive en deuxième position. L'envie de se rendre utile, de jouer un rôle face à la désagrégation sociale, a d'ailleurs créé un « marché » de la solidarité. Jusqu'à l'édition d'ouvrages comme *Le Guide des actions humanitaires* (éditions Hors Collection), qui « sans être un best-seller, a connu le succès », selon l'un des coauteurs, Philippe Jost.

Jacques s'occupe de l'accueil des bénévoles au sein de l'équipe d'Ile-de-France des Restaurants du cœur. « En ce moment, nous sommes en train de répondre à mille deux cents lettres de candidats en leur demandant de patienter », ra-

conte-t-il. Julien Lauprêtre préside le Secours populaire français (cinquante-six mille bénévoles au début des années 90, plus de soixante-douze mille aujourd'hui). « Alors que le comité national est composé d'un maximum cent trente personnes, au dernier congrès, nous avons eu plus de deux cents candidats, témoigne-t-il, huit cent cinquante délégués étaient là. D'habitude, il n'y en a jamais plus de six cents ». Selon Cécile Vorms, coordinatrice des « alliés » d'ATD-Quart-Monde, trente à cinquante personnes assistent à la réunion de première information

organisée par le mouvement un samedi par mois à Paris. « L'opinion publique réagit, dit-elle, on l'a sentie avec les grèves de décembre 1995 et avec le mouvement des chômeurs. » L'expansion du bénévolat est de manière évidente liée à la situation sociale. « Un, je ne me satisfais pas des réponses qui sont faites en matière sociale ; deux, je veux, moi, donner une réponse avec la chance qu'elle soit organisée, efficace. » Tel est le raisonnement du bénévole, selon Daniel Duesne, le directeur de la communication du Secours catholique, qui sent émerger « un bénévolat de voisinage, une demande de gens qui souhaitent s'engager chez eux, dans leur environnement immédiat, sans qu'on les compte dans nos rangs ». Le Secours catholique reçoit de plus en plus de courriers dans le ton de celui-ci : « Comment aider l'autre concrètement lorsqu'on travaille beaucoup et qu'on est une femme seule avec enfant ? Donner de l'argent ne suffit pas à me donner meilleure conscience. Je voudrais faire, mais je ne sais quoi ! Ni comment ! J'ai besoin d'agir maintenant ! »

Nouveau phénomène, ce besoin d'agir, cette « solidarité de palier », ne sont plus l'appanage de ceux qui ont matériellement le plus à donner. Toutes les associations d'action sociale voient leurs rangs gonfler grâce aux chômeurs. « De plus en plus de demandeurs d'emploi s'investissent », constate Bénédicte Massis, au Centre national du volontariat. Il y a dix ans, lorsque le

Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs a réalisé son premier répertoire des associations au service de chômeurs, il en avait recensé sept cents à l'échelon national. La dernière édition en énumère sept mille.

« Une mutation est en train de s'opérer : la logique de celui qui donne et de celui qui reçoit a peut-être fait son temps »

« Les exclus ne veulent pas seulement recevoir un coup de main, ils veulent participer », renchérit le président du Secours populaire. « Une mutation est en train de s'opérer : la logique de celui qui

donne et de celui qui reçoit a peut-être fait son temps, on assiste à l'organisation de groupes qui portent leurs propres difficultés, remarque Daniel Duesne, du Secours catholique, on commence à avoir un problème de vocabulaire, les termes accueillant-accueilli, bénévole-personne en difficulté sont tous inadéquats, tout se brasse autour de projets communs. »

Le vocabulaire évolue, l'image change. Le bénévolat, qui véhiculait la notion de sacrifice et la caricature de la dame patronnesse, évoque aujourd'hui des valeurs comme la solidarité ou l'échange. Coluche et Daniel Balavoine ont pris part à cette mutation dans les années 80, la situation sociale et le développement des réseaux l'ont accentuée dans les années 90, qui ont vu la naissance de groupes d'entraide non institutionnels.

« Comme il existe une pratique du sport sauvage, il existe un volontariat sauvage », remarque Bénédicte Halba, coauteur de *Bénévolat et volontariat* (La Documentation française). Les Anglo-Saxons appellent cela le « self-help » - littéralement « s'aider-soi-même ». « Le volontaire classique veut se rendre utile à la société. Le « self-helper » veut résoudre son problème mais il ne le peut pas seul », expliquait Marta Ramon, cofondatrice du Self-Help Centre israélien, lors d'un récent congrès à Paris. Une définition qui sied aux formes de solidarité émergentes.

M.-P. S.

Roger Sue, sociologue, auteur de « La Richesse des hommes »

### « Les associations sont au cœur d'une nouvelle économie »

« Au-delà des chiffres, la mobilisation des individus dans le secteur associatif est-elle réellement importante ? »

« Il y a des tas de gens qui participent à des associations sans s'en rendre compte. Il faut aussi prendre en considération, nécessité faisant loi, les associations de fait, les réseaux et groupes informels qui permettent à certains de se sortir de situations inextricables. L'augmentation du temps libre a toujours favorisé l'émergence de nouveaux rapports sociaux. La nature du lien social est en train de se transformer. Elaboré jusque-là sur la famille et le contrat de travail, il évolue vers une forme associative. »

« Vous préconisez, dans *La Richesse des hommes* (éd. Odile Jacob), la reconnaissance d'un « secteur quaternaire » fondé sur l'économie de la demande sociale et dont les associations seraient le moteur. Sur quelles bases s'appuie cette suggestion ? »

« Un phénomène émerge : quantité de fonctions ne sont plus remplies par l'économie marchande et publique mais par les associations.

L'enjeu est de donner de la visibilité à ce secteur. Il faut montrer ce que cela représente en termes de richesses, d'amélioration de la formation, du lien social, de la santé. Tout ça n'est pas mesuré. Ce que l'économie mesure est moins important que ce qu'elle ne mesure pas. Les associations sont au cœur d'une nouvelle économie. En plus, elles permettent de faire face à la crise de la démocratie. »

« Quel rôle les pouvoirs publics pourraient-ils jouer pour donner de l'impulsion à ce secteur ? »

« Au début des années 80, les pouvoirs publics ont organisé une grande campagne de valorisation de l'entreprise. Ça a marché, l'image négative de l'entreprise a été transformée. On peut imaginer, sur le même modèle, une vraie campagne de communication, qui expliquerait que le secteur quaternaire serait un instrument de partage du travail. Il faut en plus reprendre l'idée d'un statut d'utilité sociale, que je préfère appeler statut d'utilité économique et sociale. Il faut instituer un secteur du volontariat, à parité avec le salariat. »

« Les entreprises occupent-elles une place dans la constitution de ce secteur ? »

« Affolées face à l'évanescence du marché, incapables de prévoir les comportements des consommateurs, certaines entreprises créent des associations pour avoir une idée de la demande sociale. Les actions de mécénat ont fortement augmenté. Les grandes entreprises sont conscientes du fait que les associations permettent une structuration de la société. Au niveau individuel, les employeurs recrutent, au-delà du diplôme, sur la base du sens de l'initiative, de la capacité à se mobiliser. Les étudiants ont bien compris que l'accès à l'emploi se fait de plus en plus via des modes indirects. On passe enfin de l'*Homo faber* à l'*Homo sapiens*. »

« Il faut faire comprendre que l'économie n'est pas ce que les économistes en disent. On est dans une économie du savoir, de l'intelligence. Reste à mettre en forme la façon de les produire. »

Propos recueillis par Marie-Pierre Subtil

## Enfants en difficulté, chômeurs, sans-papiers : le parrainage permet un engagement concret et personnel

DANS ses statistiques, l'Insee décèle un monde associatif « réclamant une plus grande implication personnelle ». Ce que les spécialistes concluent au vu de chiffres, des individus se vivent sur le terrain, s'investissent dans une relation de personne à personne. Le parrainage est connu essentiellement comme s'adressant à des enfants des antipodes, alphabétisés et soignés grâce à un versement régulier d'un donateur qui peut établir un lien avec son « filleul ».

Mais depuis quelques années, se développe aussi un parrainage de chômeurs, des couples parrainent des enfants en difficulté, des « citoyens » parrainent des sans-papiers et des sans-logis. Les relations duales se multiplient, qui supposent un engagement concret et durable, et qui témoignent de l'émergence de nouvelles formes de solidarité.

En 1997, treize mille jeunes à la recherche d'un emploi ont bénéficié de l'aide d'un parrain. L'histoire a commencé en 1991, à la mission locale de Meaux, où des

retraités venaient travailler bénévolement. « Un jour, raconte Mounir Nabli, devenu depuis « M. Parrainage » en Ile-de-France, un jeune issu de l'immigration devait se présenter pour une offre d'emploi. L'un des retraités connaissait le chef d'entreprise concerné. L'idée est venue de l'utiliser comme intermédiaire. Le jeune a été embauché. »

De fil en aiguille, le système s'est étendu dans toute la France, à travers le réseau des missions locales et des points d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO), et avec la caution de diverses administrations qui subventionnent les opérations de parrainage à hauteur de 2 000 francs par jeune et par an. Le dispositif a l'avantage d'être à la fois peu coûteux et « rentable » : 62 % des jeunes demandeurs d'emploi parrainés - dont un tiers issus de l'immigration - sont embauchés ou accèdent à une formation en six à huit mois.

Actifs pour les deux tiers d'entre eux, les parrains appartiennent au monde de l'entreprise ou en viennent. « On ne recrute

pas à la pelle », admet Mounir Nabli. En relevant, toutefois, une grande mobilisation chez ceux qui s'impliquent : « Ils ont très envie de casser la dynamique qui exclut les jeunes, leur humanité est frappante, ils ont la croyance profonde que la fatalité qui s'abat sur les jeunes et les exclus doit disparaître sous l'effet de la solidarité. »

Une action dans l'ombre qui peut prendre parfois un tour solennel

Cette solidarité, Michelle Grimaldi la ressent lorsqu'elle entre en contact avec des couples qui souhaitent parrainer un enfant en difficulté. Responsable du service parrainage du Centre français de protection de l'enfance (CFPE), Le Monde daté 4-5 janvier, elle reçoit « des gens très modestes, des

gens au chômage, qui veulent aider ». Une campagne de presse, organisée il y a quelques mois, a provoqué un afflux de familles candidates à l'accueil d'un enfant - un week-end sur deux et pendant une partie des vacances. « Alors qu'avant nos parrains étaient surtout des cadres, maintenant, ce sont aussi des gens humbles », remarque M<sup>me</sup> Grimaldi.

Le parrainage d'enfants est complexe à mettre en œuvre. « On demande l'impossible aux parrains : s'investir sans retour, sans avoir aucun droit sur l'enfant, en respectant la famille naturelle... », témoigne Antoine Rebello, président de l'association Un enfant, une famille, qui éprouve une grande difficulté à trouver des candidats. Il n'empêche : « C'est un sujet sur lequel beaucoup de gens travaillent. »

Des associations naissent çà et là, à partir d'initiatives spontanées. Comme celle de Catherine Enjolet, une enseignante qui a lancé Parrains par mille en 1990, après avoir approché le cas d'un enfant maltraité. Une quinzaine

de bénévoles, dont deux psychologues, animent cette association parisienne, qui a désormais des antennes à Lille, Dijon et Nîmes, et qui met en contact un adulte disponible et un enfant qui a besoin de lui.

Engagement dans l'ombre, le parrainage prend parfois un tour solennel. Depuis un an, certains élus remettent un certificat de parrainage républicain à des sans-papiers accompagnés de deux parrains. « On a officialisé trois cents parrainages en mairie, mais si l'on prend en compte ceux qui n'ont pas fait l'objet d'une cérémonie, le nombre est de l'ordre du millier », affirme Brigitte Rozoy, de l'association Droits de l'homme.

L'idée, qui trouve son origine dans les relations individuelles tissées pendant le mouvement des sans-papiers, s'est développée : les « parrainés » ne sont plus seulement des sans-papiers, mais aussi des sans-logis et des sans-emploi, depuis que, le 7 février, Jack Lalite a officialisé le parrainage de quinze personnes au chômage, sans toit ou sans-papiers.

dans sa mairie d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis).

Les bonnes volontés ne manquent pas. Les collectifs de sans-papiers reçoivent beaucoup de demandes de parrains potentiels, prêts à prendre en charge les démarches d'un sans-papiers et à intervenir en cas d'arrestation. Mais si l'idée de départ est de prendre en charge, ce sont finalement, selon Brigitte Rozoy, « des rapports d'amitié, très personnels », qui se nouent. « Je suis persuadée que plus ça ira, plus il y aura de gens qui auront envie d'établir ce genre de relations », dit-elle.

Quelques émissions de télévision sur le sujet ont provoqué une demande de soutien logistique auprès de Droits de l'homme. « A chaque fois, des gens nous appellent », témoigne Jean-Claude Amara, secrétaire général de l'association. Ce sont des gens qui ne vont pas dans les manifs, et qui perçoivent dans le parrainage une forme de solidarité très concrète et durable. »

M.-P. S.



### L'Etat s'engage auprès des douze communes concernées

**Les responsables du contrat local de sécurité adopté par l'agglomération nantaise entendent donner la priorité au renforcement des effectifs de police et à la médiation sociale. Une série de dispositifs doit permettre de renforcer la concertation entre les nombreux services concernés.**

**NANTES**

surge contre l'« interaction entre justice et presse », qui fait que « la justice se sert des informations diffusées dans la presse et qu'on assiste à des perquisitions publiques avec des juges qui encadrent le perquisitionné en passant devant les photographes ».

Un journaliste du quotidien *Ouest-France* remarque : « Ce n'est quand même pas la presse qui a perquisitionné chez Roland Dumas ! Vous diriez-vous que l'on n'en parle pas et que laumeur se répand ? » Jean-Marie Bontoux

punder ? » Jean-Marie Pontaut, journaliste à L'Express, préfère expliquer comment la presse est quasi sommée de ne pas respecter la loi si elle veut informer. « Il n'existe aucune publicité lors de l'instruction. Tout le monde sait que la loi est violée, mais personne ne désire vraiment la changer. »

### ■ DES RAPPORTS D'HYPOCRISIE ■

Car si la presse et la justice entretiennent trop souvent des « rapports d'hypocrisie », selon Eric de Montgibier, procureur de la République de Valenciennes, c'est que « c'est le système judiciaire même qui porte atteinte à la présomption d'innocence ». Jean-Yves Montfort, président de la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris, rappelle ainsi que « la garde à vue, les menottes, l'incarcération, ne sont pas le fait des journalistes, qui ne font que les répéter ».

« C'est dans la réforme de la procédure qu'on trouvera les solutions », affirme le magistrat, qui estime qu'il faut favoriser la publicité à un certain stade de l'instruction et demander aux médias de respecter le secret préalable.

**Cécile Prieur**

tion dans les bus et les tramways comme celle des « correspondants de nuit » dans les cités pourront être ainsi étendues. Le contrat local de sécurité prévoit par ailleurs la création d'une unité mobile de psychiatrie, chargée d'intervenir auprès des jeunes âgés de plus de seize ans « en grande difficulté de comportement », la nuit, les week-ends et jours fériés.

---

**En 1997,  
60 % des vols  
avec violence  
commis à Nantes**

De son côté, la justice s'engage sur deux points. En premier lieu se trouve le traitement des détenus des procédures pénales, qui permet au parquet de travailler en temps réel avec la police, afin de réduire à trois mois maximum le délai entre l'enquête et le passage en justice. Cette pratique est jugée plus nécessaire encore pour les mineurs afin de lutter contre leur sentiment d'impunité dont font souvent état les policiers et éducateurs.

« Sans remettre en cause le primat de l'ordonnateur, principe fondateur du droit pénal des mineurs, la juridiction spécialisée doit s'adapter », commente le texte du contrat local de sécurité. En 1997, 60 % des vols

Une série de dispositifs doit permettre également de renforcer la concertation entre les nombreux services concernés. Une « commission centrale de sécurité publique » sera pilotée par la ville de Nantes, et des « cellules de régulation » seront implantées dans sept quartiers réputés difficiles de l'agglomération. La concertation devrait également être développée avec les habitants, à travers des actions de médiation sociale destinées à traiter les conflits du quotidien, ou la mise en place de comités d'environnement social autour de certains collèges. Ils réuniront les enseignants, les jeunes, les parents et les acteurs sociaux du quartier.

Le contrat signé à Nantes comprend plusieurs autres volets : le développement de la citoyenneté ; l'amélioration des espaces publics ; l'insertion des jeunes du voyage ; l'intégration des gens du voyage de marginalisation ; le soutien aux aînés et aux familles rencontrant des difficultés multiples, etc. L'ensemble sera suivi et évalué par un comité stratégique et un comité technique.

■ **AFFAIRE DICKINSON** : un portrait-robot du meurtrier présumé de la jeune Britannique Caroline Dickinson, violée et assassinée le 18 juillet 1996 à Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine), devrait être diffusé fin février dans la presse par les enquêteurs. Le profil du tueur a été établi à partir de témoignages de personnes présentes la nuit du meurtre autour de l'auberge de jeunesse de Pleine-Fougères et de celle de Saint-Lunaire, où une tentative d'agression sexuelle avait eu lieu quelques heures avant le meurtre de la jeune fille.

■ MEURTRE : le corps de Françoise Jacqueline Chomik, quarante-neuf ans, fonctionnaire de la région lyonnaise, disparue depuis son arrivée à Chypre, le jour de Noël, a été retrouvé dimanche 8 février par la police dans un puits près de Famagouste. Son meurtrier présumé, un chauffeur de taxi de trente-six ans travaillant à l'aéroport de Larnaka, a été arrêté.

■ **DROGUE:** quatre-vingts kilos de haschisch ont été saisis par les douanes françaises à la frontière

grouper les réfugiés d'origine italienne, d'origine franco-italienne de Menton (Alpes-Maritimes), vendredi 6 février, dans une voiture immatriculée en Espagne. La même nuit, cinq kilos de résine de cannabis ont été trouvés dans le bagage d'un islandais voyageant en bus.

■ **IMMIGRATION :** dix-sept migrants indiens et pakistanis comptant entrer clandestinement en Grande-Bretagne ont été découverts, lors d'un accident de la route près de Dunkerque, dimanche 3 février, ils étaient entassés dans un fourgon dont le conducteur s'était endormi. Onze des passagers, porteurs de récépissés de demande d'asile en France, ont été laissés en liberté.

■ **ÉDUCATION** : près de cinquante personnes ont manifesté samedi 7 février, à Besançon (Doubs) contre les suppressions de postes prévues à la rentrée. A Paris, quelques centaines de personnes ont occupé samedi matin la place de la Sorbonne à l'appel de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE) pour protester contre la diminution de 1 500 heures d'enseignement dans les lycées et collèges.

Adrien Favreau

ne cesse de se développer.  
ils s'engagent dans ces réseaux

collaboré avec  
son premier  
ministre au ser-  
vice du recon-  
struction national  
ou en Espagne

age, la mise en  
tal à spirit beau-  
re, et en parti-  
de demandeur  
kaiser de jeunes,  
sont le docteur  
« De plus en plus  
sont pas d'être  
les sont au chi-  
Cécile voutis, à  
le.

**STUDY**

i donne  
 qui reçoit  
 mes »

[illegible]

resse des hommes »  
nouvelle écono

[illegible]

Proprietor: *John A. Smith*  
Address: *123 Main St.*

## Le concret et personnel

[illegible]

Depuis 100 ans,  
la Société suisse  
vous offre  
la tranquillité.  
Aujourd'hui, elle  
vous offre plus.

Un métier, deux dates, trois chiffres garants de votre avenir. En assurant les personnes et leurs biens, le Groupe Société suisse (France) s'est attaché à défendre une valeur capitale : votre tranquillité. Installé en France depuis 1898, il fête son centenaire dans notre pays. Il réalise aujourd'hui dans l'hexagone un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs et gère 33 milliards de francs, au service de plus de 2 millions d'assurés.

A l'occasion de son centenaire en France, le Groupe Société suisse (France) est heureux de témoigner, par des mesures "Spécial 100 ans", sa reconnaissance à toutes celles et tous ceux qui lui ont fait confiance.

100 ans en France,  
ça crée des liens.

Societe suisse +  
Swiss Life +



## Les bureaux de poste, ultimes remparts contre la désertification rurale

La Poste, qui négocie un contrat de plan, veut redéployer son réseau et recherche des activités rentables. Mais, pour les responsables de l'aménagement du territoire, les facteurs et les agences symbolisent le service public. La Creuse se veut, dans ce domaine, un laboratoire d'idées

« NOUS SOMMES face à un véritable dilemme. On veut maintenir des services publics en zones rurales pour des raisons évidentes d'aménagement du territoire, mais ça coûte de l'argent. Que faire et quelles sont, pour La Poste, les pistes d'avenir ? » Chargée de mission à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar), Brigitte Fargevielle veut s'inscrire dans la prospective.

Pour la délégation en effet, la grande question récurrente du maintien et du développement des services publics dans des territoires fragiles ou dans les quartiers en difficulté en zone suburbaine reste intimement liée au cadre de la modernisation des services publics et de la réforme de l'Etat.

Ainsi, et malgré les obstacles de tous ordres, l'une des pistes pos-

sibles réside dans le transfert de compétences de bon nombre de services publics actuels à La Poste. Ce transfert permettrait d'assurer son autofinancement, ce qui est, pour l'établissement, une question cruciale. Mais un autre but est recherché : augmenter le volant d'activités des bureaux de poste - on cite le cas, extrême, d'une agence rurale où l'activité se résume à une heure de travail par jour - et garantir la pérennité de leurs activités dans le futur, à l'issue du moratoire des fermetures de services publics en zone rurale théoriquement prévue fin 1998.

### POLYVALENCE

En ce sens, des actions innovantes de polyvalence ont été soutenues par la Datar dès 1993, au travers des schémas départementaux de ser-

vices. L'expérience « Allo-Facteur » (développement du service postal à domicile), lancée à titre expérimental dans 112 communes de l'Allier en 1993, a été étendue à d'autres départements avec succès. En Meurthe-et-Moselle, la vente de timbres fiscaux et de vignettes a été lancée dès 1994 dans 9 bureaux. Une initiative a même été prise par la direction des douanes pour assurer, dans certains bureaux, la régulation des tabacs et alcools. En Moselle, un certain nombre de services déconcentrés de l'Etat ont fait l'objet d'un groupe de travail constitué en 1992 : il s'agit de La Poste, des services fiscaux, de France Télécom, d'EDF-GDF et de la SNCF. Résultat : plutôt que d'« aborder la question de [la polyvalence] de façon théorique et lointaine », des bureaux vendent des billets SNCF, des vi-

gnettes auto, des timbres fiscaux, des cartes téléphoniques, et ont même relevé, à titre expérimental, des compteurs EDF.

### POINT PUBLIC

Autre exemple de polyvalence : le « point public » de Beaufort-sur-Gervanne (Drôme), dont La Poste est l'opérateur, a su mobiliser les sept communes de la vallée et différents partenaires : département, région, services fiscaux, EDF-GDF, ANPE... « Autour de la petite poste rénovée sont venus s'adjoindre la mairie, l'office de tourisme, un secrétariat mutualiste, l'école maternelle, un médecin et un dentiste, demain une pompe à essence, s'enthousiasme Brigitte Fargevielle. Le « point public », qui aujourd'hui s'autofinance totalement, a créé une dynamique locale grâce à la polyva-

lence. » Une dynamique qui a reçu le « coup de pouce » de l'Etat (200 000 francs), de la région, de l'Union européenne. Cette polyvalence, qui n'est pas en elle-même une panacée, a cependant ses limites : la coopération administrative difficilement entrée dans les mœurs, les arcanes juridiques, le problème du statut des agents, l'hostilité avérée des syndicats.

La loi d'orientation sur l'aménagement et le développement du territoire (LOADT) de 1995, en cours de révision, avait prévu des contrats de services publics (distincts des contrats de plan Etat-région) entre l'Etat et les entreprises et organismes sur lesquels il exerce une tutelle. Ces contrats devaient déterminer, le moment venu, les conditions de sortie du moratoire qui s'oppose depuis 1993 aux fermetures ou aux

réductions de services publics en milieu rural.

Ces contrats, qui s'appliquent au « service rendu aux usagers » - une notion juridiquement ambiguë - s'ils ont été signés notamment par EDF-GDF, ne l'ont pas encore été par La Poste avec ses autorités de tutelle, le secrétariat d'Etat à l'Industrie. De cette action contractuelle dépend l'avenir de la réorganisation du réseau en zone rurale, ou de l'éventuelle mise en place, dans le futur, d'un service postal mobile, à l'instar de ce qui se pratique en Allemagne. Un espoir cependant pour les élus locaux farouchement opposés à la sortie du moratoire : depuis 1993, aucun gouvernement n'a osé prendre une décision allant vers la fin de ce dispositif « protecteur ».

Jean Menanteau

## Un surcoût annuel évalué à plus de 3 milliards de francs

DISPOSANT de 17 030 points de contact avec la clientèle, La Poste constitue le service public dont le maillage est le plus dense. Comme le rappelle non sans humour le sénateur Gérard Larcher (RPR, Yvelines) dans son rapport « Sauver La Poste, devoir politique, impératif économique » (novembre 1997), seuls les 37 000 débiteurs de tabac offrent un réseau plus serré... sans pour autant constituer un service public.

Sur les 17 030 points de contact, 12 029 sont de réels bureaux de poste, 3 073 des agences postales - rattachées à un bureau de poste mais tenues par des personnes extérieures à La Poste sous contrat avec celle-ci - et 1 928 sont des « guichets délocalisés », physiquement indépendants mais rattachés à un bureau (sans chef d'établissement ni comptabilité propre). Par rapport au début du siècle, la présence postale en milieu rural a peu évolué puisqu'en 1914, La Poste dispo-

sait déjà de 12 881 bureaux. Aujourd'hui, 62 % des points de contact de La Poste se trouvent en zone rurale, où n'habitent plus que 25 % des Français. Comme le remarque le sénateur, « la distance moyenne d'accès à un point postal à partir des communes rurales non équipées n'étant que de 6,5 kilomètres, il est fort peu de ruraux qui se trouvent à plus de vingt minutes d'une poste, dès lors qu'ils peuvent utiliser un véhicule ».

Bien entendu, cette présence postale, figée depuis que le 10 mai 1993, Edouard Balladur, alors premier ministre, a décidé un moratoire des fermetures des services publics en zone rurale, génère un coût. Lequel ?

### SOUS-ACTIVITÉ

Les trois autorités à s'être penchées sur la question - La Poste, l'inspection générale des finances et l'Union européenne - ne

sont pas parvenues aux mêmes conclusions.

En 1995, La Poste a calculé le coût de la sous-activité des bureaux de poste en milieu rural, maintenus en activité pour des raisons d'aménagement du territoire alors que les frais de fonctionnement (salaires, charges immobilières, investissements) sont quasiment identiques à ceux des bureaux urbains. La Poste a donc évalué la différence entre le coût de l'activité de ces petits bureaux et celui de la même activité si elle s'exerçait dans un bureau plus important. La différence entre les deux sommes se montait en 1995 à 3,2 milliards, pour le périmètre des zones rurales ou en déclin industriel.

L'inspection générale des finances a été plus radicale. Elle n'a pas calculé la sous-activité des bureaux en zone rurale mais leur coût total, estimant que la fermeture des 7 000 bureaux installés dans les communes de moins de 2 000 habitants

n'aurait, en fait, qu'un impact négligeable sur les autres bureaux. Conséquence : la présence rurale de La Poste se monte alors à 4,6 milliards. Néanmoins, reconnaissant que, ponctuellement, l'impact n'est peut-être pas aussi négligeable que les analyses parisiennes le suggèrent, l'inspection des finances consent à couper la poire en deux, entre le chiffre de La Poste (3,2 milliards) et le sien. Elle évalue donc à 4 milliards par an le coût de la présence postale en milieu rural.

Par ailleurs, sollicitée par un recours de la Fédération française des sociétés d'assurances pour donner son avis sur l'abattement de la taxe professionnelle dont bénéficie La Poste (1,3 milliard de francs), la Commission européenne a rendu son verdict en février 1995. Les services de M. Van Miert ont repris l'estimation de La Poste mais ont retranché les recettes des activités

concurrentielles perçues dans ces bureaux. Résultat : la charge globale est « d'au moins » 1,32 milliard.

### PLUS DE 4 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Retenant le chiffre de l'inspection générale des finances, et compte tenu de l'abattement sur les impôts directs locaux (1,3 milliard), Gérard Larcher évalue à 3,1 milliards la charge annuelle de la présence postale en milieu rural. « Soit plus de 4 % du chiffre d'affaires, et cela dans des secteurs d'activité où les marges bénéficiaires, elles-mêmes, atteignent rarement de telles proportions », note-t-il. C'est pour cela que l'avenir de la présence postale en milieu rural constitue l'un des sujets sensibles du contrat de plan que La Poste négocie actuellement avec le gouvernement.

Frédéric Lemaître

## Dans la Creuse, les agences vendent des billets SNCF et gèrent des sites Internet

LIMOGES  
de notre correspondant

La voiture jaune de La Poste et la camionnette du boulanger, ce sont parfois les seuls passages quotidiens dans les hameaux du plateau de Millevaches ou de la Combraille

### REPORTAGE

L'habitude locale s'est spontanément prise de solliciter du facteur divers services

creusoise, des zones où la densité de population tombe parfois à moins de dix habitants au kilomètre carré. Pour les vieillards isolés (en Creuse, les personnes de plus de 65 ans - 34 000 au recensement de 1990 - sont plus nombreuses que les jeunes de moins de 25 ans) la visite du facteur est souvent la seule de la journée et La Poste l'unique lien avec l'extérieur.

Le maintien du service public est ressenti comme vital. Et parce qu'il semblait menacé, la Creuse a décidé d'innover.

Le département bénéficie d'un maillage postal serré : 130 points de contact (90 bureaux, 25 agences postales et 15 guichets annexes, une commune sur deux desservie), 900 agents. Maillage mis en place au début du siècle lorsque la Creuse comptait 270 000 habitants. Il en reste 125 000, concentrés pour moitié dans les cantons du chef-lieu, Guéret et les trois pôles urbains du département : Aubusson-Felletin, La Souterraine et Bourgneuf. Conséquence : pour un effectif et une répartition qui n'ont globalement que peu varié, certains bureaux sont surchargés, d'autres tournent presque à vide.

La solution ne saurait être un simple transfert arithmétique. Un réseau postal, plaident les maires ruraux, ce n'est pas seulement une population, c'est aussi un territoire que le service public ne peut pas

désert. Depuis plusieurs années déjà, l'habitude locale s'est spontanément prise de solliciter du facteur divers services. Des bureaux se sont adjoint un entrepôt de butane, se sont fait livreurs de médicaments ou coursiers à la supérette du canton. C'est cette situation qu'a trouvée Annie Billard, directrice départementale de La Poste, à son arrivée ici il y a deux ans. « Des initiatives intéressantes, estime-t-elle, mais ponctuelles, et qui ne peuvent durer que prises dans un cadre plus vaste. L'essentiel est de maintenir La Poste dans la vocation qui est la sienne, en réfléchissant sur les nouvelles missions possibles ».

Après un sondage fait en juin 1997 dans le public, naît un projet baptisé « Teams 23 », ce qui signifie « travailler ensemble, aller dans le même sens dans la Creuse ». Un comité de pilotage, sous la responsabilité du préfet réunit la direction départementale de La Poste et le conseil général, orienté à droite avec l'appui du conseil régional du

Limousin, orienté, lui, à gauche. Il fédère la ville de Guéret, les trois chambres consulaires, l'association départementale des maires, l'union patronale, les associations de consommateurs. Il a été doté d'un premier budget de deux millions de francs (avec des aides européennes) pour lancer plusieurs expériences.

### DEUX DÉMOLS

Première initiative, la création de sept sites multiservices dans des locaux spécialisés : terminal Internet, bureautique (ordinateurs, scanners, imprimantes), borne interactive, en partenariat avec la chambre de métiers pour l'information des artisans et la collecte des offres et des recherches d'emploi.

Quatre autres sites ont été créés en partenariat avec la SNCF, pour l'information et la vente des billets. Plusieurs autres fonctions nouvelles sont en cours d'étude : information-jeunesse, collaboration avec le bibliobus départemental. « Ce n'est pas limitatif, précise Bernard de Froment, président RPR du conseil général, nous en sommes encore au stade des appels à projets. Les besoins ne sont pas partout les mêmes. L'ambition de « Teams 23 » c'est d'appuyer et de démultiplier des initiatives locales diverses ». Autre aspect positif : la mise en place de ce dispositif va entraîner la création de 15 emplois-jeunes.

L'expérience creusoise est consensuelle. Il y a des incrédules mais pas d'opposants. Les postiers eux-mêmes s'y impliquent. « J'ai reçu de plusieurs d'entre eux des idées concrètes », dit Annie Billard. Et la CGT juge qu'il peut y avoir là une solution d'avenir. Avec deux bémols : « Il ne faudrait pas, dit Patrice Anclair, secrétaire creusoise de la CGT-PTT, que cela serve de prétexte à la précarisation des travailleurs de La Poste, ni que l'usager paie deux fois le service par l'impôt et par la vente de la prestation ».

Tous les trois mois, le comité de pilotage fait le point d'une expérience qu'il espère exemplaire. Car, souligne Annie Billard, « la situation de la Creuse c'est aussi celle de 40 % du territoire national ».

Georges Chatain

## La Datar veut soutenir les économies d'un même territoire

LE COMITÉ interministériel d'aménagement et de développement du territoire (Ciadt) du 15 décembre 1977 a entériné l'idée de renforcer le développement local. Dans ce but le gouvernement a décidé de « soutenir des actions destinées à dynamiser les économies locales » en stimulant les « coopérations entre entreprises d'un même territoire autour d'un système productif local ». Un appel à projets, doté de 7 millions, va être lancé. De même, les grandes entreprises seront accompagnées, dans leurs actions de soutien au développement des PME-PMI grâce à un apport de 4 millions en provenance du Fonds national d'aménagement du territoire (Fnadt).

### DÉPÊCHES

■ LIMOUSIN : le réseau de villes Limoges-Brive-Tulle (Le Monde du 7 août 1997) a été officiellement constitué, vendredi 6 février, par la création d'une association qui regroupe les maires des trois villes (Alain Rodet, PS, Limoges, Bernard Murat, RPR, Brive, Raymond-Max Aubert, RPR, Tulle). Autres partenaires signataires : Robert Savy (PS), président du Limousin, et Michel Diefenbacher, préfet de région. Ce réseau a pour objectif de consolider la charpente urbaine de cette région à dominante rurale et de construire une coopération plus homogène avec l'Etat et l'Union européenne. (Corresp.)

■ ILE-DE-FRANCE : le maire de Taverny (Val d'Oise), Maurice Boscaert, PS, a fait procéder, samedi 7 février, à la plantation d'un arbre sur le site de l'usine chimique abandonnée de Lunigie afin de tester le degré de pollution des terres. Un expert judiciaire, nommé par le tribunal administratif de Versailles (Yvelines) vient d'indiquer dans un rapport que la pollution de surface présente des risques prévisibles pour la nappe phréatique.

**Le Monde**  
SUR INTERNET  
<http://www.lemonde.fr>

**Le journal du jour**  
des 17 heures

En accès gratuit, l'intégralité de la « une », une présentation de chaque rubrique et les titres de tous les articles. Le journal complet est vendu 5 F.

**Les dossiers**  
En accès gratuit, des dossiers thématiques d'actualité : Images d'Amérique, Mondial 98, procès Papon, etc.

**Nos forums**  
Un lieu de débats ouvert à tous.

**Les services**  
Toutes les offres d'emplois de 19 journaux, sélection d'expositions, de livres...

**Le multimédia**  
Les pages multimédias et leurs archives depuis 18 mois.

**EXCLUSIVITÉ MONDIALE**

**Elton John**

**COMPLET SAUF SUR EUROPE 2**

**ne vous privez pas du concert privé diffusé sur Europe 2 ce soir à 19h30**

**ELTON JOHN**  
THE BIG PICTURE  
NOUVEL ALBUM

**Europe 2**  
LE MEILLEUR DE LA MUSIQUE

Prévisions de vente (1996) au 10.000.000 de 25.000 à 30.000 exemplaires







## HORIZONS

PORTRAIT



# Kenneth Starr, le grand inquisiteur

**Depuis cinq ans, le procureur indépendant a mené plusieurs enquêtes impliquant le couple Clinton. La fièvre qui l'habite est-elle motivée par une obsession de justice ou par la volonté de faire chuter le président ?**

**C'**EST un homme qui lit la Bible tous les matins et qui semble habité par une fièvre. Accusé d'être au service de ses convictions partisanes, Kenneth Starr rétorque que sa quête est la justice et la morale. C'est un homme austère, réputé intègre – ce qui ne veut pas dire apolitique –, et dont le professionnalisme est respecté, en dépit de méthodes à la hussarde. Il est né il y a cinquante et un ans, au Texas, fils d'un pasteur de l'Eglise du Christ, dont il a hérité une certaine onctuosité ecclésiastique. Les Américains sont de plus en plus nombreux à penser que l'objectif de ce croisade, qui prend terrasse le mensonge, est de provoquer la chute du quarante-deuxième président des Etats-Unis.

Justicier ou Savonarole ? On hésite à trancher, mais Kenneth Starr fait parfois un peu peur : il y a, au-delà de ses petites lunettes cerclées de métal et de ses yeux bleus, comme la froide détermination d'un grand inquisiteur. Est-ce cette part d'ombre et de calcul que l'on devine ? Est-ce cette quête de la vertu en politique ou de la « démocratie éthique » qui incite à établir un parallèle avec un autre « incorruptible », Robespierre ?

A en croire ses ennemis, cet avocat républicain, qui poursuit implacablement, depuis cinq ans, le couple Clinton, serait l'instrument d'une véritable « terreur » en forme de chasse aux sorcières. Il y a cependant une part d'injustice à ces sondages commodes affirmant que 57 % des Américains sont favorables à ce qu'il soit mis fin à son enquête sur la liaison présumée de Bill Clinton avec Monica Lewinsky. Au moment où l'Amérique recherche des boucs émissaires à une certaine déliquescence de ses valeurs morales, la vox populi n'est pas forcément le meilleur auxiliaire de la justice.

Les Américains ont désigné deux responsables : la presse d'abord, qui, en faisant son miel de toutes les rumeurs, semble parfois perdre le nord déontologique. Kenneth Starr ensuite, le « procureur indépendant » qui suscite des confidences d'alcôve censées provenir de la présidence des Etats-Unis. Kenneth Starr est un « coupable ». Idéalement, tant ses méthodes et son itinéraire politique le désignent à la vindicte de l'administration démocrate. Ceux-ci méritent que l'on s'y arrête, en se souvenant toutefois que l'homme et la fonction sont, d'une certaine manière, les produits d'un sursaut moral de l'Amérique.

Celui-ci avait été choqué de voir qu'un Richard Nixon, empêtré dans le scandale du Watergate, avait pu congédier, en octobre 1973, un procureur spécial, Archibald Cox, au zèle devenu gênant. Pour se prémunir contre de tels abus de pouvoir et restaurer la confiance dans le gouvernement, le Congrès a adopté, en 1978, une loi instituant un corps de magistrats totalement indépendants du ministère de la Justice, dont les pouvoirs, les moyens financiers et la durée du mandat sont presque sans limites. S'il revient encore à l'attorney general (ministre de la Justice) de requérir la nomination d'un procureur dit « indépendant », ce dernier est nommé par un groupe de trois juges d'appel.

Paradoxalement, le retournement actuel de l'opinion contre l'« accusateur public », relève aussi du traumatisme du Watergate : les Américains ne veulent plus que l'image internationale de leur pays subisse un tel camouflet. Ils souhaitent que les caricatures et les plaisanteries gauchistes ayant tourné en ridicule le chef de la première puissance mondiale cessent. M. Clinton n'est pas exactement un parangon de vertu et un modèle d'éthique ? Raison de plus pour faire bloc derrière l'institution présidentielle.

Kenneth Starr doit aussi s'en prendre à lui-même, c'est-à-dire à ses méthodes. Dans l'affaire Paula Jones, cette jeune femme qui ac-

cuse Bill Clinton de « harcèlement sexuel », le procureur a soumis des agents chargés de la sécurité de l'ancien gouverneur de l'Arkansas à un interrogatoire en règle sur la vie intime de M. Clinton, et une véritable chasse aux maitresses présumées de celui-ci a été organisée. S'agissait-il alors de rechercher la vérité ou de prouver que le président est un « récidiviste » ?

**D**ANS l'affaire Lewinsky, le procureur indépendant est allé plus loin, demandant à un témoin, Linda Tripp, de se prêter à une véritable opération clandestine (mais avec l'aide du FBI) consistant à piéger un autre témoin (Monica Lewinsky) au moyen d'un micro et d'un magnétophone cachés. Ce traquenard ayant produit le résultat escompté, la seconde a été invitée à jouer le rôle d'appât pour faire « tomber » des proches de Bill Clinton, ce qu'elle a finalement refusé. Lors de cet épisode, Kenneth Starr a pris des risques, agissant parfois en « solo » judiciaire.

« Il s'agit d'un procureur dont les motivations sont politiques, qui est allié aux opposants de droite de mon mari. Cet homme malfaisant recherche la boue, intimide des témoins, fait tout ce qui est en son pouvoir pour lancer une accusation quelconque contre mon mari... » Du point de vue tactique, Hillary Clinton était fondée à lancer cette lourde charge contre le procureur indépendant, mais force est de constater que, jusqu'à présent au moins, l'intérêt à reçu le soutien de ses pairs. Kenneth Starr a agi dans le cadre de la loi, l'élargissement et les extensions de son mandat ont été approuvés par l'attorney general, Janet Reno, et ses méthodes, pour n'être pas des plus orthodoxes, sont utilisées par d'autres procureurs.

D'où vient alors que M. Starr donne parfois le sentiment de se conduire comme un chasseur de primes ? A son passé d'abord, à la persistance de sa traque ensuite. Après de brillantes études de sciences politiques et de droit, « Ken » Starr a commencé sa carrière à la Cour suprême, alors présidée par le juge conservateur Warren Burger. Recruté par un cabinet d'avocats de Los Angeles, il est devenu le protégé de William French Smith, qui sera plus tard nommé attorney general par le président George Bush. L'ayant suivi, il contribuera à la rédaction d'un argumentaire de l'administration républicaine hostile à la reconduction de la loi sur... les procureurs indépendants.

A trente-sept ans, en 1983, il devient le plus jeune juge de la prestigieuse cour d'appel fédérale du district de Columbia (Washington), avant d'accepter le poste éminent de solicitor general. A ce titre, il est chargé de défendre le point de vue de l'administration devant la Cour suprême, et se fait remarquer par ses positions foncièrement conservatrices. Avec le départ de l'administration Bush, il entamera une carrière dans le privé. Nous sommes en 1993. Bill Clinton a été élu président, après une campagne marquée par des allégations sur ses infidélités conjugales.

L'année suivante, l'affaire Paula Jones prend de l'ampleur, et Kenneth Starr se distingue en contestant au chef de l'exécutif le privilège de ne pas être traduit en justice avant son départ de la Maison Blanche. Il envisage de participer à la défense de Paula Jones, mais sa nomination comme procureur indépendant dans l'affaire Whitewater (l'achat d'un lotissement de l'Arkansas par les époux Clinton, suivi d'une faillite frauduleuse), en août 1994, l'en empêche.

Une telle prise de position partisane aurait-elle dû interdire sa sélection ? Les avis sur ce point sont partagés.

Toujours est-il que celle-ci n'est pas fortuite. Kenneth Starr remplace le juge Robert Fiske, un républicain jugé trop modéré par le Grand Old Party. Le panel de trois magistrats qui procède à sa nomination est présidé par le juge ultra-conservateur David Sentelle, et celle-ci reçoit la bénédiction des sénateurs républicains Jesse

nancements douteux de source asiatique reçus par les démocrates. Enfin, last but not least, le « Monicagate »...

A chaque fois, Kenneth Starr est là, convainquant la Justice d'étendre son mandat à ces nouvelles péripéties, mais parfois celle-ci va au-devant de ses desirs. Le soud de ne pas être de nouveau accusée de protéger le président (comme ce fut le cas à propos de l'« Asiangate »), autant que les enregistrements de la « confes-

« Il s'agit d'un procureur dont les motivations sont politiques, qui est allié aux opposants de droite de mon mari. Cet homme malfaisant recherche la boue, intimide les témoins, fait tout ce qui est en son pouvoir pour lancer une accusation quelconque contre mon mari »

Hillary Clinton

Helms et Lauch Faircloth. Avec Kenneth Starr, la saga Whitewater va prendre une autre dimension, et rebondir en scandales gigognes éclaboussant la Maison Blanche.

L'enquête est entrecoupée par le suicide de Vincent Foster, ce conseiller juridique et ami du couple Clinton, puis par l'affaire des relevés d'honoraires de Hillary Clinton au cabinet Rose Law Firm (mêlé à l'affaire Whitewater). A l'épisode du licenciement des employés du bureau de voyage de la Maison Blanche (le « Travelgate »), s'ajoute celui des « dossiers du FBI » (l'obtention illicite de dossiers confidentiels de personnalités républicaines), puis l'« Asiangate », du nom de ces fi-

sion » de Monica Lewinsky, expliquent la décision de M<sup>me</sup> Reno de confier à Kenneth Starr le soin d'élucider le « Monicagate ».

M. Starr, explique-t-elle, « est en train d'enquêter à propos d'allégations similaires, relatives à de possibles efforts pour influencer des témoins ». Kenneth Starr, en effet, est surpris : lorsque Webster Hubbell, l'un des accusés de l'affaire Whitewater, sort de prison, des « amis » proches du président le prennent financièrement en charge. L'un d'eux est Vernon Jordan. Or, c'est ce confident de Bill Clinton qui aurait fait pression sur Monica Lewinsky pour qu'elle dément toute liaison avec le chef de la Maison Blanche.

M. Jordan siège au conseil d'administration de la firme Revlon, laquelle contribue à aider M. Hubbell. Coïncidence troublante : lorsqu'il devient temps, pour Monica Lewinsky, de quitter la Maison Blanche, Vernon Jordan lui propose un emploi chez... Revlon. S'agit-il, dans les deux cas, de tentative de subornation de témoins ? Les pistes suivies par le procureur indépendant ne mènent cependant pas directement à Bill et Hillary Clinton, peut-être parce que des témoins-clés (Webster Hubbell, Susan McDougal) choisissent le mutisme, et la prison.

**K**EN Starr s'est donc lassé : en février 1997, il annonce sa son intention de démissionner de ses fonctions, au profit d'une chaire prestigieuse à l'université Pepperdine de Californie. Devant le tollé, il se ravise, reprenant son enquête et ses lucratives activités de conseil privé : ajoutées à ses émoluments judiciaires, celles-ci lui ont rapporté l'équivalent de 7,5 millions de francs en 1996. Un procureur indépendant peut-il mener de front une enquête judiciaire impliquant le président des Etats-Unis, tout en ayant pour clients quelques-uns des adversaires les plus acharnés de l'administration démocrate, en particulier l'industrie du tabac ?

Un procureur indépendant peut-il s'afficher impunément avec Pat Robertson, fondateur de la Coalition chrétienne, fer de lance de la droite religieuse ? Oui, sans doute, puisqu'en Amérique nul ne songe à dissimuler son appartenance politique. Ce n'est pas pour ces vertiges que les conseillers présidentiels rencontrent un écho en désignant Kenneth Starr comme le responsable de l'abaissement de l'institution présidentielle. Le vrai motif est plus essentiel : l'argent des contribuables. L'enquête à trois de Kenneth Starr a abouti à la condamnation d'une dizaine de personnes, dont plusieurs proches de Bill Clinton, mais elle a aussi coûté 25 millions de dollars (environ 153 millions de francs).

Depuis l'entrée en vigueur de la loi de 1978, vingt procureurs indépendants ont été nommés, leurs enquêtes allégeant le Trésor de quelque 135 millions de dollars (environ 830 millions de francs) ! Kenneth Starr n'a pourtant battu aucun record : l'un de ses prédécesseurs, le juge Lawrence Walsh, a enquêté pendant sept ans sur le scandale reaganien de l'« Iran-gate », dépensant quelque 47 millions de dollars, et devenant l'ennemi juré des républicains. C'est donc sans état d'âme que, le 30 juin 1994, Bill Clinton a prolongé pour cinq ans une loi devant permettre « au travail du gouvernement d'aller de l'avant, avec la confiance des citoyens ».

Trois ans et demi plus tard, celle-ci pourrait faire vaciller sa présidence. Qu'il faille mieux encadrer la grande liberté dont bénéficie un procureur indépendant, nul ne le conteste. Sans doute aussi n'est-il pas sain pour la démocratie américaine que, depuis Watergate, le moindre dysfonctionnement de la présidence soit élevé au niveau d'affaire d'Etat, à laquelle le suffixe « gate » donne ses lettres de noblesse. L'institution du procureur indépendant a incontestablement nourri une certaine culture du scandale à Washington, mais est-ce le message (la loi) ou le message (la personnalité du procureur), qui est en cause ?

Parce qu'ils y ont trouvé tout à leur avantage politique, républicains et démocrates sont également responsables. Encore faut-il relativiser le hourvari du moment : seules les suites du « Monicagate » décideront si M. Starr aura été l'instrument de la justice ou celui d'une vendetta politique. Gageons cependant qu'à son échéance, en juin 1999, le Congrès réfléchira à deux fois avant de proroger une législation capable d'« enfanter » d'autres... Kenneth Starr.

Laurent Zecchini



# L'AMI, c'est l'ennemi

par Jack Lang

**L**a machine infernale à déstructurer le monde avance inexorablement dans les coulisses des organisations internationales. Après la dérégulation du commerce mondial, voici le temps venu de la dérégulation des investissements. Sous le nom d'accord multilatéral sur l'investissement (AMI) se dessine clandestinement à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) un projet clair : la délocalisation généralisée des investissements.

Déjà, le GATT puis l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avaient consacré l'hégémonie américaine et par là même un modèle de développement destructeur des singularités nationales et des économies locales. Les récents débats sur la viande aux hormones ou le maïs transgénique ont montré comment les impératifs commerciaux d'une grande puissance font fi des exigences de la santé et de la qualité des produits naturels.

La même logique anime les investisseurs de l'AMI. Sous prétexte de lever tous les « obstacles à l'investissement », ils s'attaquent en vérité aux politiques originales de croissance, à la liberté des peuples de choisir leur propre voie et au droit à la création autonome. Il est plus que temps de dire non à cet AMI qui ne nous veut pas du bien.

L'AMI instaure la toute-puissance de l'argent, même non productif. Aux investisseurs tous les droits, aux États tous les devoirs. Progressivement, la souveraineté de la puissance publique serait transférée à des personnes privées (physiques ou morales). Ainsi devraient être directement mises en péril les législations nationales protectrices de l'intérêt public : emploi de main-d'œuvre ou de matériaux locaux, préservation de l'environnement, plafonnement de participation dans des secteurs vitaux des économies nationales, limitation de rapatriement de capitaux...

A terme serait balayé un siècle de lutte pour le progrès social et l'établissement d'une société plus juste : que restera-t-il de la garantie du salaire minimum, des aides aux régions défavorisées, des subventions à l'emploi ? Les firmes

qui s'estimeraient lésées auraient dorénavant la possibilité de saisir un tribunal *ad hoc* et d'exiger de substantielles compensations, voire l'abrogation de législations nationales ou communautaires gênantes. Ce serait même au seul investisseur de choisir la juridiction devant laquelle il soumettra porter le différend.

Qui défendra alors les consommateurs puisque l'AMI n'envisage même pas l'hypothèse d'un État porteur plainte contre un investisseur ? Et que dire des effets néfastes de cet accord sur les économies fragiles des pays du Sud ? Les investisseurs, eux, ne seraient astreints à aucune obligation. Ils pourraient même bénéficier des régimes fiscaux et des aides financières des entreprises nationales.

Ainsi s'édifierait une sorte de soviet économique mondial animé

Quid des fonds structurels ? Quid d'une politique européenne de l'emploi ?

Il va sans dire que de telles dispositions compliqueraient sérieusement l'adhésion à l'Union européenne de pays signataires de l'AMI. Ne cherche-t-on pas tout simplement à faire imposer notre communauté et notre modèle social ?

Cette offensive des ultralibéraux est enfin dirigée vers le marché européen de l'audiovisuel qui absorbe déjà 80 % des exportations hollywoodiennes. Si nous n'y prenons garde, notre « exception culturelle » risque cette fois d'être balayée.

En vertu de ce projet d'accord, le Fonds de soutien au cinéma serait contraint de financer son principal rival, Hollywood. De même, les programmes européens d'aide à la

Ainsi s'édifierait une sorte de soviet économique mondial animé par les dirigeants des grands groupes et soustrait au contrôle des peuples. Face à ce Goliath, les États seraient privés de réels moyens d'action

par les dirigeants des grands groupes et soustrait au contrôle des peuples. Face à ce Goliath, les États seraient privés de réels moyens d'action : le principe du traitement national serait élargi à tous les investisseurs, la clause de la nation la plus favorisée serait automatiquement généralisée, la règle du *statu quo* interdirait toute nouvelle exception, les mesures non conformes à l'AMI seraient annulées (*rollback*).

Ce projet d'accord représenterait d'autre part une menace directe contre la construction européenne puisqu'il risquerait de remettre en cause le principe d'intégration économique régionale qui fonde notre Union. Nous serions obligés d'étendre aux autres parties toute nouvelle mesure communautaire de libéralisation. Quid d'une harmonisation des législations des Quinze ? Quid de la politique agricole commune ?

création, comme Média II ou Eurimages, seraient ouverts à nos concurrents, qui n'auraient aucune obligation, comme c'est la règle en France, de réinvestir dans la production une partie de leur chiffre d'affaires. Les quotas de diffusion seraient automatiquement battus en brèche. Les accords de coproduction qui octroient un traitement préférentiel à certaines entreprises étrangères, deviendraient caducs, puisqu'ils dérogeraient à la clause de la nation la plus favorisée. Avec l'AMI, la mécanique à broyer et à raboter les cultures fonctionnerait à plein rendement.

L'AMI nierait en même temps la singularité de toute œuvre de création, ravalée au rang de produit. Il se fonderait d'ailleurs sur le principe strictement technique de la « convergence », qui permet, grâce au numérique, le transport et le regroupement simultanés de

services et d'équipements grand public (téléphone, télévision, ordinateur...). La convergence accorderait la suprématie au contenu sur le contenu, qui est même superbement ignoré : un fax vaudrait un film, sous le fallacieux prétexte qu'ils utilisent l'un et l'autre le même mode de transmission.

La Commission européenne ne paraît pas, malheureusement, insensible à cette « convergence », puisque, dans un récent Livre vert sur les télécommunications et le multimédia, elle envisage d'en « maximiser les avantages ». Il faut appeler un chat un chat : le cheval de Troie ultralibéral est entré à Bruxelles. Malgré certaines proclamations, l'idéologie mercantiliste a pénétré la conscience de nombreux commissaires : en témoignent la menace de remise en cause du prix unique du livre ou le nouveau projet d'accord de libre-échange avec les États-Unis. Le combat contre l'AMI n'est pas plus passé que perdu d'avance. Face à cette marchandisation de l'homme, donnons-nous les moyens, politiques et économiques, de préserver notre liberté d'être et de créer.

On attend, entre autres choses, de la gauche qu'elle prenne aujourd'hui la tête d'une bataille idéologique forte et originale, qu'elle fasse ainsi oublier sa passivité ou sa complaisance lors de la renégociation des accords du GATT, à l'occasion de laquelle un haut responsable socialiste s'était écrié : « Mieux vaut un mauvais accord que pas d'accord ! » Imaginons un « nouveau Bretton-Woods », tel que le proposait, en 1996, sous l'impulsion de Pierre Moscovici, la convention nationale du Parti socialiste sur la mondialisation.

Pour l'heure, un seul mot d'ordre devrait réunir les hommes de progrès, celui si bien résumé par la Société des auteurs et compositeurs dramatiques : « L'AMI, c'est l'ennemi ». L'ennemi de la diversité, l'ennemi de la création, l'ennemi de la justice sociale.

Jack Lang, ancien ministre, est député (PS) de Loir-et-Cher, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

## Pour Arno Klarsfeld par Thierry Lévy

**B**ien sûr ? Arno Klarsfeld déconcerte et agace. Il ne fait rien non plus pour attirer la sympathie de ses confrères, dont il met en valeur, par effet de contraste, les bien-séances calculées. Ceux qui, un peu trop unanimes et nombreux, vilipendent son attitude au procès de Bordeaux ignorent ou, plus souvent, font semblant d'ignorer que le procès est un combat.

A la fin, quand la cour d'assises reviendra avec son verdict, il y aura des vainqueurs et des vaincus. Chacune des parties a le droit d'utiliser ses armes selon ses moyens, ses capacités et ses choix. A l'intérieur des règles de la procédure pénale, la liberté d'action est totale.

Nul ne conteste plus que, dans les procès soumis à des pressions fortes de la part de l'opinion, le rôle des représentants des parties doit se prolonger au-delà de l'enceinte du prétoire. Il n'y a personne, à Bordeaux, qui puisse sans hypocrisie faire grief à Arno Klarsfeld d'avoir tenté de faire relayer par la presse les moyens de sa stratégie. Quand cet avocat a su que le président de la juridiction avait un lien de parenté, oublié peut-être mais nullement démenti, avec certains des victimes, que devait-il faire ? Ce lien était trop éloigné pour justifier, au moins en l'état, la récusation du magistrat, pouvait-il néanmoins s'abstenir de le rendre public ?

Certes, l'avocat n'était pas juridiquement obligé de le faire. Il n'y a d'ailleurs jamais d'obligation pour une partie d'utiliser un moyen de fait ou de droit mais, en revanche, il existe de nombreux moyens qu'aucun avocat ne s'abstiendra d'employer même si leur efficacité n'est pas certaine. L'existence d'une relation de parenté entre l'un des juges et l'une des

victimes entre, à l'évidence, dans cette catégorie de faits d'intérêt majeur dont la divulgation est parfois difficile mais presque toujours nécessaire.

« Ce « fou de mémoire » n'a manqué ni de prudence ni de discernement »

Arno Klarsfeld n'aurait probablement encouru aucune critique de la part de ses confrères de la partie civile s'il s'était concerté avec eux avant de prendre sa décision. En faisant cavalier seul, il les a indisposés. C'est peut-être une maladresse - ce n'est pas certain si l'on observe qu'il n'existe aucune coordination entre les nombreux

avocats des victimes - mais ce n'est pas une faute.

Ayant décidé d'agir seul, Arno Klarsfeld devait-il se servir de la presse comme il l'a fait ou bien réserver à l'audience la primeur de l'information ? Chacune des deux solutions présentait autant d'avantages que d'inconvénients. Laissons de côté les inconvénients de la solution adoptée pour s'arrêter à ceux d'un incident d'audience. A défaut de pouvoir se servir de ce moyen pour fonder en droit une demande de récusation, l'avocat s'exposait à provoquer un tumulte d'une telle ampleur que le président aurait vraisemblablement suspendu l'audience sans lui laisser le temps de développer son explication. Si, malgré cet obstacle, Arno Klarsfeld réussissait à aller au bout de son raisonnement, il plaçait le président dans une position encore plus inconfortable que celle qu'il connaît actuellement. Le choix du communiqué de presse était une manière de protéger l'au-

dience et, au-delà, le président lui-même.

Un autre résultat, non négligeable du point de vue des parties civiles, a été atteint. Les avocats de l'accusé ont été amenés à proclamer publiquement leur confiance dans l'impartialité du président et, par voie de conséquence, à se priver par avance de la possibilité d'attaquer sur ce terrain un éventuel jugement de condamnation. Ils en ont pris conscience mais c'était trop tard. Ils avaient déjà pris position.

On le voit, ce « fou de mémoire » n'a manqué ni de prudence ni de discernement et il a, d'ores et déjà, atteint au moins l'un de ses objectifs : mettre en difficulté la défense de Maurice Papon. C'était son rôle. Dans un procès aussi difficile que celui-ci, c'est un mérite à saluer autrement que par des poursuites disciplinaires.

Thierry Lévy est avocat.

### AU COURRIER DU « MONDE »

#### Le Mémorial de Sighet

Je vous fais part de ma stupéfaction à la lecture, dans l'article intitulé « Nouvel accès révisionniste en Roumanie » (*Le Monde* du 27 janvier), d'un passage mettant en cause le Mémorial des victimes du communisme et de la résistance de Sighet, accusé de réhabiliter le régime fasciste.

Ce n'est pas la première fois que nous faisons l'objet d'attaques tendancieuses visant notre travail. Mais ces attaques sont venues du côté de nos adversaires attitrés. Il s'agit de ceux qui, lors d'une réunion qui s'est tenue au Musée du paysan

roumain, ont conspué le nom de Doina Cornea et d'Ana Blandiana, les traitant de « pires ennemis du peuple roumain », qualifiant le mémorial de Sighet de création « des maçons de Strasbourg » (car le mémorial est placé sous l'égide du Conseil de l'Europe).

Nos adversaires appartiennent à cette droite xénophobe dont les publications extrémistes nous traitent d'« internationalistes » et de « vendus à l'Occident ». N'est-il pas choquant de se voir accusés par les auteurs de l'article en question d'appartenir à la même famille que nos détracteurs notoires ?

Si les travaux portant sur les crimes du communisme n'en sont qu'à leurs débuts, c'est parce que huit ans seulement se

sont écoulés depuis que les peuples libérés ont recouvré, s'agissant des mentalités, la force et le courage de regarder la vérité en face. Aussi l'impression que l'accent est mis, ces derniers temps, sur les crimes du communisme est-elle due au fait que ces crimes n'ont pu être découverts et analysés jusqu'à présent, les crimes du nazisme étant connus et condamnés dans le monde entier.

Le fait que ces archives soient encore largement inaccessibles chez nous retarde d'ailleurs l'accès à l'information sur le fascisme autant que sur le communisme.

Ana Blandiana, présidente de la Fondation de l'académie civique Bucarest

## Paris-Bruxelles 1h25



**16**  
aller/retour  
par jour

Un départ au minimum  
toutes les heures de 6h55 à 20h55

THALYS

Informations sur Internet : <http://www.thalys.com>  
Thalys est un service offert conjointement par les chemins de fer belges, français, néerlandais et allemands.  
Info et réservations : 08 36 35 35 36 (2,23 FF la minute).  
Gares et agences de voyages agréées.

SNCF



Opinion 150

## POURQUOI VOUS POUVEZ EXIGER D'AVANTAGE D'IBM.

*En écoutant nos clients, nous avons pris conscience que, sur certains points, IBM pouvait et devait*

*faire mieux. Nous avons donc décidé d'opérer des changements dans notre manière de vendre*



*nos solutions micro. Avec détermination. Nous tenons à inscrire noir sur blanc nos*

*nouveaux engagements. Ce sont des promesses que nous nous faisons, et que nous vous faisons.*

**Engagement n°1 : Des produits quand vous les voulez.** Nous allons continuer à

*réorganiser entièrement la fabrication et la distribution de nos micro-ordinateurs. Nous*

*gagnerons ainsi en flexibilité et en rapidité pour mieux vous servir.*



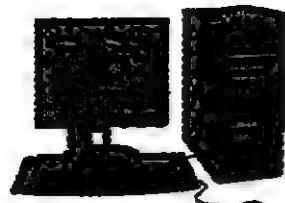
### THINKPAD 770

Une puissance extrême.  
PC Magazine l'a élu portable  
de l'année 97 au COMDEX  
de cet automne. Disponible  
avec lecteur DVD ou  
CD-ROM intégré en option.



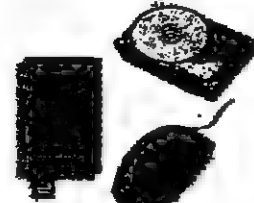
### THINKPAD 380

Le tout-intégré.  
Des performances  
remarquables  
à un prix étonnant.  
A partir de 11150 F HT\*.



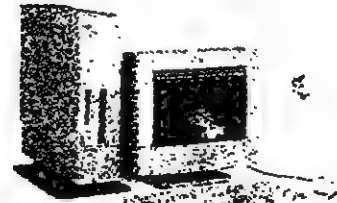
### IBM INTELLISTATION

Une station de travail  
sous Windows NT d'une très  
grande souplesse d'utilisation,  
pour répondre à vos  
applications les plus exigeantes.  
PC Week l'a nommé Meilleur  
Produit du COMDEX 97.



### OPTIONS IBM

Des performances accrues  
pour vos PC grâce  
aux options IBM, toutes  
compatibles, de grande qualité  
et à un prix très attractif.



### IBM PC 300 PL

Une grande facilité  
d'installation, de gestion  
et de maintenance.  
Processeur Intel Pentium®  
avec technologie MMX™  
jusqu'à 233 MHz.





**Engagement n°2 : Des produits comme vous les voulez.** Grâce à l'engagement n°1,

vous allez pouvoir personnaliser et configurer vos micro-ordinateurs comme



vous le souhaitez, avec l'aide des Partenaires Commerciaux IBM.

**Engagement n°3 : Des prix très compétitifs.** Notre nouvelle façon de fabriquer et

distribuer nos machines nous coûte moins cher. Donc, ça vous coûtera moins cher. Un point c'est tout.

**Engagement n°4 : Des performances toujours meilleures.** Nous allons continuer

à fabriquer les PC les plus puissants que nous ayons jamais faits, avec nos Partenaires

à la pointe de la technologie comme Intel et Microsoft.

Pour savoir comment nous allons respecter nos engagements, contactez-nous au 0 801 800 801

ou rendez-nous visite sur [www.ibm.com/pc/fr](http://www.ibm.com/pc/fr)

**IBM**

Solutions pour une petite planète



**IBM PC 300 GL**

Prix compétitif.  
Livré avec Windows 95 ou  
Windows NT préchargé.  
Une étonnante souplesse  
d'utilisation.



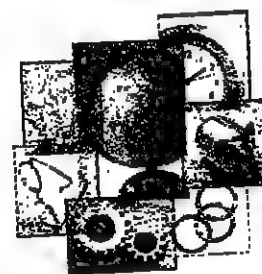
**SERVEUR NETFINITY 3500**

Puissance évolutive, jusqu'à  
2 processeurs Pentium® II - 333 MHz.  
Le serveur d'entrée de gamme  
Idéal sous Windows NT,  
aussi bien pour les PME/PMI que  
pour les grandes entreprises.



**SERVEUR NETFINITY 7000**

Un serveur aux standards  
du marché qui vous permet  
de gérer vos applications  
les plus exigeantes.  
1 à 4 processeurs Pentium® Pro  
200 MHz avec mémoire  
cache 2ème niveau de 512 Ko.



**IBM SYSTEMXTRA**

Optimise les solutions  
informatiques  
avec des technologies,  
des services et  
des offres de financement.



Avant la présentation du rapport de Jean-Pierre Sueur, député PS

## Un sociologue et un militant associatif débattent sur la politique de la ville

Michel Wieviorka : « Je suis convaincu que ces initiatives ont davantage freiné les dérives qu'accentué les processus de discrimination »  
Pierre-Didier Tchetché-Apea : « La volonté d'instrumentaliser politiquement les habitants a tué les dynamiques locales, démotivé les gens »

« Depuis une quinzaine d'années, la politique de la ville se donne pour objectif d'éviter la formation de ghettos urbains. N'avez-vous pas au contraire le sentiment que la ségrégation n'a cessé de se renforcer ? »

— Pierre-Didier Tchetché-Apea : Rappelons-nous les vastes ambitions de la politique de la ville à ses débuts : il ne s'agissait pas de lutter contre la ségrégation, mais de mobiliser les habitants, d'en faire des citoyens responsables, capables de créer des liens sociaux et d'accéder au droit commun. Au lieu de cela, on a tout juste circonscrit les incendies, sans pour autant freiner ni la dégradation du tissu social ni la montée de la discrimination ethnique pour l'accès au travail et au logement. La politique de la ville a aussi contribué à créer un nouveau clivage entre les cités et le reste de la société.

— Michel Wieviorka : Si la société fabrique des discriminations et des inégalités croissantes, ce n'est pas la faute de la politique de la ville ! Que se serait-il passé si on avait laissé libre cours à ces tendances inégalitaires et discriminatoires ? Cette politique vise évidemment certaines catégories de la population, mais elle les a toujours définies d'un point de vue social, jamais racial ou ethnique. Le bilan est difficile à dresser parce que les objectifs et les moyens utilisés ont changé sans cesse. Au départ, il s'agissait de développer la vie sociale par en bas, de mobiliser ensemble des gens qui ne se parlaient guère (policiers, éducateurs, enseignants, associations, etc.) sur une base de confiance dans les acteurs de terrain. Tout cela s'est alourdi, bureaucratisé. On a créé, puis supprimé, un ministère et il reste peu de choses de l'esprit initial. Mais, au total, je suis convaincu que ces initiatives ont davantage freiné les dérives qu'accentué les processus de discrimination. Elles ont évité le pire.

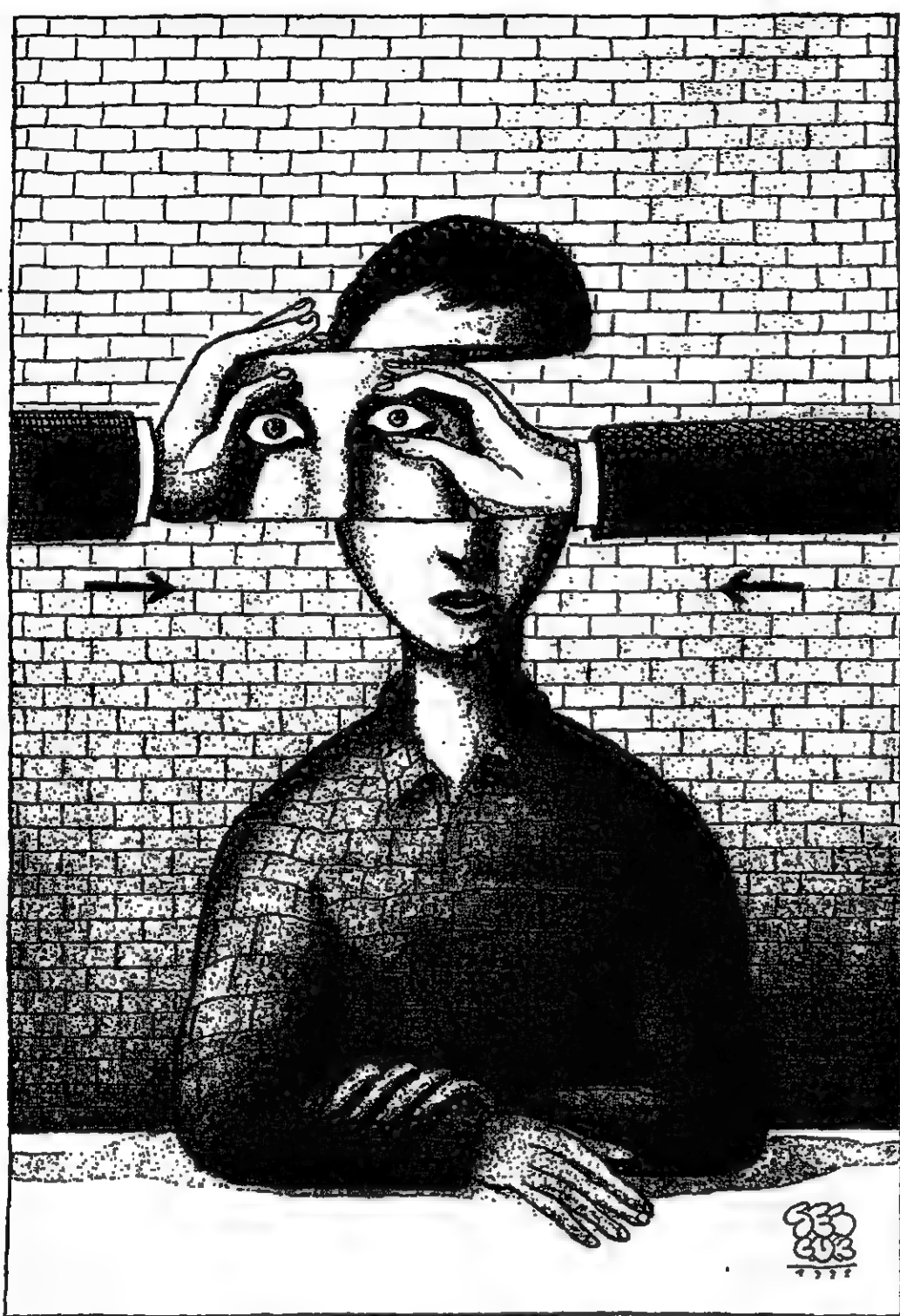
— R-D.T.A. : Je ne le crois absolument pas. Au contraire, la bureaucratie de la politique de la ville, la volonté d'instrumentaliser politiquement les habitants, ont tué les dynamiques locales, démotivé les gens, participé à la dégradation des quartiers. La volonté d'émancipation a laissé la place à des mécanismes d'aliénation. Le travail essentiel des associations de quartier a été méprisé. On enjoint les gens de « participer » alors qu'en vérité on les ignore. On a oublié l'essentiel : les habitants, qui, eux, ne voient venir rien de concret.

— M.W. : De votre critique, on pourrait tout aussi bien conclure que, si la politique de la ville avait bénéficié de moyens plus conséquents, les promesses de la République auraient été mieux tenues. En réalité, les ressources déployées ont été dérisoires. Mais l'association que vous présidez existerait-elle sans la politique de la ville ? Les budgets décaissés ont tout de même permis à des gens comme vous de s'ouvrir à la politique. L'ennui est que les élites ainsi formées ont souvent abandonné le terrain.

— R-D.T.A. : Nous sommes les produits de cette politique mais nous nous sommes aussi construits contre elle ! Notamment pour dénoncer les pouvoirs accrus qu'elle a donnés aux municipalités en les finançant. Les élus, notamment ceux de gauche, qui sont le plus souvent aux commandes dans les banlieues, n'habitent plus dans les cités et leur ont tourné le dos. Ils sont incapables d'aider une association si elle n'entre pas dans leurs plans de bataille électoraux.

— M.W. : C'est vrai, les crédits « ville » servent souvent à financer des projets qui n'intéressent nullement les habitants des quartiers concernés. Mais les municipalités sont légitimement élues ! Ce qui peut être en cause, ce n'est pas la politique de la ville mais le fonctionnement municipal. Sans doute le niveau communal n'est-il pas toujours le bon pour des actions de cette nature. L'échelon de l'agglomération serait probablement préférable dans certains cas.

— De toutes parts, on fait de la « mixité sociale » le *nex plus ultra* de la politique de la ville. Cette ambition relève-t-elle pour vous du simple affichage ou constitue-t-elle un objectif réaliste ?



— R-D.T.A. : La mixité suppose non seulement la transformation du bâti mais un changement du regard que la société porte sur les quartiers. Aujourd'hui, les gens rêvent de transformer leur ville par l'arrivée de classes moyennes. Comme si des cadres avaient envie de vivre dans un quartier où il ne se passe plus rien après 19 heures !

— M.W. : Mieux vaudrait aider les habitants actuels à accéder aux classes moyennes. Pendant ce temps, on continue d'entasser dans les cités des populations qui concentrent tous les problèmes sociaux. Les cités sont considérées comme vivantes en marge. En réalité, elles ne sont que les miroirs grossissants de la société française.

— Une majorité des habitants des cités les fuiraient s'ils en avaient les moyens. Le projet central de la politique de la ville ne devrait-il pas viser la démolition progressive des « grands ensembles » et la reconstruction de véritables villes ?

— R-D.T.A. : Mais les gens sont attachés à leur quartier ! Person-

nellement, je n'ai aucune envie d'habiter ailleurs, à condition que dans mon quartier, au Mas-du-Taureau, on trouve tous les ingrédients de la vie.

— Est-il encore possible de construire de la convivialité dans des barres et des tours qui sont devenus les symboles de la rélegation ?

— R-D.T.A. : Au fond, je suis pour tout faire exploser et tout repenser. Je m'illuse pour ça. En même temps, ce serait trop facile de croire qu'en supprimant les tours on ferait disparaître la pauvreté.

— M.W. : Il ne peut exister de politique de la ville satisfaisante sans vision de l'avenir. Or ni la destruction de tours ni la « mixité sociale », en tant qu'objectif à court terme, ne suffisent à définir un projet. C'est là où la politique de la ville se heurte à un mur. La seule politique satisfaisante consisterait à créer des dynamiques, non pas pour déplacer un déplacement des riches et des pauvres mais pour créer les conditions de transformations économiques et cul-

turelles. Ainsi, les « zones franches » seraient pleines d'avenir si elles étaient capables non pas seulement de déplacer des emplois mais de susciter des vocations d'entrepreneur sur place. Pour créer ces dynamiques, il faut s'appuyer sur ce qui existe déjà : une mémoire, une histoire, une image qui n'est pas toujours entièrement négative. Car les habitants, comme Pierre-Didier Tchetché-Apea, sont ambivalents. Ils veulent partir, tout faire péter, mais disent en même temps : « Attention, c'est mon histoire, c'est ma vie ».

— Ces transformations doivent-elles s'appuyer sur les particularismes, le métissage propre aux quartiers ou les faire entrer dans le moule commun de la France ?

— R-D.T.A. : Dans le moule commun évidemment. Je suis pour éradiquer toute référence aux origines. Les gens des quartiers ne les mettent pas en avant et la plupart inscrivent leur projet de vie dans un cadre républicain. Ils ne demandent qu'à se fondre, à condition que la société, en face, leur fasse une place. On fait comme si la France était un pays homogène avec une identité figée. Mais, sauf à reconnaître une norme — Blanc, catholique —, l'identité française n'est pas un problème. Personnellement, je n'ai aucun complexe de francité. Mais j'éprouve un malaise, celui d'avoir à justifier en permanence ce que je suis. Je considère que ce n'est pas seulement mon problème mais celui d'une société qui a du mal à me considérer comme un citoyen ordinaire. Dans la culture des quartiers, dans les revendications collectives des jeunes issus de l'immigration, c'est la question centrale. On nous renvoie toujours une image négative, quels que soient les projets que nous portons. On nous caricature parce qu'on nous croit incapables de produire de l'intelligence. On parle français, on mange français, on pense en français, on est né ici : quelle autre démonstration peut-on faire ? On est pris en otage dans un combat qui nous dépasse largement. Ces quartiers sont mélangés par amalgame positif de la culture française et des cultures d'origine. Cette francité-là doit être reconnue.

— M.W. : C'est plus que du métissage, c'est la production d'une culture hypermoderne. Certains jeunes des quartiers sont souvent plus modernes dans leurs références culturelles, plus ouverts sur le monde que d'autres. Personne ne devrait s'en inquiéter. On peut très bien jouer des musiques différentes, pratiquer des religions différentes en respectant profondément les valeurs républicaines, mais en demandant simplement à être reconnu, à pouvoir par exemple prier dans une mosquée et non dans une cave si on est musulman. Il faudrait en finir avec cette hantise de voir les différences culturelles communautariser notre société. En réalité, si on les respecte, elles vont généralement de pair avec le souci, comme citoyens, de participer à la vie collective.

— La politique de la ville, en créant des structures propres, souvent associatives, n'a-t-elle pas finalement contribué à écarter les habitants du vrai pouvoir politique ?

— R-D.T.A. : Je suis convaincu que ces initiatives ont davantage freiné les dérives qu'accentué les processus de discrimination. Elles ont évité le pire.

— M.W. : De votre critique, on pourrait tout aussi bien conclure que, si la politique de la ville avait bénéficié de moyens plus conséquents, les promesses de la République auraient été mieux tenues. En réalité, les ressources déployées ont été dérisoires. Mais l'association que vous présidez existerait-elle sans la politique de la ville ? Les budgets décaissés ont tout de même permis à des gens comme vous de s'ouvrir à la politique. L'ennui est que les élites ainsi formées ont souvent abandonné le terrain.

— R-D.T.A. : Nous sommes les produits de cette politique mais nous nous sommes aussi construits contre elle ! Notamment pour dénoncer les pouvoirs accrus qu'elle a donnés aux municipalités en les finançant. Les élus, notamment ceux de gauche, qui sont le plus souvent aux commandes dans les banlieues, n'habitent plus dans les cités et leur ont tourné le dos. Ils sont incapables d'aider une association si elle n'entre pas dans leurs plans de bataille électoraux.

— M.W. : C'est vrai, les crédits « ville » servent souvent à financer des projets qui n'intéressent nullement les habitants des quartiers concernés. Mais les municipalités sont légitimement élues ! Ce qui peut être en cause, ce n'est pas la politique de la ville mais le fonctionnement municipal. Sans doute le niveau communal n'est-il pas toujours le bon pour des actions de cette nature. L'échelon de l'agglomération serait probablement préférable dans certains cas.

— De toutes parts, on fait de la « mixité sociale » le *nex plus ultra* de la politique de la ville. Cette ambition relève-t-elle pour vous du simple affichage ou constitue-t-elle un objectif réaliste ?

— R-D.T.A. : La mixité suppose non seulement la transformation du bâti mais un changement du regard que la société porte sur les quartiers. Aujourd'hui, les gens rêvent de transformer leur ville par l'arrivée de classes moyennes. Comme si des cadres avaient envie de vivre dans un quartier où il ne se passe plus rien après 19 heures !

— M.W. : Mieux vaudrait aider les habitants actuels à accéder aux classes moyennes. Pendant ce temps, on continue d'entasser dans les cités des populations qui concentrent tous les problèmes sociaux. Les cités sont considérées comme vivantes en marge. En réalité, elles ne sont que les miroirs grossissants de la société française.

— Une majorité des habitants des cités les fuiraient s'ils en avaient les moyens. Le projet central de la politique de la ville ne devrait-il pas viser la démolition progressive des « grands ensembles » et la reconstruction de véritables villes ?

— R-D.T.A. : Mais les gens sont attachés à leur quartier ! Person-

nellement, je n'ai aucune envie d'habiter ailleurs, à condition que dans mon quartier, au Mas-du-Taureau, on trouve tous les ingrédients de la vie.

— Est-il encore possible de construire de la convivialité dans des barres et des tours qui sont devenus les symboles de la rélegation ?

— R-D.T.A. : Au fond, je suis pour tout faire exploser et tout repenser. Je m'illuse pour ça. En même temps, ce serait trop facile de croire qu'en supprimant les tours on ferait disparaître la pauvreté.

— M.W. : Il ne peut exister de politique de la ville satisfaisante sans vision de l'avenir. Or ni la destruction de tours ni la « mixité sociale », en tant qu'objectif à court terme, ne suffisent à définir un projet. C'est là où la politique de la ville se heurte à un mur. La seule politique satisfaisante consisterait à créer des dynamiques, non pas pour déplacer un déplacement des riches et des pauvres mais pour créer les conditions de transformations économiques et cul-

Dessin de Seluk

turelles. Ainsi, les « zones franches » seraient pleines d'avenir si elles étaient capables non pas seulement de déplacer des emplois mais de susciter des vocations d'entrepreneur sur place. Pour créer ces dynamiques, il faut s'appuyer sur ce qui existe déjà : une mémoire, une histoire, une image qui n'est pas toujours entièrement négative. Car les habitants, comme Pierre-Didier Tchetché-Apea, sont ambivalents. Ils veulent partir, tout faire péter, mais disent en même temps : « Attention, c'est mon histoire, c'est ma vie ».

— Ces transformations doivent-elles s'appuyer sur les particularismes, le métissage propre aux quartiers ou les faire entrer dans le moule commun de la France ?

— R-D.T.A. : Dans le moule commun évidemment. Je suis pour éradiquer toute référence aux origines. Les gens des quartiers ne les mettent pas en avant et la plupart inscrivent leur projet de vie dans un cadre républicain. Ils ne demandent qu'à se fondre, à condition que la société, en face, leur fasse une place. On fait comme si la France était un pays homogène avec une identité figée. Mais, sauf à reconnaître une norme — Blanc, catholique —, l'identité française n'est pas un problème. Personnellement, je n'ai aucun complexe de francité. Mais j'éprouve un malaise, celui d'avoir à justifier en permanence ce que je suis. Je considère que ce n'est pas seulement mon problème mais celui d'une société qui a du mal à me considérer comme un citoyen ordinaire. Dans la culture des quartiers, dans les revendications collectives des jeunes issus de l'immigration, c'est la question centrale. On nous renvoie toujours une image négative, quels que soient les projets que nous portons. On nous caricature parce qu'on nous croit incapables de produire de l'intelligence. On parle français, on mange français, on pense en français, on est né ici : quelle autre démonstration peut-on faire ? On est pris en otage dans un combat qui nous dépasse largement. Ces quartiers sont mélangés par amalgame positif de la culture française et des cultures d'origine. Cette francité-là doit être reconnue.

— M.W. : C'est plus que du métissage, c'est la production d'une culture hypermoderne. Certains jeunes des quartiers sont souvent plus modernes dans leurs références culturelles, plus ouverts sur le monde que d'autres. Personne ne devrait s'en inquiéter. On peut très bien jouer des musiques différentes, pratiquer des religions différentes en respectant profondément les valeurs républicaines, mais en demandant simplement à être reconnu, à pouvoir par exemple prier dans une mosquée et non dans une cave si on est musulman. Il faudrait en finir avec cette hantise de voir les différences culturelles communautariser notre société. En réalité, si on les respecte, elles vont généralement de pair avec le souci, comme citoyens, de participer à la vie collective.

— La politique de la ville, en créant des structures propres, souvent associatives, n'a-t-elle pas finalement contribué à écarter les habitants du vrai pouvoir politique ?

— R-D.T.A. : Je suis convaincu que ces initiatives ont davantage freiné les dérives qu'accentué les processus de discrimination. Elles ont évité le pire.

— M.W. : De votre critique, on pourrait tout aussi bien conclure que, si la politique de la ville avait bénéficié de moyens plus conséquents, les promesses de la République auraient été mieux tenues. En réalité, les ressources déployées ont été dérisoires. Mais l'association que vous présidez existerait-elle sans la politique de la ville ? Les budgets décaissés ont tout de même permis à des gens comme vous de s'ouvrir à la politique. L'ennui est que les élites ainsi formées ont souvent abandonné le terrain.

— R-D.T.A. : Nous sommes les produits de cette politique mais nous nous sommes aussi construits contre elle ! Notamment pour dénoncer les pouvoirs accrus qu'elle a donnés aux municipalités en les finançant. Les élus, notamment ceux de gauche, qui sont le plus souvent aux commandes dans les banlieues, n'habitent plus dans les cités et leur ont tourné le dos. Ils sont incapables d'aider une association si elle n'entre pas dans leurs plans de bataille électoraux.

— M.W. : C'est vrai, les crédits « ville » servent souvent à financer des projets qui n'intéressent nullement les habitants des quartiers concernés. Mais les municipalités sont légitimement élues ! Ce qui peut être en cause, ce n'est pas la politique de la ville mais le fonctionnement municipal. Sans doute le niveau communal n'est-il pas toujours le bon pour des actions de cette nature. L'échelon de l'agglomération serait probablement préférable dans certains cas.

— De toutes parts, on fait de la « mixité sociale » le *nex plus ultra* de la politique de la ville. Cette ambition relève-t-elle pour vous du simple affichage ou constitue-t-elle un objectif réaliste ?

— R-D.T.A. : La mixité suppose non seulement la transformation du bâti mais un changement du regard que la société porte sur les quartiers. Aujourd'hui, les gens rêvent de transformer leur ville par l'arrivée de classes moyennes. Comme si des cadres avaient envie de vivre dans un quartier où il ne se passe plus rien après 19 heures !

— M.W. : Mieux vaudrait aider les habitants actuels à accéder aux classes moyennes. Pendant ce temps, on continue d'entasser dans les cités des populations qui concentrent tous les problèmes sociaux. Les cités sont considérées comme vivantes en marge. En réalité, elles ne sont que les miroirs grossissants de la société française.

— Une majorité des habitants des cités les fuiraient s'ils en avaient les moyens. Le projet central de la politique de la ville ne devrait-il pas viser la démolition progressive des « grands ensembles » et la reconstruction de véritables villes ?

— R-D.T.A. : Mais les gens sont attachés à leur quartier ! Person-

### Une figure de la banlieue lyonnaise

PIERRE-DIDIER TCHETCHÉ-APEA, trente ans, est l'une des principales figures de la banlieue lyonnaise. Né à Gagnoa (Côte d'Ivoire), il vit à Vaulx-en-Velin depuis l'âge de six ans. Aujourd'hui diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble, poursuivant un DEA d'histoire et une licence de droit public, il a fait ses classes de citoyen dans le milieu associatif de sa ville.

A l'automne 1990, alors que de violentes émeutes déchirent la cité du Mas-du-Taureau, il devient le porte-parole du comité Thomas-Claudio, créé en mémoire du jeune motard mort dans des conditions contestées, pour canaliser la violence et la transformer en énergie positive. Quelques jours plus tard, à Bron,



PIERRE-DIDIER TCHETCHÉ-APEA

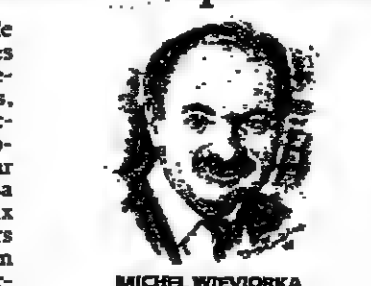
François Mitterrand annonce la nomination d'un ministre de la ville.

Soucieux d'inscrire son action dans la durée, Pierre-Didier Tchetché-Apea participe à la création d'Agora. Au-delà des animations de quartier, cette association s'engage dans des ac-

tions en faveur de la citoyenneté et contre le repli communautaire. Il la préside aujourd'hui. Le conflit permanent qui oppose Agora à la municipalité de gauche de Vaulx-en-Velin a conduit celui que ses amis nomment « Pierre-Didier » à franchir le pas de la politique. Hostile à la droite, mais méfiant à l'égard de la gauche, il a milité pour une liste composée de personnes de toutes origines lors des élections municipales de 1995. Il a demandé récemment la nationalité française, décision qui résulte d'« une démarche et d'un choix personnels ». Avec ses amis, il s'appuie à participer à la campagne des élections cantonales.

Ph. B.

### L'auteur de « L'Espace du racisme »



MICHEL WIEVIORKA

DIRECTEUR d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), Michel Wieviorka, cinquante et un ans, dirige depuis 1993 le Centre d'action et d'intervention sociologiques (Cadis), fondé en 1981 par Alain Touraine. Il a consacré sa thèse de troisième cycle aux mouvements de consommateurs et sa thèse d'Etat, soutenue en 1987, au terrorisme. Sur ce dernier thème, il a publié *Terrorisme à la une* (avec Dominique Wolton, Gallimard, 1987) et *Sociétés et terrorisme* (Fayard, 1988).

Après avoir participé à la rédaction d'ouvrages collectifs, avec Alain Touraine et François Dubet notamment, sur divers mouvements sociaux : *Lutte étudiante* (Seuil, 1978), *La pro-*

phétie antinucléaire (Seuil, 1980), *Le Pays contre l'Etat* (Seuil, 1981), *Solidarité* (Fayard, 1982), *Le Mouvement ouvrier* (Fayard, 1984).

Depuis 1985, il s'est intéressé particulièrement au racisme et aux problématiques liées à l'expression des différences cul-

turelles. Ses recherches ont abouti à la publication de *L'Espace du racisme* (Seuil, 1991) et de plusieurs ouvrages collectifs, dont *La France raciste* (Seuil, 1991). Dans un recueil collectif publié en 1996 (*Une société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*, La Découverte), il estime que la République devrait davantage tenir compte de la diversité des identités culturelles sans pour autant renoncer à défendre les valeurs universelles.

Il se consacre aujourd'hui aux questions de violence et tient de diriger un numéro spécial de la revue *Cultures et conflits* intitulé « Un nouveau paradigme de la violence ? ».

Ph. B.

Propos recueillis par  
Philippe Bernard  
et Nathaniel Herzberg

relles. Ses recherches ont abouti à la publication de *L'Espace du racisme* (Seuil, 1991) et de plusieurs ouvrages collectifs, dont *La France raciste* (Seuil, 1991). Dans un recueil collectif publié en 1996 (*Une société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*, La Découverte), il estime que la République devrait davantage tenir compte de la diversité des identités culturelles sans pour autant renoncer à défendre les valeurs universelles.

Il se consacre aujourd'hui aux questions de violence et tient de diriger un numéro spécial de la revue *Cultures et conflits* intitulé « Un nouveau paradigme de la violence ? ».

Ph. B.







Opinion 150

## ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 10 FÉVRIER 1998

**SERVICES** Wisconsin est un opérateur local de fret ferroviaire aux États-Unis, qui dessert la région des grands lacs. Son PDG, Ed Burkhardt, explique, dans un entretien au

Monde, sa stratégie de développement international. ● LE RACHAT, en 1993, des chemins de fer néo-zélandais a donné le coup d'envoi à ses ambitions. La privatisation du

rail britannique, trois ans plus tard, lui a donné l'occasion de s'intéresser au Vieux Continent. ● LA DÉRÈGLEMENTATION permet à n'importe quel opérateur de traverser l'Europe

sans l'autorisation de la compagnie de chemins de fer nationale. Wisconsin espère néanmoins coopérer avec la SNCF ou la Deutsche Bahn. ● L'ÉLECTRICITÉ aussi est un service

public convoité par de nouveaux concurrents. Huit entreprises de distribution britanniques, sur un total de douze, sont passées sous contrôle américain.

# L'américain Wisconsin veut conquérir le fret ferroviaire en Europe

Cet opérateur, de taille moyenne aux États-Unis, est entré sur le marché britannique à la faveur de la privatisation du rail en 1996. Le rachat, en novembre, du transporteur international British Rail Freight lui permettra de profiter de la déréglementation européenne

### LONDRES

Arrivé en 1996 en Europe, à l'occasion de la privatisation du rail britannique, l'américain Wisconsin suscite des interrogations, voire l'inquiétude. La société ferroviaire de transport de fret a-t-elle l'intention de traverser la Manche pour se lancer à l'assaut des monopoles nationaux ? La réglementation européenne, et notamment une directive de 1991, l'y autorise. Il suffirait que Wisconsin noue une alliance internationale avec une petite société allemande ou hollandaise pour avoir le droit de traverser la France sans rien demander à la SNCF.

Wisconsin intrigue d'autant plus qu'elle n'est pas un acteur majeur du transport ferré américain. Loin derrière Union Pacific, Burlington Northern Santa Fe ou Norfolk Southern, Wisconsin a choisi de rester un opérateur local de la région des grands lacs (Wisconsin et Michigan). En abaissant les coûts, renégociant les contrats de travail et développant le trafic, Wisconsin a multiplié par dix, en six ans, la valeur de ses actions, cotées sur le Nasdaq.

C'est à l'international que son

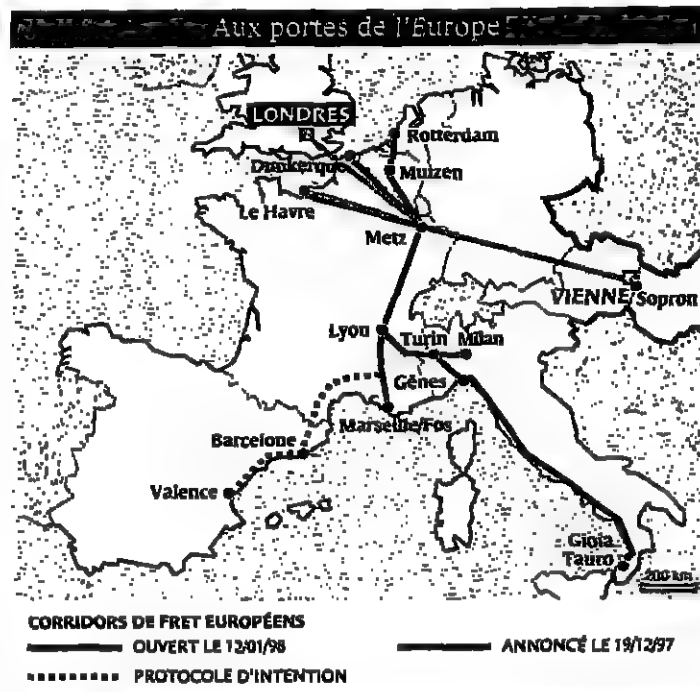
PDG, Ed Burkhardt, a choisi de se développer, en rachetant les chemins de fer néo-zélandais en 1993, puis le fret britannique en 1996. Wisconsin se défend d'avoir choisi la Grande-Bretagne comme tête de pont vers une Europe ferroviaire à l'aube de la déréglementation. « Nous avons l'intention de coopérer avec les autres sociétés ferroviaires, comme la SNCF ou la Deutsche Bahn, explique M. Burkhardt. Le transport par route est notre véritable concurrent. Le fer ne détiendrait que 6 % du marché. Si nous nous faisons concurrence, nous détruirons ce qu'il nous reste. »

### PROPRIÉTAIRE DU RÉSEAU

Fort de cet argument, Wisconsin a réussi à faire changer les plans du gouvernement britannique lors de la privatisation. L'équipe de John Major voulait vendre le fret en six lots distincts. Wisconsin, et sa filiale créée pour l'occasion, English Wales & Scottish Railways (EWS), ont exigé de reprendre la quasi-totalité du réseau (environ 5 milliards de francs de chiffre d'affaires) pour 225 millions de livres (plus de deux milliards de francs). Wisconsin a enfin racheté, le 22 novembre 1997, la société de trans-

port ferroviaire international British Rail Freight, largement déficitaire, mais qui lui ouvre les portes de l'Europe. En échange, le gouvernement britannique a accepté de prendre en charge la moitié des droits de péage dans le tunnel sous la Manche jusqu'en 2006. Pour peu, les dirigeants de Wisconsin reprendraient à leur compte l'opposition des syndicats de la SNCF à la déréglementation européenne. « C'est une aberration d'avoir exigé la séparation des voies ferrées et l'exploitation des trains », explique Graham Smith, directeur de la stratégie pour l'Europe d'EWS. La SNCF a dû ainsi abandonner les voies ferrées au profit de Réseau ferré de France. « Les compagnies de chemin de fer connaissent bien leur réseau et leurs besoins », ajoute-t-il.

En exigeant « une vraie priorité pour le fret en Europe, et notamment des sillons prioritaires par rapport au transport des passagers », Wisconsin flatte la sensibilité écologique du gouvernement travailliste de Tony Blair. L'accord franco-britannique du 19 décembre sur la prolongation de la concession du tunnel sous la Manche sert la stratégie de conquête de Wis-



consin : Eurotunnel s'est engagé à aligner les tarifs de passage des trains de marchandises sur ceux des ferrées à partir de 2006, et le

gouvernement français a promis de constituer un corridor prioritaire de fret vers l'est et le sud du continent.

Pour autant, Wisconsin n'oublie pas ses origines. M. Smith explique ainsi que, propriétaires du réseau, les opérateurs devraient concéder des droits de passage à leurs concurrents, comme c'est le cas aux États-Unis. Dans la droite ligne du libéralisme américain, Wisconsin est persuadé que c'est la meilleure gestion qui fera la différence. Et c'est sur ce terrain que le débarquement américain pourrait se révéler le plus redoutable.

« Nous avons investi au Royaume-Uni parce qu'il y avait un fort potentiel de libération des coûts », explique M. Smith. Avant la privatisation, l'activité dégageait déjà une marge de près de 20 % du chiffre d'affaires. Ce qui n'a pas empêché

Dominique Gallois

Christophe Jakubyszyn

## Série d'OPA sur les distributeurs d'électricité britanniques

L'ÉLECTRICITÉ européenne, qui ouvrira 30 % de son marché à la concurrence à partir de l'année prochaine, attire les entreprises des États-Unis. En l'espace de trois ans, la Grande-Bretagne est devenue leur point d'ancrage. Huit des douze entreprises de distribution du pays sont passées sous contrôle américain.

La dernière opération remonte au 3 février, avec le lancement par Pacific Corp d'une offre publique d'achat (OPA) amicale sur Energy Group. En compétition avec son compatriote Texas Utilities et le japonais Nomura, la compagnie américaine propose 4,06 milliards de livres (40 milliards de francs) pour acquérir cette ancienne division du conglomérat Hanson, qui

possède notamment Eastern, la plus importante des compagnies de distribution d'électricité britannique.

Pacific Corp en est à sa deuxième tentative. En juin 1997, son premier projet avait été bloqué par le gouvernement travailliste de Tony Blair. Saisie par les services du nouveau premier ministre, la Commission de la concurrence n'a pas interdit cette opération, après examen du dossier. D'où la nouvelle offre. La libéralisation de l'électricité a été imposée par Margaret Thatcher en 1986. Arguant de l'inefficacité de ce secteur, le premier ministre conservateur a scindé le monopole public en une quinzaine de compagnies privées, spécialisées dans le transport, la produc-

tion et la distribution. Dans un premier temps, ces firmes ont été protégées par une *golden share*, action empêchant toute prise de contrôle. La levée de cette barrière, en mars 1995, a provoqué une série d'acquisitions menées par des groupes britanniques et américains. Ces derniers ont profité de cette opportunité, apparue au moment même où la réglementation s'assouplissait aux États-Unis.

En 1992, l'Energy Act Policy a autorisé les compagnies électriques, jusqu'alors confinées à un seul État, à se développer, notamment sur les marchés internationaux.

Dominique Gallois

## Le commerce et la grande distribution négocient les 35 heures

## L'Etat accorde une troisième recapitalisation à GIAT industries

LE PDG DU GROUPE public d'armement GIAT industries, Jacques Loppion, a annoncé, dimanche 8 février, que le gouvernement lui avait fait part, vendredi, de sa décision de recapitaliser la société pour 4,3 milliards de francs. Il s'agit de la troisième contribution de l'État actionnaire. Deux autres, à hauteur de 3,7 milliards de francs chacune, sont intervenues en 1996 et 1997.

En trois ans, GIAT industries aura ainsi reçu 11,7 milliards de francs. Le déficit cumulé du groupe est supérieur à 11 milliards de francs, à la suite de la signature « à perte » d'un contrat avec les Émirats arabes unis, portant sur la livraison de 436 chars Leclerc, et d'une diminution drastique des commandes par la France de blindés, de pièces d'artillerie et de munitions. « Cette recapitalisation, a estimé M. Loppion, va renforcer la confiance de nos clients actuels et potentiels, dans une période de compétition internationale intense. » Le PDG négocie actuellement la vente de chars Leclerc à l'Arabie saoudite,

qui pose comme condition à cette transaction la reprise de sa flotte ancienne de chars AMX-30.

GIAT a mis en œuvre un plan dit de « retour à l'équilibre » entre 1996 et 1998 : celui-ci limite à 2 700 les suppressions d'emplois, grâce à la loi Robien et à l'abaissement à cinquante-deux ans de l'âge des départs, et prévoit une réorganisation industrielle, avec notamment la vente, conclue en 1997, de sa filiale belge FN Herstal lourdement déficitaire.

Cependant, ce plan est jugé insuffisant par l'autorité de tutelle, le ministère de la défense, qui réclame une recapitalisation des objectifs fixés précédemment. Le groupe, qui occupe 11 000 salariés, devrait revoir son plan de retour à l'équilibre pour 1999, dans le sens de nouvelles suppressions d'emplois.

Les syndicats craignent la fermeture de certains des quatorze sites actuels, une mesure difficile à concevoir en période d'élections régionales.

Jacques Isnard

APRÈS l'Association française des banques (AFB), c'est au tour de l'Union du grand commerce de centre-ville (UCV) de s'appuyer sur les 35 heures pour modifier sa convention collective. 58 000 salariés dépendent de cette convention dans les grands magasins (Le Printemps, Galeries La Fayette, Samaritaine, BHV...) et les magasins populaires (Monoprix et Prisunic). Une négociation est prévue, jeudi 12 février. Elle devrait porter sur trois points : les 35 heures, le temps partiel et la création d'un compte-épargne-temps.

Jacques Périalet, président de l'UCV, estime que les 35 heures seront particulièrement difficiles à gérer dans cette profession soumise au décret de 1987 qui limite l'amplitude quotidienne d'ouverture et impose deux jours de repos consécutifs hebdomadaires dont le dimanche. Selon le texte patronal, les 35 heures doivent être organisées « sur l'ensemble de l'année ». Il y aurait des « semaines longues et des semaines courtes » et une répartition de l'horaire de travail entre les différents jours de la semaine pourrait elle-même varier. Pour les deux principaux syn-

dicats, CFTD et CGT, l'annualisation n'est pas envisageable. « Elle peut éventuellement l'être quand la quasi-totalité des salariés travaillent à temps plein mais pas dans les grands magasins où les temps partiels et les contrats à durée déterminée sont particulièrement répandus », explique Jean-François Millat, de la CFTD.

### DIVISIONS SYNDICALES

Alors que le temps partiel représente parfois plus de la moitié des effectifs, l'UCV propose que la durée minimale soit portée à 20 heures, soit deux heures de plus que la loi Aubry. La CFTD entend au moins la porter à 22 heures, comme dans le commerce alimentaire. M. Périalet reconnaît que les « chances d'aboutir ne sont pas gigantesques ». Le CNPF ne voit pas forcément d'un bon œil cette négociation qui, de fait, entraine les 35 heures. De plus, le panorama syndical dans la branche est complexe. La CFTD est divisée, entre une fédération dans la ligne confédérale et son principal syndicat, le syndicat parisien, dans l'opposition à Nicole Notat. FO est encore plus divisée puisque ses militants parisiens viennent de la

quitter pour partir à l'Union syndicale des syndicats autonomes (Unsa). Un rassemblement organisé devant la chambre patronale, mardi 10 février, par le syndicat du commerce parisien de la CFTD et la CGT devrait permettre de tester la mobilisation syndicale, quarante-huit heures avant les négociations.

La Fédération patronale du commerce et de la distribution (FCD), qui représente les entreprises de distribution alimentaire (hypermarchés, supermarchés), et les syndicats du secteur ne manifestent guère une solidarité active avec leurs collègues du « grand commerce » parisien. Patronat et syndicats ont décidé, d'un commun accord, de reporter la réunion prévue mardi 10 février, qui devait faire le bilan sur leur accord du 10 juillet 1996. Ce document, ratifié par tous les partenaires sauf la CGT, est présenté par la FCD comme « l'accord le plus complet existant sur l'aménagement du temps de travail des salariés à temps partiel ». Il a permis de fixer à 22 heures le plancher hebdomadaire, mais plusieurs entreprises sont à 25 heures, comme Carrefour,

Continet et Auchan ; voire à 26 heures (Metro, Casino).

« L'accord du 10 juillet 1996 a, certes, permis d'améliorer le sort des salariés à temps partiel, reconnaît Johnny Ramos, secrétaire fédéral commerce à la fédération des services de la CFTD. Mais, en matière de réduction du temps de travail proprement dit, on ne peut pas dire que nous soyons beaucoup plus avancés que le grand commerce. La partie annualisation de l'accord a été très peu exploitée par les entreprises. »

Le syndicat attend beaucoup de l'accord « Robien offensif » qui devrait être prochainement signé dans un hypermarché Leclerc de la région de Pau ; « le premier vrai accord de réduction du temps de travail conclu dans un hypermarché », affirme M. Ramos. Autre « première » : la CFTD révèle qu'elle a réussi à arracher, en justice, à la direction du groupement de distributeurs indépendants Intermarché la constitution d'un comité de groupe pour 225 sociétés (hors magasins), dont la première réunion aura lieu courant mars.

Pascal Galinier et Frédéric Lemaître

## BIEN CHOISIR SON BTS OU SON IUT

Vous trouverez dans ce supplément, et sur Internet (<http://www.lemonde.fr>) : ● Les meilleurs résultats aux BTS, et aux DUT dans les principales spécialités : agricoles, industrielles et tertiaires ● Une enquête exclusive sur le marché de l'emploi des Bac + 2 ● Reportages et analyses sur le malaise des IUT.

Résultats complets : toutes les spécialités, tous les établissements sur 3615 LEMONDE (2,23 F/min)

Un cahier spécial à lire mardi 10 daté mercredi 11 février dans **Le Monde**



on rurale

responsables  
in laboratoire

## Les candidats au rachat du CIC n'ont plus que deux semaines pour peaufiner leurs offres

Le ministère de l'économie se réjouit de l'intérêt marqué des repreneurs

Les projets de reprise présentés par les sept banques candidates au rachat du réseau bancaire CIC veillent à respecter l'identité et la décentrali-

sation du groupe. Les offres seront difficiles à dé-  
partager pour l'Etat, qui peut espérer tirer de la  
vente du CIC un prix sensiblement supérieur (en-

viron 15 milliards de francs) à celui attendu lors  
de la première tentative de privatisation de la  
banque à l'automne 1996 (10 milliards).

**LE COMPTE A REBOURS** a commencé. Il reste maintenant moins de deux semaines aux sept banques candidates au rachat du CIC - la néerlandaise ABN-Amro, la BNP, le CCF, le Crédit mutuel, Dexia, la banque belge Générale de banque et la Société générale - pour définir les contours de l'offre et remettre à l'Etat le lundi 23 février avant 18 heures. Toutes ont déjà examiné avec soin les dizaines de milliers de pages de documents sur les comptes et l'activité du groupe qui ont été portés à leur connaissance en janvier. Elles ont eu des entretiens avec Philippe Poulet, Jean-Jacques Tamburini et Philippe Dumas, qui dirigent la holding tête du CIC : l'Union européenne de CIC. Jusqu'au 20 février, elles vont maintenant rencontrer les équipes de direction de cinq banques régionales, celles des trois plus grandes : le CIAL, le CIC Paris et la Lyonnaise de banque, et deux de leur choix.

A ce stade, les candidats paraissent tous plus déterminés les uns que les autres. Au ministère de l'économie et des finances, on s'en réjouit : « Nous aurons plusieurs offres de qualité et nous ferons notre

choix avant la fin mars. » Surtout, le prix que Bercy peut espérer tirer de la vente du CIC est très sensiblement supérieur à ce qu'il aurait obtenu lors de la première tentative de privatisation de la banque à l'automne 1996. Nul la BNP ni la Société générale n'avaient alors estimé que le CIC valait plus de 10 milliards de francs. Aujourd'hui, les candidats semblent prêts à se rapprocher du montant de ses capitaux propres - près de 15 milliards de francs -, voire à aller au-delà.

Sur le plan industriel, tous les candidats semblent avoir intégré dans leur projet le caractère très décentralisé du CIC. Tous s'y déclarent attachés et veulent conserver le réseau en l'état, avec ses multiples enseignes et ses sièges régionaux. Aucune banque candidate n'envisage de fusionner les banques du CIC avec son réseau, lorsqu'elle en a un en France. Les candidats annoncent seulement qu'ils rapprocheront les « usines de production » des deux groupes, comme les sociétés de gestion de SICAV, les centres de gestion de titres ou de gestion des moyens de paiement.

Derrière cette apparente unanimité, les réalités stratégiques dif-

ferent sensiblement. La BNP et la Société générale agissent avant tout dans une logique de consolidation de parts de marché. Forte des clients du CIC, elles estiment qu'elles seront mieux armées pour affronter le Crédit agricole, l'acteur dominant sur le marché français. Leur base domestique sera aussi plus solide pour développer leurs activités à l'international et sur les marchés financiers.

### DOUBLONS ASSUMÉS

Certes, il y aurait des doublons. La BNP aurait à gérer la cohabitation du numéro un de la banque des PME, son propre réseau, et du numéro trois, celui du CIC. Dans le nord de la France, la Société générale devrait gérer à la fois le Crédit du Nord et la Banque Scalbert-Dupont. En Alsace, les deux frères ennemis, le CIAL et la Sogénal, se retrouveraient dans le même groupe. A ces remarques, les deux banques répondent avec le même argument : même en regroupant leurs forces avec celles du CIC dans les régions où les deux banques sont les plus fortes, elles sont loin d'avoir le poids des mutualistes dans leurs terres de prédilection.

Le CCF et le Crédit mutuel s'inscrivent davantage dans une logique de complémentarité. Les 466 agences du CCF et de ses banques régionales et les 1 400 du CIC se complètent bien partout en France, à l'exception de Paris où de la région lyonnaise. La complémentarité géographique joue aussi pour le Crédit mutuel, qui cherche à se développer en Ile-de-France et dans la région lyonnaise. Les doublons existeront surtout en Alsace et en Bretagne, où la banque mutualiste devance de loin toutes les autres. Mais le Crédit mutuel peut aussi et surtout jouer sur la complémentarité de deux clientèles, car la banque du Livret bleu n'en est qu'un début de son développement sur le marché des PME.

La démarche de la Générale de banque, d'ABN-Amro et de Dexia paraît plus opportuniste. Pour les deux premiers, la mise en vente du CIC est une occasion unique d'entrer en force sur le marché français, en exerçant un métier qu'ils connaissent bien, et de reculer ainsi les frontières d'un peu trop étroites de leurs marchés domestiques. Pour Dexia, le CIC est éga-

## La Deutsche Bank supprimera quelque 9 000 emplois

LA PREMIÈRE banque européenne, Deutsche Bank, qui a entamé une profonde restructuration de ses activités, va supprimer quelque 9 000 emplois, a indiqué, samedi 7 février à Francfort, le porte-parole de la banque allemande, Walter Schumacher, confirmant une information donnée par le quotidien économique britannique *Financial Times*.

Selon M. Schumacher, 5 000 emplois devraient être supprimés en Allemagne et 4 000 hors du territoire national. La Deutsche Bank emploie quelque 76 000 personnes à travers le monde. Compte-tenu d'un taux de renouvellement annuel du personnel de 11 %, il n'est pas prévu de recourir à des licenciements, a-t-il précisé.

### DÉPÊCHES

■ **BULL** : le groupe français va doter les écoliers d'une carte à microprocesseur pour un accès personnalisé au micro-ordinateur de leur classe à travers un accord de partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale, qui a également signé des conventions avec Alcatel (réseaux hauts débits), Apple (contenus pédagogiques), Digital (formation des personnels), Lotus (mise en commun de ressources), Lyonnaise-Cable (accès à Internet) et Microsoft (formation des personnels à l'utilisation des réseaux).

■ **DEUTSCHE TELEKOM** : l'officier allemand des cartes a estimé, vendredi 6 février, que l'opérateur téléphonique profite de son ancienne situation de monopole et du faible développement de la concurrence pour pratiquer des tarifs élevés au niveau local. « Ces affirmations sont fausses et sont la preuve d'un manque de connaissance en la matière », a rétorqué, le lendemain, un porte-parole de Deutsche Telekom.

■ **CHINA TELECOM GROUP** : l'opérateur téléphonique, filiale de l'opérateur chinois, a annoncé, lundi 9 février, avoir porté de 5,2 % à 13 % sa part dans Hong Kong Telecommunications, société encore contrôlée par le britannique Cable & Wireless.

■ **HITACHI** : le groupe japonais et son allié américain Texas Instruments vont liquider leur filiale commune de production de semi-conducteurs aux États-Unis, Twinstar Semiconductor, selon l'agence de presse économique Nikkei News. Cette décision devrait entraîner, pour Hitachi, une perte exceptionnelle de 35 milliards de yens (1,7 milliard de francs).

■ **HOECHST** : le chimiste et pharmacien allemand veut supprimer 20 000 de ses 120 000 emplois dans le monde d'ici à l'an 2000, a annoncé le président du directoire de Hoechst, Juergen Dormann, dans un entretien paru, lundi 9 février, dans l'hebdomadaire allemand *Focus*. Le chiffre d'affaires passera de 50 milliards de marks aujourd'hui (167 milliards de francs) à moins de 40 milliards de marks en 1999.

■ **SHELL** : le gouvernement chinois a approuvé la construction, par le groupe pétrolier anglo-néerlandais, d'un complexe pétrochimique produisant 800 000 tonnes d'éthylène par an dans la province du Guangdong. L'investissement est de 4,5 milliards de dollars (27 milliards de francs). La négociation s'est conclue après huit ans de discussions. L'unité, qui sera construite à partir de la fin de l'année, entrera en production en 2003.

■ **GASAG** : l'un des actionnaires du distributeur gazier berlinois Gasag, le groupe Ruhrgas, a porté plainte en référé contre l'offre de rachat de la majorité de Gasag faite par le consortium formé de Gaz de France et de la compagnie d'électricité de Berlin Bewag, selon le quotidien *Berliner Morgenpost* du samedi 7 février. Ce consortium est favori pour acquérir les 51,2 % détenus par l'Etat régional (Land) de Berlin. L'offre est de 1,41 milliard de marks (4,8 milliards de francs).

S. F.

### Sept prétendants pour une banque (chiffres fin 1996)

Le CIC compte 21 000 employés, 1 577 guichets et 16,2 milliards de francs de fonds propres « durs » (de meilleure qualité), soit un ratio Cooke « dur » de 5,3 %. Plus le ratio Cooke « dur » est élevé, plus les candidats ont des moyens d'acheter la banque.

■ **ABN-Amro** : la banque néerlandaise se conseille elle-même. Elle affiche 72,3 milliards de francs de fonds propres durs (ratio Cooke de 6,2 %). Première banque étrangère en France avec NSM, elle emploie 66 121 personnes dans le monde.

■ **BNP** : conseillée par la Banque Lazard, elle affiche 61 milliards de francs de fonds propres durs (ratio Cooke de 5,4 %). Elle emploie 53 000 personnes, avec un réseau de 2 015 guichets.

■ **CCF** : conseillée par Morgan Stanley, il affiche 15,7 milliards de francs de fonds propres durs (ratio Cooke de 9 %). Il emploie 10 590 personnes, avec un réseau

de 466 guichets.

■ **Crédit mutuel** : conseillé par Rothschild et Co, il affiche 42,3 milliards de francs de fonds propres durs (ratio Cooke de 14,6 %). Il emploie 22 500 personnes et compte 3 500 guichets.

■ **Dexia** : conseillée par Paribas, le groupe affiche 52,1 milliards de francs de fonds propres durs (ratio Cooke de 11,3 %). Il compte 7 400 personnes.

■ **Générale de banque** : conseillée par Salomon Smith Barney, la banque belge est filiale de la Société générale de Belgique (groupe Suez). Elle emploie 27 100 personnes et compte 130 guichets en France.

■ **Société générale** : elle se conseille elle-même, affiche 56,2 milliards de francs de fonds propres durs (ratio Cooke de 6,1 %). Elle emploie 46 000 personnes (hors Crédit du Nord) et compte 2 000 guichets.

## La guerre des nerfs a déjà commencé

A MESURE que la date de remise des offres s'approche, la tension monte entre les candidats. Ils ne sont pas encore autorisés à présen-

### ANALYSE

Chaque repreneur met l'accent sur les défauts des concurrents

ter et défendre publiquement leur projet. Mais déjà, beaucoup testent leurs arguments en coulisses, sans hésiter à tirer à boulets rouges sur les offres concurrentes.

Le but du jeu est d'attirer l'attention de l'Etat, ultime arbitre, sur les défauts de chaque offre et sur les avantages de la sienne. Tous les coups sont permis. La première victime est incontestablement le CCF. Sans doute parce que son projet avait encore, très récemment, les faveurs de Bercy et celle des patrons des banques régionales du CIC. Mais, aujourd'hui, assène un patron de banque, « le gouvernement ne prendra pas le risque de donner le CIC à un groupe qui peut faire demain l'objet d'une OPA. Le CCF a raté son coup, il n'aurait pas dû hésiter l'an dernier ».

D'autres étendent l'argument à la BNP, rappelant que la mode est aux très grandes OPA, s'interrogeant sur la force et le potentiel de la coopération BNP-Dresdner et notant au passage que les membres du conseil d'administration de la BNP ne sont pas tous enthousiasmés par le projet CIC. L'ar-

gument de l'actionnariat se retourne également contre la Générale de banque, contrôlée par la Société générale de Belgique, et donc par le groupe Suez-Lyonnaise, dont l'intention n'est pas de rester durablement dans le secteur bancaire. En fin de semaine dernière, les rumeurs sur un rachat de la Générale de banque par le groupe belgo-néerlandais Fortis repartaient de plus belle.

De tels arguments devraient réjouir le Crédit mutuel ou Dexia. Le premier est protégé de toute OPA par son statut mutualiste, le second par sa structure franco-belge. Mais dans une optique de restructuration du secteur bancaire, ils ne sont pourtant pas les mieux placés. « Une solution Crédit mutuel donnerait trop de poids au secteur mutualiste - caisses d'épargne incluses - dans le monde bancaire au détriment des banques ABF », prévient un banquier. Quant à la solution Dexia, elle ferait entrer un nouvel acteur sur le marché de la banque de détail en France, déjà considérée comme surbancarisée.

### LE RÔLE DES SYNDICATS

Reste la Société générale. Mais elle n'a guère la faveur des syndicats du CIC. Ces derniers avaient joué un rôle de premier plan dans la première tentative de privatisation, en mobilisant massivement les salariés du CIC contre les projets de la Société générale et de la BNP, jugés trop centralisateurs. Cette fois, Bercy a veillé à les associer à la procédure, et ils prendront connaissance de l'essentiel des projets industriels et sociaux des différents candidats début mars. A

eux d'y décrypter les intentions réelles. Les syndicats sont conscients que la Société générale et la BNP, comme le CIC, ont besoin de réduire leurs effectifs et de restructurer leur pyramide des âges. Leur préférence pourrait donc aller aux candidats étrangers, comme ABN-Amro, encore peu présents en France. Sauf qu'ils savent l'importance que ces groupes attachent à satisfaire leurs actionnaires, très exigeants, et craignent donc que, tôt ou tard, la politique sociale ne s'en ressentisse.

Sur ce plan, Dexia, le CCF, qui rappelle avoir toujours défendu le maintien de l'emploi, ou encore le Crédit mutuel, qui a embauché ces dernières années et qui n'a pas les contraintes financières d'un groupe coté en Bourse, semblent mieux placés. Avec, là encore, des réserves et des questions sur le futur mode de management du groupe : le CCF avalerait une banque plus grande que lui. Le Crédit mutuel, très riche, a montré qu'il était bien géré, mais saura-t-il faire fonctionner deux structures très décentralisées et de caractère très différent sans trop de heurts ? Quant à Dexia, les salariés du CIC le connaissent très mal.

Les candidats ne seront pas faciles à départager, mais les syndicats, comme l'Etat, sont devenus très réalistes. Ils ont tous intérêt à ce que le groupe qui verra le jour le 1<sup>er</sup> avril soit rentable, solide aux yeux de ses actionnaires, de ses clients et des agences de notation. Ce sera le meilleur gage de sa longévité et de l'emploi.

Sophie Fay

STYLES  
hommes



SPECIAL  
MODE

Supplément gratuit de 16 pages

A lire dans **Le Monde**

du mercredi 11 daté jeudi 12 février



## La Générale des eaux dément une alliance d'envergure avec Bertelsmann

Les informations de l'hebdomadaire « Der Spiegel », selon lesquelles un rapprochement serait à l'étude entre le groupe de communication allemand et celui de Jean-Marie Messier dans le domaine de la télévision, de la presse économique et des médias en ligne, ont relancé les spéculations

LE DÉMENTI a été immédiat et catégorique. La Compagnie générale des eaux a fait savoir, dimanche 8 février, que les informations à paraître le lendemain, lundi 9 février, dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, étaient « sans fondement ». Selon le journal, le groupe de communication Bertelsmann serait en négociations pour une alliance avec la Générale des eaux, qui contrôle Havas et Canal Plus. Ce rapprochement, qui toucherait les activités de télévision, de presse et de médias en ligne, se ferait par le biais d'une participation du groupe français à la holding européenne de télévision CLT-UFA, au sein de laquelle elle deviendrait le partenaire le plus important de Bertelsmann.

Selon *Der Spiegel*, le groupe de Jean-Marie Messier reprendrait les parts du banquier belge Albert Frère, qui contrôle 50 % de CLT-UFA via la société-holding Audiofina. En échange, celui-ci céderait les 3 % qu'il détient chez

Havas et se retirerait de TPS, le bouquet concurrent de Canal Plus (lire ci-dessous). Selon Albert Frère, ce scénario n'est qu'une « ébullition », ajoutant qu'il « ne vend pas » ses parts dans Audiofina.

A l'inverse, d'autres sources indiquent que la Générale des eaux pourrait à son tour céder sa participation de 23,6 % dans Electrafina, une des holdings de tête de la CLT-UFA contrôlée par le groupe Bruxelles-Lambert du financier Albert Frère. Cette sortie permettrait au groupe présidé par Jean-Marie Messier de réaliser sa participation. Grâce à cet apport de liquidités, la Générale des eaux pourrait diminuer son important endettement.

L'hebdomadaire de Hambourg croit aussi savoir que Bertelsmann s'intéresserait aux titres de presse économique détenus par la filiale d'Havas, CEP Communication - à savoir *L'Expansion*, *L'Entreprise* et *La Vie française*. Bertelsmann et la Générale des eaux pourraient

même reprendre ensemble *Le Quotidien du médecin*, récemment mis en vente par Marie-Claude et Philippe Tesson (*Le Monde* du 31 janvier).

Avant même leur parution, toutes ces informations ont été démenties. « C'est faux, précise-t-on du côté de la CLT-UFA. Il y a bien un accord sur le on line, mais il n'y a que ça. Ce scénario a peut-être été envisagé à la Générale des eaux, en tout cas pas chez Albert Frère. »

### HYPOTHÈSE PLAUSIBLE

Pourquoi, dès lors, ce choc de protestations ne parvient-il pas à tordre le cou à une rumeur récurrente de rapprochement ? Sans doute parce que l'hypothèse est plausible : « Il y a un axe stratégique intellectuel entre la Compagnie générale des eaux, Canal Plus et Bertelsmann », reconnaît un responsable d'Havas. Sûrement aussi à cause des déclarations récentes de Jean-Marie Messier, le patron de la Générale

des eaux, et de Thomas Middelhoff, le dauphin de Mark Wössner à la tête de Bertelsmann.

Après l'accord de principe entre Bertelsmann, Canal Plus, AOL et Cégétel pour la fusion de leurs activités Internet en France, signé le 29 janvier (*Le Monde* du 31 janvier), les deux hommes, re-

présentant la même génération de gestionnaires, n'avaient pas caché leur désir d'autres opérations communes. Cet accord de principe, selon M. Middelhoff, « débouche sur d'autres coopérations fructueuses ». Songeait-il seulement à l'alliance sur le multimédia, annoncée lundi 9 février à

Cannes, entre son groupe, IBM Worldbook et Havas Interactive ? (Lire ci-contre.) Pensait-il, comme M. Messier, que « d'autres idées peuvent naître en cours de route, et pas forcément dans le même domaine » ?

Un dirigeant de la Générale des eaux confirme que le projet d'accord conclu entre Canal Plus, Cégétel, AOL et Bertelsmann pour gérer les abonnés français de CompuServe et AOL a été « le premier signe concret que quelque chose s'est passé et [qu'] il existe une véritable communauté de vue et de stratégie entre MM. Messier et Middelhoff ». Cette première alliance peut-elle aller plus loin ? « Le dessein de Thomas Middelhoff, Jean-Marie Messier et Pierre Lescure, PDG de Canal Plus, de créer une véritable alliance au niveau européen fait du sens mais, ajoute-t-il, cela semble aujourd'hui prématuré. »

Jean-Jacques Bozonnet et Nicole Vulser

### Alliance tripartite dans le multimédia

Havas Interactive devait annoncer, lundi 9 février au Milla, à Cannes, une alliance tripartite dans le multimédia avec Bertelsmann et l'américain IBM Worldbook. L'objectif est de partager des savoir-faire éditoriaux et des coûts financiers pour produire des modèles en trois dimensions destinés à de grands projets encyclopédiques internationaux. Chacun des groupes a ainsi produit une douzaine de reconstructions de sites historiques - comme le tombeau de la reine Néfertari en Égypte, par exemple. Ces trente-six réalisations pourront être intégrées par chacun des éditeurs dans ses encyclopédies.

Havas Interactive - issu de la fusion, en septembre 1997, de Liris Interactive, Havas Édition électronique, Arborescence et Encore Développement - est un ancien partenaire de Bertelsmann. C'est le groupe allemand qui distribue l'un des CD-ROM les plus connus du groupe Havas, *Découvertes*, une encyclopédie coproduite par Larousse et Gallimard, conçue comme un produit international.

## Quatre acheteurs convoitent les 20 % d'Albert Frère dans TPS

SUEZ-LYONNAISE des eaux est le favori pour le rachat de la participation de 20 % détenue par la CLT-UFA dans le bouquet télévision par satellite (TPS). Du côté du vendeur, on laisse entendre que, « si Gérard Mestrallet, président du directoire du groupe, y met le prix, il pourrait bénéficier de la clause de la nation la plus favorisée ».

A défaut d'une offre suffisante de Suez-Lyonnaise des eaux, TF1, déjà détenteur de 25 % du capital de TPS, serait le deuxième choix d'Albert Frère. D'ores et déjà, Pa-

trick Le Lay, PDG de TF1 et patron de TPS, s'est déclaré candidat au rachat. Dans la pratique, tous les actionnaires de TPS, à l'exception de France Télévision, auraient fait acte de candidature. Mais, désormais, TPS n'intéresse plus seulement des groupes français. « Des Américains » seraient très intéressés de s'inviter dans le capital du bouquet.

Pour l'heure, des discussions sont déjà en cours entre les actionnaires détenteurs d'un droit de préemption sur la participation de la CLT-UFA. Toutefois, se-

lon les statuts de TPS, Suez-Lyonnaise des eaux et M6, disposeraient d'un « droit de préemption prioritaire » sur TF1 et France Télécom. Selon un premier schéma, Suez-Lyonnaise des eaux devrait prendre 15 % pour porter sa participation dans TPS à 25 %, tandis que M6 en récupérerait 5 %, pour atteindre elle aussi 25 %.

### MAINTENIR LA COHÉSION

Cette configuration présente l'avantage de maintenir la cohésion du management du bouquet dirigé par Patrick Le Lay.

« Sur le point de vendre », l'homme d'affaires belge, patron à 50 % de la CLT-UFA, attend les propositions chiffrées des candidats au rachat. De même, la cession des parts de la CLT-UFA dans TPS n'est pas, encore, inscrite à l'ordre du jour du conseil d'administration de l'opérateur luxembourgeois prévu pour le 19 février.

Toutefois, « les offres devraient arriver dans les quinze prochains jours ». Pour espérer l'emporter, les acquéreurs ne devront pas proposer moins de 1 750 dollars l'abonné (environ 10 500 francs). Une « base de négociation » calquée sur la valorisation retenue au moment de la fusion Canal Plus-NetHoll.

A ce prix, TPS, fort de près de 400 000 souscripteurs, est évalué à près de 4 milliards de francs, soit un peu plus de la moitié de CanalSatellite (*Le Monde* du 31 janvier). Ce sont près de 800 millions de francs qui pourraient revenir à Albert Frère. Cette manne pourrait être destinée en priorité à Canal 5, en Grande-Bretagne, ou à Première, en Allemagne, encore en phase d'investissement. Elle pourrait aussi permettre à Albert Frère de prendre place au tour de table de CanalSatellite, contrôlé par Canal Plus (70 %), Pathé (20 %) et Time Warner (10 %).

« Si Jean-Marie Messier, PDG de la Générale des eaux, en fait la proposition, les 20 % de la CLT-UFA dans TPS pourraient servir à acquérir 10 % dans CanalSatellite », dit-on en Belgique. Pour Canal Plus, qui affirme ne pas avoir été contacté par Albert Frère, cette éventualité « n'a pas de sens ».

La réaction est semblable à la Générale des eaux, où l'on précise que cette « information n'a strictement aucune base ». Après l'échec de la fusion CanalSatellite-TPS, Albert Frère avait signalé son intention de réaliser la participation de la CLT-UFA dans TPS, puis de prendre place chez le concurrent, CanalSatellite. En pratique, cette opération devra recueillir l'assentiment du groupe Pathé, « lié par un accord spécifique avec Canal Plus » selon lequel tout mouvement de l'un entraîne une action de même ordre de l'autre. Toutefois, après l'échec de la fusion, Albert Frère aurait renoncé à entrer dans CanalSatellite.

Guy Duthell

## « Hard Rock Magazine » condamné pour propos antichrétiens

LE DIRECTEUR de *Hard Rock Magazine*, Jean Noualbac, a été condamné à 20 000 francs d'amende, lundi 26 janvier, par le tribunal correctionnel de Paris pour « provocation à la discrimination, la haine ou la violence raciales à l'égard de la communauté chrétienne ». M. Noualbac a toutefois été relaxé de l'accusation d'« injure raciale visant les Français » dans un second jugement. Le journal et son directeur ont été condamnés à la suite des plaintes déposées par l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française (Agris), qui regroupe des catholiques intégristes proches du Front national et qui est présidée par Bernard Antony, également connu sous le pseudonyme de Romain Marie). L'association a obtenu un franc symbolique de dommages et intérêts.

### LIMITÉ DE LA PRESSE

La dix-septième chambre du tribunal, présidée par Martine Ract-Madoux, a statué par un premier jugement que la chanson *Commun* interprétée par le groupe Eros Necropsique et intégrée à un CD publié le 20 février 1997 avec un numéro de *Hard Rock Magazine* était « une charge contre les chrétiens qui sont expressément désignés ». Selon le tribunal, cette chanson « contient des souhaits ou des appels explicites à la haine ou à la violence, à l'égard des chrétiens, de leurs prêtres et du pape (...) qui dépassent le cadre admissible de l'exercice provocatoire ou de la dérision appliquée à des institutions ou des pratiques religieuses ».

Le jugement cite certains extraits de la chanson incriminée :

« qu'ils périssent par le feu », « assassins le grand Inquisiteur ». Il indique qu'il s'agit d'autant « d'exhortations claires présentées au mode impératif ou subjonctif » (sic) qui provoqueraient « chez l'auditeur un sentiment de rejet, voire de répulsion à l'égard de la communauté chrétienne ».

La chanson *Le Pouvoir*, interprétée par Oneyed Jack et imprimée sur le même CD, dont l'Agris estimait qu'elle était injurieuse à l'égard des Français, a toutefois été jugée par un second jugement du même tribunal comme « inspirée d'un courant antimilitariste et antinationaliste traditionnellement présent dans la chanson française ».

La condamnation a fait vivement réagir le magazine de rock. Tout en posant la question de savoir « si en 1998 Georges Brassens, Léo Ferré ou Trust, bien connus pour leurs sentiments anticléricaux et antipoliticiens auraient subi le même sort », il estime que « la liberté de la presse et de la création musicale est en jeu », puisque les « censeurs de l'extrême droite obtiennent un jugement favorable et inquiétant du tribunal correctionnel de Paris ». Le journal précise en outre que depuis plus d'un an la presse du Front national et l'Agris ont mené une « campagne calomnieuse et diffamatoire » à l'encontre d'*Hard Rock Magazine* et de son directeur, campagne qui « a conduit » à cette condamnation. Le magazine a décidé de faire appel du jugement et a décidé d'attaquer en diffamation le quotidien d'extrême droite *Présent*.

Yves-Marie Labé

### DÉPÊCHES

■ **MULTIMÉDIA** : Infogrames Entertainment, leader français et européen du logiciel de loisirs, a annoncé, dimanche 8 février, la signature d'un accord de distribution exclusif avec Canal Plus Multimédia, filiale de la chaîne cryptée. Infogrames Entertainment a aussi signalé la signature d'un contrat avec Télévision par satellite (TPS) pour le téléchargement de jeux via le décodeur numérique du bouquet. - (AFP)

■ **TELEVISION** : Christophe Ducasse a été nommé directeur régional de France 3 Bourgogne - Franche-Comté. Ce journaliste de quarante et un ans, qui a notamment dirigé des radios privées en Nouvelle-Calédonie et une chaîne de télévision à la Réunion, était directeur général de Télé Lyon Métropole (TLM) depuis avril 1994.

■ **L'Institut national de l'audiovisuel (INA)** et **La Cinquième** ont annoncé, vendredi 6 février, leur association « pour le développement de la banque de programmes et de services (BPS) de La Cinquième ». Les deux partenaires ont pour objectif « d'offrir 6 000 programmes consacrés aux domaines de l'éducation, de la culture et de la formation d'ici à la fin de 1998 ».

■ **PRESSE** : l'hebdomadaire *L'Express* et le groupe Expansion, deux filiales du groupe Havas, ont annoncé, vendredi 6 février, le regroupement de leur réseau de vente d'espaces et de représentation à l'étranger. Les annonceurs internationaux représentent 20 % des recettes publicitaires de *L'Express* et de *L'Expansion*.

■ **CINÉMA** : la Commission européenne a annoncé, vendredi 6 février, l'ouverture d'une procédure pour « abus de position dominante » contre United Pictures International (UPI), distributeur commun pour l'Europe des films des studios américains Paramount, Universal et MGM. Autorisé en 1989, UPI a fait l'objet de plaintes déposées par plusieurs producteurs européens.

**Marianne 10e Idées**

№ 42 - Semaine du 9 au 15 février 1998

**Dagognet, le philosophe qui refuse la profondeur**

**Enquête**

**L'autre scandale du CREDIT LYONNAIS**

Tout le monde - financiers, industriels, politiques et hommes de l'ombre - profite de la grande braderie. Sauf les contribuables.

**Révélation**

**FRANCE : 100 fois plus de sites pollués qu'on en annonce**

**Consom'**

**Etre à l'aise dans ses baskets**

**Triomphe**

**Voici Le journal de ceux qui n'aiment pas les journaux**

Guy Duthell







**OLYMPISME** Les mauvaises conditions météorologiques sur l'ouest du Japon ont perturbé le déroulement des deux premiers jours des XVIII<sup>e</sup> Jeux olympiques d'hiver.

● LA NEIGE FRAÎCHE, qui est tombée en abondance, n'a pas été du goût des biathlètes françaises, qui, faute d'avoir trouvé le bon fartage, ont laissé la victoire sur 15 km à la Bulgare Ekaterina



Dafeska, première championne de son pays à gagner une médaille d'or aux Jeux d'hiver. ● DEUX EXPLOITS ont été enregistrés dans les sports de glace : le troisième titre consécutif ga-

gné en luge monoplace par l'Allemand Georg Hackl, et le record du monde du 5 000 mètres par le Néerlandais Gianni Romme grâce à des bandes aérodynamiques.

## La neige de Nagano colle aux skis des biathlètes françaises

15 km dames. Corinne Niogret et Anne Briand terminent dans les profondeurs d'un classement dominé par les surprises Bulgares. Très discrètes en Coupe du monde en début de saison, celles-ci semblent avoir trouvé le fartage idéal

### NAGANO

de notre envoyé spécial

Dans un coin de tribune du stade de biathlon à Nowaza Onsen, une station de ski réputée pour ses sources d'eau chaude, le clan bulgare exulte. Très discrète sur le circuit de Coupe du monde depuis le début de saison, son équipe féminine de biathlon vient de frapper un grand coup : Ekaterina Dafeska, une jeune femme aux effusions mesurées, née dans les montagnes de la région de Plovdiv, vient de gagner le titre olympique du 15 km, alors que sa coéquipière Pavlina Filipova prenait la quatrième place. On s'embrasse, on se congratule.

Corinne Niogret passe sans même voir la scène, la tête basse. La Française cache ses yeux rougis derrière des lunettes de soleil. Avec une seule faute au tir, ni plus ni moins que chacune des trois biathlètes qui s'apprêtent à recevoir une médaille olympique, elle échoue à la 16<sup>e</sup> place à cause d'une performance en ski de fond indigne des qualités qui lui ont permis de devenir championne du monde de la distance

en 1995. Quelques minutes plus tôt, Anne Briand, avec laquelle elle partageait un titre olympique de relais en 1992, n'a pu retenir ses sanglots en déchaussant ses skis. Sans les trois fautes commises lors de la dernière des quatre séances de tir, elle serait montée sur la troisième marche du podium. Quant à Christelle Gros et Florence Baverel, les deux autres Françaises, qui découvrent les Jeux Olympiques, elles figurent au-delà de la 50<sup>e</sup> place. L'équipe de France de biathlon a son visage des mauvais jours. Les athlètes évoquent des problèmes de glisse, des mauvais choix dans la préparation des skis.

### NEIGE MAL MAÎTRISÉE

« Dès le départ, mes sensations de glisse n'étaient pas bonnes et je me suis dit qu'il allait falloir compenser par un bon tir, confie Anne Briand. Je le regrette d'autant plus que je suis vraiment en forme actuellement. Aujourd'hui, il y avait des nations qui glissaient bien et d'autres, comme nous, pour lesquelles ça n'allait pas. »

Le ski nordique français aurait-il perdu son savoir-faire au point d'être incapable de préparer convenablement le matériel de ses représentants ? « Nous avons du mal à maîtriser la neige japonaise, reconnaît Jacques Gaillard, le directeur technique national adjoint, chargé du ski nordique. C'est une neige très spéciale dont le taux d'humidité varie en fonction de la température. Il suffit que

le soleil apparaisse pour que les paramètres soient totalement bouleversés en quelques minutes. »

Depuis leur arrivée au Japon, les Français – comme les autres équipes – ont pourtant multiplié les tests. Lundi matin, le responsable national du biathlon, Joël Besson, l'entraîneur de l'équipe féminine, Francis Mougel, et les deux techniciens chargés du matériel étaient encore sur les

pistes pour tester une dernière fois la vingtaine de paires de ski sélectionnées la veille pour les quatre Françaises engagées et décider du fart à utiliser pour la course.

### RETROUVER LE MORAL

« Il y a un phénomène que nous n'arrivons pas à comprendre, constate Francis Mougel. Nous avons près de 12 000 résultats d'essais effectués depuis 1991 stockés sur ordinateur, mais je finis par penser qu'il faut tout reprendre à zéro. Ces essais, effectués pour la plupart en Europe, ne valent peut-être rien pour la neige japonaise. Il nous reste à travailler pour trouver des solutions avant les prochaines courses, dans deux jours pour les garçons, cinq pour les filles. A nous de piocher dans les 200 ou 300 types de farts que nous avons amenés ici, en oubliant les critères qui ont cours habituellement. Ce n'est peut-être qu'une petite astuce qu'il suffit de trouver. Mais il va falloir aussi redonner le moral aux filles, car elles l'ont un peu perdu dans cette affaire. »

Le « syndrome de Lillehammer », où les résultats des Français n'avaient pas été au niveau escompté, risque-t-il de se manifester à nouveau, quatre années plus tard ? « Le risque est que le doute s'installe, reconnaît Jacques Gaillard. La spirale deviendrait alors difficile à enrayer. »

La situation particulière du biathlon ne peut être isolée de la relative faiblesse de moyens dont dispose actuellement le ski nordique français. Les deux techniciens qui accompagnent l'équipe de France à Nowaza Onsen ne travaillent ainsi pour celle-ci que cinq mois par an, pendant la saison hivernale. Quant aux principaux fabricants de farts, ils préfèrent concentrer leurs efforts sur les nations majeures du ski nordique, qui représentent des marchés plus porteurs à leurs yeux. Pourtant, la Bulgarie ne dispose pas de moyens plus importants que la France. Mais ses techniciens ont sans doute trouvé avant les autres le fart qui convient à la neige japonaise.

Gilles van Kote

## « Le snowboard, un vrai sport »

Slalom géant messieurs. Leader de la Coupe du monde, Nicolas Conte rate la consécration

### NAGANO

de notre envoyé spécial

Nicolas Conte et Mathieu Bozzetto étaient venus à Nagano « pour gagner ». Comme tous les snowboarders alpins alignés au départ du slalom géant sur les hauteurs de Shiga Kogen, dimanche 8 février, pour le premier titre olympique de l'histoire de la jeune discipline. En haut du mur, lors de la deuxième manche, Conte, actuel leader de la Coupe du monde est sorti du tracé. Bozzetto a terminé cinquième. La faute au piquetage de l'entraîneur suédois désigné pour la deuxième manche qui a préféré replanter les portes du même côté qu'à la première. « Avec cette neige dure, c'était l'idéal pour qu'un maximum de coureurs se plantent », dit Mathieu Bozzetto. « Par souci d'équité, il aurait dû retracer de l'autre côté de la piste moins usée par les passages », dit Nicolas Conte.

On n'attendait pas les trois heureux élus du podium : le Canadien Ross Rebagliati, l'Italien Thomas Prugger et le Suisse Ueli Kestenholz. Placés en embuscade après la première manche, Conte et Bozzetto étaient respectivement 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup>, les Français ne laissant percer aucun regret à l'arrivée. « J'ai attaqué sur une plaque de glace plutôt que de risquer d'y perdre une seconde, et ça n'est pas passé, tant pis », disait Nicolas Conte.

Cette course qu'ils voulaient aborder « comme une autre », les a sans doute perturbés un peu plus qu'ils ne veulent le dire. Ils se défendaient d'accorder une importance particulière à l'épreuve de Nagano, mais Mathieu Bozzetto s'était teint les cheveux en rouge pour l'occasion. Et il a longuement joué avec le public dont il a dirigé la ola avant de quitter l'aire d'arrivée. Il ne revivra pas cela. Jamais il n'avait vu tant de monde massé le long des pentes de Jeux olympiques. « Ça m'a fait chaud au cœur », dit-il. « Il était temps de se démarquer du surf-loisir, ajoute Nicolas Conte, de montrer que le snowboard est un vrai sport ». L'enthousiasme de la foule les a sans doute libérés de leurs complexes d'anciens skieurs alpins déçus.

Bozzetto s'est converti au surf à la suite d'une « overdose » de ski. Entré au club des sports de Val d'Isère à l'âge de cinq ans avec son « chamouille de bronze », il a quasiment fait le tour du sujet à douze ans. Il arrête à seize ans, « épuisé ». Il dénonce l'embrigement à

un jeune âge dans un système de compétitions, les exigences des entraîneurs incapables de fixer des objectifs ludiques à leurs recrues, l'absence de plaisir qui arrive trop vite. Conte, l'Ange du ski court maintenant pour Val-Thorens ne tient pas d'autre discours. Il appartenait à la section ski alpin au Comité du Mont Blanc.

« C'est un peu les portes de l'équipe de France espoir, dit-il. Les compétitions, les stages à toutes les vacances, sans qu'on nous en explique le but, m'ont fait perdre ma motivation ».

### LE FLAQUEUR DE GLISSE

A quinze ans, Conte jette l'éponge et se met au surf. « C'était nouveau, j'ai repris du plaisir à glisser ». Très vite, cependant le virus de la compétition le reprend. « Il en faut pour que la technique évolue, s'excuse-t-il. Le public réclame une hiérarchie ». Mais il sait qu'il sera techniquement dépassé dans quatre ans au moment des Jeux olympiques de Salt Lake City, que la reconnaissance tenait à ce titre perdu dimanche. Derrière lui d'autres poussent déjà, jeunes, qui n'ont connu dans leur vie que le snowboard.

Les snowboarders alpins français commencent doucement à se situer. Ils sentent qu'il leur appartient de se démarquer de leurs homologues du « free style » engoncés dans un prétendu « style de vie différent ». S'ils veulent pousser plus avant l'expérience olympique, ils devront rentrer dans le rang. Comme l'ont fait peu à peu les « bosseurs » de la génération d'Edgar Grospiron.

Ils l'ont bien senti à Nagano. Avant leurs épreuves, ils ont vécu reclus sur les hauteurs de Shiga Kogen à une heure du centre : entre eux, comme lors d'une épreuve de Coupe du monde. Samedi 7 février, ils sont descendus en ville pour retrouver les autres athlètes français avant le défilé de la cérémonie d'ouverture. Ils l'ont vécu « un peu bizarrement ». Curieux et ébahis par la solennité de la célébration, ils ont oublié les conventions en se plaçant en tête de la délégation. Les réflexions acerbes ont fusé. Elles émanaient d'athlètes de disciplines « nobles » au lourd passé olympique. Les snowboarders ont compris que leur intégration est loin d'être acquise.

Patricia Jolly

## Mika Myllylä, la nouvelle lame de fond

30 km classique messieurs. Le taciturne Finlandais ruine les espoirs du Norvégien Björn Dählie

### NAGANO

de notre envoyé spécial

Il a sauté du podium comme l'aurait fait un enfant d'un gros rocher abrupt. A pieds joints, les bras levés et le sourire aux lèvres. Une attitude de circonstance pour un homme que les Jeux venaient de voir, à peine dix minutes plus tôt, se glisser entre les flocons pour couper en vainqueur la ligne d'arrivée du 30 km.

Cette timide exubérance a semblé surprendre tous ceux, peu nombreux, qui connaissent bien Mika Myllylä. Par habitude, ce Finlandais élevé les skis aux pieds préfère souvent se murer dans le silence. On le dit philosophe, il répond d'un geste d'excuse. Et laisse ses proches expliquer à sa place la signification de son curieux surnom, Karpas, « l'homme qui vit dans les bois et cueille des baies ».

Lundi 9 février, Mika Myllylä n'a guère pris le temps de flâner sur le parcours tortueux tracé sur le plateau d'Hakuba. Parti parmi les derniers, il a mordu dans la course comme s'il cherchait à s'en étouffer. En tête dès le premier pointage, après moins de 2 kilomètres de course, il a ignoré les règles de prudence, cou-

vert d'un masque sa peur de l'inconnu et choisi de cogner sur sa fatigue pour la réduire à un complet silence. A l'arrivée, son avance sur le Norvégien Erling Jevne, deuxième, dépassait une minute et trente secondes. Autant dire un gouffre.

Entré au bon âge en équipe nationale, peu après vingt-trois ans, Mika Myllylä a longtemps encaissé sans mot dire les coups torus de l'infortune. Une blessure à la cheville droite, toujours la même, a plusieurs fois ralenti sa course.

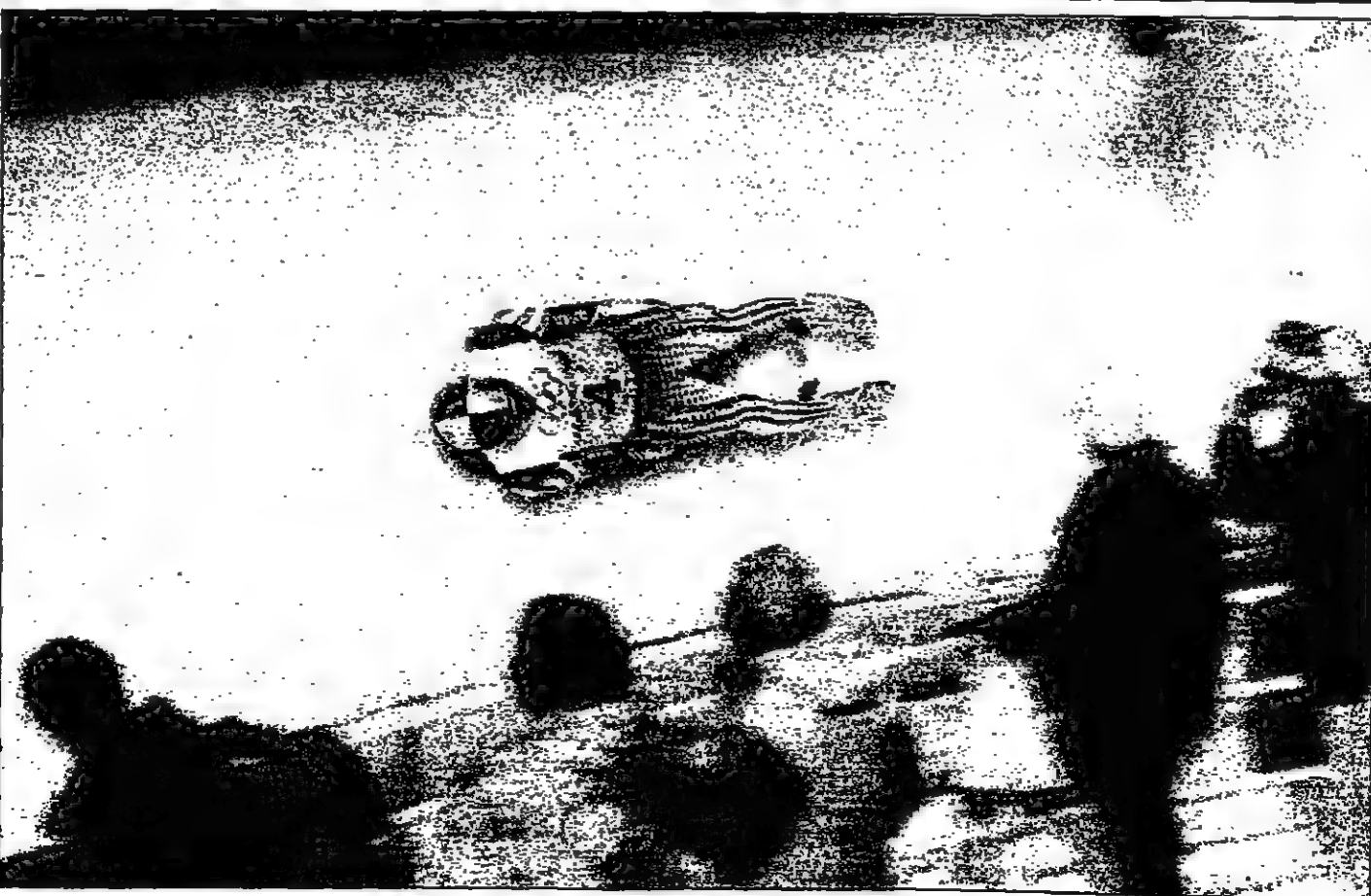
### HÉROS NATIONAL

Mais il en parle aujourd'hui au passé, sans amertume, comme si ce stupide incident de parcours était écrit d'avance dans sa destinée d'athlète. « Je n'y pense plus », avoue-t-il. Il est vrai que le mauvais sort a fini par le laisser tranquille. L'an passé, aux championnats du monde, sa victoire dans le 50 km a récompensé sa patience. Un succès épique, obtenu au terme d'une épreuve gâchée par les intempéries. Mais la Finlande a apprécié. Et consenti sans discussion d'accepter ce timide skieur de fond parmi ses héros nationaux.

A Nagano, les mêmes conditions climatiques ont maltraité le parcours tout au long de la course. Mika Myllylä a bien cru y découvrir un signe. Mais la douleur et l'épuisement l'ont saisi à la gorge dès le tour de chauffe. « Après le premier kilomètre, expliquait-il à l'arrivée, je me sentais comme un mourant. » Il aurait pu céder, comme l'a fait Björn Dählie, le maître norvégien, mis sur le flanc dès le premier tiers de la course et finalement 20<sup>e</sup>.

Mais le Finlandais a creusé dans ses souvenirs pour dénicher une bonne raison de poursuivre. Et il a trouvé ce qu'il cherchait, un vieux discours bouffé aux mites que lui répétait son ancien entraîneur les soirs de gros découragement. « Il nous disait souvent que la pire chose qui puisse nous arriver était la mort, racontait-il à la conférence de presse. Mais que tout le reste est largement supportable. » A d'autres, un tel propos aurait sûrement fait l'effet d'une simple formule. Mika Myllylä, lui, l'a toujours conservé dans un creux de sa mémoire. En se promettant de s'en servir au moins une fois.

Alain Mercier



Georg Hackl triple en luge monoplace

Agé de 31 ans, le robuste Allemand (1,72 m, 80 kg) de Berchtesgaden, Georg Hackl, a remporté pour la troisième fois consécutive le titre olympique de luge monoplace, après ses victoires à Albertville (1992) et Lille-

hammer (1994). Egalement trois fois champion du monde, il a précédé, sur la « Spirale » d'Asakawa au nord de Nagano, de 503 millièmes de seconde l'italien Armin Zöggeler, troisième à Lillehammer, et de 657 millièmes l'Allemand Jens Müller, premier à Calgary en 1988. L'Autrichien Markus Prock (notre photo), médaillé d'argent à Lillehammer, a pris la quatrième place.







## Le football africain entame une année cruciale pour son avenir

Quelques mois avant la Coupe du monde 1998, la Coupe d'Afrique des nations, qui s'est ouverte à Ouagadougou, au Burkina Faso, offre l'occasion d'une indispensable confrontation continentale

La XXX<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Afrique des nations, qui réunit seize équipes, s'est ouverte à Ouagadougou avec la défaite (1-0) du Burkina Faso, pays organisateur, face au Cameroun. Deux villes accueillent l'événement : la capitale,

où deux stades existaient déjà, et Bobo-Dioulasso, où une enceinte a été construite pour l'occasion. L'attribution de cette compétition à un des pays les plus pauvres du monde part du principe que le sport, lui aussi, peut aider au

développement. L'émancipation du football africain se poursuit à tous les niveaux. En juin, le continent sera représenté pour la première fois par cinq équipes en phase finale de Coupe du monde : l'Afrique du Sud, le Cameroun, le

Maroc, le Nigeria et la Tunisie. Un résultat qui constitue une victoire pour Issa Hayatou, le président de la Confédération africaine de football, dont beaucoup font déjà un futur président de la Fédération internationale (FIFA).

### OUAGADOUGOU (Burkina Faso)

de notre envoyé spécial

La fournaille n'empêche pas d'encourager les Étalons ! Alors que Ouagadougou connaît depuis quelques jours des records de chaleur et que l'harmonie, ce terrible vent chaud, enveloppe la capitale du Burkina Faso, des centaines de jeunes quittent les ruelles ocre et poussiéreuses pour se diriger en courant vers le stade du 4-Août, où les Étalons nationaux doivent rencontrer les Lions indomptables du Cameroun à l'occasion du match d'ouverture de la XIX<sup>e</sup> Coupe d'Afrique des nations (CAN). Pendant ce temps, dans les tribunes déjà bien remplies, la fête bat son plein sous un soleil sans pitié. En ce samedi 7 février, Ouagadougou, capitale d'un des pays les plus pauvres de la planète, devient soudain le centre du continent africain.

Disputée tous les deux ans, la Coupe d'Afrique des nations, qui accueille désormais seize équipes, est devenue un événement sportif majeur. La présence cette année de quatre des cinq équipes africaines

qualifiées pour la phase finale du Mondial 1998 (Afrique du Sud, Cameroun, Maroc et Tunisie) ne fait que renforcer l'attrait d'une compétition étalée sur trois semaines et qui attire tout ce que le football peut compter d'observateurs. L'attribution d'une épreuve aussi lourde au Burkina Faso a pu surprendre.

### DÉCISION POLITIQUE

Mais cette décision, éminemment politique, a ses raisons. « La Coupe est le véritable moteur du développement du football africain. Grâce à elle, le Burkina, dont je n'ai jamais douté des capacités d'organiser une telle compétition, s'est doté de trois stades fonctionnels », explique Issa Hayatou, le président de la Confédération africaine de football.

La récente décision d'organiser la prochaine CAN au Mali, plutôt qu'en Égypte par exemple, suit la même logique : permettre à des pays moins avancés que d'autres de profiter du football pour accélérer leur développement. Au Burkina Faso, la compétition se déroule

dans deux villes : Ouagadougou, qui dispose de deux stades, et Bobo-Dioulasso, où un stade flamboyant neuf a été construit pour l'occasion. Des travaux de modernisation et d'embellissement ont été effectués dans les deux villes, et du président Blaise Compaoré au Moro Naba, l'empereur des Mossis, chef coutumier qui règne sur près de cinq millions de sujets, les responsables ont encouragé la population à faire de cette CAN un événement « grandiose ». Un fonds de soutien aux Étalons a également permis de récolter plusieurs centaines de millions de francs CFA (plusieurs millions de francs français) offerts par des associations et des entreprises nationales.

Dans les domaines sportifs, administratifs comme dans les infrastructures, le football africain est en train de rattraper le temps perdu. La présence de cinq équipes du continent en phase finale de Coupe du monde constitue une grande victoire pour l'homme fort du continent, Issa Hayatou, dont beaucoup font déjà un futur pré-

sident de la Fédération internationale (FIFA). En attendant, les grandes manœuvres politico-footballistiques battent leur plein dans la fournaille de Ouagadougou. Les rencontres au sommet se multiplient entre Issa Hayatou, Joao Havelange, Sepp Blatter et Laurent Johansson, tous présents au Burkina Faso. Le poids de l'Afrique et de ses 51 voix pèse de plus en plus lourd dans les scrutins. Et comme, en juin, Joao Havelange laissera sa place de président de la FIFA, il n'y a plus de temps à perdre pour séduire.

Le football africain se développe, mais d'énormes problèmes demeurent. Sur le plan sportif, l'année 1997 s'est révélée très décevante. Les sélections africaines ont perdu toutes leurs confrontations avec des équipes européennes, asiatiques ou sud-américaines. Même dans les compétitions de jeunes, les sélections africaines ont marqué le pas. Le spectacle proposé a été souvent de médiocre qualité. À l'exception du Nigeria, aucune formation africaine n'adopte aujourd'hui un schéma offensif.

Les défenses athlétiques font désormais la loi.

En attendant que les Aigles verts du Nigeria, les Lions de l'Atlas marocains ou les Bafana Bafana sud-africains brillent lors du Mondial, Issa Hayatou travaille sur un dossier qui lui tient particulièrement à cœur : l'organisation d'une phase finale de Coupe du monde en Afrique, ce qui constituerait une grande première. Les deux échecs successifs du Maroc, battu par les États-Unis pour l'édition 1994 puis par la France pour 1998, ont été difficiles à accepter. La rumeur fait de l'Afrique du Sud le candidat le mieux placé pour l'édition 2006. Mais avant d'y parvenir, il faudra encore beaucoup de manœuvres en coulisses pour convaincre les uns et dissuader les autres. Même au Burkina Faso, le football ne se joue pas seulement dans un stade.

Alain Constant

■ Trois autres matches ont eu lieu, dimanche 8 février : Guinée-Algérie 1-0 ; Afrique du Sud-Angola 0-0, Côte-d'Ivoire-Nigeria 4-3.

## En Coupe de France, Bourg-Péronnas donne la leçon à Montpellier

BOURG-PÉRONNAS, club de championnat de France amateur (CFA, ex-quatrième division), a créé la plus grosse surprise des seizièmes de finale de la Coupe de France en éliminant, dimanche 8 février, l'équipe de première division de Montpellier sur le score de 3-2. Autre performance de taille, celle des footballeurs d'Istres (National, ex-D3), vainqueurs 1-0 du Stade rennais (D1), alors qu'ils durent jouer à dix, pendant une heure, après l'élimination de leur attaquant Franck Priou. Deux clubs de deuxième division ont également pris le dessus sur des clubs de D1 : Mulhouse a battu Auxerre 2-1 (après prolongations) et Caen a dominé Nantes 1-0. Après les éliminations de Bastia, face à Metz (1-0), et de Bordeaux, face à Monaco (1-0), il ne reste plus que huit clubs de première division en course. Le Petit Poucet des huitièmes de finale sera l'équipe normande d'Argentan, évoluant habituellement en CFA 2 (équivalent de la cinquième division), qui est venue à bout de l'équipe de Sedan (National), au terme d'un match-marathon (0-0, puis 8 tirs au but à 7).

### DÉPÊCHES

■ **AÉROSTATION** : le ballon *Breitling Orbiter 2* n'est pas parvenu à faire le tour de la Terre sans escale mais a néanmoins établi le record du monde du plus long vol (sans ravitaillement) de l'histoire aéronautique en atterrissant, vendredi 6 février, à 120 kilomètres au nord de Rangoon (Birmanie). L'équipage du médecin suisse Bertrand Piccard aura volé pendant plus de neuf jours et huit heures.

■ **BASKET-BALL** : victorieux sur son parquet face à Cholet (74-71), Villeurbanne continue, avec quarante-deux points, de caracoler en tête du championnat de France à l'issue de la 22<sup>e</sup> journée. A quatre points du leader, Pau-Orthez, vainqueur du PSG-Racing (74-55), occupe seul la place de second puisque Dijon s'est incliné, de justesse, à domicile, contre Limoges (62-66).

■ **CYCLISME** : vingt et un ans après son père Willy et quatorze ans après son oncle Eddy, le Belge Jo Planckaert a gagné la 28<sup>e</sup> édition de l'Étoile de Bessèges, dimanche, après la victoire au sprint de l'estonien Jann Kirsipuu dans la cinquième et dernière étape de l'épreuve.

■ **FOOTBALL** : grâce à son net succès à domicile face à l'AS Rome (3-1) et à la surprenante défaite de l'Inter Milan sur son terrain devant Bologne (0-1), la Juventus a pris le large en tête du championnat d'Italie. Après dix-neuf journées, l'équipe du Français Zinedine Zidane, auteur d'un but, compte désormais 4 points d'avance sur l'Inter Milan.

■ **Walter Veltroni, vice-président du Conseil italien**, a lancé, samedi 7 février, un appel aux parlementaires pour approuver rapidement le projet de loi visant à réduire la violence dans les stades. Ce texte adopté vendredi en conseil des ministres, porte sur trois points : obligation pour les hooligans de signer plusieurs fois un registre de police les jours de matches, aggravation des peines en procédure d'urgence pour les supporters pris en flagrant délit, et sanction contre les clubs qui ne prennent pas leurs distances avec les tifosi préalablement condamnés.

■ **GOLF** : l'Australien Greg Norman, que l'on surnomme « le grand requin blanc », a remporté le tournoi international qui porte son nom, dimanche à Sydney. Il a devancé de deux coups l'Espagnol Jose Maria Olazabal et de quatre ses compatriotes Steve Elkington et Stuart Appleby.

■ **JUDO** : Sarah Nichito-Rosso (-48 kg) a été la seule Française à grimper sur la plus haute marche du podium du Tournoi de la Ville de Paris, qui s'est terminé dimanche 8 février. La France termine avec cinq médailles d'argent et onze de bronze (une dans chaque catégorie), dont celle de Marie-Claire Restoux, double championne du monde et championne olympique.

■ **NATATION** : la Fédération internationale de natation (FINA) a annoncé, samedi 7 février, la création d'un groupe de travail chargé de la conseiller sur les méthodes et les moyens de renforcer la lutte contre le dopage. La première réunion de ce *taskforce* se tiendra les 5 et 6 mars prochains à Lausanne, en Suisse.

■ **RUGBY** : selon le quotidien dominical « Sunday Times », les responsables locaux et la police de la ville de Cardiff, qui accueillera des rencontres de la Coupe du monde 1999 en Grande-Bretagne, étudient la possibilité de créer un « quartier rouge » pour le divertissement des supporters après les matches. Dans cette « zone de tolérance » la prostitution serait décriminalisée. (AFP)

■ **TENNIS** : vainqueur du tournoi de Marseille en 1997, le Suédois Thomas Enqvist a récidivé dimanche 8 février en battant en finale, en moins d'une heure, le Russe Evgueni Kafelnikov, tête de série numéro 1 (6-4, 6-1).

■ **L'Américaine Lindsay Davenport**, championne olympique en 1996, a déclaré avoir « probablement joué le meilleur match de sa vie » après sa victoire sur la numéro un mondiale, la Suisse Martina Hingis (6-3, 6-3), dimanche 8 février, en finale du tournoi de tennis de Tokyo.

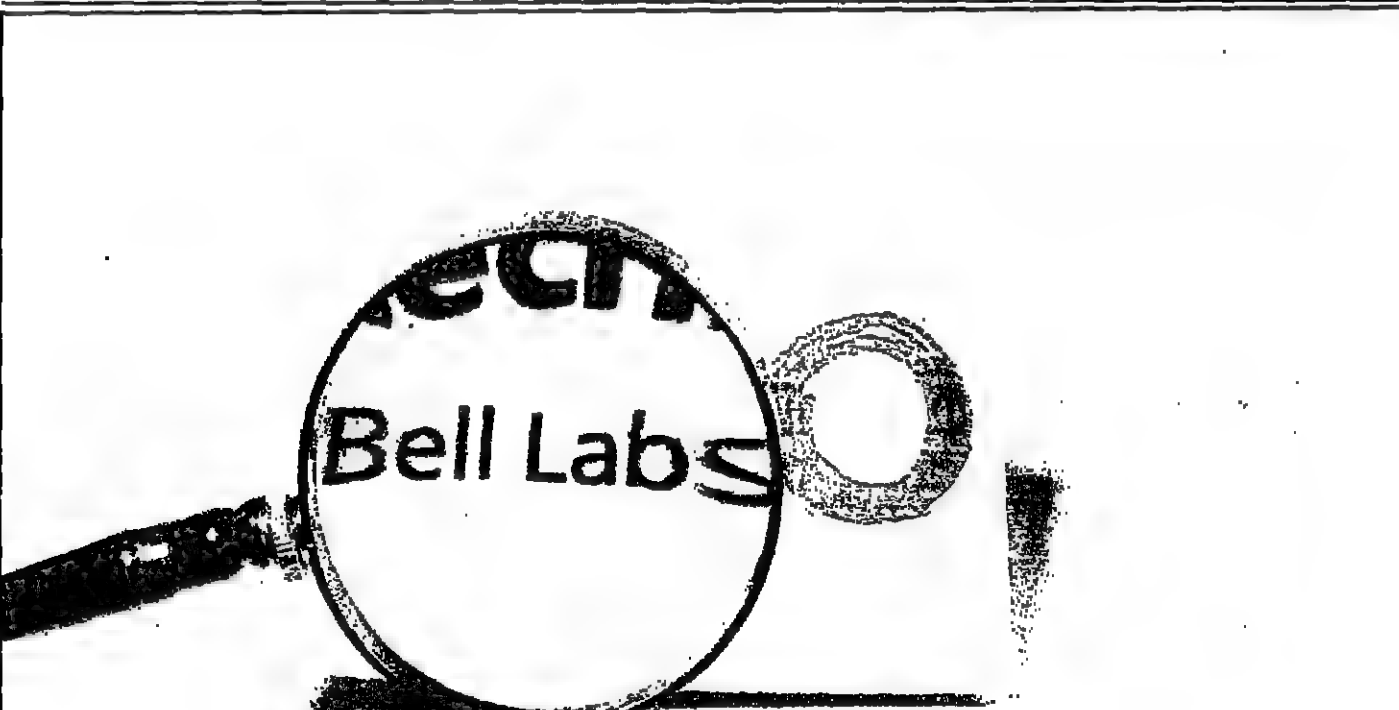
■ **VOILE** : dix jours après le départ de la cinquième étape à Auckland (Nouvelle-Zélande) de la course autour du monde, *EF Langue*, baré par Paul Cayard, emmène la flotte devant le Britannique Lawrie Smith (sur *Silk Cut* à 6,7 milles de lui) et le Suédois Gunnar Krantz (sur *Swedish Match* à 9,5 milles).

■ **Dans la Route de l'Or entre New York et San Francisco**, l'équipage d'*Aquiline Innovations* skipé par Yves Parlier reste en tête et possède six jours d'avance sur le record d'Isabelle Autissier.

■ **LOTO**. Les tirages numéro 11 du Loto effectués samedi 7 février ont donné les résultats suivants :

● **premier tirage** : 13, 21, 25, 29, 31, 48 ; numéro complémentaire : 44. Six bons numéros rapportent 3 709 800 F ; cinq numéros et le complémentaire : 59 525 F ; quatre numéros : 6 445 F ; trois numéros et le complémentaire : 272 F ; deux numéros : 136 F ; un numéro et le complémentaire : 28 F ; trois numéros : 14 F ;

● **second tirage** : 1, 10, 23, 28, 29, 30 ; numéro complémentaire : 15. Six bons numéros rapportent 5 326 625 F ; cinq numéros et le complémentaire : 59 525 F ; quatre numéros : 4 520 F ; trois numéros et le complémentaire : 250 F ; deux numéros : 125 F ; un numéro et le complémentaire : 28 F ; trois numéros : 14 F.



Regardez comment nous vous apportons les solutions de communication les plus innovantes.

Les Bell Labs, centres de R&D, sont le moteur de l'innovation de Lucent Technologies en France, comme partout ailleurs.

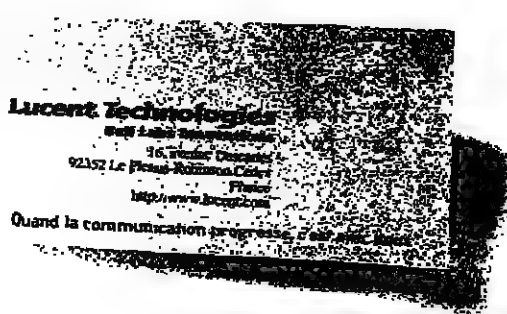
24 000 chercheurs et ingénieurs dans 17 pays, avec 5 sites en France.

Aux Bell Labs, nous trouvons les idées et les solutions de télécommunications qui répondent à vos attentes d'aujourd'hui et de demain.

Nous optimisons vos réseaux et vos solutions de communication en intégrant voix et données.

Nous avons même développé de nouveaux serveurs et logiciels qui permettent, dès aujourd'hui, la téléphonie via Internet.

Nous anticipons déjà les communications du futur. Nous savons comment vous y conduire.



Quand la communication progresse, le monde change.



Renouvelée de moitié, l'équipe tricolore a inauguré un jeu plus ambitieux – rugueux en défense, rigoureux en attaque – pour gagner face au XV de la Rose, le « test de l'hémisphère Nord ». Reste à confirmer ce succès, le 21 février, face à l'Ecosse

face aux Anglais. Prochain adversaire de la France, qu'elle affrontera le 21 février à Murrayfield, l'Ecosse s'est imposée (17-16) en Irlande, au terme d'une impressionnante démonstration de puissance.

Défense sans concession de Tournaire, M. Lièvremont et Pelous sur l'Anglais Healey.

de la... attaques ont fusé comme rarement. Au pied, au près, au grand large : tout a été tenté pour renverser l'opposition anglaise. Mais, et c'est la seule fausse note de cette ouverture, profusion et précipitation ont entraîné trop de déchets après les deux essais réussis dans les vingt premières minutes par les deux ailiers, Philippe Bernat-Salles et Christophe Dominici. Pour avoir gaspillé trop de bons ballons, les joueurs sont sans doute passés à côté d'un très grand match, mais leur excellente performance, d'ensemble donne du plaisir au rugby français. Au Stade de France, il a retrouvé sa place dans le bon wagon du rugby international. Et il s'est offert un style.

**Eric Collier**

**FRANCE-ANGLETERRE : 24-17 (25-3).**  
Temps frais et ensoleillé, sans vent. 77 567 spectateurs.  
**FRANCE :** deux essais de Bernat-Salles (11<sup>e</sup>) et Domini  
nchi (19<sup>e</sup>) ; une transformation (11<sup>e</sup>) et deux pénalités  
(34<sup>e</sup> et 67<sup>e</sup>) de Lamaison ; deux drops de Castaignède  
(45<sup>e</sup>) et Sadourny (70<sup>e</sup>).  
**ANGLETERRE :** un essai de Back (48<sup>e</sup>) ; quatre pénalités de Gwynne (4<sup>e</sup>, 42<sup>e</sup>, 59<sup>e</sup>, 70<sup>e</sup>).

Le XV d'Ecosse, prochain adversaire de la France, le 21 février à Edimbourg, a maintenu sa suprématie dans le « duel des Celtes » en s'imposant d'un point sur l'Irlande, à Lansdowne Road (17-16). C'est la dixième victoire consécutive des Ecossais sur l'Irlande depuis 1988 dans le Tournoi des cinq nations. Les joueurs du XV du Chardon ont bien résisté à la furia irlandaise en première mi-temps et ils ont finalement renversé la tendance à dix minutes de la fin grâce à deux pénalités de la part de Chalmers. En fin de première mi-temps, un essai de force d'Alan Tait avait répondu à un essai de pénalité accordé aux pac irlandais. À Lanellil, lors d'un match amical, le pays de Galles a battu l'Irlande, le 18 octobre (23-20).

### PLACAGES DÉTERMINANTS

Pour repousser l'adversaire au-delà de la zone décrétee inviolable, les Français se sont parfois mis à la faute, comme Fabien Pelous, puni pour avoir asséné un coup d'épaule irrégulier au capitaine adverse, le rapide Lawrence Dallaglio. Mais les Anglais n'ont pas molli. Un sale coup de pied de Jason Leonard a provoqué la sor-

Agissant par nécessité ou sous le coup de l'enthousiasme, les Bleus se sont souvent retrouvés à plusieurs pour écarter le danger, manière de signaler que la « solidarité », valeur cotée à la hausse

par le nouveau capitalne, Raphaël Ibanez, n'était pas qu'un discours de circonstance. Thomas Castaignède, accroché au short de Jeremy Guscott, était-il en difficulté ? Jean-Luc Sadourny arrivait à la rescousse, ceinturant le très remuant centre anglais à bateur des bras pour l'empêcher de poursuivre sa course et celle du ballon.

Plus tard, Christophe Lamaison puis Stéphane Glas, les deux

centres ne parvenaient pas à stopper Pélan de la fusée David Rees, mais Philippe Carbonneau, campé en dernier rempart, finissait le travail d'une somptueuse prise à la taille. « Les deux ou trois plaquages où tu envoies les mecs en l'air, ça c'est déterminant ! », pouvait se féliciter l'entraîneur adjoint Pierre Villepreux.

S'il a enthousiasmé le public du Stade de France, ce regain de ri-

**IL A TOUJOURS** affirmé qu'un pilier « doit savoir tout faire », mais sa polyvalence et ses capacités d'adaptation n'en finissent plus d'étonner, même si son talent est depuis longtemps reconnu sur les terrains de rugby du monde entier.

50 m : ses départs sont aussi explosifs que ceux de bien des trois-quarts, mais lui accuse 114 kg pour 1,80 m. Samedi, contre l'Angleterre, il s'est ainsi retrouvé sans aucun soutien des lignes arrière après une de ces monumentales percées.

Lors du banquet d'après France-Angleterre, samedi 7 février, entre l'entrée et le plat principal, Christian Califano a une nouvelle fois surpris son monde en s'installant au piano du groupe de jazz venu égayé la soirée, pendant qu'Olivier Magné s'emparait de la batterie pour un mini-concert improvisé.

Le pilier de Toulouse et de l'équipe de France était le seul rugbyman français cité par diverses publications qui se sont amusées, à l'ambée de la nouvelle année, à composer « la plus belle équipe du monde ». Il pousse comme un pilier - même s'il ne goûte guère l'atmosphère des mêlées où lui entre « sans jamais baisser la troncne » - mais il est également doué d'une souplesse et d'un dynamisme étonnants. Six secondes et demi sur

90 m : ses départs sont aussi explosifs que ceux de bien des trois-quarts, mais lui accuse 114 kg pour 1,80 m. Samedi, contre l'Angleterre, il s'est ainsi retrouvé sans aucun soutien des lignes arrière après une de ses monumentales percées.

*« Il va trop vite ! »,* a expliqué l'ailier Christophe Donald, pour excuser son retard sur cette action qui aurait dû amener un essai. Pendant le match, il s'est autorisé deux courses : *« Les mentalités ont changé, on nous demande d'être mobiles. Et comme notre défense était exemplaire, j'ai pu me permettre ce luxe »*, justifie-t-il. Ce dynamisme affiché à ses revers. On n'hésite jamais à faire appel aux compétences de l'homme polyvalent : Christian Califano est le recordman français du nombre de matches disputés en une seule saison - 54 en 1995-1996, l'année du titre de champion d'Europe avec Toulouse.

Christian Califano n'a que vingt-cinq ans et trente-neuf sélections, mais il fait déjà figure de vieux briscard dans un pack français où vient de souffler un grand vent de jeunesse. *« N'oubliez pas Philippe Benetton »*, corrige-t-il, car, selon lui, *« quand tu es un peu ancien, on comence à te reprocher plus de choses qu'aux autres »*. Cependant, après son récit contre le pack anglais, pourtant largement plus expérimenté, personne n'a songé à lui adresser la moindre remarque, pas plus qu'à ses partenaires de la première phase avec Brézay et Franck Tournante, tant

ils ont dominé leur sujet et la première ligne adverse.

Après la déroute du Parc des Princes face à l'Afrique du Sud (25-10), le 22 novembre 1997, Christian Calixto avait eu le cœur retourné au moment de regagner Toulouse, son club d'adoption depuis qu'il a quitté Toulon, la ville de ses débuts. « J'avais honte. » Le bon vivant au regard éternellement plissé, vaguement farceur, sous son front immense était resté prostré deux jours. Le minot des cités, venu au rugby à treize ans, au moment où d'autres empoignades, moins avouables, lui étaient proposées, est resté de longues heures sans un sourire, à méditer quelque revanche. La venue des Anglais tombait à pic pour se refaire.

« Avant, on avait peur de les subtiler en mêlée, mais maintenant on les rencontre plus souvent grâce à la Coupe d'Europe, et cela nous aide », dit-il. Cela ne l'a pas empêché de se faire peur, à 15-3. Deux de dix essais à zéro : « Je me suis dit, aïe, aïe, ils vont nous faire le coup qu'on leur a fait l'année dernière ! » « Calimoucho » et ses partenaires ont contenu le retour anglais. Avec ce quatrième succès consécutif sur le XV de la Rose, ils peuvent rêver à un nouveau Grand Chelem. Christian Califano, lui, songe déjà à un nouveau métier : talonneur.

**E. C.**

**ANALYSE** — Ce match restera comme l'une des plus belles victoires françaises

gletterie au Stade de France ! Ce match, qui restera comme l'une des plus belles victoires françaises, vaut d'ailleurs plus par le style que par le résultat. La manière employée laisse croire que, des deux côtés, les entraîneurs avaient invité leurs rugbymen à jouer comme ils le sentaient. Quel contraste avec le rythme haché de la récente finale de la Coupe d'Europe Bath-Bristol (19-18).

La victoire française n'est pas due à la faiblesse de la réplique adverse. Malgré ce qu'on pourra lire dans les journaux anglais, le XV de la Rose était loin d'être incompetent. Il rencontre simplement quelques embûches dans sa recherche d'un jeu épanoui. Il était plutôt bien préparé pour cette rencontre et j'ai dans l'idée qu'il réalisera de belles performances et emportera des victoires contre des adversaires moins menaçants.

car la France a joué avec un engagement total et une concentration jamais relâchée. Samedi, ce sont les huit avants qui ont ouvert la voie du succès. Ils ont démoli la mêlée anglaise qui avait pourtant tenu, voici deux mois, face aux poids lourds de l'hémisphère sud. Le pack tircouire a franchi la ligne d'avantage à maintes reprises, étouffant les tentatives adverses de créer des brèches près des points

de rencontre. Cette domination a étouffé tous les espoirs anglais de jeu de mouvement, sans compter l'excellent comportement défensif du reste de l'équipe.

En attaque, elle a permis aux demis, Philippe Carboneau et Thomas Castaignède, de « mettre le feu » en lançant efficacement les trois-quarts. Grâce à la qualité de ses prises de décision, sa vision, et cette dimension supplémentaire de créer des solutions en lançant ses avants au ras, Philippe Carboneau est entré dans le cercle des meilleurs demis de mêlée du monde. Et Thomas Castaignède n'est pas en reste.

**PONCER SUR L'ADVERSAIRE**  
 Avec lui, le XV tricolore a trouvé l'homme qui occupera le poste critique d'ouvreur pour les années à venir. Ce qui a fait la différence, et ce qu'il doit désormais faire partie du jeu français, c'est sa volonté et sa capacité à poncer directement sur l'adversaire. Il fixe ainsi les défenseurs et crée des espaces, à l'extérieur, pour son soutien. Efficace balle en main, il est également allé au sacrifice en défense, réussissant plusieurs plaquages courageux pour un homme si frêle.

Reste à savoir maintenant si les Français vont arriver à construire sur cette performance ou si, comme trop souvent hélas, ils renoueront rapidement avec la médiocrité. Il serait tellement dommage de gâcher les espoirs nés un samedi de février sur la pelouse du Stade de France. Mais les Latins sont ainsi et, comme vous dites en France : « C'est la vie... »

**Nick Farr-Jones**

★ Nick Farr-Jones a été le capitaine de l'équipe d'Australie championne du monde en 1991.

rien ne marche. Nous avons perdu beaucoup trop de ballons dans les impacts, et notre technique de conservation et de libération de ballon est très insuffisante à ce niveau. »

Battus en mêlée, battus en dynamique, et fauchés par une défense française impitoyable, les Anglais n'ont jamais réussi à mettre leur jeu en place. Arrêtés très vite par le premier rideau défensif, ils n'ont pu répéter leur « performance » historique contre les All Blacks (26-26), le 6 décembre 1997 à Twickenham. Une « performance » toute relative puisqu'il ne s'agissait que d'un match nul obtenu face à une équipe néo-zélandaise qui avait un pied dans l'avion du retour. « J'ai toujours dit qu'il ne fallait pas tirer des conclusions hâtives de ce match », déclare Clive Woodward, qui avoue également qu'à Saint-Denis le score final aurait pu être nettement plus lourd.

« Sur cette performance, il y a beaucoup plus de sept points d'écart », a-t-il avoué. Mais, quel

que soit le score, l'encadrement anglais refuse l'idée d'une marche arrière afin d'assurer quelques victoires dans le Tournoi des cinq nations 1998. « Tant que je resterai entraîneur de cette équipe, je ne renoncerai pas à mes convictions, insiste-t-il. Le rugby est en train de changer et nous sommes obligés de changer avec lui. Si nous ne le pratiquons pas d'une certaine manière, nous ne pouvons pas gagner. C'est aussi simple que ça ! »

**MAUVAISE JOURNÉE AU BUREAU**  
Quant à Lawrence Dagglio, le capitaine anglais, il laissera tomber un amusant *« Mauvaise journée au bureau... »*, pour expliquer sa triste mine, avant de se livrer à une auto-critique réaliste: *« Nous n'avons pas été assez performants. Nous avons tous commis trop d'erreurs fondamentales. Nous avons rendu le ballon aux Français et il y a peu d'équipes comme celle-là qui savent exploiter cette situation aussi rapidement. »* Son analyse des premiers instants de l'ère Woodward

est pourtant optimiste. « C'est vrai que la victoire n'est pas encore de notre côté, reconnaît-il. C'est aussi vrai que, grâce à ces cinq matches contre les meilleurs du monde, nous avons pris des leçons très rudes. Mais nous nous en sortirons grand-

dis. » Lawrence Dagglio reste donc content. « Nous savons comment il faut faire pour réussir dans le rugby moderne et nous refusons d'être inhibés par la nécessité de gagner, dit-il. Je préfère perdre maintenant et gagner dans dix-huit mois que l'inverse. » Voilà enfin le fond de la pensée de cette équipe anglaise : la seule chose qui compte, c'est la Coupe du monde, celle qui aura lieu en octobre et novembre 1999 en Europe. « La défaite aujourd'hui est un revers, mais ce n'est pas la fin du monde, assène finalement Clive Woodward. Notre objectif est la Coupe du monde. Et ce n'est pas en jouant à l'anglaise qu'on risque de la gagner. »

**Ian Borthwick**







سكس من الشهر

# CULTURE

LE MONDE / MARDI 10 FÉVRIER 1998

**RÉTROSPECTIVE** Ils furent cent trente-cinq, photographes célèbres ou moins, d'agence ou indépendants, professionnels ou amateurs, à périr ou à disparaître au

Vietnam, entre 1950 et 1975. L'exposition « Requiem », présentée jusqu'au 19 avril au Musée de l'Elysée de Lausanne, leur rend hommage. ● PARMI les 160 photographies mon-

trées (le catalogue en contient le double), il y a des signatures connues : Robert Capa, Larry Burrows, Henri Huet, Gilles Caron... Mais le grand mérite de ce mémorial est

de rappeler le souvenir de soixante-douze confrères nord-vietnamiens. ● COORGANISATEUR de l'exposition avec l'Allemand Horst Faas, Tim Page, qui couvrit ce conflit entre 1965

et 1969, s'étonne encore aujourd'hui de la facilité avec laquelle les journalistes ont pu travailler : « La machine médiatique était devenue incontrôlable », déclare-t-il au Monde.

## Les cent trente-cinq photographes brûlés au feu du Vietnam

L'exposition « Requiem », au Musée de l'Elysée de Lausanne, dresse un mémorial photographique à ces Américains, Vietnamiens, Français, Australiens, Japonais, Britanniques, Cambodgiens, morts ou disparus parce qu'ils furent trop « près de l'événement »

**REQUIEM**, Musée de l'Elysée, 18, avenue de l'Elysée, 1014 Lausanne. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures. Jeudi, jusqu'à 21 heures. Fermé le lundi. Tél. 00-41-21-617-48-21. Jusqu'au 19 avril. « Requiem », de Horst Faas et Tim Page, éd. Jonathan Cape, 338 p., 498 F.

**LAUSANNE**  
de notre envoyé spécial  
C'est une exposition effrayante dont on sort KO debout, une sorte de mémorial photographique qui invite au recueillement. Les visiteurs découvrent, à l'entrée du Musée de l'Elysée de Lausanne, une liste de 135 noms imprimés sur fond noir, sous le titre « Requiem ». Entre deuil et souvenir. Deuil de ces 135 photojournalistes, américains, vietnamiens, français, australiens, japonais, britanniques, cambodgiens, tous morts ou disparus, entre 1950 et 1975, alors qu'ils exerçaient leur métier sur un champ de bataille, au Vietnam surtout, mais aussi au Cambodge et au Laos. Souvenir de ces photographes en 160 images (le double dans le livre), soigneusement accrochées : pas de cadre, des tirages tenus au mur par des aimants.

Certaines signatures sont dans la mémoire collective. Robert Capa, bien sûr, qui a sauté sur une mine, le 25 mai 1954. Larry Burrows, que la plupart de ses confrères plaçaient « seul, tout à fait, car il est le meilleur », abattu dans un hélicoptère, le 10 février 1971. Gilles Caron, photographe météorologue de Mai 68, attiré comme tant de Français par ce conflit du bout du monde, disparu sur une route, le 4 avril 1970. Michel Laurent, fauché le 28 avril 1975, deux jours à peine avant la fin de la guerre du Vietnam. Et puis encore Henri Huet, Kyôichi Sawada, Robert Jackson Ellison... Il y a surtout, et c'est le grand mérite du projet « Requiem », 72 photographes nord-vietnamiens, qui combattaient et photographiaient pour « le camp d'en face », et dont on ne savait rien.

De courtes biographies, dans le livre, retracent les parcours. Certains sont dignes d'un roman : Sean Flynn, fils d'Errol, débarqué à Saïgon après avoir été chasseur en Afrique et parcouru la guerre en moto avec son compère Dana Stone - tous deux surnommés les « Easy Riders », en référence au film de Dennis Hopper, ont disparu au Cambodge. Se bousculant dans « Requiem » de grands professionnels et beaucoup d'amateurs, des Prix Pulitzer et des débutants, ceux qui travaillaient pour l'établissement - les agences de presse américaines AP et UPI - et les indépendants, les habitués des couvertures de *Life* et les losers qui n'ont pas vendu une seule image, des pacifistes et des têtes brûlées, beaucoup d'aventuriers qui voulaient brandir un appareil comme d'autres un micro, une caméra ou un crayon. Des journalistes qui voulaient raconter et témoigner, très loin des doutes de nombreux photographes d'aujourd'hui, qui s'interrogent sur la signification, le rôle, les ambiguïtés de leurs images.



Larry Burrows : « South of the DMZ, Vietnam 1966 ». Publiée dans « Life ». Cette photo a été prise dans un centre de premiers secours, où les « marines » blessés étaient soignés avant leur évacuation.

La plupart des photos échappent au raisonnable. Comment les décrire, savoir qui attaque et qui se défend, distinguer l'information de l'émotion, les morts des vivants, le bon du méchant, la douleur de l'excitation, la violence de l'absurde ? Des morts, des regards hallucinés, des attaques suicidaires, des tranchées boueuses qui font penser à la guerre de 14, des menaces d'exécution, des ambiances tribales, un soldat pris d'hystérie après avoir tué, en corps à corps, un ennemi, des avions qui se disloquent en plein ciel, le napalm rouge qui file dans la forêt, l'explosion d'un dépôt de munitions qui transforme le soldat en pantin désarticulé suspendu dans le ciel.

Il y a une bonne dose de pathos dans l'approche d'un sujet conçu par deux vétérans du Vietnam, Tim Page et Horst Faas : leur choix de ne retenir que des photographes morts alors que des survivants - Philip Jones Griffiths et Don McCullin en tête - ont fait

de déjà-vu, mais sur grand écran, que l'on demeure dans un imaginaire cinématographique du Vietnam, entre épopée et descente aux enfers. Que ces photographes échappent à la réalité.

Ne montrer que des disparus et en donner le nombre, c'est juste-

### Henri Huet et Larry Burrows, morts un 10 février

Ils sont morts le même jour, le 10 février 1971, dans le même hélicoptère. Le Britannique Larry Burrows et le Français Henri Huet sont les photographes les plus marquants du projet « Requiem ». Dans deux genres opposés, Burrows, grand gaillard mince, myope, calme et méticuleux, a été le premier, pour le magazine *Life*, à utiliser la gamme chromatique, non pas pour « orner » son cadre, mais pour enrichir de détails informatifs. Avec un souci du spectaculaire, il a également pris des bombardements aériens qui, parfois, étaient la concrétisation de croquis préparatoires. Il n'hésitait pas à faire démonter la porte arrière d'un avion et à fixer son appareil à l'extérieur pour améliorer ses images.

Henri Huet travaillait pour l'agence Associated Press. Son cadre est un équilibre de retenue et de violence, de dépouillement et de tension. Ses images de tranchées, dans l'attente de l'attaque de collines, sont remarquables. Horst Faas raconte que Huet « allait à la guerre comme d'autres au boulot. Entre deux missions, on ne savait pas où il habitait. Il partait, revenait, repartait ».

ment rappeler la réalité des choses : jamais une autre guerre n'aura été autant de photographes. Il faut regarder les images pour comprendre. La grande majorité ont été prises à quelques mètres à peine de la scène, « dedans ». Les photos sont pleines, denses, sans que les délimitations du cadre soient « pensées ». La proximité ne laisse pas le temps au photographe de s'attarder à des effets douteux. Et cette intimité partagée entre le photographe et le combattant - ils avaient souvent le même âge - confère au premier une sorte de présence légitime.

Capa disait que « si l'image n'est pas bonne, c'est que le photographe n'est pas assez près de l'événement ». Cette phrase sera pour nombre de reporters l'unique bagage théorique en photographie. Cela tombait bien, jamais, en effet, une grande puissance n'autorisera comme au Vietnam les photographes à s'approcher à ce point des combattants, à vivre

avec eux. Chaque reporter est muni d'une carte « priorité 3 » : le « 1 » est pour les blessés ; le « 2 » pour les hommes politiques ; les soldats en mission n'avaient que le « 5 ». Il y a ainsi, dans la moindre photo du Vietnam, plus de vie et d'énergie, que dans toutes les photos réunies de la guerre des Malouines ou de la guerre du Golfe - deux conflits opaques et verrouillés.

De grands professionnels et beaucoup d'amateurs, des Prix Pulitzer et des débutants

Cette proximité n'a d'égale que la fascination exercée par le conflit vietnamien sur les photographes. On peut, aujourd'hui, juger cela monstrueux. Mais cette fascination est indissociable du mode de vie d'une génération de reporters qui ont grandi dans les années 60. La plupart passaient leur temps, entre deux missions, à « bouffer, boire, baiser, fumer de l'herbe et de l'opium », à mentir à quelques survivants. Tim Page ajoute que « la plupart vivaient autant pour vivre que pour photographier. Même si on pouvait, en cinq jours, avoir cinq pages dans *Life* et gagner 5 000 dollars ». Il ajoute : « Le vrai trait d'union entre cette génération des années 60 et les photographes, c'était la musique. Il nous arrivait de photographier en écoutant les Rolling Stones, Hendrix, Dylan, James Brown ».

Le résultat est là. De bonnes, de belles images ? Ailleurs. Cette façon de ne jamais penser à autre chose qu'à l'instant présent, quand vous êtes au Vietnam avec un appareil en main, peut donner des photographies d'une folie rare, des « trucs » de frappe. Comme cette image, la plus célèbre du Vietnam (Larry Burrows) représentant un GI noir, blessé à la tête, qui se précipite vers son ami pour le secourir. Ce dernier a les yeux ouverts, mais le corps et le cerveau sont dans l'au-delà.

M. G.

### Tim Page, photographe et éditeur du projet « Requiem »

## « Nous souffrions avec les soldats. Prendre des images, c'était survivre »

**LE BRITANNIQUE** Tim Page, cinquante-trois ans, a photographié la guerre du Vietnam entre 1965 et 1969 pour les agences américaines AP et UPI. Blessé quatre fois, il boit légèrement, tutoie immédiatement, mélange le français et l'anglais sans jamais quitter son appareil Leica, qu'il caresse comme pour se protéger.

Toujours en activité, il est à l'origine, avec l'Allemand Horst Faas, du projet « Requiem », à la fois livre, exposition et projection de diapositives.

« Comment avez-vous réalisé le projet « Requiem » ? »

« Ce livre, c'est sept ans de travail. Il a fallu découvrir le nombre de photographes morts en Indochine entre 1955 et 1975, retrouver leurs images et retracer leur biographie. Pour les pays occidentaux, nous avions des chiffres officiels. Certains photographes comme Larry Burrows ou Gilles Caron étaient très connus, mais d'autres pas du tout. Personne surtout n'avait recensé les soixante-douze photographes communistes vietnamiens tués pendant la guerre. Je me suis plongé dans les archives conservées au Vietnam. Vous ne pouvez pas imaginer ce que j'ai trouvé. Des petits tirages avec leurs négatifs étaient collés dans des albums. J'ai choisi 122 photos, achetées 60 centimes pièce. Le projet, c'est donc d'abord le livre. 40 000 exemplaires ont été vendus dans le monde en trois semaines.

« Quel était le statut des photographes nord-vietnamiens ? »

« Ils étaient d'abord soldats, envoyés dans le sud pour combattre. Ils avaient aussi reçu une formation sommaire de trois semaines en photographie. On leur donnait du matériel de fortune et trois pellicules à peine. Leur fonction était

de conserver une trace des événements. Leurs images n'étaient pas renvoyées à Hanoi et étaient donc très peu publiées. On pouvait les voir dans quelques journaux du bloc communiste, et il y a eu une exposition à Prague, en 1968. Ce n'est qu'après 1971, quand le Vietnam a largement dominé le conflit, que de nombreux photographes ont été envoyés au front. Ils ont surtout pris des portraits d'Américains prisonniers. La plupart des images vietnamiennes ont été centralisées en 1972, au nord de Saïgon. Mais 80 % ont été perdues lors d'un bombardement.

« Quel était le statut des photographes occidentaux ? »

« Pendant la deuxième guerre mondiale, les photographes étaient assimilés à des militaires. Là, nous étions journalistes mais avec rang d'officiers. Un photographe débutant était capitaine, un chevronné lieutenant-colonel. Nous pouvions monter en priorité dans un hélicoptère et aller n'importe où. Il n'y avait pas de censure. A tel point qu'au début nombre de familles américaines ont reconnu leur soldat blessé ou mort sur des images publiées par la presse avant que les autorités ne les préviennent. La presse était

plus rapide, mieux organisée que l'armée. La seule autocensure a donc été d'attendre que les familles soient prévenues avant de publier certaines images.

« Pouvez-vous être manipulés ? »

« C'est possible pour quelques photographes qui venaient passer deux ou trois semaines. Mais pas pour la majorité qui ont vécu dans la guerre, pendant de longues années. Nous connaissions trop bien la situation et le terrain. Le poids des médias était incroyable et j'ai vu des télévisions imposer, après 1967-1968, des opérations aux militaires pour faire des images.

« Pourquoi l'armée américaine vous laissait-elle photographier ? »

« Je ne sais pas si c'est Eisenhower ou Churchill qui disait : « Quand vous voulez gagner une guerre, vous interdisez le terrain à la presse. » Et pourtant le gouvernement Johnson, sûr de son droit au Vietnam, a laissé une liberté totale aux médias. Ça lui permettait aussi d'avoir des informations autres que celles du canal officiel. C'était fou. Cette liberté aurait pu être remise en cause à partir de 1968, quand ça tournait mal pour les Américains. Mais c'était trop tard.

668 journalistes étaient alors recensés à Saïgon. La machine médiatique était devenue incontrôlable.

« Cette liberté met le photographe en situation de voyeur extrême. »

« Nous vivions comme les soldats, dans des conditions primitives. Nous souffrions avec eux. Prendre des images, c'était survivre. Il était impossible de calculer nos chances de rester vivants. Photographier quelqu'un avec un trou dans la gorge, c'est un peu pervers. Des soldats coréens acceptaient qu'on photographie des tortures insupportables, mais pas une exécution. La guerre est plus potomacographique qu'un film.

« Etiez-vous armés ? »

« Rarement. Il y a bien un photographe qui avançait un M16 dans une main et un appareil dans l'autre. Un diction disait que lorsqu'on a besoin d'une arme, on la trouve toujours. Un soldat vietnamien m'a un jour lancé une grenade. Que lui dire ? Que je suis britannique ? Journaliste ? photographe ? Non. J'ai pris une arme et je l'ai tué. C'était lui ou moi. »

Propos recueillis par Michel Guerrin

Les spectacles à réserver  
dès maintenant  
c'est dans **aden**  
en vente, chaque mercredi en Ile-de-France  
avec **Le Monde**  
et chaque semaine avec **Inrockuptibles**  
**aden** Attendez qu'il sorte avant de sortir



## Daniel Emilfork, aux confins risqués de la vie et de l'art du comédien

Dans « Comment te dire », de Frédéric Leidgens, l'artiste met chaque soir sa peau d'acteur en jeu sur la scène. Son ultime espoir : « transmettre »

« TRANSMETTRE. » Tel est le verbe ultime lâché par Daniel Emilfork dans *Comment te dire*. Un espoir. Ancré dans l'exigence, portée depuis son enfance au Chili, « qu'on ne pouvait pas traverser la vie sans s'efforcer ». Aussi ne met-il pas seulement sa peau d'acteur sur scène mais joue-t-il et rejoue-t-il sa vie chaque soir, en se plaçant à sa dernière extrémité, dans les confins risqués où l'on ne sait plus trop départager ce qui est de l'art du comédien et de la réalité de l'homme. *Comment te dire* n'est rien de plus, et rien de moins, que le filage d'une vie. Une dernière répétition, assurée comme telle, poignante, avant le grand saut dans la mémoire. Une sommation lancée à la postérité de se prononcer. Et sur laquelle les spectateurs sont appelés à témoigner.

« Les gens laids, comme moi, ont besoin de séduire », aime à s'excuser le comédien et metteur en scène Daniel Emilfork, solitaire-treize ans. L'interprète de Chéreau (muet-

teur en scène qu'il vénère, tout comme Grüber) manifeste une courtoisie impitoyable, qui ne tolère aucune défaillance. Une exigence maniaque du dernier mot, qui enveloppe la profondeur de la culture, le souci d'exactitude, la vérité de l'engagement, la prise de risques sans lesquels l'acteur, selon lui, doit être immédiatement renvoyé à l'étude. Sa politesse n'est en rien mondaine, mais exigence d'homme libre, incontrôlable, dévoré d'un orgueil inaltérable.

Mais d'où vient cette voix chantante ? « Mon oreille a entendu le russe que parlaient entre eux mes parents. Je ne me savais pas juif. Je n'étais jamais entré dans une synagogue. Et je suis profondément juif. J'ai une pensée juive. Cette conviction, par exemple, que la vie est un contrat qu'on passe à deux. Ça, c'est profondément juif. Etre juif, je l'ai vécu comme un opprobre au Chili. Ma voix vient d'ailleurs. Je parle dans les courbes d'Europe centrale, mélangées d'Amérique du Sud. »

Son accent donne du volume à la langue. Pas seulement en français (qu'il choisit à l'âge de vingt-cinq ans sur l'air du théâtre) ; pas seulement en espagnol, langue maternelle par défaut ; mais en anglais, en italien, en allemand ou en russe. Chanter juste les langues : une question de politesse encore.

### SCIENCE DU GESTE

Mais d'où viennent ces mains et ces bras ? Cette manière de les plier et de les déployer ? D'être né danseur. Et de l'avoir toujours été, en dépit d'une fracture du talon qui a anéanti l'espoir de n'être rien d'autre. Autre politesse que la danse, celle rendue au corps, dans une « espèce de science du geste ». Avec ces deux ames, sa voix et ses mains, Daniel Emilfork peut espérer anéantir la laideur. On ne s'étonnera pas qu'il ait ainsi passé sa vie à jouer, à défier sans cesse la trahison des masques. Il dit son combat à tenter de « faire apparaître ce que je crois être à l'intérieur de moi, en dehors de mon visage ». A s'imposer tel qu'en lui-même il se sent.

Ce n'est pas le cinéma qui a pu l'aider avec une quarantaine de « films pour-pour », comme il les appelle en silhouettant un tingué de l'index. A l'écran, son masque de « descendant de la reine de Saba et du roi Salomon » doit être celui d'un tueur. A Alain Robbe-Grillet, qui lui disait : « Vous ne pouvez jouer que des gangsters », Daniel Emilfork réplique : « Quand vos ancêtres grimpaient aux arbres, les miens étaient le Talmud. »

Il sera donc un faux policier dans *Trans-Europ-Express* et un vrai inspecteur dans *La Belle Captive*. On comparera utilement l'ordinaire de sa filmographie des années 50 - va-



Daniel Emilfork, interprète de « Comment te dire ».

lets, huissiers, majordomes - avec celui des années 70, où il incarne le diable, un génie (*Le Voleur de Bagdad*) et Saint-Just. Curieuse évolution d'un visage dans l'imagerie collective. Mais s'il appartient à l'histoire de la France, c'est grâce au feuilleton télévisé *Chéri Bibi* (1974), où il joue le Kanak. Un surnom qui lui restera.

Du cinéma, il ne retiendrait que Fellini. Dans *Casanova*, jugeant que la caméra du maestro est trop loin de lui, il tente d'imposer un large geste de danseur. Fellini lui demande de s'expliquer et répond en lui écrivant deux nouvelles scènes. « Je suis réputé être un homme difficile », souligne avec gouaille Daniel Emilfork. C'est mieux et c'est pire. A Wojciech Has, il oppose que son professeur Kober ne peut être qu'un alchimiste. Le metteur en scène polonais se soumet et bouleverse le décor. Pour le Sade qu'il interprète dans *Marat-Sade* à Bobigny, en 1989, il décide de jouer toute la pièce les yeux fermés. « Le metteur en scène était furieux. Le samedi, aurait-il dit, il a gagné la partie. »

Au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, il regarde son public en face. Fort du souvenir de sa femme (la comédienne Denise Péron), du soutien de sa fille (la metteuse en scène Stéphanie Lolk), de la présence de son « fils », Frédéric Leidgens, il détaille ses histoires, cousues à même le corps et ses blessures reçues au combat. « Je suis à la fin de ma vie et je dois affronter l'idée qu'un jour je ne serai plus là. » Il insiste et décrit le rituel mis en place. Le théâtre reste son seul maître. C'est pourquoi il a choisi de dialoguer devant lui avec la mort. C'est de lui et de lui autre qu'il attend une réponse à *Comment te dire*.

Jean-Louis Perrier

★ *Comment te dire*, de Frédéric Leidgens. Mise en scène par l'auteur. Avec Daniel Emilfork et Frédéric Leidgens.

Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis. Tél. : 01-49-13-70-00. Mardi à samedi à 20 h 30 ; dimanche à 16 heures. Durée : 1 h 30. 50 F. Jusqu'au 22 février.

### DÉPÊCHES

■ **ART** : une œuvre de Pierre Raymond, l'un des grands émailleurs limousins de la Renaissance, a été acquise par le Musée de l'évêché de Limoges. Il s'agit de *Janvier*, une assiette peinte, démontée d'une série de douze pièces sur les travaux des mois dont on connaît quatre autres épisodes, *Juin*, *Juillet*, *Août*, *Novembre*, au Los Angeles County Museum. Elle a été acquise à Anvers grâce au mécénat d'une banque régionale, le Crédit industriel de l'Ouest. Le Musée de l'évêché, pillé en 1981 (vingt-sept pièces d'orfèvrerie gothique emportées), s'est lancé depuis dans une politique d'acquisitions. Cinquante pièces en dix ans, du Moyen Âge à la création contemporaine, avec une collection unique d'émaux du XIX<sup>e</sup> siècle. (corresp.)

■ **MUSIQUE** : la musique américaine ne domine plus systématiquement le marché mondial. Les artistes non américains prennent une part croissante de leur marché national, en Europe et en Asie notamment, rapporte le *Billboard*, la « bible » de l'industrie phonographique. En 1996, les États-Unis et le Canada ont représenté 53 % du marché mondial du disque. « La compétition accrue des artistes locaux, notamment en Europe et en Asie, continue à grignoter la part du répertoire américain sur les marchés clés », commente le *Billboard*. Le journal note que les répertoires nationaux « sont à la hausse » et cite notamment comme exemple de cette évolution le succès actuel du ténor italien Andrea Bocelli, dont le disque *Romanza* s'est vendu à 6 millions d'exemplaires à travers le monde.

■ **ROCK** : le groupe américain The Presidents of the United States se sépare après deux albums, a annoncé Sony, sa maison de disques. Auteurs d'un rock énergique et loufoque, Chris Ballew (chant, basse), Dave Dexter (guitare) et Jason Finn (batterie) entendent mener des carrières individuelles. Le groupe s'est illustré en France avec sa reprise de *Ca plane pour moi*, la chanson de Plastic Bertrand.

## CONCERTS

théâtre des champs-élysées

orchestre des champs-élysées  
Philippa Herreweghe, dir.

schumann  
scènes de faust  
oratorio pour 8 solistes,  
chœur et orchestre

mercredi 11 février, 20h30  
info & location 01 49 52 50 50

cité de la musique  
musée, concerts,  
centre d'information

Barbara Hendricks  
Michael Tilson Thomas

New World Symphony  
Orchestra  
Barber, Debussy, Adams  
11 février - 20h

1 44 84 44 84

CHATELET  
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS

JEUDI 12 FÉVRIER 20H  
Esa-Pekka Salonen,  
direction  
Katarina Dalayman,  
soprano  
Alice Coots, mezzo-soprano  
London Sinfonietta voices  
Philharmonia Orchestra  
DEBUSSY, LIGETI, RAVEL

LOCATION 01 40 28 28 40

OPERA

Dimanche soir  
au  
Palais Garnier

Musique  
de chambre

Par les musiciens de  
l'Orchestre de l'Opéra  
Hindemith, Poulenc,  
Thaïs, Delerue,  
Berg, Bartók

15 février - 20h30

Palais Garnier  
des amis de la salle Gerson  
01 33 69 78 68

ORCHESTRE  
DE PARIS

Serge Pleyel - 20 h  
Mercredi 18, Jeudi 19 février  
Christoph von Dohnanyi

Haydn  
Symphonie n° 88  
Bartók  
Le Chatelet de Barbès-Bleu

80 à 90 F. Tél. 01 45 01 65 49

ensemble

18 février 20 h

Jolas  
Part  
Jarrell  
Stravinsky

Stella Doufexis soprano  
Kurt Aeschberger ténor  
Ludovic Tezier baryton  
Frederique Cambreling mezzo

CHATELET - INTERCOM-MUNIQUE

David Robertson

Châtelet  
01 40 28 28 40

RÉCITAL

Alfred  
BRENDL

Mardi 3 mars - 20 h 30  
Mozart - Haydn

PLEYEL : 01-45-61-53-00

LAUSANNE PHILHARMONIQUE

25 et 27 FÉVRIER - 20 h 30

POGORELICH

piano  
la 25 : Bach - Schumann - Chopin  
la 27 : Brahms - Rachmaninov - Prokofiev

2 et 5 MARS - 20 h 30

Montserret  
CABALLE

la 2 au bénéfice de l'Association  
des amis de la salle Gerson  
la 5 avec Montserret MARTI  
Tél. tél. : 01-45-53-05-07

## St'Art 98, une petite foire qui monte

### STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Il en a connu des vicissitudes, le Salon d'art contemporain de Strasbourg. La première édition, il y a quatre ans, était on ne peut plus hétéroclite, mêlant des galeries d'avant-garde et d'autres plus à leur place sur celle du Tertre. La seconde, reprise en main par l'ancien galeriste parisien Alain Lemaître, fut d'une meilleure tenue. La troisième a été victime d'un conflit entre la nouvelle société organisatrice, la Sofex (Société des foires-expositions de Strasbourg), et l'ancienne. Baptisée St'Art 98 et toujours placée sous la direction d'Alain Lemaître, la quatrième tentative semble être la bonne.

Disons tout de suite ce que cette foire n'est pas : on y trouvera peu de grands marchands internationaux, peu de grands maîtres (même si le Belge Guy Pieters a amené un Picasso dont il demande 7,5 millions de francs), peu d'avant-garde. Par contre, on y fera de réelles découvertes d'artistes et de galeries, qui uniformisent la logique des réseaux qui dominent le marché de l'art international tiennent à l'écart des foires consacrées. A Strasbourg, on trouve des œuvres pour moins de 3 000 francs.

Ce que résume Laurence Izern, de la galerie Protée : « Une foire sympathique, sans prix dérisoires, avec une modernité raisonnable... » Ce-la attire les amateurs, mais aussi les galeries :

ainsi Comme Caminade, qui depuis deux ans a ouvert à Paris, rue du Perche, un espace où se succèdent les premières expositions de jeunes artistes parmi les plus prometteurs du moment, comme Macle Labrousse ou Alberto Cont, un peintre abstrait qui ne fait pas dans la dentelle. On encore la galerie Henri Bussière, qui, bon an mal an, suit son bonhomme de chemin avec un noyau de fidèles : ses collectionneurs bien sûr, ses artistes aussi. Son stand est dévolu à la sculpture : les pierres branlantes de François Weil, sans doute un des meilleurs sculpteurs de sa génération, les totems d'Alfred Kremer, et les terribles et voluptueuses *Figures portées* d'Agnès Bracquemond.

### RENOUVER DES LIENS

Tant de constance paie, comme le confie le marchand : « Soyons réalistes, la Foire de Bâle est au-dessus de mes moyens. Ici, j'ai rencontré un public qui n'a rien de passif, et qui prend le temps de regarder les œuvres. Certains Allemands avec qui j'ai pris contact à Strasbourg passent désormais régulièrement à la galerie de Paris. »

La Foire de Strasbourg est un moyen de renouer des liens avec les galeries qui tentent de survivre en province, comme celle de Geneviève Mathieu, installée à Lyon, où elle poursuit une politique d'exposition courageuse. On

y découvrira aussi des galeries suisses, allemandes, autrichiennes, belges ou luxembourgeoises, peu coutumières des grands rendez-vous internationaux. On y rencontrera également des artistes intéressants, dans les sections les plus incongrues. Comme dans l'espace que la ville de Strasbourg a confié à l'ancien directeur du Frac Rhône-Alpes, Joël Benznakin, qui y montre des jeunes de la région.

Il y a également des endroits redoutables, comme ceux consacrés au verre contemporain, un des tics de cette foire. « Trop de verrerie », confiait l'un des marchands présents lorsqu'on lui demandait le défaut principal de l'endroit. Et pourtant, il n'est pas certain qu'une galerie « classique » eût pris le risque d'exposer Maté Negreanu, un Roumain installé en Sologne, dont les sculptures, mélange de bois, de verre et de plomb, sont d'une alchimie qui fait d'autant plus plaisir à voir qu'elle n'appartient qu'à lui. Rencontrer une œuvre affirmée et qui ne ressemble à rien de connu, c'est devenu chose bien rare aujourd'hui.

Harry Bellet

★ St'Art 98, Foire d'art contemporain de Strasbourg, Parc des Expositions. Tél. : 03-88-37-21-21. Jusqu'au 9 février de 11 heures à 19 heures. Entrée : 50 francs, catalogue : 100 francs.

## Le choix du quai Branly pour le Musée des arts premiers et ses conséquences

LE PRÉSIDENT de la République a fait part de sa « préférence » : le futur Musée de l'homme, des arts et des civilisations (MHAC) devrait s'installer au quai Branly (*Le Monde* du 6 février). Le choix de Jacques Chirac est toutefois subordonné à une « étude de faisabilité ». Celle-ci doit être remise à l'Elysée dans trois mois.

Le terrain destiné au MHAC est hérissé d'obstacles. Outre le problème de la construction des parkings (obligatoire), il y a celui des voisins, qui redoutent de perdre la vue dont ils disposent sur le fleuve et la colline de Chaillot. Déjà, ils avaient introduit une bataille de recours contre le Centre de conférences international, qui ne vit jamais le jour mais coûta quand même quelque 400 millions de francs aux contribuables. La Cour des comptes ayant épinglé le ministère des finances à ce sujet (*Le Monde* du 28 novembre 1997), Bercy répondit qu'il comptait bien revendre le terrain 2 milliards de francs. Or il faudra affecter la parcelle au MHAC. Mais à titre gra-

tuit. Ce qui est tout à fait possible. Comme il sera possible d'en revendre une partie pour la construction d'un hôtel, ce que permet le COS (coefficient d'occupation des sols) du quai Branly - 75 000 m<sup>2</sup> -, compte tenu d'un espace vert obligatoire de 7 500 m<sup>2</sup> et de la superficie du musée (35 000 m<sup>2</sup>).

### REDOUTABLE HÉRITAGE

Cette transaction pourrait ainsi financer une partie du nouveau bâtiment, dont le coût est officiellement évalué à 1 milliard de francs. A condition que la Ville de Paris abandonne la ses projets, c'est-à-dire des logements et une crèche. Ces obstacles ne sont pas insurmontables. Il faudra seulement veiller à ce que le grand geste architectural qui accompagnera vraisemblablement cette opération n'alourdisse pas l'enveloppe financière. Toutes ces difficultés étant aplanies, le MHAC devrait ouvrir ses portes vers 2004 ou 2005.

Mais qui palera l'addition ? Assurément les ministères de la culture et de l'éducation nationale,

contenus du nouveau-né. La proportion du financement sera sans doute l'objet de négociations serrées. Car, si personne ne conteste, Rue de Valois, la nécessité d'un tel établissement, on aurait préféré le loger dans un bâtiment déjà existant, donc moins cher.

Le ministre de la culture doit donc faire face, côté grands travaux, à un redoutable héritage. Celui-ci lui laisse peu de latitude pour imposer sa marque sur son ministère. Parmi les chantiers à plus de 200 millions de francs, il lui faut en effet achever ou commencer quantité d'opérations lancées par ses prédécesseurs : Grand Louvre, Institut national d'histoire de l'art, Grand Palais, hôpital Larrey et Jardins de Versailles, Centre d'archives de la V<sup>e</sup> République de Reims, Palais du cinéma, Centre d'architecture et du patrimoine de Chaillot, Centre Pompidou, immeuble des Bons-Enfants. Un total de plus de 6 milliards de francs à étaler sur quatre ou cinq ans. Par ailleurs, en dehors de Reims et de Versailles, ces travaux sont tous situés à l'intérieur du

boulevard périphérique : le fameux rééquilibrage Paris-banlieue et Paris-province promis par Catherine Trautmann au moment de sa nomination n'est pas pour demain.

Il faut remarquer enfin que le budget de la culture, déjà médiocre (15,4 milliards de francs) quand il n'est pas grevé de collectifs budgétaires en cours d'année, se trouve automatiquement plombé par la mécanique des institutions lourdes. Les quatre « mam-mouths » parisiens que sont la Bibliothèque nationale de France, le Louvre, l'Opéra et le Centre Pompidou, exigent 3 milliards de francs pour tourner chaque année. Avec quelques autres pachydermes, c'est plus d'un quart du budget de la Rue de Valois qui est ainsi assés. Certains réclament une nouvelle répartition des charges du ministère de la culture ou une augmentation significative de son budget, à la hauteur de ses responsabilités. Ils ont peu de chances d'être entendus en ces temps de vaches maigres.

Emmanuel de Roux

inventions perpétuelles  
chercheur à l'Institut





## Les inventions perpétuelles de David Byrne, chercheur à l'intacte curiosité

De passage au Bataclan, à Paris, le chanteur marie morceaux des Talking Heads et nouvelles sonorités

En tournée européenne, l'ex-leader des Talking Heads passait, dimanche 8 février, par le Bataclan, à Paris. David Byrne laisse une part impor-

tante aux morceaux de son ancien groupe, mais comme pour mieux souligner leur cohérence avec l'ingéniosité de ceux tirés de *Feelings*, son

récent album solo. Le chanteur marie, comme aux plus beaux jours, précision du *songwriting*, chaloupements sexy et trouvailles formelles.

AVANT D'ÊTRE une « tête parlante », l'ancien leader des Talking Heads s'est affirmé comme tête chercheuse. Preuve de la bonne forme de David Byrne, sa curiosité est demeurée insatiable. Dans ses créations comme dans son activité de producteur. Propriétaire du petit label Luaka Bop, il y publie les fruits de coups de cœur sans préjugé, ni frontière. Amoureux déclaré des musiques latines, il s'est aussi intéressé aux mélodies traditionnelles japonaises, comme aux enfants perdus de l'Amérique. Au cours de sa tournée européenne qui, dimanche 8 février, passait par Paris au Bataclan, David Byrne a choisi de présenter en première partie une de ses découvertes, Jim White, auteur il y a quelques mois d'un album, *Wrong-Eyed Jesus*, imbibé de mauvais alcool.

Ce jeune homme dégingandé, coiffé d'une Stetson, armé d'une vieille guitare et de deux acolytes (batterie et pedal steel), mime les détraquements d'un Sud faulx, les malédiction de la consanguinité et du whisky frelaté. Le maniérisme de son accent péquenaud tend un peu trop vers le pastiche, mais la rusticité inspirée de ce country-folk enfante aussi de grandes chansons.

Le contraste est saisissant entre le cow-boy grisâtre qui sort de scène et son parrain qui déboule en costume vert pomme. L'ampleur excentrique de la tenue nous ramène au début des années 80, quand Jonathan Demme filmait l'apogée des Talking Heads dans *Stop Making Sense*. Le concert s'ouvre d'ailleurs sur un des titres mythiques du groupe new-yorkais, *Once In A Lifetime*, hymne cyberfunk tribal à la paranoïa citadine.

Libre de ses gestes grâce au miroir HF monté au coin de sa bouche, David Byrne s'agit tel un automate dégingandé par Jim Carrey. Certains mettront sur le compte de la nostalgie la part laissée au répertoire de son ancien groupe. On préférera souligner la cohérence entre ces vieux morceaux et l'ingéniosité de ceux tirés de *Feelings*, son récent album solo. On constatera aussi la modernité préservée des premières inventions de David Byrne. Bien avant les apôtres actuels des nouvelles technologies, il enfonça en pionnier bien des barrières musicales. A la fin des années 70, les Talking Heads convièrent d'abord la transe africaine aux rites psychotiques de la new wave new-yorkaise. Des al-

buns comme *Fear Of Music* (1979), *Remain In Light* (1980) ou *My Life In The Bush Of Ghosts* (1980), enregistrés en duo avec Brian Eno, transportaient le rock dans une autre galaxie, élaborant les concepts de « sono mondiale » et d'échantillonnage.

Après des premières tentatives solos marquées par une déclinisme un peu scolaire des rythmes latins, David Byrne a de nouveau embrassé un ensemble éclectique de musiques. *Feelings* marie, comme aux plus beaux jours, précision du *songwriting*, chaloupements sexy et trouvailles formelles. Chanson gracieuse d'un écrivain minimaliste. *A Soft Seduction* n'est qu'un intermède dans un show d'abord festif et dansant. A quarante-sept ans, Byrne assure ce marathon comme un jeune homme.

SENSUALITÉ PARADOXALE Entouré d'une formation resserée – un bassiste rasta, un batteur également adepte des machines, un clavier officiant aussi à la pedal steel et une très remuante choriste –, le chanteur-guitariste fait jaillir mille étincelles de sa sensualité paradoxale. Depuis toujours, ce musicien au physique d'intellectuel des campus – autant amoureux de

musiques noires que d'art conceptuel – cherche le groove qui assourdit son éternelle raideur.

Après le costume rose et un ensemble turquois, David Byrne finit le concert en kit, et les morceaux s'embrassent alors avec l'énergie d'une gigue écossaise. On se dépense sans compter, en trouvant le moyen de ménager quelques morceaux de bravoure. *Take Me To The River*, célébration amoureuse et mystique, composée à l'origine par Al Green, est d'une intensité sudatoire. *Road To Nowhere* enfle en une course aussi haletante que mélancolique. De triomphants rappels poussent l'ancien Talking Head dans les bras de la génération électronique (on trouve en tirage limité une compilation – intitulée *The Visible Man* – de titres remixés, entre autres, par DJ Food, Mark Saunders, Ruby.). Déguisé en écorché vif, il accouche d'un *Psychokiller* électrolytiquement robotique. Tout feu, tout flamme, il renoue les incantations africaines de *Zimba* en version bouse. Avant de reprendre, en final, le tube charnel d'une jeune rappeuse, Missy Elliott, *Sock It 2 Me*, transformé en glissement reptilien.

Stéphane Davet

## Akiko Ebi domine somptueusement son piano

RÉCITAL DEBUSSY, CHOPIN, LISZT, RACHMANINOV, par Akiko Ebi (piano). Salle Gaveau, le 6 février.

Née au Japon, formée au Conservatoire de Paris dans la classe d'Aldo Ciccolini, Akiko Ebi s'est ensuite perfectionnée chez Viado Penninger, Nikita Magaloff, György Sebök, Louis Kemmer, Colette Zerah et Conrad Hansen. Arthur Schnitzler était de ses admirateurs ; Martha Argerich en est aussi. La pianiste argentine avait fait une halte à Paris pour assister à ce récital. A son issue, sa mine réjouie faisait plaisir à voir.

Avec les années, Akiko Ebi a acquis une liberté dans sa relation avec l'instrument. Une technique pourtant accomplie ne l'avait pas toujours laissé soupçonner quand elle avait magistralement interprété, il y a quelques années, les *Vingt-Quatre Études* de Chopin – un exploit musical et technique. Totale maîtrise d'elle-même, Ebi se lance dans *Pour le piano* de Debussy, qu'elle joue avec une liberté, une variété de nuances dynamiques, des couleurs fondues qui collent idéalement aux quatre préludes qui suivent.

Arrivent trois études de Chopin et la *Ballade en sol mineur*. Là, c'est la prise de conscience soudaine que l'on n'écoute pas une excellente pianiste, mais un grand pianiste. Piano somptueusement dominé non comme un but en soi, mais de façon à recréer ces poèmes musicaux sans aucune entrave matérielle, avec cette imagination sonore dont les grands maîtres du passé détenaient le secret. Un secret qui resurgit de loin en loin chez leurs successeurs.

En seconde partie, Akiko Ebi jouait les *Six Moments Musicaux* op. 16 de Rachmaninov. Six improvisations apparentement jetées sur le papier, mais qui rappellent que le Russe était un compositeur raffiné, imaginaire et bien plus de son époque qu'on ne le dit. Sonorité de bronze, volées de cloches, climat nostalgique, puissance incantatoire, sérénité, ses six pièces passent, projetées, recrées par une artiste et sa connaissance superlative des ressources de l'instrument. Akiko Ebi donnera trois bis dont *Widmung*, un lied de Schumann transcrit pour piano seul par Liszt. La pianiste y aura attaché à cette extase poétique que seuls les grands artistes savent faire partager à la foule.

Alain Lompech

**La vie en face**  
Chaque mardi à 20.45

**L'étoile filante**

La naissance de la Classe A.

**Mardi 10 février à 20.45**  
De la première esquisse au test final. 4 années de reportage inédit sur la genèse de la Classe A.

**La vie en face**  
chaque mardi à 20.45.  
un documentaire sur nos sociétés européennes.  
filme du côté des gens, au plus près du réel.

**arte**  
3615 ARTE (1,29F/mn)  
http://www.arte-tv.com

## SORTIR

### PARIS

**Skylight**  
Skylight signifie littéralement une lucarne, une verrière. Mais l'auteur anglais David Hare ayant omis l'article « the », le titre peut également suggérer ce qu'on voit à travers cette lucarne, c'est-à-dire la lumière du ciel. Mise en scène par Bernard Murat, adaptée par Louis-Charles Sirjacq et interprétée par Zabou, Patrick Chesnais et Roméo Escale, cette pièce est une histoire d'amour sur fond de fracture sociale.

Goût-Montparnasse, 26, rue de la Galté, Paris-14. M. Edgar-Quinet. A partir du 9 février. Du lundi au vendredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 17 heures et 20 h 30. Tél. : 01-42-22-16-18. De 120 F à 240 F. Jusqu'au 30 juin.

**Vincent Dunoyer**  
Un de nos danseurs préférés. Eblouissant chez Keersmaekers, remarquable partout ailleurs. L'interprète par excellence. Il est celui qui inspire. Aujourd'hui âgé de trente-cinq ans, il vient défendre des solos qu'il ont imaginés pour lui Anne Teresa De Keersmaeker, Steve Paxton et le collectif de théâtre américain Wooster, méconnu en France. A voir, c'est sûr !  
Wooster Group : *Dances with TV and Mick*. Anne Teresa De Keersmaeker : *Solo pour Vincent*. Keersmaeker : *Carbon*.  
Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris-18. M. Abbesses. Les 9 et 10, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

**The Pastels, Kid Loco**  
Avec autant de constance que de modestie, Steven Pastel écrit, depuis près de quinze ans, des chansons émotives nimbées de brume électrique. Militant d'une *noisy pop* ennemie du spectaculaire, il a formé de nombreux disciples (Belle and Sebastian) sans jamais connaître (ni rechercher) le succès grand public. En première partie, Kid Loco, un des DJ-alchimistes français les plus inventifs, bénéficiant d'une cote grandissante à l'étranger.  
La Boule noire (salle Valencia-la Cigale), 116, boulevard Rochechouart, Paris-18. M. Pigalle. Le 9, à 19 heures. Tél. : 01-49-25-89-99. 80 F et 90 F.

### PAYS DE LOIRE ET CENTRE

**Festival du « Club des cinq »**  
Ce « Club des cinq » est constitué du Centre chorégraphique national d'Angers qui présentera surtout des solos et duos, des scènes nationales de Blois, de La Roche-sur-Yon et de Saint-Nazaire, ainsi que de l'Espace culturel de Saint-Herblain. 35 spectacles, dont 5 créations, de 31 chorégraphes sont programmés, parmi lesquels Josef Nadj, Claude Brumachon et son danseur Benjamin Lamarque, le tandem Fontouil-Lamoureux, Stéphane Aubin, Elsa Woillaston ou Sidonie Rochon.  
CNDC l'Esquisse, 42, boulevard Henri Armand, 49000 Angers. Tél. : 02-41-24-12-12. Du 9 au 28 février.

**HOLOCAUSTE**

Charles Reznikoff  
Claude Regy  
Yann Boudaud

15 janvier / 1 mars

Tarif Holocauste 110F - 55F tout public moins de 30 ans

Théâtre National de la Colline 01 44 62 52 52

## GUIDE

### FILMS NOUVEAUX

**Amnésia**  
Dessin animé de Don Bluth et Gary Goldman (USA, 1 h 25).  
Le Bar des amants  
Film de Bruno Romy (France, 1 h 30), avec Jacques Luyet, Emmanuelle Vriens, Pascaline Hébert.  
Go for Gold !  
Film de Lucien Segura (Allemagne-Espagne-France, 1 h 40), avec Lars Rudolph, Sadi Taghmaoui, Maria de Medeiros.  
Hottière, la dernière Odyssée  
Film de Fabio Carpi (France, 1 h 40), avec Claude Rich, Valeria Cavalli, Grégoire Colin.  
Intolerance Days  
Cinq courts métrages de Philippe Vuille, Daniel Gili, Daniel Jéquier, Rémy Gioriano, Denis Rabaglia, Michel Hassan, Serge Elstein, Pepe Danquart et Anthony Souter (France-Italie-Belgique-Allemagne, 1 h 15).  
Mad City  
Film de Costa-Gavras (USA, 1 h 53), avec Dustin Hoffman, John Travolta.  
Ménages d'innocence  
Théâtre maghrébin  
Documentaires de Yamina Benguigui, (France, 2 h 40).  
Mère et fils  
Film d'Alexandre Sokourov (Russie-Allemagne, 1 h 13), avec Gudrun Geyer, Alexei Ananichov.  
Mortal Combat, destruction finale  
Film de John R. Leonetti (USA, 1 h 30), avec Robin Shou, Taliesin Soto, Sandra Hess, Ossos.  
Film de Pedro Costa (France-Portugal-Danemark, 1 h 33), avec Vanda Duarte, Nuno Vaz, Maria Lúcia.

**RÉSERVATIONS**  
Bernard Lavilliers  
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9. M. Olympia. Du 10 au 14 février, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 190 F à 270 F.  
Morphine  
de Mikhail Boulgakov, mise en scène de Patrick Sommer, avec Yann Collette et Igor Tcherniavitch.  
MC 93, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Du 24 février au 22 mars. Tél. : 01-41-50-72-72. De 60 F à 140 F.

**DERNIERS JOURS**  
11 février :  
Jaume Plensa  
Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, Paris 3. M. Rambuteau. Tél. : 01-42-73-14-10. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche.

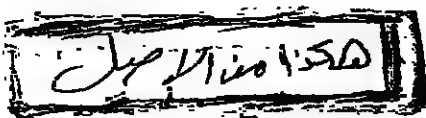
14 février :  
Le Village d'Orphée  
d'Olivier Py, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Damien Barbin, Irina Delle, Michel Fau, Christine Fersen, Elisabeth Mazze, Redjep Mitrovitsa, Guillaume Rannou...  
Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo Picasso, 92 Nanterre. RER Nanterre-Préfecture. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-45-14-70-00. De 80 F à 140 F.

14 février :  
Néerland  
de Jacques Sereno, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Michel Bompoll, Jean-Claude Lagay, Océane Mozes et Christine Tual.  
Théâtre ouvert-Jardin d'Or, 4 bis, rue Verron, Paris 18. M. Blanche. Du mardi au vendredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 16 heures et 20 h 30. Tél. : 01-42-52-59-49. De 50 F à 100 F.

**TROUVER SON FILM**  
Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (223 Fmn).

**ENTRÉES IMMÉDIATES**  
Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.  
Véronique Dietschy (soprano)  
Emmanuel Stroesser (piano)  
Mélodies françaises.  
Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8. M. Miromesnil. Le 9, à 20 h 30. Tél. : 01-49-53-05-07. De 115 F à 300 F.  
Alban Gasparard (violin)  
Jean-Etienne Bayouss (piano)  
Jancsek : *Contra*, *Presto pour violoncelle et piano*. Webern : *Mouvement de sonate*. Petites pièces op. 11. Kodaly : *Sonate pour violoncelle et piano* op. 4. Debussy : *Sonate pour violoncelle et piano*.  
Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris





32

## KIOSQUE

LE MONDE / MARDI 10 FÉVRIER 1998

## EN VUE

■ Jeudi 5 février, à Braga, à l'inauguration d'une exposition, « Portugal, la saveur de la terre », un citoyen mecontent a frappé Antonio Costa, ministre des affaires parlementaires, à coups de morue.

■ Après avoir massivement distribué des masques à gaz à la population israélienne, redoutant une attaque de l'Irak, la défense passive, en rupture de stock, ne peut plus fournir les touristes qui en réclament pour visiter le pays.

■ Les démineurs chargés de désamorcer les trois millions de mines enfouies dans les terrains à l'ouest de la Croatie depuis le conflit de 1991, ont détruit au passage, vendredi 6 février, un obus de 110 kilos datant de la guerre de 14-18.

■ Onze mille cinq cents soldats ou anciens soldats sours ou durs d'oreille ont déposé des plaintes contre l'armée irlandaise, qui n'assure pas la protection des conduits auditifs pendant les exercices de tir. Le général Gerry McMahon, chef d'état-major, juge qu'à peine un tiers des recours - 4 000 environ - sont justifiés.

■ Sous la pression des organisations humanitaires, les autorités thaïlandaises ont fermé aux visiteurs le zoo de Mae Hong Son, où des gardiens armés faisaient danser les femmes girafes.

■ Vendredi 6 février, Eugene Granat, propriétaire du parc animalier du Pembrokeshire, en Grande-Bretagne, a perdu le contrôle de son véhicule en emmenant chez le vétérinaire son crocodile, souffrant, sur la banquette arrière, d'un phlébotomie. Eugene et Scipio sont indemnes.

■ Le tribunal de Phuket, en Thaïlande, a condamné à quinze ans de prison pour zoophilie Kim Lee Chong, surpris, tout nu, louché sur des caisses empilées, derrière une étagère, la réincarnation de Wey, sa femme.

■ Les censeurs indiens ont coupé les scènes érotiques du film de Mira Nair, *Kamasutra*. Le réalisateur s'afflige : « A présent, c'est un oiseau sans ailes ».

■ Un habitant de Pforzheim en Allemagne, qui n'avait guère apprécié, il y a cinq ans, qu'un bloc d'urine congelée échappé d'un avion tombe sur sa maison, a trouvé dégoûtant, samedi 7 février, le deuxième bloc, largué par insouciance, au même endroit, sur son toit.

Christian Colombani

L'ÉTÉ AUSTRAL s'annonce des plus rudes pour l'image de marque d'Electricité de France (EDF) au Brésil. Opératrice du consortium international qui a assumé, à la faveur de la privatisation survenue en mai 1996, le contrôle de Light, la principale compagnie électrique de l'état de Rio, la firme française est, depuis trois semaines, la cible de critiques de plus en plus acerbes de la part de la presse carioca. Les incessantes coupures de courant, qui n'épargnent aucun quartier de Rio, sèment en effet la colère parmi une population aux prises avec une vague de chaleur

particulièrement éprouvante, que les météorologues imputent au phénomène climatique dénommé El Niño.

Abonné aux déclarations tonitrueuses, le ministre des télécommunications, Sergio Motta, a récemment affirmé que Light était « une honte pour le programme de privatisation brésilien ». Les médias lui font quotidiennement écho en rapportant, à longueur de colonnes, des témoignages de consommateurs exaspérés par les défaillances de la compagnie. Il y a quelques jours, *O Dia*, le grand quotidien populaire de la ville, re-



latait une prise en otage d'une équipe de manutentionnaires de Light, réquisitionnés de force par des habitants d'un quartier de

banlieue afin de remplacer un transformateur hors d'usage. Un autre article évoquait les pertes subies par les restaurateurs et les commerçants de denrées périssables. Parallèle accablant : le correspondant du journal à Paris, Marcelo Torres, informait par ailleurs les lecteurs cariocas qu'EDF fournissait en France « un service de première qualité ».

Le surlendemain, *O Globo* publiait les conclusions d'une étude de l'Agence indépendante de contrôle des services publics (organisation non gouvernementale) attribuant les coupures à répétition

au licenciement de quatre mille employés (sur onze mille) qui a suivi la privatisation. Le quotidien relevait, d'autre part, en se basant sur les projections d'une banque d'affaires locale, que Light devait dégager, en 1997, un profit net de 272 millions de dollars (1,63 milliard de francs). « EDF devrait faire un test : tenter de convaincre les consommateurs français que, du fait du grand nombre d'appareils de chauffage branchés en cette période de l'année, la distribution d'électricité souffrira d'interruptions toutes les nuits. Si les Français acceptent cette excuse et supportent le froid et l'obscurité, alors l'entreprise pourra poursuivre la politique de communication qu'elle a adoptée à Rio », écrivait, mercredi 4 février, Miriam Leitao, chroniqueuse économique d'*O Globo*.

Deux jours plus tard, la direction de la compagnie réagissait en s'offrant, dans tous les journaux de Rio, une double page de publicité agrémentée d'une énorme manchette un brin provocatrice : « Vous savez qui est le moins satisfait de Light ? C'est Light ». A l'aide de quatre graphiques commentés, la compagnie tente de démontrer que la canicule et l'augmentation brutale de la consommation d'énergie qui en découle sont à l'origine de tous ses maux. Elle promet également d'investir, d'ici à l'an 2000, 900 millions de reais (5 milliards de francs) dans l'amélioration de ses installations.

Jean-Jacques Sévilla

## Coupures répétées d'électricité à Rio de Janeiro

Les journaux de la grande ville brésilienne dénoncent les défaillances de la principale compagnie distributrice, Light, privatisée en 1996 et contrôlée par Electricité de France

## DANS LA PRESSE

## EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Dans la conscience des régions et des provinces comme dans celle des nations et des peuples, il y a des symboles tragiques qui, parfois, deviennent des moments de rupture. C'est sans doute ce qui vient de se produire en Corse avec l'assassinat impardonnable du préfet Claude Erignac. Pour la première fois dans l'histoire des Républiques françaises, un préfet a été tué dans l'exercice de ses fonctions. De même qu'en Sicile l'assassinat du général Della Chiesa avait bouleversé le climat et suscité une réaction salutaire et massive, de même en Corse, le sacrifice de Claude Erignac sera peut-être le meurtre de trop, provoquant la prise de conscience nécessaire.

## LIBÉRATION

Gérard Dupuy

■ S'il avait suffi de l'incarcération de quelques dirigeants nationalistes pour régler le problème corse, il y a belle lurette que ce problème ne se poserait plus. Les activités illégales des clandestins liés aux diverses filières nationalistes n'ont en effet jamais constitué qu'une partie des dérégllements qui maintiennent l'île à l'écart d'une vie civique et économique normale. La délinquance « politique » est à replacer dans toute une marque-terre de petites combines et des grand banditisme qui fait que le constat « il n'y a pas d'état de droit en Corse » est devenu banal. Il est aujourd'hui évident qu'une politique cohérente en Corse doit commencer par le rétablissement (voire l'instauration) d'un tel état de droit.

## THE ECONOMIST

■ Comme il était prévisible, et comme le jour vient après la nuit, deux semaines de folie ont été suivies en Amérique par un examen de conscience. Bien que les questions de fond concernant la conduite de Bill Clinton demeurent tout aussi pertinentes que précédemment, la presse et le public les ont mises de côté. Cette semaine, le personnage immortel et sans contrôle n'est pas le président, mais le procureur, dont les investigations semblent maintenant porter librement sur tous les aspects de la vie de M. Clinton. Est-ce que Kenneth Starr, le procureur indépendant, est vraiment allé trop loin ? Faut-il modifier le statut de sa charge ? Les réponses sont non, et oui. Non, M. Starr n'est pas hors de contrôle. Mais sa charge elle-même a besoin d'être réformée. A la fois le temps et

l'argent alloués au procureur devraient être limités, et augmentés seulement s'il parvient à bâtir une accusation convaincante. Ses attributions ne devraient pas être limitées. Et surtout, on ne devrait faire appel à lui que rarement.

## THE TIMES

■ Au cours de la première moitié de ce siècle, les deux dirigeants politiques conservateurs les plus marquants ont été des hommes si peu typiques de leur parti qu'ils l'ont stupéfié, Joseph Chamberlain et Winston Churchill. Dans la seconde moitié, leurs équivalents ont été Margaret Thatcher et Enoch Powell. M<sup>me</sup> Thatcher, comme Churchill, a dirigé le parti conservateur et lui a réappris ce que commander voulait dire. Enoch Powell, comme Chamberlain, était destiné à ne jamais commander.

## www.section-recherches.archimedia.fr

Un gendarme bordelais se sert du Net pour identifier des corps ou retrouver des disparus

PROFIL GAUCHE, profil droit, face : les photos du visage tuméfié d'un mort s'affichent à l'écran. En dessous, une brève légende : « Réf. 1. Le 11 juin 1996, sur une rive de la Garonne, le gendarme de Ponsac découvre le cadavre d'un homme tué par balle. A ce jour il n'a pas été identifié. » Pour obtenir un agrandissement, il suffit de cliquer sur l'image. Plus bas, un signallement complet est disponible : « Race blanche, 25 à 35 ans, 1,80 mètre, athlétique, cheveux bruns, yeux marrons. Signes particuliers : deux tatouages. » Vient ensuite la formule d'attente et le « vestiaire », et enfin la phrase rituelle : « Toute personne ayant des renseignements à fournir doit contacter la gendarmerie... »

Ce site est l'œuvre de l'adjudant de gendarmerie Edouard Grünwald, de la section recherches de Bordeaux. Depuis un an, il place sur Internet des documents susceptibles d'aider à l'identification de corps découverts dans la région. L'initiative a été prise en commun avec le juge Joël Mocaer, qui a ob-



tenue de la Chancellerie des fonds pour l'hébergement du site sur un serveur privé. Les pages sont traduites en anglais, allemand et espagnol. Précision utile : contrairement au FBI, les gendarmes bordelais n'offrent pas de prime aux internautes détectives. « Pourtant, ça

marque », se félicite l'adjudant Grünwald, « on approche des 80 000 connexions. Je ne sais pas combien de courriers électroniques nous avons reçus, mais nous n'avons pas de réponse à des gens qui nous informent sur des sites pédophiles, des disparitions... »

Les échanges avec des internautes ont fait avancer l'enquête sur la « référence 1 » : « On nous a indiqué que beaucoup de marins turcs portaient ce type de tatouages. Grâce à ces informations, nous avons procédé à des arrestations. » Désormais, le site affiche aussi des renseignements sur des personnes disparues, comme Emmanuel, 29 ans, qui n'est jamais rentré d'un voyage en Grande-Bretagne en 1995.

Peu à peu, les usages se diversifient : les gendarmes ont lancé sur le Web un appel à témoins concernant la vie passée de Christophe Khatchadourian, récemment arrêté pour de meurtre d'une fillette. Le but est de faire des rapprochements éventuels avec des disparitions d'enfants non élucidées. D'autres cas vont suivre, annonce M. Grünwald, pour qui Internet est aussi un outil relationnel, « un moyen sympathique de faire découvrir la gendarmerie ». Il se déclare prêt à accueillir des affaires proposées par des collègues français ou européens.

Solveig Godeluck

## SUR LA TOILE

## DROIT DU TRAVAIL

■ Les Editions législatives ont ouvert un site Internet gratuit, dit « de découverte », à l'intention du grand public. Il propose notamment, en téléchargement, le texte intégral du bulletin *Spécial Chiffres* du dictionnaire permanent social, qui fournit l'ensemble des chiffres et barèmes applicables en matière de droit du travail et de protection sociale. - (AFP) [www.editions-legislatives.fr](http://www.editions-legislatives.fr)

## PROTESTATION AU PORTUGAL

■ Pour continuer leur campagne de protestation contre un projet du ministère de l'éducation, les élèves d'une école secondaire de Pombal (centre du Portugal) ont décidé d'abandonner les manifestations de rue et de porter leur combat sur Internet. Leur stratégie consiste à envoyer des milliers de messages dans les boîtes aux lettres électroniques des délégations régionales de l'institut portugais de la jeunesse, provoquant ainsi des embouteillages de plus en plus importants. Les élèves protestent contre les nouveaux projets de discipline, d'autonomie et de gestion des écoles qui ignorent les associations estudiantines. - (AFP)

## Abonnez vous au Monde

Recevez Le Monde chez vous et profitez d'une offre spéciale :

48 numéros GRATUITS

Faites vos comptes :

Vous achetez Le Monde

chaque jour 7,50,

soit au bout d'un an : 2 340.

Avec l'abonnement vous ne

payez que 1 980, soit :

• une économie de 360,

• un prix au numéro de 6,34.

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 1 AN - 1 980 F ☐ 3 MOIS - 562 F

au lieu de 2 340 F au lieu de 585 F

\* Prix de vente au numéro - (Taux en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement, soit :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité

Signature :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

TARIFS HORS FRANCE

Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Suisse

Autres pays de l'Union européenne

USA - CANADA

1 AN 2 190 F 2 930 F

3 mois 562 F 790 F

Offre valable jusqu'au 31/12/98.

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Enfin à recevoir gratuitement de votre règlement à :

LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 93046 Châtigny Cedex

## Une énigme archéologique

par Alain Rollat

IL EXISTE en Éthiopie, au fond de la vallée du Rift, à la charnière entre l'Égypte et l'Afrique centrale, d'incroyables vestiges d'une civilisation mystérieuse. Ils ont été découverts, dans les années 80, par deux archéologues français dont les noms, Azais et Chambard, ne sont pas encore passés à la postérité, mais sont vite retombés dans l'oubli à cause des guerres qui ont ensuivi, depuis la conquête coloniale ratée par Mussolini (1935), isolé cette région du monde. Il a fallu attendre samedi soir pour en voir, sur Arte, les premières images à la télévision française grâce à un passionnant documentaire réalisé en 1997 par un amateur d'énigmes, Patrice Cazes. Qu'il ait fallu près de cent ans et la curiosité d'un voyageur solitaire pour que l'existence d'un tel trésor préhistorique soit portée à la connaissance du grand public démontre que même Internet n'est pas à l'abri de mégara-

tes. Imaginez les alignements de Carnac à la puissance mille. Là-bas, au pays des Boranans et des Konso, sur les collines qui ourdent les lacs de cette matrice géographique qui unit les rivages désertiques de la mer Rouge aux savanes du Kenya, et qui est l'un des berceaux de l'humanité, les pierres mégalithiques s'alignent par milliers.

Il y en a partout. Certaines de ces stèles, qui atteignent jusqu'à six mètres de haut, gisent dans les herbes ; d'autres sont à moitié décelées ; mais il en reste assez debout pour qu'on ne puisse douter, au spectacle d'un gisement aussi fabuleux, d'avoir retrouvé les restes d'une culture morte. Tous ces mégalithes polis, arrondis au sommet, parfois ornés de gravures géométriques, semblent avoir été dédiés à un culte phallique. Mais nul n'est capable de dire qui les a érigés, encore moins quelle était

leur fonction, sans doute funéraire. Ces stèles font surtout penser aux obélisques de l'Égypte antique. Détail saisissant, chez les Boranans, tout dépositaire du pouvoir temporel détient un sceptre en tout point identique, par son pied fourchu et la sculpture de son pommeau, au sceptre pharaonique dont la représentation orne les temples de la vallée du Nil. Tout porte donc à croire que cette civilisation disparue n'était autre que celle du légendaire pays de Pount où l'Égypte situait son propre berceau. Mais, ce samedi soir, étrangement, ce site archéologique, habité aujourd'hui par des bergers, rappelle aussi, toutes proportions gardées, celui de Fillosa, au sud d'Aljaccio. L'actualité forçait à se demander si ce reportage d'Arte ne contenait pas un message prémonitoire : le destin de la Corse est peut-être de finir dans un oubli éthiopien.



## FILMS DE LA SOIRÉE

- 18.30 **Certains l'aiment chaud** ■ ■ ■  
De Billy Wilder (États-Unis, 1959, N, 120 min). Ciné Cinéma
- 18.30 **Cadavres exquis** ■ ■ ■  
De Francesco Rosi (Italie, 1975, 120 min). Ciné Cinéma
- 20.05 **Quix Show** ■ ■ ■  
De Robert Radford (États-Unis, 1994, 140 min). TSR
- 20.30 **Le Cheik blanc** ■ ■ ■  
De Federico Fellini (Italie, 1952, N, 90 min). Ciné Cinéma
- 20.30 **Mé-fugue au raïs** ■ ■ ■  
De Fernando Colomo (Espagne, 1994, 100 min). Ciné Cinéma
- 20.35 **Buffalo Bill** ■ ■ ■  
De William A. Wellman (États-Unis, 1944, 90 min). Disney Channel
- 20.35 **Monsieur Klein** ■ ■ ■  
De Joseph Losey (France, 1976, 125 min). TMC
- 20.45 **Le Plus Bel Age** ■ ■ ■  
De Didier Haudepin (France, 1994, 80 min). Arte
- 20.45 **Un jour à New York** ■ ■ ■  
De Stanley Donen et Gene Kelly (EU, 1949, 95 min). France Supersport
- 20.50 **Priscilla, folle du désert** ■ ■ ■  
O De Stephen Elliot (Australie, 1995, 115 min). M 6

- 21.00 **Le Parrain 3** ■ ■ ■  
O De Francis Ford Coppola (États-Unis, 1990, 160 min). France 3
- 21.00 **Tucker** ■ ■ ■  
De Francis Ford Coppola (États-Unis, 1988, 115 min). Paris Première
- 22.00 **Le Monstre de minuit** ■ ■ ■  
De Wallace Fox (États-Unis, 1942, N, 65 min). Ciné Cinéma
- 22.10 **Lancelot chevalier de la robe** ■ ■ ■  
De Cornet Wilde (Grande-Bretagne, 1963, 120 min). Ciné Cinéma
- 22.15 **Sogni d'oro** ■ ■ ■  
De Nanni Moretti (Italie, 1981, v.o., 104 min). Canal +
- 22.15 **Noublie pas que tu vas mourir** ■ ■ ■  
De Xavier Beauvois (France, 1995, 120 min). Canal +
- 22.20 **Les Contes de la nuit noire** ■ ■ ■  
De J. Harrison (EU, 1990, 95 min). RTL 9
- 22.25 **Easy Rider** ■ ■ ■  
De Dennis Hopper (États-Unis, 1969, 95 min). Canal Jimmy
- 22.40 **Rien à perdre** ■ ■ ■  
De C. Siskel (EU, 1988, 110 min). TMC
- 22.55 **Jardins de pierre** ■ ■ ■  
De Francis Ford Coppola (États-Unis, 1987, 110 min). Paris Première

- 23.00 **Les Misérables** ■ ■ ■  
De Raymond Bernard (1937) (France, 1937, N, 90 min). Histoire
- 23.05 **Les Partisanes** ■ ■ ■  
De Marc Allégret, Claude Barma, Michel Bérault et Jacques Poitrenaud (France - Italie, 1962, N, 100 min). Ciné Cinéma
- 23.55 **L'Armoire volante** ■ ■ ■  
De Carlo Rim (France, 1948, N, 95 min). RTL 9
- 0.10 **Paysage dans le brouillard** ■ ■ ■  
De Theo Angelopoulos (France - Grèce, 1988, 125 min). Ciné Cinéma
- 0.15 **Sans mobile apparent** ■ ■ ■  
De Philippe Labro (France, 1971, 100 min). France 3
- 0.20 **Pour rire !** ■ ■ ■  
De Lucas Bevaux (France, 1996, 100 min). Canal +
- 0.45 **Halafoutine** ■ ■ ■  
L'enfant des terrasses ■ ■ ■  
De Farid Boughedir (Tunisie, 1990, 95 min). Arte
- 0.45 **Le Mystère de San Paolo** ■ ■ ■  
De Joseph M. Newman (Grande-Bretagne, 1951, N, v.o., 80 min). Ciné Cinéma

## NOTRE CHOIX

● **20.30 Ciné Cinéma**  
**Le Cheik blanc**  
Une provinciale romanesque en voyage de noces à Rome perd ses illusions sur un héros de roman-photo, le Cheik blanc, acteur minable et veule, tandis que son mari la cherche partout. Pour la première fois réalisateur à part entière, Fellini démystifie la sous-culture de la presse du cœur et l'aliénation de sa clientèle féminine. Satire acerbe, personnages dérisoires, esquisse du futur univers fellinien. - J. S.

● **20.35 TMC**  
**Monsieur Klein**  
A Paris, en 1942, un trafiquant d'origine alsacienne est pris pour son homonyme, un juif dont il doit endosser la personnalité. Le film de Joseph Losey reconstitue l'atmosphère de la France occupée, contaminée par le nazisme et les lois raciales du gouvernement de Vichy. Il donne à la persécution et à l'élimination des juifs une résonance kafkaïenne. Superbe travail esthétique, interprétation magistrale d'Alain Delon. - J. S.

● **20.55 France 2**  
**Le Balser sous la cloche**  
Voilà un curieux film décalé. En 1962, dans les Pyrénées, Joseph, fils unique de la dévote Angèle, se destine à la prêtrise. Alors que sa mère le voit déjà pape, le père déplore ce choix. La rude vie du petit séminaire, les copains, les découvertes des filles et les longues discussions avec une jeune novice lui ouvrent les yeux sur les incertitudes de sa vocation. Les images sont belles et Angela Molina est parfaite en mère abusive. Un regard intéressant sur un monde aujourd'hui disparu. Et sans doute un flop au petit jeu de l'Audimat. - A. Cr.

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

**TF1**  
19.00 **Le Bigall**.  
19.50 et 20.50 **Météo**.  
20.00 **Journal**, **Le Journal des J.O.**  
20.55 **Bébés boum**.  
Touffin de Marc Angelo.

**FRANCE 2**  
19.25 **C'est l'heure**.  
19.55 **Au nom du sport**.  
20.00 **Journal**, **Le Monde de la Coupe**.  
20.55 **Le Balser sous la cloche**.  
Téléfilm d'Emmanuel Gutz.  
22.40 **Un monde à l'enfer**.  
20.10 **Décrochages info**, 6 sur 6.  
20.50 **Priscilla, folle du désert** ■ ■ ■  
Film de Stephen Elliot.  
22.45 **L'Emprise du mal**.  
Téléfilm de Glenn Jordan (1/2).  
0.30 **Culture pub**.  
1.00 **Jazz 6**, **Marital Sola**.  
1.55 **Boulevard des clips**.

**FRANCE 3**  
18.50 **Un livre, un jour**.  
18.55 **Le 19-20 de l'information**.  
20.01 et 23.40 **Météo**.  
20.05 **Fa si la chanter**.  
20.35 **Tout le sport**.  
20.38 **Le Journal des J.O.**  
21.00 **Le Parrain 3** ■ ■ ■  
Film de Francis Ford Coppola.  
22.50 **Soir 3**.  
0.15 **Sans mobile apparent** ■ ■ ■  
Film de Philippe Labro.  
1.55 **La Case de l'Oncle Doc**.  
L'espion qui volait des millions.

**CANAL +**  
En clair jusqu'à 20.35  
18.30 et 19.10 **Nulle part ailleurs**.  
20.30 **Pas si vite**.  
20.35 **Esprits rebelles**.  
Film de John N. Smith.  
22.10 **Flash info**.  
22.15 **Sogni d'oro** ■ ■ ■  
Film de Nanni Moretti (v.o.).  
0.00 **Le Déjeuner en blanc**.  
0.20 **Pour rire !** ■ ■ ■  
Film de Lucas Bevaux.  
2.00 **Football**, **Coupe d'Afrique**  
des Nations / Ghana - Tunisie.

## ARTE

19.00 **Au nom de la loi**.  
19.30 **7/12**.  
20.00 **Reportage**, **L'Everest fait sa loi**.  
20.30 **Le Plus Bel Age** ■ ■ ■  
Film de Didier Haudepin.  
22.05 **Khawarza**.  
22.15 **N'oubliez pas que tu vas mourir** ■ ■ ■  
Film de Xavier Beauvois.  
0.15 **Court-circuit**.  
Clean Time, le soleil en plein hiver.  
0.45 **Halafoutine**.  
L'enfant des terrasses ■ ■ ■  
Film de Farid Boughedir (v.o.).

**M 6**  
19.00 **Lois et Clark**, les nouvelles aventures de Superman.  
19.50 **Les Mots d'Eric et Ramzy**.  
19.54 **6 minutes**, **Météo**.  
20.10 **Une noume d'enfer**.  
20.40 **Décrochages info**, 6 sur 6.  
20.50 **Priscilla, folle du désert** ■ ■ ■  
Film de Stephen Elliot.  
22.45 **L'Emprise du mal**.  
Téléfilm de Glenn Jordan (1/2).  
0.30 **Culture pub**.  
1.00 **Jazz 6**, **Marital Sola**.  
1.55 **Boulevard des clips**.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

20.30 **Agora**, Michel Cazenave.  
21.00 **L'Histoire en direct**.  
1949, Targan go home (1/2).  
21.00 **Nouveau répertoire dramatique**.  
Jacques Sereni, Rimel (2).  
23.00 **Nuits magnétiques**.  
0.05 **Du jour au lendemain**.  
0.48 **Les Cinglés du music-hall**.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert**.  
Le Conservatoire de Provençal.  
23.07 **Le Bel aujourd'hui**.  
Œuvres d'André, Stockhausen, Durand, Marmont.  
**RADIO-CLASSIQUE**  
20.40 et 22.30 **Les Soirées**.  
Sauter et la musique.  
Œuvres de Rossini, Liszt, Beethoven, David, Meyerbeer, Franck, Mendelssohn, Hoffmann, Mozart, Berlioz, Beethoven.

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

21.40 **L'Ecran témoins**. Les prémonitions, les phénomènes de clairvoyance et les rêves prémonitoires.  
Invités : Maud Kristen. RTBF 1

## MAGAZINES

18.00 **Stars en stock**. Steve McQueen, Sean Connery. Paris Première  
18.30 et 19.10 **Nulle part ailleurs**. Avec Albert Albert, José Garcia, Danyel Warden, Marie-Anne Chazel, Muriel Robin, Jean-Marie Poiré, Jean-Christophe Grangé. Canal +

20.00 **Thalassa**. Escalade au Cap-Vert. TV 5

20.00 **Les Leçons de l'histoire**. Le communisme en question. L'URSS de Lénine à Staline. Avec Bernard Guetta, J.-J. Marie, François-Xavier Guéhen. Histoire

22.40 **Cibivités**. Invités : Serge Lamy, Allège, Daniel Hechter, Emma Shaplin. TF 1

22.40 **D'un monde à l'autre**. Cours 1 le chaus. En direct d'Ajaccio. France 2

## DOCUMENTAIRES

20.00 **Reportage**, **L'Everest fait sa loi**. Arte  
21.00 **Le Temps des cathédrales**. (4/5) Ombres lumineuses. Histoire  
23.15 **Marseille en mars**, **Législatives 93**. Planète

0.40 **USA : Violences pour l'audience**. Planète

## SPORTS EN DIRECT

0.50 **J.O. : Ski de fond**. Ski de fond 5 km classique dames. France 2 et Eurosport

2.00 **J.O. : Curling**. Tour préliminaire M. Eurosport  
2.05 **J.O. : Ski Super G dames**. France 2

## MUSIQUE

21.00 **Le Vaisseau fantôme**. Mise en scène d'J. Backman. Muzik  
23.00 **Festival Chopin**. Valais. France Supersport

0.15 **La Walkyrie**. Mise en scène de N. Leinoff. France Supersport

## TÉLÉFILMS

20.05 **Dans les yeux de Lisa**. De Don McBreary. RTBF 1  
20.55 **Edna Boner**. TF 1

20.55 **Le Balser sous la cloche**. D'Emmanuel Gutz. France 2

22.05 **Le Conte de Monte-Cristo**. De la France (1954). Festival

22.35 **L'aine pas qu'on m'aime**. De Stéphane Kurc. TV 5

22.45 **L'Emprise du mal**. O De Glenn Jordan (1/2). M 6

## SÉRIES

19.00 **Lois et Clark**. Requête pour un super-héros. M 6

21.00 **Le Caméléon**. Réunion de famille. Série Club

21.25 **New York Police Blues**. Vale-héros. Canal Jimmy

23.00 **Nos meilleures années**. Les intermédiaires. Téva

0.30 **813**. D'Alexandre Astruc (2/6). TMC

## FILMS DU JOUR

- 14.50 **Le Cheik blanc** ■ ■ ■  
De Federico Fellini (Italie, 1952, N, 90 min). Ciné Cinéma
- 14.55 **Papa-sémiants** ■ ■ ■  
A De David Cronenberg (Canada, 1988, 115 min). Ciné Cinéma
- 15.20 **Les Partisanes** ■ ■ ■  
De Marc Allégret, Claude Barma, Michel Bérault et Jacques Poitrenaud (France - Italie, 1962, N, 100 min). Ciné Cinéma
- 15.50 **Descende à Paradise** ■ ■ ■  
De George Cukor (États-Unis, 1949, v.o., 110 min). Ciné Cinéma
- 17.00 **Les Misérables** ■ ■ ■  
De Raymond Bernard (1937) (France, 1937, N, 120 min). Histoire
- 18.00 **Le Monstre de minuit** ■ ■ ■  
De Wallace Fox (États-Unis, 1942, N, 65 min). Ciné Cinéma
- 18.40 **Le Fil ricaneur** ■ ■ ■  
De Stuart Rosenberg (États-Unis, 1972, v.o., 110 min). Ciné Cinéma
- 19.05 **Le Mystère de San Paolo** ■ ■ ■  
De Joseph M. Newman (Grande-Bretagne, 1951, N, 80 min). Ciné Cinéma
- 20.30 **Deux amours** ■ ■ ■  
De Richard Pottier (France, 1948, N, 95 min). Ciné Cinéma

- 20.30 **Cinq jours en juin** ■ ■ ■  
De Michel Lagraud (France, 1988, 100 min). Ciné Cinéma
- 20.30 **La Bataille d'El Alamein** ■ ■ ■  
De Luciano Martino et Mino Loy (Italie, 1968, 110 min). RTL 9
- 20.35 **La Rivière de nos amours** ■ ■ ■  
D'A De Tob (EU, 1953, 95 min). TMC
- 20.55 **E.T. Extraterrestre** ■ ■ ■  
De S. Spielberg (EU, 1982, 120 min). TF 1
- 20.55 **Batman : Le Défi** ■ ■ ■  
De Tim Burton (États-Unis, 1989, 130 min). France 2
- 20.55 **Peggy Sue s'est mariée** ■ ■ ■  
De Francis Ford Coppola (États-Unis, 1986, 100 min). Téva
- 21.35 **Chantons sous la pluie** ■ ■ ■  
De Stanley Donen et Gene Kelly (EU, 1952, 100 min). France Supersport
- 22.05 **Showgirls** ■ ■ ■  
De Paul Verhoeven (États-Unis, 1995, 125 min). Canal +
- 22.05 **Arise, My Love** ■ ■ ■  
De Mitchell Leisen (États-Unis, 1940, v.o., 110 min). Ciné Cinéma
- 22.10 **Allen 3** ■ ■ ■  
De David Fincher (États-Unis, 1991, v.o., 115 min). Ciné Cinéma

- 22.30 **Buffet froid** ■ ■ ■  
De Michel Blier (France, 1979, 90 min). Paris Première
- 23.10 **Un fil** ■ ■ ■  
De Jean-Pierre Meville (France, 1972, 115 min). France 2
- 23.55 **Monsieur Vincent** ■ ■ ■  
De Maurice Cloche (France, 1947, N, 115 min). Ciné Cinéma
- 0.05 **Ethan Frome** ■ ■ ■  
De John Madden (États-Unis, 1993, 105 min). Ciné Cinéma
- 0.15 **Les Dîmanches de permission** ■ ■ ■  
De Lucian Ciurariu (Roumanie, 1993, v.o., 100 min). Canal +
- 0.30 **Au grand balcon** ■ ■ ■  
D'Henri Decoin (France, 1949, N, 100 min). RTL 9
- 1.50 **Certains l'aiment chaud** ■ ■ ■  
De Billy Wilder (États-Unis, 1959, N, v.o., 115 min). Ciné Cinéma
- 3.05 **Turkish Delights** ■ ■ ■  
De Paul Verhoeven (Pays-Bas, 1973, v.o., 105 min). Canal +
- 4.50 **Brigands, Chapitre VII** ■ ■ ■  
De Garl Josselin (France - Géorgie, 1996, v.o., 115 min). Canal +

## GUIDE TÉLÉVISION

## MAGAZINES

11.00 **Droit d'auteurs**. Invités : John Saul, Emmanuel Todd, Yves Lacoste. La Cinquième

14.50 **Questions au Gouvernement**. France 3

16.00 **Les Leçons de l'histoire**. Le communisme en question. L'URSS de Lénine à Staline. Avec Bernard Guetta, J.-J. Marie, François-Xavier Guéhen. Histoire

18.00 **Stars en stock**. Steve McQueen, Sean Connery. Paris Première

18.30 et 19.10 **Nulle part ailleurs**. John A. Roe, Olivia Del Rio (1/2). Canal +

20.00 **20 h Paris Première**. Elsa Zylberstein. Paris Première

21.00 **Hors série**. Clandestins : Les mailles du filet. France 3

21.20 **Défilé**. La grande lessive. Les mailles du filet. RTBF 1

22.00 **Les Leçons de l'histoire**. Le communisme en question. Le communisme en question. Avec Bernard Guetta, J.-J. Marie, François-Xavier Guéhen. Histoire

22.35 **Bouillon de culture**. Romans sans passeport. Invités : Yves Berger, Alain Genestier, Patrick Gervelle, Claire Kerfe-Fox, André Malraux. TV 5

23.00 **De l'actualité à l'histoire**. Le quatrième pouvoir et Clinton. Le pilage des œuvres d'art. Invités : Edward Bell, Eric Fassin, Emmanuel de Roux, Elisabeth Des Portes. Histoire

23.15 **Nimbus**. Cannabis. Drogue sur ordonnance. France 3

0.25 **Zone interdite**. Des enfants pleins d'espoir. M 6

## DOCUMENTAIRES

18.00 **Tassili, la montagne des hommes bleus**. La Cinquième

## SPORTS EN DIRECT

18.30 **J.O. : Patinage artistique**. Patinage artistique. France 3

14.40 **J.O. : Patinage artistique**. Programme libre couples. France 2

19.55 **Football**. Championnat de D 2 : Saint-Etienne - Nancy. Eurosport

1.25 **J.O. : Ski**. Slalom du combiné messieurs (1<sup>er</sup> manche). 4.55 2<sup>nd</sup> manche. France 2

1.30 **J.O. : Saut à ski**. K 10 individuel. Eurosport

3.30 **J.O. : Curling**. Tour préliminaire dames (4<sup>th</sup> jour). Eurosport

4.00 **J.O. : Ski acrobatique**. Bosses dames et messieurs : finales. France 2 et Eurosport

## MUSIQUE

17.40 **Elliot Murphy** au New Morning. Muzik

21.00 **Europa Konzert** 1994. Muzik

23.15 **L'Or du Rhin**. Mise en scène de N. Leinoff. France Supersport

23.35 **A Gala Tribute to Tchaikovsky**. Muzik

0.30 **Ashkenazy joue Rachmaninov**. Muzik

1.00 **Jazz 6**, **Marital Sola**. M 6

## SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».  
■ Ne peut voir.  
■ Ne pas manquer.  
■ Chef-d'œuvre ou classiques.  
Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.  
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

## LES CODES DU CSA :

○ Accord parental souhaitable  
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans  
■ Public adulte  
■ Interdit aux moins de 16 ans  
Les programmes classés ainsi, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.

## MARDI 10 FÉVRIER

## NOTRE CHOIX

● **20.45 Arte**  
**La Vie en face**  
**La Classe A, talon d'Achille de Mercedes**

FAUCHÉE en pleine gloire naissante au détour d'un test de tenue de route dit « de la balonnette », la Classe A n'aurait pas autant attiré l'attention si elle n'avait pas porté sur sa calandre l'étoile de Mercedes. Trahie par des pneus mal adaptés, mais aussi par certains détails de sa conception, cette voiture apparaît comme l'inattendu talon d'Achille du groupe le plus emblématique de la puissance et de la technologie allemande. L'Etoile filante, naissance de la Classe A, de Hartmut Schoen, ne permet pas de percevoir le mystère de cette gigantesque bourde technico-industrielle, mais, en lui donnant des visages, ce document la rend discrètement pathétique.

Convie à filmer - en partie, seulement - la venue au monde de la Classe A au long des quatre dernières années de sa gestation (Mercedes considérait qu'un tel reportage mettrait en valeur une voiture qui ne pouvait qu'être irréprochable...), le réalisateur a vécu de l'intérieur son lancement catastrophique. Tenu à distance des conflits d'intérêt entre les services (la fabrication, le marketing, le service client), il ne donne guère d'aperçu des jeux de pouvoir. En revanche, son reportage met en lumière le processus d'identification des salariés de Mercedes, directement impliqués dans le projet. On les suit depuis les tests « en aveugle », pratiqués fin 1994 auprès de consommateurs-cobayes, jusqu'à la guerre d'« Intox » cousue de fil blanc livrée contre la presse automobile, en passant par les essais du nouveau moteur, installé sur... le châssis d'un minibus Volkswagen. La présentation de la campagne publicitaire (qui apparaissait déjà à la limite du ridicule avant même les premiers ennuis) est à ne pas manquer.

Plus dure fut la chute pour ces hommes et ces femmes que l'on voit toujours fières, souvent sympathiques, quelquefois trop sûrs de leur fait. Les rares interlocuteurs qui ont accepté de témoigner après la suspension de la production apparaissent tels des boxeurs épuisés. Leur langue de bois en devient presque émouvante.

Jean-Michel Normand

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

**TF1**  
13.45 **J.O. : Patinage artistique**. En direct.  
13.55 **Côte Ouest**.  
16.35 **Dingue de toi**.  
17.10 **Smash Beach**.  
17.55 **Les Années bleues**.  
18.25 **Touche, gagné !**.  
18.50 **Le 19-20**.  
20.00 **Journal**, **Le Journal des J.O.**.  
Résultats des courses.  
20.55 **E.T. Extraterrestre**.  
22.55 **Colombus**.  
Film de Steven Spielberg.  
0.25 **Le docteur mène l'enquête**.  
1.15 **TF1 nuit**, **Météo**.  
1.30 **Reportages**.  
Les forçats du guano.  
1.55 **TF1 nuit**.

**FRANCE 2**  
13.45 **Le Renard**.  
14.40 **J.O. : Patinage artistique**. En direct.  
15.30 **La Chance aux chansons**.  
16.55 **Des chiffres et des lettres**.  
17.20 et 23.05 **Un livre, des livres**.  
17.25 **Chair de poule**.  
17.55 **Hartley, cœurs à vif**.  
18.45 **Qui est qui ?**.  
19.20 **1 000 enfants vers l'an 2000**.  
19.25 **C'est l'heure**.  
19.55 **Au nom du sport**.  
20.00 **Journal**, **Le Monde de la Coupe**.  
A cheval, Météo.  
20.55 **Batman : Le Défi** ■ ■ ■  
Film de Tim Burton.  
23.10 **Un fil** ■ ■ ■  
Film de Jean-Pierre Meville.  
0.45 **Journal**, **Météo**.  
1.00 **Histoires courtes**.  
Dimanche à midi.  
1.25 **J.O. : Ski**. En direct.

**FRANCE 3**  
13.00 **J.O. : Patinage artistique**. En direct.  
14.45 **Keno**.  
14.48 **Le Magazine du Sénat**.  
14.58 **Questions au gouvernement**.  
16.10 **Le Jardin des bêtes**.  
16.40 **Nitfleur**.  
17.45 **Le passe à la télé**.  
18.20 **Questions pour un champion**.  
18.50 **Un livre, un jour**.  
18.55 **Le 19-20 de l'information**.  
20.01 et 22.40 **Météo**.  
20.05 **Fa si la chanter**.  
20.35 **Tout le sport**.  
20.40 **Le Journal des J.O.**  
21.00 **Hors série**.  
Clandestins : Les mailles du filet.  
22.50 **Soir 3**.  
23.15 **Nimbus**.  
Cannabis : Drogue sur ordonnance.  
0.15 **Rencontres à XV**.  
0.45 **New York District**.  
1.30 **Musique graffiti**.

## CAN



## Le lien

par Pierre Georges

EST-CE si différent de la Corse, la Lozère ? Est-il si différent d'un petit village corse, ce hameau de Montbrun où sera déposée, dans un mur de la propriété familiale, l'urne contenant les cendres de Claude Erignac ? Et il y a comme une symbolique du malheur et de l'absurdité dans ce rapprochement. On ne sait rien des tueurs d'Alaccio, sinon la lâcheté de cet assassinat. Mais on sait que leur victime était mieux placée que quiconque pour comprendre, sans préjugés ni malveillance, la Corse et les Corses.

Claude Erignac était fils d'une rude, pauvre et belle région, pas un préfet de salon. Et, encore moins, le bras aveugle d'un pouvoir hautain et parisien. Il avait, par sa simplicité, son humanité et sa rigueur, conquis le respect et l'estime de ses interlocuteurs insulaires. Il dédaignait les petites mesures de précaution et de sécurité qui témoignent d'un sentiment de peur. Claude Erignac n'avait pas peur de la Corse puisqu'il l'aimait.

C'est là un mobile suffisant. Les tueurs, ou leurs commanditaires, dans leur déire ou leurs calculs, n'ont pas fait que tuer le plus haut représentant de l'autorité de l'Etat en Corse. Ils ont éliminé un ami de l'île comme l'on ténait un guet-apens à un hôte. Ils ont voulu rompre ce lien trop évident, trop gênant aussi avec un interlocuteur de qualité. Claude Erignac était visiblement apprécié par les Corses. Voilà qui suffisait à armer les tenants de la rupture quelles que soient leurs motivations, crapuleuses ou présumées politiques.

Et voilà qui explique sans

doute ce sentiment de honte, de culpabilité de beaucoup d'insulaires face à ce meurtre odieux, cette exécution abjecte. Une fois de plus, une fois encore, la Corse se retrouve seule face à ses démons et à tout ce que ce pays charrie, sur son compte, de clichés, de mauvaise réputation. Il suffit de lire la presse, ce matin. « *Dérive mafieuse, système clientéliste, fraude électorale, clientélisme, nationalisme et grand banditisme, spéculation immobilière* ». Tout ressort. Tout fait explication. Tout contribue à la description du pire des mondes dans la pire des îles.

Image d'une Corse dont il est évident que Claude Erignac lui-même ne la partageait absolument pas. Image d'un pays qui serait ainsi puni par où il aurait péché, sa trop grande compréhension et son trop grand silence face aux errements politiques ou criminels de certains de ses enfants. Ils existent bien sûr, mais ils ne sont pas toute la Corse, loin de là.

En ce sens, l'assassinat de Claude Erignac est sans doute la plus grande épreuve que le peuple corse pouvait s'offrir à lui-même. Il se regarde dans ce crime comme dans un miroir brisé. Il voit où il en est arrivé, avec l'effroi et la honte d'en être arrivé là. Pour autant, il serait trop facile, trop injuste aussi d'en conclure à une responsabilité collective. La grande majorité des Corses ne pensent, ni ne veulent cela. Mais il leur appartient maintenant de le dire et de le montrer. De cesser aussi de se réfugier derrière les trop commodes manquements de l'Etat, pour prendre entièrement leurs responsabilités.

## Les élus appellent les Corses à rejeter la violence

La mort du préfet Erignac suscite l'indignation de la classe politique

APRES avoir exprimé leur émotion et leur indignation contre l'assassinat du préfet de Corse, Claude Erignac, plusieurs responsables politiques métropolitains appellent la population corse à se mobiliser. Laurent Fabius, président (PS) de l'Assemblée nationale, a demandé aux Corses de « donner un signal », de « montrer, par leur détermination pacifique mais forte, qu'ils en ont assez et ne courent rien », dimanche 8 février, au cours de l'émission « Dimanche soir » de France 3. « Je suis sûr que leur réprobation est profonde. Il faut qu'on la sente », a ajouté l'ancien premier ministre.

« Les Corses, leur classe politique en tête, doivent manifester que la violence ne conduit nulle part », estime l'ancien ministre de l'Intérieur et président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, dans un entretien au quotidien *Le Parisien-Aujourd'hui*, lundi 9 février. Le secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue, « appelle les femmes et les hommes attachés aux valeurs de la République à se rassembler pour affirmer, en solidarité avec nos compatriotes corsés, leur rejet de la violence (...) ».

L'ancien premier ministre Raymond Barre, aujourd'hui député (UDF) du Rhône, met directement en cause la population corse, qui devra sans tarder donner son « avis sous forme de référendum ». « Il faut dire aux Corses : choisissez, ou bien vous êtes pour la France, et vous nous aidez à remettre de l'ordre, ou bien vous prenez votre destin en main », a-t-il indiqué au « Club de la presse » d'Europe 1. « Le moment vient où il faut trancher », a ajouté celui qui, en 1995, avait déclaré : « Si les Corses veulent leur indépendance, qu'ils la prennent ! ».

Cet événement doit rassembler au-delà des clivages politiques, a souligné François Bayrou. Le pré-

sident de Force démocrate s'est déclaré convaincu que « l'assassinat d'un préfet est un acte d'une portée symbolique si lourde qu'elle doit nous réunir ». Au sommet de l'Etat, Jacques Chirac et Lionel Jospin s'attachent aussi à démontrer que la cohabitation ne perturbera en rien la réaction de l'exécutif, et les deux hommes multiplient les réactions couplées. « Acte barbare, d'une extrême gravité, sans précédent dans notre histoire », déplore le président de la République ; « acte inqualifiable et abject », déclare le premier ministre.

Invité au « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche soir, Philippe Séguin a sollicité le report des élections territoriales. En accord avec le président du RPR, le secrétaire de la fédération RPR de

Corse-du-Sud, Roland Francischi, en a fait la demande, et plusieurs élus insulaires ont annoncé qu'ils interrompraient provisoirement leur campagne. Le député des Vosges a indiqué qu'il comprenait « ceux qui demandent un report des élections en Corse ». « La Corse a besoin de faire un retour sur elle-même. Elle a besoin de sérénité. Une campagne électorale n'est pas la plus propice », a-t-il souligné. Toutefois, ce souhait ne fait pas l'unanimité. M. Fabius, par exemple, n'y est pas favorable et, dimanche soir, le ministre de l'Intérieur a précisé que les élections cantonales et territoriales des 15 et 22 mars ne seront pas reportées en Corse.

L'une des réactions les plus violentes est venue de Michel Charasse. L'ancien ministre et ancien conseiller de François Mitterrand a

demandé « l'état d'urgence comme en Nouvelle-Calédonie ». « Depuis trente ans, l'Etat et la République en Corse n'ont pas fait leur métier, et ce sont eux les assassins d'Erignac », a ajouté le sénateur (PS) du Puy-de-Dôme. Nicolas Sarkozy, quant à lui, a appelé l'Etat à « éradiquer » le terrorisme corse et ses « comportements mafieux ». « Il faut maintenant avoir le courage de dire que la Corse est aux prises avec la Mafia. On tue, on enlève, on assassine, non pas pour des grandes causes, non pas pour une autonomie, mais tout simplement pour l'argent », a dénoncé le député (RPR) des Hauts-de-Seine.

Interrogé sur l'hypothèse d'une « exécution » mafieuse, le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a évoqué, depuis Paris, plusieurs « pistes », dont celle d'un « certain nombre d'intérêts économiques à l'arrière-plan de cette affaire ». Et il a appelé les Corses à « rompre la loi du silence » qui fait que tant d'affaires insulaires n'ont jamais été élucidées.

Enfin, les élèves de la promotion Valmy (1996-1998) de l'ENEA, qui avaient rencontré Claude Erignac, ont exprimé, lundi 9 février, « leur bouleversement et leur indignation » après son assassinat : « Il nous avait présenté la fonction de préfet au début de notre scolarité, avec la conviction du grand serviteur de l'Etat qu'il était. Trois d'entre nous ont effectué leur stage en préfecture auprès de lui. Sa tragique disparition nous bouleverse, à titre personnel et en tant que futurs membres de l'administration, à l'heure où nous nous préparons à prendre nos fonctions. Nous témoignons à sa famille et à ses proches de notre profonde émotion. »

## L'assassinat a été revendiqué

L'ASSASSINAT du préfet de Corse, Claude Erignac, a été revendiqué, lundi matin, à Ajaccio, dans un communiqué non signé mais authentifié, parvenu à la station locale de FR3 par l'intermédiaire d'une personne non journaliste à qui il avait été remis. Il est authentifié par la mention des références de fabrication du pistolet Beretta 9 mm utilisé pour tuer Claude Erignac qui a été retrouvé sur les lieux du crime.

« L'action que nous revendiquons aujourd'hui est parfaitement réfléchie et hautement politique. Elle n'est pas le fruit d'une quelconque dérive ou l'action isolée de « soldats perdus » de la lutte nationaliste, encore moins une œuvre barbouzarde

comme certains ne manqueront pas de l'affirmer », indique ce communiqué. Intitulé « Texte de revendication suite à l'action contre le préfet Erignac », ce communiqué de trois pages dactylographiées a été adressé à la presse locale à Ajaccio.

Un dirigeant nationaliste corse, Marcel Lorenzoni, dissident du FLNC-canal historique, a été interpellé lundi matin dans le cadre de l'enquête. Ce dirigeant nationaliste, âgé d'une cinquantaine d'années, a été interpellé entre Corte et Bastia par des policiers du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), a-t-on ajouté de même source. Il était recherché depuis l'assassinat du préfet Erignac vendredi soir à Ajaccio (lire page 6).

## Progression à la Bourse de Paris

LA BOURSE DE PARIS s'inscrit en légère hausse, lundi 9 février, en fin de matinée. A douze heures, l'indice CAC 40 gagnait 0,23 %, à 3 223,99 points. Il avait ouvert en progression de 0,46 %.

Quelques heures auparavant, la Bourse de Tokyo avait terminé la séance en hausse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes avait progressé de 0,97 %, à 17 205 points, les

opérateurs espérant que le gouvernement présentera prochainement des mesures économiques susceptibles de relancer la consommation intérieure. Les autres places asiatiques avaient continué à se redresser, la Bourse de Hongkong gagnant 3,69 %.

Sur le marché des changes, le dollar s'inscrivait en hausse. Le billet vert cotait 1,8095 mark, 6,0680 francs et 124,55 yens. Le franc était stable face à la monnaie allemande, à 3,3505 francs pour 1 deutschemark.

Le marché obligataire français cédait un peu de terrain, lundi en fin de matinée. Le contrat notional du matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, perdait 4 centimes, à 102,72 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,10 %.

SEANCE, 12 h 30	09h02 YVES	Capitalisation
Edouard	35407	18044582
Edo	35407	18044582
France Telecom	576053	15216680,80
Pinet-Print-Red	37494	142311405
Rhône-Poulenc A	497148	13316495,10
Akzo	137254	13308254
Paribas	201116	11404487
Société Générale	124115	10790806
Suez-Lyonnais Eau	118838	9962394
Elf Aquitaine	138871	8575842
Saint-Gobain	100915	8266413

## MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	Cours BCF 06/02	% 05/02	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	335,1300	+0,02	322	346
Euro	6,4045	+0,07		
Etats-Unis (1 usd)	6,0116	+0,07	5,7000	6,3000
Belgique (100 F)	16,2375	+0,02	15,6300	16,7300
Pays-Bas (100 fl)	297,3100	+0,02		
Italie (1000 lit.)	3,3930	+0,01	3,1200	3,6200
Danemark (100 kr)	87,9500	+0,02	82	92
Irlande (1 rep)	8,3950	+0,04	7,9800	8,8200
Côte-Bretagne (1 L)	9,9100	+0,11	9,4800	10,3300
Grèce (100 drach.)	2,1155	+0,02	1,8500	2,3300
Suède (100 kr)	74,9600	+0,04	69	79
Suisse (100 F)	415,6000	+0,12	402	428
Norvège (100 k)	80,4400	+0,16	75,5000	84,5000
Autriche (100 sch)	47,6320	+0,09	46,0500	49,1500
Espagne (100 pes.)	3,9335		3,6400	4,2200
Portugal (100 esc)	3,2750		2,9000	3,6000
Canada (1 dollar ca)	4,1978	+0,08	3,8800	4,4800
Japon (100 yens)	4,8442	+0,91	4,6500	5

## BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le lundi 9 février, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	Cours au 9/02	Var. en %
Tokyo Nikkei	17205	+0,97 +12,76
Hong Kong index	10873,15	+3,69 +1,40

## Tokyo: Nikkei sur 3 mois



## OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 9/02	Var. en %	fin 97
Paris CAC 40	3223,71	+0,23 +7,30	
Amsterdam CIB	978,24	+0,63 +7,08	
Bruxelles	19756	+1,02 +7,52	
Frankfurt Dax 30	4562,13	+1,46 +7,35	
Irlande ISEQ	4391,16	+0,08 +11,78	
Londres FT 100	5623,40	-0,11 +9,50	
Madrid Iboex 35	8136,81	-0,56 +12,15	
Milan MIB 30	28920	+1,01 +15,95	
Zurich SMI	6668,40	+0,16 +9,62	

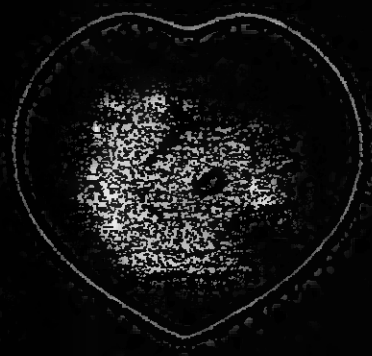
Tirage du Monde daté dimanche 8-lundi 9 février : 602 502 exemplaires 1 3

Paul Silvani

Tempo

Le monde appartient à ceux qui réservent tôt.

Paris-Londres 690 F aller retour  
 Paris-Rome 1250 F aller retour  
 Paris-Lisbonne 1480 F aller retour



Tarif TTC soumis à des conditions particulières de vente et de transport, susceptibles de modifications sans préavis. Renseignez-vous dans votre agence Air France, votre agence de voyages ou au 0 802 802 802 (0,79 F/min) 3615 AF (11 29 F/min).

Tempo, se décider plus tôt c'est partir moins cher.

**AIR FRANCE**  
 GAGNER LE CŒUR DU MONDE



# Le Monde ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

MARDI 10 FÉVRIER 1998

## CONJONCTURE

Il faut maintenir le billet vert à son niveau actuel page IV

## IDÉES

Occasions à saisir dans une Asie assoiffée de liquidités page V

## ENQUÊTE

L'Afrique découvre sa compétitivité page VI

## ANNONCES



IMMOBILIÈRES pages VII et VIII

## L'Amérique seule à l'écran

D O S S I E R

**L'**Amérique n'a plus de concurrents. L'Europe est morcelée, la Russie piétine dans les décombres de l'Union soviétique, le Japon peine à retrouver son dynamisme, la Chine est fragilisée par la crise financière en Asie. L'Amérique occupe seule les écrans : CNN règne sur la télévision, Hollywood sur le cinéma, Internet a l'accent américain et le logiciel Windows de Microsoft équipe près de neuf ordinateurs individuels sur dix.

Aujourd'hui, l'Amérique a non seulement l'économie la plus puissante du monde, mais aussi la plus saine. On peut en juger par les indicateurs macro-économiques : 3,8 % de croissance du PIB en 1997, 3,1 millions d'emplois créés dans l'année, le chômage réduit à 4,7 %, l'inflation à 1,7 %, le déficit budgétaire à presque rien. Seul reste problématique un déséquilibre commercial, aléimé financé par les entrées de capitaux étrangers.

On peut aussi en juger par les indicateurs micro-économiques : les entreprises américaines représentent le tiers des 500 plus grandes firmes mondiales et la moitié des profits ; elles dominent dans les secteurs à forte valeur ajoutée, mais aussi dans la consommation de masse. La Bourse de New York accumule les records, l'investissement, l'innovation restent forts.

Militairement et diplomatiquement, Washington joue les grandes dames du monde à la moindre corne, n'ayant plus à soutenir la course aux armements qui a culminé dans les années 80. L'Amérique n'a plus d'ennemi à sa mesure, au point d'en être réduite à surestimer volontairement la menace des quelques pays qui lui restent franchement hostiles - surtout l'Irak de Saddam Hussein, mais aussi la Libye, Cuba, des moustiques.

L'Amérique exerce une influence déterminante, et fortement accrue

**▼ Hégémonie Les Etats-Unis qui ont renoué avec la croissance, ont réussi à imposer leur nouveau modèle au reste du monde**

depuis le début de la décennie, dans les organisations et instances internationales qui sont l'ébauche d'une autorité mondiale : les Nations unies en matière diplomatique et militaire, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale en matière financière, l'Organisation mondiale du commerce en matière d'échanges, sans parler du G8 (sommet des chefs d'Etat et de gouvernement). Les Etats-Unis sont le pivot de deux organisations économiques régionales qui s'affirment, l'Aleca avec ses voisins canadiens et mexicains, et l'Apec avec les riverains du Pacifique.

Dans le domaine du savoir et de la technologie, le brain drain fonctionne plus que jamais. Les élites du monde entier passent par les universités américaines. Les laboratoires recrutent les chercheurs internationaux, les revues et les congrès scientifiques américains sont le point de passage obligé de la recherche mondiale ; en langue anglaise, bon gré mal gré.

L'hégémonie américaine n'est pas une nouveauté en soi. Mais une exceptionnelle conjonction de facteurs fait que les Etats-Unis paraissent gagner sur tous les tableaux.

- Les deux phases de l'hégémonie financière des Etats-Unis p. II
- Une domination moins absolue qu'il y a cinquante ans p. II
- Questions-réponses p. III
- Entretien avec Serge Tchuruk, PDG d'Alcatel p. III
- L'intelligence des ordinateurs est américaine p. III

bleaux. A l'évidence, ça ne durera pas : un jour ou l'autre, le cycle économique se retournera. A plus longue échéance, un autre Super-grand, la Chine, se posera fatalement en concurrent.

En revanche, ce qui est nouveau, c'est le changement profond de règles du jeu que l'Amérique a testé sur elle-même avant de l'imposer au monde entier. Le rapport du MIT, « Made in America », publié en 1989 au terme d'une décennie où il n'avait été question que du déclin économique des Etats-Unis, traçait les lignes d'un effort national de reconquête de la compétitivité. Il a depuis été mené à bien. Les entreprises américaines, soumises à plus de concurrence extérieure et d'exigence des actionnaires, ont transformé leur organisation. Le modèle est désormais celui de la firme réseau globale.

Les Etats-Unis, avec leur diplomatie du négoce, obtiennent l'alignement des autres pays sur leurs normes : protection de la propriété intellectuelle, liberté des mouvements de capitaux, ouverture de tous les marchés. La mondialisation n'a pas nui à la prospérité du cœur de l'empire, d'autant qu'elle s'est accompagnée d'une habile politique monétaire.

Au Forum économique mondial de Davos, la semaine dernière, Hillary Clinton, épouse du président des Etats-Unis, a tenu un discours violent, légalitaire et superficiellement mérité-elle vraiment d'être prise pour modèle ? Commentaire d'un participant : « Ils sont tellement puissants qu'ils n'ont même plus besoin d'être arrogants » !

Sophie Gherardi

## CHRONIQUE

par Serge Marti

### La double « exception française »

**L**a Montagne magique, chère à Thomas Mann, fait-elle pour au Coq gaulois ? Cette année encore, en dépit de la brillante actualité des thèmes traités (notamment la crise asiatique et ses répercussions) et de la qualité des intervenants de toutes nationalités, la présence française a été squelettique au Forum de l'économie mondiale de Davos, cette station helvétique de sports d'hiver qui sert de cadre au célèbre roman de l'écrivain allemand.

« C'est l'exception française : nous brillons par notre absence », déplore, avec un air agacé, Raymond Barre, ancien premier ministre et maire de Lyon, l'un des plus fidèles participants à cette manifestation dont il a été, pendant de nombreuses années, le rapporteur. Même s'il n'exerce plus cette fonction, « le meilleur économiste de France » a tenu à faire le voyage.

Méconnaissance de l'enjeu, crainte de devoir s'exprimer dans un anglais resté souvent scolaire, ou désintérêt pur et simple : les dirigeants français sont connus pour boudier systématiquement ces rencontres internationales, très prisées par les économistes et les responsables d'entreprise étrangers. Elles permettent de rencontrer, en deux ou trois jours, sans perte de temps, tous ceux qui comptent sur la scène politique et économique internationale. Voler, en marge des conférences, d'y traiter de fructueux contrats, en économisant décalage horaire et multiples billets d'avion. La réunion de Davos constitue aussi un moyen exceptionnel de faire passer ses idées et de s'informer sur celles des autres.

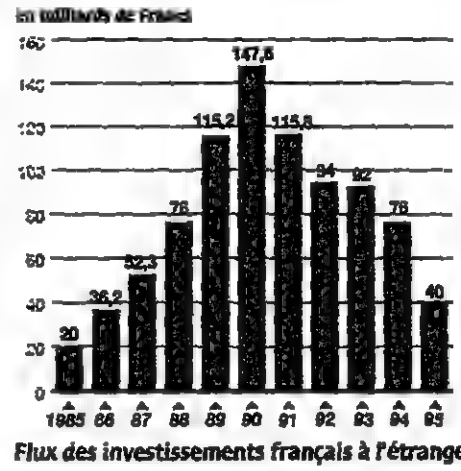
Les Russes, les Chinois et les Latino-Américains l'ont bien compris. Depuis le début des années 90, ils font le siège de Davos pour vendre, souvent avec succès, leur propre expérience de pays émergents ou en transition vers l'économie de marché. Les Anglo-Saxons ont également su tirer profit de cette importante manifestation pour faire prévaloir un modèle économique libéral, longtemps présenté comme le remède rêvé aux maux dont souffrait la planète. Les Allemands, très présents lors des discussions monétaires ou à caractère industriel et technologique, relayés par d'autres Européens, des pays nordiques notamment, viennent également en nombre. Les

Français, eux, se contentent de figurer aux abonnés absents. Rien à dire, rien à vendre. Résultat : d'une année à l'autre, on retrouve les mêmes globe-trotters dont il faut saluer l'assiduité : Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France, Jean-Daniel Tordjman, ambassadeur itinérant, chargé de vendre l'Hexagone aux investisseurs français et une poignée de chefs d'entreprise qui acceptent d'intervenir dans l'une ou l'autre des quelque 300 sessions différentes.

En temps normal, cette politique de la chaise vide serait simplement affligeante pour un pays prompt à bomber le torse dès qu'il parle de francophonie ou de rôle à jouer sur la scène internationale. Cette année, la quasi-absence de la France à Davos était dramatique. Il suffisait d'assister à l'une ou l'autre des discussions pour constater combien ce qui, aux yeux des observateurs, constitue la seconde « exception française » - à savoir les « emplois Aubry » et la semaine de 35 heures - souffrait d'un cruel déficit d'explication et d'aboutissement, de fait, à un jugement - naturellement négatif - par contumace.

Le gouvernement avait pourtant dépêché son ministre de l'Economie, Dominique Strauss-Kahn, accompagné par son secrétaire d'Etat à l'Industrie, Christian Pignatelli. Le premier est resté vingt-quatre heures. Il a participé à un débat sur l'euro et l'Europe, répondu à quelques questions et est reparti sans avoir organisé la moindre conférence de presse avec les médias internationaux. Le second est resté passablement discret.

Du coup, les congressistes de Davos ont entendu la position française exposée par Serge Dassault, le patron de Dassault Aviation, sous la forme d'un réquisitoire sans nuances contre des dispositions qui, selon lui, allaient certainement conduire le pays dans le mur. Belle opération de relations publiques ! Quelques jours plus tard, Les Echos publiaient un entretien avec Hubert Védrine, dans lequel le ministre des affaires étrangères expliquait qu'« il n'y a plus de frontières entre l'économie et la diplomatie » et qu'« il faut accroître notre capacité d'entraînement à convaincre pour être plus efficaces ». Puisse-t-il être entendu. Au moins d'ici à l'année prochaine...



Flux des investissements français à l'étranger

## FICHE PRATIQUE du 10.02.1998

Cette fiche hebdomadaire est rédigée par les spécialistes du mensuel Immobilier ImmoNeuf.

### Acheter sans apport personnel

Les acquéreurs dépourvus d'apport personnel peuvent obtenir un financement à 100 % de leur achat immobilier. Mais leur dossier de crédit doit être sans faille. Explications.

**S**i la plupart des établissements financiers restent réticents au financement à 100 % d'un logement, d'autres accordent des prêts aux emprunteurs dépourvus d'apport personnel. Mais tout dépend du prêteur, de votre situation personnelle et professionnelle, du type d'investissement que vous réalisez. Votre premier démarche sera donc de faire le tour des banques.

**■ Pourrez-vous rembourser ?** Si vous n'avez pas d'apport personnel - et donc pas d'économies - vous devez rassurer votre banque et lui prouver votre capacité de remboursement. En d'autres termes, ce n'est pas parce que vous n'avez pas un sou de côté que vous êtes mauvais payeur pour autant. A vous de convaincre votre banquier en lui expliquant pourquoi vous n'avez pu économiser, certains établissements étant plus compréhensifs que d'autres. Par ailleurs, vos ressources doivent être suffisantes pour assurer le remboursement du prêt. Le montant de vos échéances ne doit pas être supérieur à 33 % de vos revenus, l'idéal étant de ne pas dépasser 30 %. Cette contrainte est d'autant plus nette que, rappelez-le, vous n'avez pas d'ap-

port personnel. Attention également : la banque tient compte dans vos charges de remboursement de toutes vos dépenses fixes (prêt mais aussi impôts, crédits à la consommation, pensions alimentaires, etc.).

**■ Acheter au juste prix** Les établissements prêteurs s'intéressent aussi au logement que vous allez acheter. A cet égard, une acquisition dans le neuf est rassurante : le danger de surévaluation du bien est minime et vous ne risquez pas de vous retrouver avec de gros travaux à financer, lesquels grèveront votre budget. Par ailleurs, si vous achetez dans du neuf pour louer, le financement à 100 % ne posera a priori pas de problème puisque la charge de remboursement sera compensée par le loyer perçu. En outre, vous bénéficierez de l'amortissement Périissol, lequel vous permet de déduire de vos revenus l'impôt des plus-values que vous réaliserez en laissant pas le banquier insensible.

**■ Quel type de prêt ?** Le financement à 100 % ne fait obstacle à aucun type de prêt. Notez que certains d'entre eux sont constitutifs

d'apport personnel. Il s'agit essentiellement des prêts épargne logement, du prêt à taux zéro % et du prêt 1 % logement. Vous achetez dans ce cas sans argent mais pas sans apport. Votre financement en sera facilité.

Vous complétez votre financement par un prêt du secteur libre. A priori, le risque accru de la banque qui finance à 100 % se répercute sur le taux du prêt. Celui-ci est en général majoré de 0,70 à 1 % mais ce n'est pas systématique. Par ailleurs, vous avez droit à tous les types de crédit : à taux fixes ou à taux variables, modulables ou emboltables, etc.

Pour d'autres conseils, consultez IMMO NEUF, le mensuel de l'immobilier en vente 20 F chez votre marchand de journaux.

# IMMO NEUF

Plus de 300 pages de conseils et d'adresses

## INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

**IUA** Membre et/ou accréditée de ACBSP - ECBE - IACBE - WAUC

### FLORIDE & NEW YORK

## MBA

 Master of Business Administration in International Management

- Programme intensif de 12 mois.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

## ieMBA

 International Executive Master of Business Administration

- Compatible avec vos activités professionnelles
- 520 heures de formation intensive :
- 10 séminaires mensuels à PARIS
- Juillet et août aux USA

### IUA, School of Management

148, rue de Grenelle, 75007 Paris

Tél : 01-45-51-09-09 - Fax : 01-45-51-09-08

International School of Management USA

Internet: <http://www.iua.edu>

**IUA**



150

II / LE MONDE / MARDI 10 FÉVRIER 1998

D O S S I E R

## Les deux phases de l'hégémonie financière des Etats-Unis

par Michael Loriaux

Les réformes financières des années 80 ont donné naissance, en France, comme dans d'autres pays de tradition interventionniste, au sentiment que la politique était impuissante devant la rigueur implacable des forces économiques. Mais ce que peu d'observateurs ont noté, c'est que les politiques étatiques d'hier, comme la déréglementation d'aujourd'hui, ont une source commune, et très politique: l'action de l'Amérique hégémonique.

Pendant la guerre froide, les Etats-Unis ont cherché à promouvoir la croissance dans leur sphère d'influence, afin d'appuyer leur politique d'endiguement du communisme. Mais la forte croissance des pays du continent, en Europe de l'Ouest comme en Asie, a fini par menacer l'édifice hégémonique en sapant la capacité de l'Etat dominant à jouer son rôle. Comme la Pax Britannica entre les deux guerres, l'écroulement du système monétaire de Bretton Woods et la crise pétrolière des années 70 annonçaient un effondrement de la Pax Americana.

Vingt ans après, il faut bien constater que l'Amérique est toujours hégémonique. Sa puissance financière est entière, la taille de son marché intérieur lui confère une voix déterminante dans les négociations internationales, et sa puissance militaire et technologique prédomine toujours. Mais l'Amérique redoute néanmoins le déclin et s'efforce, par sa politique, de l'empêcher.

Les deux époques de l'après-guerre – phase de volontarisme financier des pays interventionnistes, puis déréglementation à partir des années 80 – reflètent la construction, puis l'affaiblissement de l'ordre hégémonique américain. Cet ordre était composé d'institutions et de règles qui permettaient aux Etats alliés d'inciter le capital à contribuer à la stabilisation de la vie politique, mais

aussi de neutraliser l'opposition à coups de subventions et de clientélisme. Dans ce cadre, de nombreux pays purent développer une élite industrielle et financière nationale, renforcer leur base industrielle tout en participant à la construction d'un marché mondial libre.

La France, souhaitant moderniser la société et l'économie par la planification et le volontarisme financier, a résisté aux pressions initiales des Etats-Unis qui cherchaient à libéraliser l'économie mondiale. La France était perçue comme un élément-clé du dispositif américain en Europe, d'abord parce que l'unification des zones occupées de l'Allemagne de l'Ouest dépendait d'elle en partie, ensuite à cause de son rôle déterminant dans la promotion de la coopération européenne et, enfin, du fait de l'importance du Parti communiste, qui faisait craindre une possible déstabilisation. Si bien que l'Amérique a fini par donner à la politique française un appui actif: grâce, d'une part, au plan Marshall et, d'autre part, à une gestion accommodante du système monétaire international.

C'est ainsi que s'est développé le « modèle français » dans lequel l'octroi de subventions et le cloisonnement financier permettaient de protéger certains secteurs-clés, tout en orientant le capital privé vers des buts politiquement définis. En maniant ces outils institutionnels, l'Etat modernisateur ne contribuait pas seulement à l'essor de certains secteurs nouveaux, mais ralentissait le déclin des secteurs déshérités. Il émuait ainsi les tensions politiques nées du passage à une économie ouverte et exportatrice.

Mais il serait hâtif de parler d'« exception française ». La Corée et le Japon répondent à une logique comparable.

La Corée a résisté avec autant d'acharnement que la France aux pressions américaines, misant sur

le développement accéléré de l'industrie lourde, base essentielle d'une armée forte. L'Etat coréen a, lui aussi, adopté une politique financière volontariste, isolé le marché financier national, strictement contrôlé l'investissement étranger, incité les banques nationales à financer l'économie à des taux d'intérêt réels négatifs. Bousculant le processus naturel de mutation socio-économique, il a suscité une classe industrielle nationale, au besoin en transformant des garagistes en PDG de multinationales.

Vingt ans après la guerre, l'Amérique, décidée à retrouver une croissance forte, a démolit un à un les obstacles qui la gênaient, et notamment toutes les institutions et pratiques qui avaient permis à ses alliés – France, Corée, Japon – de maintenir des modèles nationaux volontaristes

Les exigences de la guerre froide ont fait que l'Amérique a non seulement toléré le volontarisme de la Corée, mais lui a ouvert son marché, tout en lui fournissant une aide financière à la fois directe et multilatérale, et en consacrant des sommes énormes à la sécurité militaire de la péninsule.

A l'égard du Japon, l'attitude américaine a varié. Avant guerre, ce pays avait mené une politique de développement industriel national et les autorités américaines d'occupation s'efforcèrent de démanteler les outils d'intervention étatique. Mais la guerre de Corée changea la donne.

Afin d'obtenir des Japonais une coopération militaire et politique plus étroite devant laquelle ils hé-

taient, ne se sentant pas directement menacés par l'empire soviétique, l'Amérique a dû donner son approbation non seulement au maintien de l'étatisme en matière économique, mais à l'instauration de relations commerciales asymétriques, au contrôle strict des investissements américains et à un taux de change sous-évalué.

Il est intéressant de noter que l'interventionnisme, dans tous ces pays, était tributaire d'un aspect ou d'un autre de l'ordre hégémonique américain. Pour la Corée,

l'Amérique a démolit un à un les obstacles qui la gênaient, et notamment toutes les institutions et pratiques qui avaient permis à ses alliés de maintenir des modèles nationaux volontaristes.

Dans les années 60, l'Amérique adopte une politique inflationniste afin de pourvoir aux coûts de la guerre du Vietnam. Longtemps garante de la pérennité du système monétaire international, elle devient alors un facteur d'indépendance mondiale et la source principale d'une série de crises monétaires qui finissent par provoquer, en 1971, l'effondrement du régime de Bretton Woods.

Pour un pays comme la France, le régime des changes flottants induisait un danger nouveau: le cercle vicieux inflation-dépréciation. L'encadrement du crédit, devenu un élément permanent de la politique monétaire française au moment de l'effondrement de Bretton Woods, devait parer à ce danger.

Mais dans une économie d'endettement, où les entreprises se finançaient auprès des banques plutôt que sur le marché financier, l'encadrement du crédit naviguait entre deux écueils: trop lâche, il produisait peu d'effets et, trop restrictif, il accusait les entreprises à la faillite. La lutte contre l'inflation exigeait donc la libéralisation des structures financières afin de renforcer la capacité du marché à discipliner les banques et les firmes. (La libéralisation devait en outre compenser les effets déflationnistes de la réforme en attirant davantage l'épargne et les capitaux étrangers vers le marché français.)

Il est vrai que le changement de régime monétaire international n'a pas été le seul facteur de déréglementation en France. L'étatisme avait ses critiques depuis des décennies, et un début de libéralisation avait eu lieu dès 1966-1967. Mais les changes flottants rendaient la réforme des finances

françaises inéluctable. Sans soutien international, le volontarisme à la française n'était pas viable.

L'Asie, soumise à moins de contraintes de financement et bénéficiant en outre d'une croissance forte, a pu maintenir plus longtemps l'efficacité du modèle volontariste.

La politique économique américaine, de son côté, accélérât la désagrégation de l'ordre économique de l'après-guerre. La politique budgétaire menée à partir de 1980 par le président Reagan visait, tout comme la politique monétaire de Nixon, à enrayer le déclin. Reagan ayant choisi de baisser les impôts pour doper la croissance, il fallut emprunter à l'étranger afin de combler le déficit budgétaire, ce qui renchérit le dollar et aggrava le déséquilibre commercial. L'Amérique, dans ce contexte, s'impatientait de plus en plus de l'asymétrie de ses échanges avec ses alliés (ouverture américaine, relative fermeture de l'Europe et, surtout, de l'Asie).

La politique reaganienne a accéléré la libéralisation financière partout dans le monde, autant par des pressions directes que par des effets sur les mouvements de capitaux. Pour espérer détourner une partie des flux qui s'investissaient en masse dans les bons du Trésor américain, les autres pays ont été contraints de libéraliser leurs économies, simplement pour les rendre plus attrayantes au capital.

La conclusion s'impose. La libéralisation financière dans les pays interventionnistes n'est pas le seul fait des pressions du marché, elle dérive des politiques précises adoptées par une Amérique hégémonique soucieuse de restaurer sa suprématie économique.

Michael Loriaux est directeur du Center for International and Comparative Studies de Northwestern University.

### LE MODÈLE AMÉRICAIN Questions-réponses

**1** Quelle est la marque la plus connue au monde ?

Sans surprise, la réponse obtenue en 1996 à l'enquête internationale de l'organisme Interbrand est: McDonald's. Le célèbre M jaune s'est internationalisé dans les années 80, devenant le signe le plus évident de la conversion à l'économie de marché, par exemple dans les pays de l'Est. Les dix marques commerciales à l'impact mondial le plus fort sont, dans l'ordre: McDonald's, Coca-Cola, Disney, Kodak, Sony, Gillette, Mercedes-Benz, Levi's, Microsoft, Marlboro. A part le japonais Sony et l'Allemande Mercedes (Daimler-Benz), toutes sont américaines.

D'où l'insistance des Etats-Unis à obtenir une protection de la propriété intellectuelle. Les industries qui dépendent directement de la protection du droit de reproduction ou copyright (logiciels, cinéma, disques) représentent 5 % du PIB américain.

**2** Peut-on avoir une économie saine et être une société malade ?

« Seuls les Etats-Unis peuvent jouer le rôle de leader pour soulager la souffrance humaine, continuer la marche vers la démocratie et les droits de l'homme, et maintenir la croissance des économies de marché », proclamait le président Bill Clinton fin 1992, peu après sa première élection. Cette vision radieuse doit être sérieusement nuancée. Malgré les très nombreuses créations d'emplois, le sentiment de précarité de leur job n'a pas diminué chez les travailleurs américains. Huit millions d'entre eux occupent deux ou plusieurs emplois pour joindre les deux bouts. Le salaire minimum a été porté de 4,25 à 4,75 dollars (de 25,50 francs à 28,50 francs) en novembre 1996: c'était sa première augmentation depuis 1991.

Les deux longues phases d'expansion des années 80 et 90 ont surtout profité aux hauts reve-

nus: les 5 % les plus riches ont vu leur part du revenu national passer, en vingt ans, de 16,5 % à 21,1 %, et les 20 % les plus pauvres ont vu la leur régresser, de 4,3 % à 3,6 %. Il a vraiment fallu que le plein emploi s'installe pour que les salaires commencent à remonter (+3,8 % en moyenne en 1997) et que la proportion des très pauvres commence à régresser. Quelle que soit la conjoncture, elle représente entre 20 et 25 % de la population et, constatait dernièrement le sous-secrétaire au Trésor américain, Larry Summers, « un enfant qui naît à Shanghai a plus de chances d'atteindre l'âge de cinq ans qu'un enfant né dans les bas-fonds de New York ».

La violence, la délinquance des mineurs, les délits liés à la drogue restent à des niveaux insupportables en Europe, même si ces phénomènes ont tendance à diminuer dans un pays où, en ce moment, pratiquement tout le monde a un emploi... du moins ceux qui ne sont pas en prison. En 1996, les Etats-Unis comptaient 1 640 000 détenus, soit 1 détenu pour 163 habitants.

**3** Peut-on concilier morale et commerce ?

Les Etats-Unis ont tendance à projeter leur légalisme sur le reste du monde. Depuis cinq ans, 61 lois ou mesures ont été adoptées visant à empêcher non seulement les firmes américaines, mais aussi celles de tous les pays, de commercer avec les Etats « déviants ». Il s'agit de lutter contre la prolifération nucléaire (pays touchés: Chine, Cuba, Iran, Corée du Nord, Pakistan), le trafic de stupéfiants (Afghanistan, Birmanie, Colombie, Cuba, Haïti, Nigeria), le terrorisme (Cuba, Iran, Irak, Libye, Nicaragua) et les violations des droits de l'homme (Angola, Bosnie, Birmanie, Burundi, Chine, Croatie, Cuba, Gambie, Guatemala, Haïti, Nicaragua, Nigeria et Yougoslavie).

### Une domination moins absolue qu'il y a cinquante ans

Alors que depuis des mois les Etats-Unis bénéficient d'une conjoncture économique « parfaite » – croissance forte, inflation inférieure à 2 %, chômage en voie de disparition et déficit public réduit à zéro –, on peut s'interroger sur les bases de cette économie que certains qualifient d'hégémonique.

Si hégémonie il y a, elle résulte autant des atouts des Etats-Unis que des faiblesses des autres économies, celles d'Europe et d'Asie, qui se situent à un stade d'organisation régionale ou d'évolution technologique moins avancés.

La puissance économique américaine est bien réelle. Avec seulement 5 % de la population mondiale, sa richesse, mesurée par le produit intérieur brut (PIB), représente plus du quart du total mondial. Les variations journalières de ses marchés financiers affectent immédiatement les Bourses du monde entier. Le relèvement des taux d'intérêt à court terme par la Réserve fédérale américaine entraîne ceux des taux des marchés monétaires d'Europe et d'Asie, même si leurs conjonctures ne le justifient pas. L'hégémonie au quotidien, c'est aussi la puissance des fonds spéculatifs américains qui ont pu souvent, depuis 1992, déstabiliser les monnaies de pays dont les données fondamentales étaient fragilisées.

On connaît la puissance des fonds de pension américains, et plus largement anglo-saxons, et leur importance dans le capital des entreprises à l'étranger. Ils détiennent plus de 10 % de la capitalisation boursière totale à Paris et leur voix se fait entendre dans les conseils d'administration de nos entreprises. Chez Elf, plus de 45 % du capital sont détenus par des investisseurs étrangers, dont une grande partie par des fonds américains.

La puissance américaine repose enfin sur une assise technologique unique et une extraordinaire capacité d'innovation et d'adaptation. Un phénomène qui crée de l'extra-

▼ La part de l'Amérique dans la production mondiale est tombée de 40 % en 1945 à un peu plus de 25 % en 1995

nement et corrélativement de la dépendance. Mais, à y regarder de plus près, la situation est sans doute plus complexe. La part de l'Amérique dans la production mondiale est proche aujourd'hui de ce qu'elle était en 1929. Elle s'était fortement réduite après la crise de 1929, brutalement redressée pendant la seconde guerre mondiale, pour reculer à nouveau. De 40 % en 1945, elle est revenue à un peu plus de 25 % en 1995.

#### NOUVEAU PARTAGE

La Banque mondiale a procédé récemment à un intéressant exercice d'évaluation du produit national des différents pays sur la base des « parités de pouvoir d'achat » qui éliminent les variations anormales de change. Apparaît ainsi un nouveau partage de la puissance économique, moins déséquilibré que dans le passé. Les Etats-Unis représenteraient ainsi 21,3 % du produit mondial, l'Union européenne 20,7 %, l'Asie du Sud-Est 24,4 %, le Japon 8 %, les autres pays de l'Ouest 9 % et l'Afrique seulement 3,2 %. La crise asiatique actuelle ne modifie pas fondamentalement les ordres de grandeur. Dans le même sens, une étude du Trésor britannique montre que l'économie américaine pourrait perdre le premier rang mondial, au profit de la Chine, aux alentours de 2015.

Si son poids relatif a tendance à baisser dans l'ensemble mondial, la mondialisation fait que l'économie américaine est aussi elle-même plus dépendante des évolutions affect-

tant les économies de pays tiers. La conjoncture mondiale récente en a fourni un exemple: selon les calculs de la plupart des économistes, la croissance américaine sera réduite en 1998, du fait de la crise asiatique, dans une proportion d'environ 0,5 % à 1 % de PIB. Plus internationalisée, l'économie américaine devient plus vulnérable.

Les effets de cette dépendance peuvent être négatifs: moins de croissance si celle des partenaires s'essouffie. Ils peuvent aussi être positifs. Ainsi le choc asiatique, mauvais en raison de son impact sur la demande externe américaine, pourrait bien se révéler finalement favorable à l'économie américaine dans son ensemble.

Alors que le freinage de la croissance était prévisible – celle-ci devait chuter de 4 % à 2,5 % en 1998 –, on peut aujourd'hui espérer que ce différentiel de rythme soit atténué: les Etats-Unis vont profiter des dévaluations drastiques des pays d'Asie du Sud-Est pour acquérir produits et services à bon marché. Les tensions inflationnistes dues au plein emploi pourraient ainsi être compensées par ces importations à bas prix et les taux d'intérêt dont la Réserve fédérale anticipait la hausse pourraient être stabilisés, voire abaissés.

L'hégémonie américaine, c'est aussi la tendance naturelle des autorités politiques ou économiques à considérer que leur pays est investi d'une mission mondiale, d'un devoir de « leadership ». D'où diverses tentatives pour étendre au monde entier la loi américaine, dont témoignent des textes que l'Europe (principalement) considère comme des « lois scélérates »: le Helms-Burton Act qui vise à empêcher tout commerce avec Cuba, le d'Amato-Kennedy Bill qui a pour but de faire obstacle à la conclusion de contrats avec la Libye et l'Iran.

La politique de sanctions fait l'objet de vives critiques parmi les économistes américains eux-mêmes qui, pour certains, y voient une contradiction flagrante avec les principes de libre concurrence que

les Etats-Unis défendent par ailleurs.

Le divorce est croissant, sur ce sujet, entre l'Amérique moyenne et l'« establishment » économique et politique. Les spécialistes ont beau démontrer que la libéralisation des échanges, notamment au sein de la zone latino-américaine, n'a pas d'impact sur le nombre d'emplois, la méfiance monte dans l'opinion publique, spontanément isolationniste. Elle s'est traduite par le refus du Congrès d'accorder au Président des Etats-Unis les marges de négociation qu'il demandait (le « fast track »), ou de donner au FMI les moyens financiers dont il a désormais besoin.

#### PRINCIPAL DÉBITEUR

Le leadership américain demeure, mais il ne peut dans beaucoup de cas s'exercer sans l'argent des autres. Face à la crise asiatique par exemple, la seconde ligne financière de défense n'a pu être montée par les grands pays que grâce à une participation des quatre pays européens du G7.

Le règne des Etats-Unis sur le reste du monde se heurte toutefois aux limites que leur impose leur statut de plus grand débiteur mondial. On ne peut pas impunément être débiteur net sur l'extérieur d'environ 1000 milliards de dollars (dont une grande part au Japon), même en jouant du statut exceptionnel d'un dollar dont on affirme que le niveau n'est pas un soud interne, mais l'affaire des autres.

L'hégémonie américaine n'est plus et ne sera plus ce qu'elle était. La montée de l'Europe à la veille de la monnaie unique, la puissance de l'Asie qui pourrait bien sortir renforcée de la crise actuelle, le débat désormais ouvert sur le partage des responsabilités économiques mondiales au sein du G7, comme du FMI, montrent bien que la puissance américaine, toujours aussi remarquable, s'inscrit sans doute prochainement dans un cadre plus équilibré.

Philippe Adhémar



Unis

Serge Tchuruk, PDG d'Alcatel

## « Les Américains ont bien joué, voilà tout »

« Existe-t-il, selon vous, une hégémonie américaine ? »

« Le mot hégémonie est nettement excessif. Il existe une suprématie américaine dans bien des domaines, mais elle a été acquise honnêtement, si je puis dire. Les Américains ont bien joué, voilà tout. Leur suprématie n'est pas le résultat d'une stratégie longuement calculée, mais le fruit d'un système culturel et économique qui se révèle très efficace. »

« Quelles sont les caractéristiques de ce système ? »

« En premier lieu, les Américains ont baigné dès leur plus tendre enfance dans les règles du jeu qui caractérisent l'économie de marché : une compétition totale, l'absence d'intervention de l'Etat, la loi de l'offre et de la demande y compris en matière salariale, etc. En Europe, les conséquences des lois du marché sont moins spontanément admises, notamment dans le domaine social. »

« Leur deuxième atout est leur immense marché intérieur qui leur sert de tremplin à l'exportation. »

« Troisième qualité : à la différence des Européens, ils savent prendre des mesures rapides, radicales et simples. Chez eux, la fusion de deux entreprises peut faire mal sur le moment, mais elle est immédiatement opérationnelle. »

« Quatrièmement, il faut citer leur poids politique « implicite » qui leur facilite la tâche. »

« Cinquièmement, en matière de nouvelles technologies, ils sont le premier pays à avoir su faire la synthèse de la technologie et de l'esprit d'entreprise. Aux Etats-Unis, ceux qui ont la connaissance trouvent les moyens de tenter l'aventure et d'en tirer profit. »

« Stalinement, ils ont su séparer le monde de l'entreprise du monde politique, et le résultat est évident : leurs entreprises sont souvent bien gérées. »

« Le président Clinton n'intervient-il pas auprès des gouvernements étrangers pour les inciter à acheter des Boeing ou des missiles américains ? »

« Les Européens en font autant. En matière d'aéronautique ou de matériels de défense, l'intervention des hommes politiques auprès des Etats clients est normale courante. Il est vrai que le président des Etats-Unis pèse lourd, mais aucun gouvernement n'a envie de se placer complètement sous une domination quelconque et, dans cette optique, l'Europe représente une vraie alternative. »

« Les règles du jeu industriel et commercial mondial ne sont-elles pas biaisées par les Etats-Unis ? »

« Cette accusation est très exagérée. Alcatel se développe au rythme annuel de 35 % aux Etats-Unis parce que nos produits sont les meilleurs dans les domaines sur lesquels nous avons misé. Les Boeing sont équipés de trains d'atterrissage français. Lorsqu'une entreprise française veut acquiescer un concurrent américain, cela lui est aisé et les interférences politiques, si elles existent, n'ont que peu de portée. Le marché américain est difficile, mais ouvert. »

« Les Etats-Unis interdisent-ils à leurs partenaires de commercer avec certains pays comme Cuba ? »

« Total a signé avec l'Iran et - que je sache - l'accord s'appliquera. Alors ? Ces « interdictions » ont une portée plus que modeste et sont motivées par des objectifs de politique domestique. »

« Comment l'Europe et la France peuvent-elles battre en brèche la suprématie américaine ? »

« Nous devons d'abord nous comporter comme eux, tout en pré-

servant notre culture. Par exemple en matière de défense, nous devons en finir avec les discussions interminables sur des rapprochements industriels trop complexes et dont la gestion est laborieuse. Les Etats-Unis, eux, ont regroupé leur industrie en trois sociétés en peu de temps. »

« Nous devons surtout devenir vraiment Européens, même si les conséquences nous font peur. Cela veut dire qu'après regroupement, dans un ensemble européen, de nos sociétés de défense, d'aéronautique et de l'espace, il nous faudra accepter ce que soient les actionnaires de diverses nationalités - et non un gouvernement - qui décide si une chaîne de montage doit être installée à Lyon ou à Rome. Il nous faudra faire confiance à un Français pour diriger des établissements allemands ou à un Britannique pour gérer une société française. Quand on franchit le Rubicon européen, il faut y aller complètement. »

« Et puis il faut réhabiliter l'argent et le profit. »

« Pourquoi ? »  
« Parce que la devise « Pour la patrie, les sciences et la gloire » que l'on m'a enseignée à l'Ecole polytechnique est admirable, mais ne suffit plus à l'économie moderne. Les acteurs économiques ne réussissent que s'ils y ont un intérêt direct. L'argent est l'aiguillon du succès pour tous les salariés. Aux Etats-Unis, les dirigeants sont fiers de leurs salaires élevés alors qu'en France ils en éprouvent un sentiment de honte. »

« Ne craignez-vous pas d'apparaître comme un capitaliste « sauvage » ? »

« Je ne suis pas un capitaliste « sauvage », mais un industriel qui veut faire vivre et prospérer son entreprise. Le concept de participation, lancé en 1987, est sans doute venu trop tôt, mais il représente l'avenir. Il faut pouvoir distribuer aux salariés de l'argent sous une forme non automatique et stimulante. »

« Sous forme de stock-options ? »

« Ce ne peut être systématique dans une entreprise de 150 000 salariés, mais je ne suis pas contre l'élargissement des bénéficiaires. Chez Alcatel, près de deux mille cadres détiennent des stock-options. »

« La France vous semble-t-elle assez compétitive pour affronter les Etats-Unis ? »

« Personne n'a réussi, à ce jour, à m'expliquer ce qu'était l'exception française. Et Bill Gates, qui était à

Paris la semaine dernière, serait tombé des nues si on lui avait dit que des inspecteurs du travail viennent interroger des ingénieurs, sur leurs heures d'arrivée et de départ de l'entreprise. »

« Interroger des cadres sur leurs horaires, rigidifier leur emploi du temps, alors qu'ils sont plongés dans des logiciels complexes et un environnement multinationnel : quel archaïsme ! C'est en développant l'économie que l'on créera de l'emploi. Dans un secteur comme

les télécoms, qui croît de 10 % par an, la réussite ou l'échec d'Alcatel se traduira au plan européen par plusieurs milliers d'emplois en plus ou en moins. Les systèmes de protection sociale français ont rempli efficacement leur rôle, mais je les trouve aujourd'hui trop rigides et inadaptés à la nécessité de redonner le goût du risque et de la rémunération. »

« Êtes-vous optimiste pour la compétition à venir ? »

« Dans de nombreux domaines, l'Europe et le Japon sont en situa-

tion de supériorité par rapport aux Etats-Unis. »

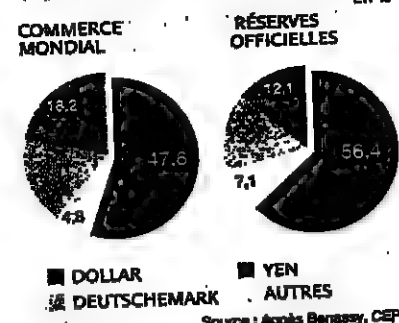
Effectivement, nous sommes en retard pour les technologies de l'information. Mais les quatre européens de l'équipement téléphonique - Alcatel, Ericsson, Nokia et Siemens - n'ont rien à envier aux américains Lucent Technologies et Nortel. Dans le pétrole, BP, Shell et Elf, se comparent aux majors d'outre-Atlantique. Dans la grande distribution, Carrefour n'accuse

aucun retard sur ses concurrents. Les Français disposent d'atouts remarquables. D'abord, d'atouts culturels, car ils ont une remarquable sensibilité aux cultures étrangères. Sur le terrain, les ingénieurs de mon pays démontrent tous les jours une capacité d'initiative exceptionnelle. Je n'ai donc aucun complexe par rapport aux Américains. Que les meilleurs gagnent ! »

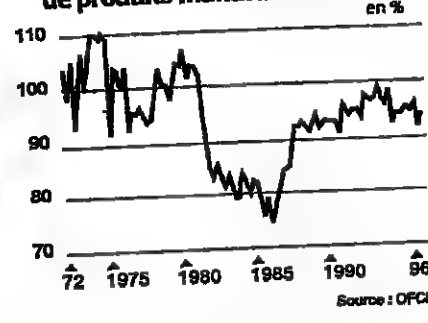
Propos recueillis par Alain Faujas

## Etats-Unis : l'économie la plus puissante du monde

Part de marché du dollar



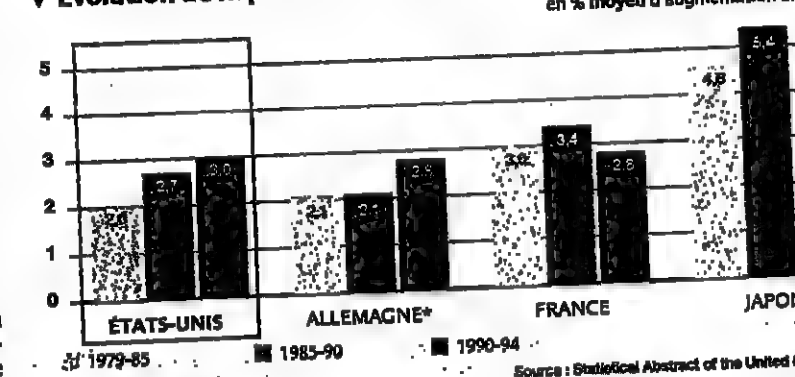
Part de marché pour le commerce de produits manufacturés



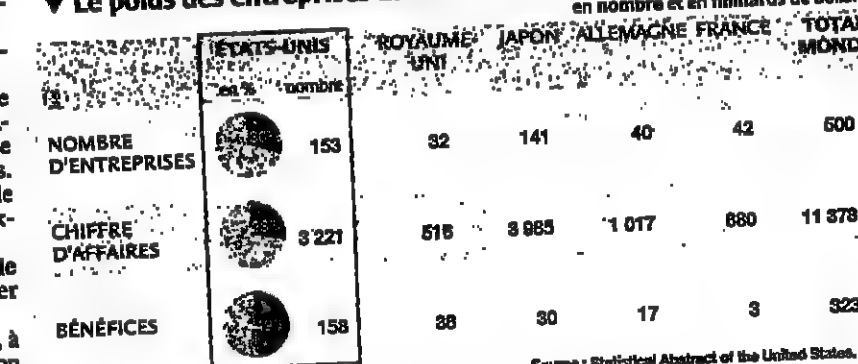
Evolution du PIB



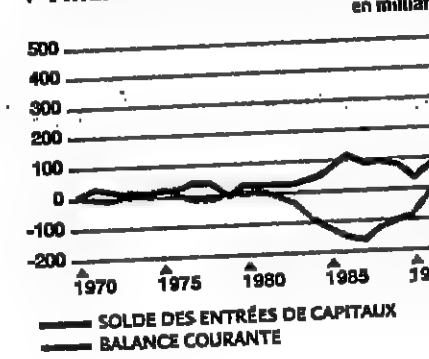
Evolution de la productivité dans l'industrie manufacturière



Le poids des entreprises américaines dans l'économie mondiale



Financement du déficit courant



## Un quasi-monopole dans l'intelligence des ordinateurs

Microsoft, Oracle, Computer Associates... Les trois premiers fabricants mondiaux de logiciels sont américains. Avec des sociétés comme Informix, Sybase, Lotus ou Novell, les éditeurs d'outre-Atlantique trônent la majeure partie des places du « Top 10 » mondial de cette industrie, dont Bill Gates, le fondateur et PDG de Microsoft, évalue le volume d'activité total à 250 milliards de dollars (1 500 milliards de francs), celui de son groupe atteignant 9,4 milliards de dollars.

L'emprise américaine est encore plus marquée si l'on prend en compte les ventes de logiciels réalisés par les fabricants d'ordinateurs. Dans ce cas, le premier acteur mondial du logiciel devient IBM : le numéro un de l'informatique (matériels, logiciels et services) réalise près de 13 milliards de dollars de chiffre d'affaires dans le « soft ».

Disposant de filiales spécialisées, telles Lotus ou Tivoli Systems, IBM affiche surtout un poids considérable du fait des systèmes d'exploitation - logiciel assurant la gestion des différentes fonctions d'un ordinateur - qui équipent ses gros ordinateurs et dont il reste le premier fournisseur mondial.

L'impression d'un « monopole américain » ne peut que se renforcer par les positions dominantes acquises par certains industriels d'outre-Atlantique sur certains segments de marché. Microsoft en premier lieu, bien entendu. La firme de Bill Gates a réussi à imposer son logiciel d'ex-

ploitation (Windows) comme une « norme » dans les ordinateurs personnels (PC) : ce produit équipe environ 85 % des PC. Le système d'exploitation n'est certes qu'une composante des PC. Et ces PC, même s'il s'en est vendu quelque 82 millions d'exemplaires dans le monde l'an passé, ne représentent pas toute l'informatique. Mais, à en croire certains concurrents de Microsoft, cette position dominante et la rente financière qu'elle représente donnent au groupe de Bill Gates les moyens d'écraser ou de se réapproprier toute innovation, si et quand bon lui semble.

DYNAMISME ET REACTIVITE

La justice américaine examine actuellement une plainte de la société Netscape, qui accuse Microsoft de forcer les constructeurs de PC - dépendant de son système d'exploitation - à choisir son logiciel de navigation sur Internet plutôt que celui de son concurrent.

Accessoirement, cette affaire Netscape-Microsoft illustre une autre caractéristique des industriels américains du logiciel : leur dynamisme et leur réactivité. Netscape a par exemple « percé » très vite avec ses logiciels d'accès au réseau Internet. Il a même, temporairement, déstabilisé Microsoft. Mais ce dernier a su lui-même réagir très rapidement à la menace que pouvait représenter Netscape et modifier l'approche qu'il avait du phénomène Internet.

L'économie américaine tire en tout cas profit de la prééminence de ses industriels dans un secteur à aussi forte valeur ajoutée. « L'industrie des logiciels est le secteur, aux Etats-Unis, où la croissance des emplois est la plus forte. Elle est la cinquième employeuse nationale et offre les salaires moyens les plus élevés », souligne Léo Apotheker, l'un des dirigeants du groupe allemand SAP.

Ce dernier est l'un des très rares groupes européens à avoir su acquiescer une visibilité mondiale dans le secteur : il se classe au quatrième rang mondial des éditeurs de logiciels. Dans son domaine d'activité - celui du logiciel de gestion d'entreprise - il est même le premier acteur mondial. Et de loin, puisque son rival le plus direct sur ce segment de marché, Oracle, est quasiment trois fois moins gros.

Au-delà du savoir-faire technologique et marketing propre à chacun d'eux, plusieurs facteurs contribuent à la domination des acteurs américains dans l'univers du « soft ». L'existence d'une culture de prise de risques, par exemple. Les ingénieurs n'hésitent pas à quitter la société où ils travaillent pour créer la leur, sur une idée, un projet. Et les milieux financiers soutiennent leurs premiers pas.

La taille du marché national joue également. Lorsqu'elle se lance, une société basée aux Etats-Unis a d'emblée sous la main le plus gros potentiel mondial de consommateurs d'informatique. En 1997, le marché américain devrait avoir représenté 42 % des achats mondiaux d'informatique, évalués à plus de 3 900 milliards de francs, selon l'Observatoire européen des technologies de l'information (EITO). L'Europe ne compte que pour 28 %, le Japon pour 17 %.

PROXIMITE

La proximité entre les différents acteurs de l'informatique, qui dans bien des cas est géographique, n'est pas négligeable non plus. Microsoft doit son existence à IBM qui, au début des années 80, cherchait un logiciel d'exploitation pour se lancer au plus vite sur le marché naissant des PC, où il avait été devancé par Apple... Les logiciels disposent de relais puissants à travers les construc-

teurs américains d'ordinateurs, qui ont conservé de solides positions au niveau mondial. IBM est le premier constructeur d'ordinateurs, toutes familles confondues. Dans le secteur des PC, Compaq, IBM, Dell et Hewlett-Packard contrôlent, à eux quatre, plus du tiers des ventes mondiales.

Cette « communauté d'intérêts » s'étend aussi, en amont, au secteur des composants électroniques, où l'industrie américaine a su maintenir un certain leadership. Si elle a failli disparaître, au milieu des années 80, face aux assauts de l'industrie japonaise dans les composants mémoire, elle dicte aujourd'hui sa loi sur certains secteurs stratégiques. Comme les microprocesseurs - les « cerveaux » des ordinateurs - avec Intel. L'alliance objective entre ce dernier et Microsoft a contribué à la standardisation de leurs produits respectifs. Et à leurs succès commerciaux.

Philippe Le Cœur

### Bibliographie

- Mondialisation et Domination économique. La dynamique anglo-saxonne, coordonné par Marie-Claude Esposito et Martine Azuelos (Economica, 1997, 186 p., 165 F).
- Le Modèle anglo-saxon en question, de Richard Rensell et Ibrahim Ward (Economica, 1997, 112 p., 49 F).
- Le Modèle américain, d'Hélène Baudouin, dans Revue de l'OFCE, n° 63, octobre 1997 (Presses de Sciences-Po, 44, rue du Four, 75006 Paris, 123 F).
- Le XXI<sup>e</sup> siècle sera américain, d'Alfredo G. A. Valladao (La Découverte, 1993, 260 p., 125 F).

### Entretiens de la Technologie

Symposium - Paris, 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 98

- 50 technologies-clés pour demain
  - Transferts de technologies et performance économique
- Bénéficiez de l'expérience de 90 spécialistes de l'innovation, de 9 nationalités

Pour recevoir le programme : tél. 01 53 53 07 79



سوق الأوراق المالية

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

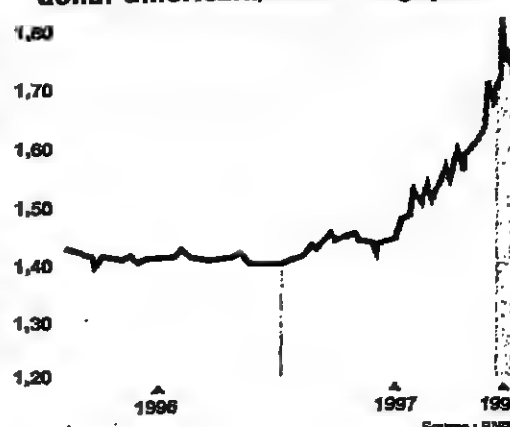
	États-Unis	Japan	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Production industrielle (en %)							
Dernier mois connu	0,5	0,9	0,7	-2,2	0,6	-0,4	0,7
Sur 12 mois	6,5	-1,2	0,9	-6,9	4,9	1,4	3,7
Taux de chômage (en %)							
Dernier mois connu	4,7	3,4	11,9	12,2	12,4	5,9	8,6
Un an avant	5,3	3,3	10,9	12,5	12,2	6,7	9,8
Indice des prix (en %)							
Dernier mois connu	-0,1	-0,2	0,2	0,0	0,0	0,2	-0,1
Sur 12 mois	1,7	1,8	1,8	1,1	1,5	2,7	0,2
Saldo commercial (en milliards)							
Dernier mois connu							
(monnaies nationales)	-14,2	809,2	12,7	10,5	5565,8	-1,5	1,0
Cumul sur 12 mois							
(monnaies nationales)	-180,8	10077,8	126,9	165,0	54946,0	-11,7	23,2
Cumul sur 12 mois (en dollars)							
(monnaies nationales)	-180,8	83,4	73,7	28,4	33,1	-19,2	16,9
Croissance du PIB (en %)							
Dernier trimestre connu	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
(trimestre annuel)	4,3	3,1	3,2	3,5	1,8	3,8	4,1
Sur 12 mois	3,9	1,0	2,3	2,6	2,1	4,0	4,0
Saldo des paiements courants (en % du PIB)							
1997 (estimations OCDE)	-2,1	2,2	-0,3	2,3	3,6	0,3	-1,0
Déficit public (en % du PIB)							
1998 (prévisions OCDE)	0,1	-2,6	-2,6	-3,0	-3,0	-1,1	1,0
1997 (estimations OCDE)	0	-2,8	-3,0	-3,1	-3,0	-2,3	0,4
Dettes publiques en % du PIB							
1997 (estimations OCDE)	61,5	86,7	60,7	57,6	122,3	53,8	96,7

SINGAPOUR PEUT-IL ÊTRE PRÉSERVÉ DE LA CRISE ?

La crise va-t-elle toucher Singapour ? A priori, l'île bénéficie d'avantages que les autres pays d'Asie n'ont pas : stabilité politique, balance des paiements excédentaire, réserves de change importantes, excédent budgétaire, etc. Toutefois, le ralentissement économique de la région et la dépréciation des monnaies asiatiques va modifier le régime des exportations.

En effet, le dollar de Singapour s'est apprécié (4 %) par rapport à l'ensemble des autres monnaies. Le flux des investissements directs de Singapour en Asie, l'industrie de biens de consommation et l'immobilier vont sans doute être touchés par la crise. Sans parler de la hausse des taux d'intérêt qui va contribuer au ralentissement général. Mais l'essentiel pour Singapour est de préserver son secteur des services qui représente 70 % du PIB et de continuer à attirer les capitaux et le savoir-faire dans un certain nombre de secteurs-clés. C'est là où la compétition avec Hongkong pourrait se révéler cruciale.

Le change dollar américain/dollar Singapour



Direction des études économiques de la BNP

À RETENIR EN FRANCE

PIB (en milliards de francs 1990)	SAAC (logement en France)	Population active	Nombre de chômeurs
7.873	39,43	25.582.000	3.027.800

# Il faudrait maintenir le dollar à son niveau actuel

La crise traversée par les pays asiatiques pèse sur la politique monétaire des pays occidentaux. Pour un temps au moins, toute hausse des taux est exclue dans les pays dont les devises sont les piliers du système monétaire international. On n'imagine pas, au moment où les banques centrales asiatiques tentent de maîtriser une tourmente monétaire et financière qui menace à tout instant de s'étendre vers le Brésil ou la Russie, qu'une banque centrale occidentale prenne le risque de déstabiliser plus encore les marchés des changes.

On l'imagine d'autant moins que cette crise a, sur les économies occidentales, des conséquences analogues à celles d'un resserrement monétaire : le ralentissement asiatique freine notre croissance. L'effondrement des monnaies asiatiques nous permet donc d'importer de la désinflation, en même temps qu'elle atténue les tensions qu'un tel resserrement viserait à combattre. Le problème est que l'ampleur et la durée de cette crise restent difficiles à prévoir alors même que, aux États-Unis au moins, la croissance est depuis de longs mois maintenant sur un rythme « insoutenable ».

Les données publiées il y a quelques jours ont montré que la

## Politique monétaire L'appréciation de la monnaie américaine face au yen et au mark a permis de limiter l'impact de la crise asiatique sur les économies occidentales

croissance américaine n'a pas ralenti sur la deuxième partie de 1997 : elle reste proche de 4 % en glissement annuel, très au-dessus des évaluations les plus optimistes de la croissance potentielle. D'où une tension toujours accrue sur le marché du travail, soulignée récemment par la Réserve fédérale américaine. La hausse des prix à la consommation n'en a pas moins continué de ralentir sous l'effet de la baisse des prix des produits importés.

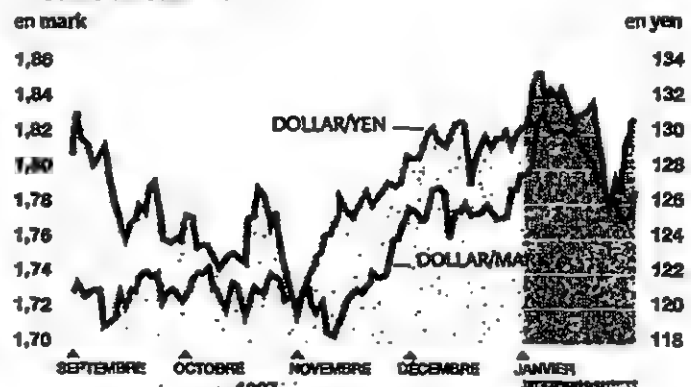
Dans les prochains mois, comme Alan Greenspan, président de la Fed, l'a expliqué dans sa déposition du 29 janvier dernier devant un comité du Sénat américain, l'ajustement brutal

des soldes courants d'un certain nombre de pays d'Asie va affecter l'économie américaine. Mais, face à cette force incontestablement récessive, les ménages américains ont un revenu disponible en augmentation rapide et gardent une confiance élevée. Leurs dépenses de consommation, mais aussi de logement, vont soutenir, pour un temps au moins, la croissance américaine. De ces deux forces, il est très difficile de dire avec certitude laquelle va l'emporter.

En parlant que le ralentissement venu d'Asie suffira, M. Greenspan prend un certain risque : il sait en effet que depuis plusieurs trimestres, les prévisions de croissance de la Fed sont régulièrement dépassées. Mais il sait aussi qu'un resserrement monétaire intempestif serait lourd de dangers pour l'économie mondiale. En accordant plus de poids à ce second risque, il montre, une nouvelle fois, que les banquiers centraux n'ont pas l'étroitesse de vue qu'on leur prête parfois.

En Europe, la politique monétaire n'est pas confrontée à un dilemme aussi net. Certes, pas plus qu'aux États-Unis, il n'est possible de dire avec certitude quel sera l'impact de la crise des pays émergents. Et, comme là-bas, l'année 1997 s'est terminée sur des rythmes de croissance en ac-

## Cours du billet vert



clération marquée. Mais nulle part la tension sur les capacités productives n'est aussi réelle qu'en outre-Atlantique. Dès lors, « attendre et voir » est une attitude relativement confortable pour les banques centrales du Vieux Continent.

## RISQUES

Compte tenu du calendrier de l'année économique et monétaire, il est difficile pour la Bundesbank de modifier ses taux dans les semaines précédant la décision sur les participants. La probabilité de voir les taux courts des pays retenus converger vers ceux observés actuellement en

France et en Allemagne s'en trouve considérablement renforcée.

Dans cette conjoncture monétaire internationale, le risque principal réside dans le comportement des marchés des changes des grandes devises. Jusqu'à présent, les mouvements observés ont été remarquablement favorables à la croissance mondiale : l'appréciation du dollar, face tant au yen qu'au mark, a permis de détourner une part du ralentissement et de la désinflation générés par la crise asiatique vers l'économie qui en avait besoin, celle des États-Unis, et de soulager celles où la conjoncture

était la plus fragile, au Japon et en Europe. Au prix toutefois d'un creusement sensible du déficit courant américain en 1998.

Dans les mois qui viennent, le dollar pourrait dès lors se trouver en situation de vulnérabilité. Alors même que la possibilité de jouer sur les écarts de taux d'intérêt pour le stabiliser se trouvera réduite : les taux japonais peuvent difficilement baisser encore, et l'on imagine mal la Bundesbank réduire ses taux d'interventions à la veille du passage à l'euro.

Or une baisse sensible du dollar aurait des effets désastreux : elle relancerait l'inflation aux États-Unis, poussant, ce faisant, les taux américains à la hausse ; en même temps, elle compromettrait la reprise en Europe et plâçerait le Japon un peu plus encore de la déflation.

La croissance des pays industrialisés s'en trouverait freinée au pire moment. Son maintien est en effet indispensable, si l'on veut espérer enrayer rapidement la crise asiatique. Permettre au dollar de rester sur ses niveaux actuels à l'horizon des prochains mois doit donc, plus que jamais, être la priorité de la coopération monétaire internationale.

Anton Brender  
Economiste (CPR)

## UN CHIFFRE

32

SECTEURS INDUSTRIELS FRANÇAIS PARIENT SUR LA CROISSANCE

Trente-deux des trente-neuf secteurs qui font l'objet d'une enquête semestrielle de la direction des études industrielles du Crédit Lyonnais prévoient une croissance de leur activité en 1998. L'étude, essentiellement qualitative, mais qui a prouvé par le passé qu'elle reflète bien les tendances réelles, porte sur les prévisions de production en France. Elle fait apparaître un redressement nettement plus fort que les estimations de juillet 1997.

Quinze secteurs envisagent une progression de 3 % et plus, la construction aéronautique et l'électronique tablent sur 9 % et 8 % respectivement. L'industrie manufacturière, l'agroalimentaire et le grand commerce sont optimistes, sans toutefois anticiper des performances aussi brillantes qu'à la fin des années 80. En revanche, le bâtiment, les travaux publics et les matériaux de construction, qui pèsent à eux seuls quelque 350 milliards de francs, soit 23 % du total de l'industrie, entretiennent encore un recul, ou au mieux une stagnation.

En dépit de la crise asiatique, les perspectives d'exportation des entreprises interrogées par le Crédit lyonnais restent bonnes, à la condition que le dollar ne baisse pas. Bon nombre de secteurs, notamment les plastiques, utilisent pratiquement à plein leurs capacités de production et ont relancé l'investissement pour pouvoir répondre à la demande.

# Coup de frein sur le marché automobile

Tous les constructeurs automobiles ont, un jour, rêvé de conquérir leur place au soleil sous les cieux du Sud-Est asiatique où la voiture s'impose comme le principal signe de réussite sociale individuelle, loin devant la maison. La crise financière que traverse la région depuis six mois va donc frapper de plein fouet ce secteur, largement dominé par les japonais. Une année noire s'annonce pour ce marché en 1998, dont l'impact débordera les frontières des pays de l'Ansea (Association des nations du Sud-Est asiatique).

Le marché automobile de la Thaïlande, qui avait été l'un des plus dynamiques du monde au début des années 90, est aujourd'hui désigné comme le plus vulnérable de la région. Le Mitsubishi Research Institute estime que le total des ventes de véhicules en Thaïlande ne devrait pas excéder les 150 000 unités en 1998, contre 400 000 en 1997.

Le coup sera difficile à encaisser pour Toyota, très exposé dans le royaume. Leader en Asie du Sud-Est, Toyota avait déjà dû fermer ses chaînes de montages thaïlandaises pendant plusieurs semaines, fin 1997.

## Asie du Sud-Est Les constructeurs japonais sont les principales victimes de la crise dans la région

détachées qui a été augmentée de façon significative.

Côté poids lourds, les perspectives ne sont guère plus réjouissantes. Isuzu Motors, s'est d'ores et déjà préparé à réduire sa production globale de 5 %, pour faire face à une baisse de ses exportations de poids lourds de 36 %.

Les japonais vont très vite devoir faire face à plusieurs évolutions négatives. D'une part, une baisse de leur production en Asie du Sud-Est et de leurs exportations vers les pays de l'Ansea ; et, d'autre part, une concurrence accrue de la part des Coréens, tentés de profiter de la faiblesse de leur monnaie pour leur prendre des parts de marché. Or, en 1997, les constructeurs nippons ont dû leur salut à une croissance de 22 % de leurs exportations sous les effets d'une dépréciation de 20 % du yen, alors que leur marché local se contractait de 5 % par rapport à 1996 (6,3 millions de véhicules vendus) pour une production qui continuait de croître de 6 % (11 millions de véhicules).

Les constructeurs européens, concentrés essentiellement sur le segment haut de gamme, affirment ne pas craindre d'être touchés directement par la crise asiatique, du moins pas aussi durement que leurs concurrents japonais. Ils se seront par ricochet, lorsque les japonais tenteront de compenser aux États-Unis - et

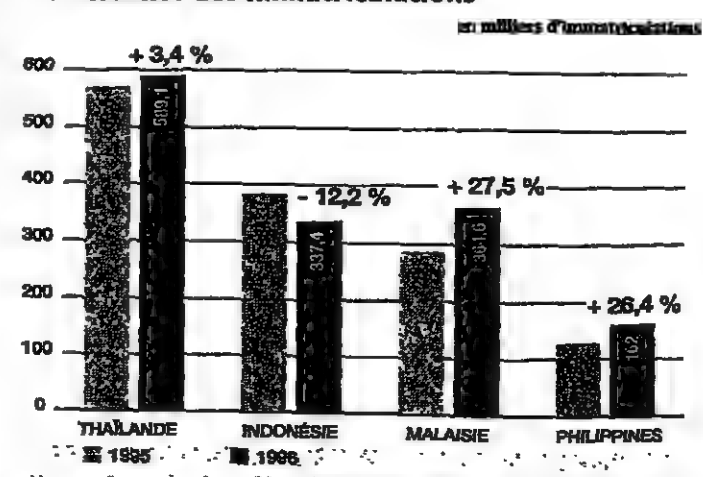
dans une moindre mesure en Europe - la baisse de leurs activités en Asie du Sud-Est. En fait de constructeurs européens, il s'agit surtout des Allemands Mercedes-Benz et BMW ainsi que du Sudois Volvo, les Français occupant une position marginale.

En 1996, année où le marché automobile avait déjà enregistré un coup de frein dans les pays de l'Ansea (sauf aux Philippines où il décollait), la croissance du nombre des immatriculations n'avait été globalement positive que pour BMW, celle de Mercedes avait fondu de plus de 45 % en Thaïlande et se maintenait à peine, plutôt moins bien en Indonésie qu'en Malaisie. Volvo résistait mieux, mais perdait du terrain en Thaïlande (-11,5 %) et en Indonésie (-4 %). La meilleure tenue de BMW est à mettre pour partie au compte des quelque 400 millions de deutschemarks injectés en Asie du Sud-Est ces cinq dernières années, à Singapour en particulier, pour améliorer sa distribution et son service après-vente.

Si le pessimisme n'est pas de rigueur chez Mercedes - qui réalise 8 % de son chiffre d'affaires en Asie (la moitié au Japon) et dont la croissance des ventes sur certains marchés compense le recul sur les autres - BMW ne s'attend guère à battre des records en 1998. L'année dernière a bénéficié d'un bon premier semestre, mais la firme allemande considère que les restrictions imposées à l'importation des produits de luxe pour ne pas aggraver le problème de la dette, pourraient « affaiblir le développement du marché en 1998 ».

Les entreprises en amont comme en aval du secteur automobile - équipementiers, fournisseurs de matières premières (aciers, plastiques, pneumatiques) - qui auront survécu à la crise financière elle-même, vont-

## Croissance des immatriculations



elles trouver les moyens de résister à une baisse d'activité ? Les équipes de General Motors et Ford sont en tout cas à pied d'œuvre, pour identifier les occasions à saisir parmi les sociétés acculées à la faillite et profiter des ouvertures de marché imposées par le Fonds monétaire international en échange de son aide.

## ALLIANCE AMÉRICANO-CORÉENNE

Les deux géants américains volent dans cette crise financière la possibilité de conquérir 10 % du marché chacun, objectif qu'ils s'étaient imposé pour cette décennie mais qu'ils sont loin d'avoir atteint pour l'instant.

Parallèlement aux rachats d'entreprises en difficulté, GM et Ford cherchent à forger de nouvelles alliances. Les constructeurs coréens, désormais incapables d'entretenir ou d'approvisionner leurs réseaux régionaux sans l'aide d'un partenaire financièrement solide - alors que la relance du commerce extérieur de la Corée est devenue une question de survie - volent dans

ces propositions une planche de salut.

GM et Ford disposent respectivement d'une réserve de 14 et 19 milliards de dollars américains. Le premier ne fait plus mystère de son désir de conclure un accord avec Daewoo Motors et vient de racheter les 40 % détenus par Probosutedjo (beau-frère du président Suharto) dans le capital de GM Indonesia ; le second souhaite consolider sa position au sein de Kia Motors, dont il détient directement 9,5 % du capital et 7,5 % via Mazda dont il contrôle 33 %.

Les constructeurs français se montrent toujours très réticents à investir en Asie, et la crise actuelle ne semble pas les avoir fait changer d'avis. Depuis son retrait de Chine et d'Inde, Peugeot se contente d'une présence symbolique en Asie du Sud-Est ; Renault et Citroën (qui continue à maintenir une petite production en Chine) y sont quasiment absents, en dehors du marché malaisien.

Marc Mangin



## LIVRES

## Le casse-pipe capitaliste

par Jean-Pierre Tuquoi

AH DIEU ! QUE LA GUERRE ÉCONOMIQUE EST JOLIE !  
de Philippe Labarde et Bernard Maris  
Albin Michel, 216 p., 98 F.

**A**priori, l'économie n'est pas une matière qui se prête au pamphlet. Deux francs-tireurs du système, deux pourfendeurs de la « pensée unique » viennent pourtant de s'y essayer. Derrière le jeu de massacre jubilatoire, qu'on appréciera pour lui-même – politiques, experts, journalistes, tout le monde en prend pour son grade – leurs arguments méritent attention.

Philippe Labarde, journaliste, et Bernard Maris, universitaire, ne sont pas des naïfs. Familiers de Bery et des cercles patronaux, lecteurs avertis des études de l'OCDE ou du FMI, ils ne manquent pas de références en économie. L'un a été chef du service économique et directeur de l'information du Monde. Entre-temps, il a créé le quotidien économique et financier *La Tribune*. L'autre, professeur à l'université de Toulouse, est l'auteur d'un essai déjà décapant *Des économistes au-dessus de tout soupçon*.

Ces brevets de reconnaissance ne donnent que plus de poids à leur charge contre le discours économique dominant. La métaphore qui donne son titre à leur livre, c'est celle de la première guerre mondiale. Comme les poilus envoyés à l'abattoir par des généraux obtus au seul profit des marchands de canons, les travailleurs et les cadres d'aujourd'hui sont livrés au casse-pipe de la concurrence. Défonchez-vous, les gars, c'est pour la bonne cause ! Pendant ce temps, à l'arrière du front, les riches arrondissent leur pelote. Trop chers, les suicides ; privilégiés, les fonctionnaires ! Seul le marché est vertueux. « *Attaquons, attaquons... comme la lune* », tiennent Labarde et Maris, qui n'est pas pour rien chroniqueur à *Charlie-Hebdo*.

Les deux lascars tirent sur tout ce qui bouge et n'épargnent rien ni personne. Ni les gouvernements socialistes successifs coupables de « *railllement piteux* » aux idées de la droite ; ni le communisme, qualifié de « *productivisme qui n'a pas réussi* » ; ni le libéralisme, ce « *sous-darwinisme du café de commerce* » avec ses « *donneurs d'ordres* » comme l'OCDE (« *un modèle de rhétorique réactionnaire primaire* ») et ses grandes messes types forum de Davos (« *l'internationalité du fric* »).

Mais derrière ces accents mi-anars, mi-soixante-huitards, derrière ces phrases assassines, ces jugements à l'emporte-pièce parfois outranciers, reste le fond de l'ouvrage, la thèse qui le parcourt : nous assistons en cette fin de siècle à un retour en force du capitalisme sauvage.

Elle mérite qu'on y regarde d'un peu près. Les auteurs ont mille fois raison de souligner le paradoxe qui accuse le monde actuel. Depuis 1974, la richesse produite a pratiquement doublé avec un volume de travail humain réduit d'un tiers. « *Jamais l'humanité ne fut aussi « riche » et jamais une telle quantité de richesses « (...) ne fut produite avec si peu de labeur* », écrivent-ils. Mais ce surcroît de richesse a été confisqué. Les riches sont encore plus riches, les pauvres sont encore plus pauvres, les salariés « *de plus en plus précaires* » et les exclus toujours plus nombreux. Le système « *démontre avec éclat qu'il sait efficacement produire, mais qu'il ne sait plus répartir* ».

Pour masquer cette faille, le capitalisme met en avant « *la guerre économique* », avec son corollaire : la mondialisation. C'est elle qui obligerait à serrer les salaires, à délocaliser les unités de production, à sacrifier l'état-providence et à faire une croix sur les politiques nationales.

**M**ais là où l'ouvrage de nos deux auteurs prend une autre dimension, comparé, par exemple, au long lamento de Viviane Forrester, auteur de *L'Horreur économique*, c'est que la dénonciation du système actuel qu'il contient s'appuie sur des arguments que l'on ne balaye pas d'un revers de la main.

La mondialisation-allié ? La concurrence des pays à bas salaires, font observer les auteurs, ne porte, s'agissant de la France, que sur 3 % de la richesse nationale. L'emprise croissante des multinationales sur l'économie mondiale ? Elle saute aux yeux de quiconque prend la peine de lire les statistiques internationales (40 % du commerce international est le fait d'échanges intra-groupes). La dictature des marchés financiers mise à toutes les sauces pour absoudre tous les responsables (sic) ? Ce ne sont pas les marchés financiers qui ont « *contraint les responsables* » (sic) par des capitaux étrangers et donc baladeurs. Ce fut bel et bien une décision politique mûrement réfléchie d'un pouvoir qui souhaitait par ce biais justifier sa politique du franc fort et de l'accrochage suicidaire au mark.

Dans ce « *l'accuse* » lancé à la « *World Company* », nos auteurs réservent quelques pages féroces aux élites économiques françaises, à « *ces vierges effarouchées de l'austérité libérale et du serrage de ceinture* ». Dans le seul secteur de l'immobilier, leur « *culpable incompétence* » a coûté la bagatelle de 400 milliards de francs, c'est-à-dire l'équivalent d'un gros déficit budgétaire... mais à l'envers. « *Essayez de consommer ou de créer des emplois avec 400 milliards de moins, même égaux sur quelques années* », lancent les deux compères.

La faille de ces élites de carton-pâte, issues de la haute administration, ne plaide pas pour un retour à l'état corporatiste. Tout comme les rentes de situation servies à certaines branches de l'économie condamnent une certaine forme d'état-providence. Un autre modèle doit émerger. « *Le principal ennemi de cette société n'est plus la menace du communisme mais bel et bien celle du capitalisme* ». Avis d'expert : il émane de George Soros, le financier qui a gagné une fortune en spéculant contre la livre sterling.

## PARUTIONS

## LE DÉVELOPPEMENT SOUTENABLE,

de Jean-Marie Harribey

Le développement économique ne réussit pas à faire reculer la pauvreté et creuse les inégalités dans les pays riches. Il engendre des pollutions graves, et l'effet de serre modifie le climat de la planète. Face à ces déséquilibres, les instances internationales continuent d'appeler à un mode de développement qui soit « *soutenable* » ou durable. L'auteur va à l'encontre de la logique productiviste à l'œuvre aujourd'hui et propose de replacer le développement économique dans la biosphère en respectant les processus de reproduction des êtres vivants. (Economica, « *Poche* », 108 p., 49 F).

## ENQUÊTE SUR LES NOTAIRES, de Marcel Gay

La profession la plus discrète de France – à défaut d'être la plus discrète – vient enfin de trouver son auteur. Et le résultat n'est pas crédible – vient enfin de trouver son auteur. Et le résultat n'est pas triste. Des notaires, des clients spoliés en surnombre par n'avoir jamais été remboursés, des difficultés qu'il y a à leur ces officiers ministériels peu scrupuleux, les difficultés qu'il y a à leur faire rendre gorge, la loi du silence qui protège ces anachorètes quel- l'Etat... bref, c'est un milieu opaque au sein duquel surgent quel- ques honnêtes gens que décrit l'auteur, journaliste à *L'Est républicain* (Stock, 324 p., 130 F).

## Occasions à saisir dans une Asie assoiffée de liquidités

par Dominique Turcq

**U**ne dévaluation monétaire combinée à un krach boursier a provoqué en Asie une dévaluation vertigineuse des actifs. Un simple calcul permet d'établir que la capitalisation boursière de Paris au 15 janvier 1998 équivaut à la somme de celles de l'Indonésie, de la Corée du Sud, des Philippines, de Singapour, de Taïwan, de la Thaïlande, de la Chine et de la Malaisie. Ou encore, que celle de L'Oréal est égale à celle de l'Indonésie et celle de Carrefour à celle de la Thaïlande.

Bien sûr, selon les pays et les secteurs, les variations des valeurs ne sont pas les mêmes. Ainsi les institutions financières sont frappées de plein fouet par la crise. En Malaisie, par exemple, le cours de l'action d'une banque a baissé de 95 % en monnaie locale (et de 97 % en dollars) ! Ou encore, en Thaïlande, la capitalisation boursière a perdu en moyenne à fin décembre 1997 les trois quarts de sa valeur par rapport à l'année précédente.

Comment en est-on arrivé là ? Le cas de la Corée est exemplaire. Ce pays qui a réussi en vingt ans à se hisser au onzième rang mondial est aujourd'hui en quasi faillite, sa dette totale s'élevant à 170 milliards de dollars, dont les deux tiers à court terme. A l'origine de ce désastre, il y a la politique pratiquée par les pouvoirs publics : le recours systématique à l'emprunt bancaire comme source principale de financement ; et une distribution des ressources à la fois discriminatoire selon les secteurs d'activité et peu rigoureuse quant à l'intérêt économique réel des projets d'investissements. Résultat, un taux d'endettement moyen des entreprises équivalant à trois fois leurs fonds propres et, globalement, une rentabilité des capitaux investis inférieure au coût de la dette.

Mais ce qui a finalement mis le feu aux poudres, c'est le fait que les banques d'affaires ont consenti aux entreprises coréennes des prêts de six à douze mois pour financer le tiers de leur dette ; dans le même temps, elles ont prêté à court terme sur le marché international et prêté sur le long terme (à des pays du Sud-Est asiatique comme l'Indonésie et la Thaïlande et à d'anciens pays du bloc soviétique). Ce décalage dans les échéanciers explique largement la crise de liquidités actuelle à

laquelle fait face la Corée. Aujourd'hui, ce pays est pris dans une spirale de dégradation.

Faibles rentabilités industrielles et mauvaises décisions de prêts ont donc largement contribué à la crise en Asie, qu'ont précipitée à la fois les difficultés des banques à lever des capitaux à l'international du fait de la dégradation de la dette de leur pays, et le soutien de la monnaie nationale par la Banque centrale à l'aide des réserves en devises étrangères.

**Les pays asiatiques peuvent renouer avec la croissance, à un horizon de trois à cinq ans, pour peu qu'ils accélèrent la déréglementation des marchés et l'ouverture aux investissements étrangers**

Le potentiel économique des marchés asiatiques demeure pourtant entier et la véritable ampleur du changement est ailleurs : la crise qui balait l'Asie modifie radicalement la donne stratégique. Les pays d'Asie peuvent, à un horizon de trois à cinq ans, renouer avec la croissance et le développement de l'emploi, pour peu qu'ils se montrent plus respectueux des règles dictées par le FMI et accélèrent la déréglementation des marchés et l'ouverture aux investissements étrangers. Dans de nombreux cas, les entreprises locales elles-mêmes, qui ne savent plus où trouver les financements, font pression sur leurs gouvernements pour qu'ils autorisent plus largement ces investissements, remettent en question les réglementations dans les secteurs-clés et libéralisent le commerce extérieur.

Le fait qu'une grande partie de ces entreprises ne sont pas cotées en Bourse ne change

rien, et la décote des actifs est générale, offrant de fantastiques possibilités à saisir : les grands groupes sont désormais véritablement assoiffés de liquidités et commencent à comprendre qu'ils doivent se recentrer sur leurs activités-clés et non plus se diversifier tous azimuts. Certains sont même prêts à céder ce qui était hier encore les « *joyaux de leur couronne* ».

C'est donc avec le plus grand soin, et sans méfiance excessive, que les entreprises occidentales doivent considérer la situation en Asie. Parce que les perspectives de profit à court terme sont parfois sombres, doit-on se priver de saisir l'occasion, par exemple, en prenant des participations ou même en achetant purement et simplement des unités de production ou des réseaux de distribution qui jusqu'ici étaient inaccessibles ? Après tout, si une multinationale qui croit en la croissance future à long terme de l'Asie peut aujourd'hui acquérir pour 100 millions de francs des actifs évalués à 400 ou 500 millions voilà six mois encore, quelle marge d'erreur peut-elle s'autoriser dans l'appréciation de l'investissement ? Sur le long terme, quelle serait la gravité d'une « *erreur* » de 20 ou 30 % dans l'estimation des cash-flow à court terme, en regard du potentiel de contrôle et de verrouillage de circuits jusque-là fermés et d'installations de production essentielles ? D'un seul coup, il s'agit de savoir, non plus si un marché est accessible, mais, puisque cet accès est désormais beaucoup plus ouvert, si le nouveau détenteur d'un actif est susceptible ou non d'être le mieux placé pour le faire fructifier.

Ce qui se passe en Asie rend cette période exceptionnelle, même si la situation reste partout très mouvante et si les possibilités qui émanent impliquent une bonne part d'incertitude et la prise de risque parfois importants. Mais, depuis dix ans, l'Asie fait partie des cibles de nombre d'entreprises mondiales en quête de croissance et d'entreprises en mal de mondialisation. Les dirigeants de ces entreprises ont donc tout intérêt à s'interroger sérieusement sur les possibilités réelles de faire des paris gagnants à terme, tout en tendant une planche de salut à leurs partenaires asiatiques, grâce à leurs injections de liquidités.

**Dominique Turcq est directeur associé chez McKinsey.**

## COURRIER

## PENSÉE UNIQUE : QUE FAIT LA PRESSE ?

Crise en Asie : projet de loi sur les 35 heures, mouvements de protestation des chômeurs, l'actualité économique est riche en événements. La presse, qui ne manque pas de les rapporter, est pauvre en analyses. Les faits sont souvent traités sans tenir compte des problèmes de fond et, presque partout, la logique libérale semble tenir lieu de ligne rédactionnelle.

La mondialisation ? Bienfait ou fatalité, c'est en tout cas un fait acquis contre lequel rien ni personne ne saurait avoir de prise. La libéralisation des marchés de capitaux ? C'est un fait inévitable, auquel personne, d'ailleurs, ne songe à attribuer l'actuelle crise financière asiatique. La déréglementation ? C'est un truc formidable, surtout lorsque la Commission européenne l'applique aux grands monopoles publics comme les télécommunications. Ce qui n'empêche pas la presse économique de saluer avec le même enthousiasme la méga-fusion qui vient d'avoir lieu dans les télécoms américaines.

Encourager la concurrence et, quelques pages plus loin, approuver la concentration dans le même secteur ne semble contradictoire qu'aux esprits chagrins : dans un cas, il s'agit de services publics, forcément appelés à périr ; dans l'autre, il s'agit de sociétés privées, naturellement promises au plus bel avenir. Rien, décidément, ne semble devoir remettre en question une logique intellectuelle désormais bien établie. Dans l'actualité récente, je retiendrais trois exemples de ce mode de fonctionnement.

Premier exemple : la fascination exercée par la faible niveau de chômage qu'ont atteint les États-Unis et la Grande-Bretagne. Comme il se trouve, par ailleurs, que ces deux pays ont un taux de prélèvements obligatoires nettement plus faible que chez nous, la conclusion semble évidente : il faut baisser les impôts et les charges sociales en France. Que les tenants politiques de l'opposition et les représentants des milieux d'affaires adoptent cette logique sommaire peut se comprendre. Mais pourquoi la presse se croit-elle obligée de relayer ces idées simplistes ? Il y aurait, au contraire, bien d'autres questions à se poser. Pourquoi l'Espagne, avec un taux de prélève-

ments inférieur à celui de la Grande-Bretagne, connaît-elle un chômage de 21 % ? Et, a contrario, pourquoi des pays comme les Pays-Bas, le Danemark ou la Norvège, à la santé économique florissante et au taux de chômage très inférieur au nôtre, ont-ils des taux de prélèvements obligatoires équivalents ou très supérieurs au taux français ?

Autre exemple : la crise financière asiatique. Les gros titres de nos journaux ont d'abord porté sur l'ampleur des faillites, la chute des cours de Bourse et des monnaies locales. Puis, lorsque le FMI est intervenu, ils ont mis l'accent sur les montants d'aide « sans précédent » consentis aux pays en difficulté. Les records pleuvent, c'est formidable !

Mais les mesures concrètes imposées par le FMI pour sortir de la crise sont-elles les bonnes ? En quoi diffèrent-elles des mesures imposées au Mexique et, avant lui, à certains pays d'Afrique ? L'économie coréenne est-elle plus proche qu'on ne croit de l'économie du Burkina Faso ? Les prêts du FMI ne vont-ils pas servir en priorité à rembourser les banques internationales (surtout américaines) ? Le FMI vise-t-il vraiment à rétablir l'économie des pays en difficulté ou à démanteler les forteresses asiatiques impénétrables aux intérêts occidentaux ? Nos lecteurs attendent toujours les réponses à ces questions-là.

Troisième exemple : le mouvement des chômeurs. Pendant plusieurs jours, c'est l'attentisme. Difficile de savoir immédiatement si le mouvement est sérieux, d'où il vient et ce que représentent vraiment ces organisations nouvelles. Mais, très vite, la ligne éditoriale est trouvée : pour le gouvernement, c'est « l'heure de vérité », « la fin de l'état de grâce », « le premier test sérieux » (on l'avait déjà dit pour la grève des routiers). Finalement, il semble beaucoup plus intéressant de suivre l'embaras gouvernemental que d'analyser les réels problèmes économiques posés par les laissés-pour-compte.

Certes, il s'est trouvé quelques voix pour dire que le volume relatif des indemnités de chômage n'avait pas progressé depuis le début des années 80, alors que le nombre de chômeurs avait doublé. Mais comment a évolué l'allocation des ressources depuis quinze ans ? Com-

ment le revenu national disponible s'est-il réparti entre les salaires nets, les prestations sociales et les revenus du capital ? En particulier, à quoi ont été affectées les marges bénéficiaires des entreprises, largement restaurées depuis le début des années 90, puisque, globalement, leur taux d'investissement n'a pas cessé de baisser durant cette période ? Et puis surtout comment expliquer aux lecteurs de nos journaux qu'il n'y a aucun lien possible entre les pages « *Événements* » consacrées aux chômeurs et les pages « *Entreprises-Finances* » où sont affichés, victorieux, les bulletins de victoire de nos firmes annonçant des progrès record de leurs profits en 1997 ?

On pourrait multiplier les exemples et cette unanimité sur tous ces sujets finirait par être lassante. Mais que fait donc la presse ?

**Jean-Marie Gisclard, journaliste au Groupe Expansion et chargé de cours à la faculté de sciences économiques de Lille-I**

*A propos de la chronique de Sophie Gherardi « Le juste cri », publiée le mardi 20 janvier.*

## CHÔMEURS-SALARIÉS, UNE NOUVELLE JONCTION

La chronique intitulée « *Le juste cri* » repose sur un contresens étonnant...

En effet, on voudrait savoir en quoi la « *paupérisation* » des fonctionnaires et le rejet des revendications des ouvriers de Peugeot apporteraient au fond une solution crédible au chômage massif ?

Ne peut-on reconnaître que, pour les premiers, serait irresponsable une vision qui ferait aujourd'hui l'impasse sur la contradiction entre niveau de formation (initiale puis de carrière), conditions de travail et rémunération, et que, pour les seconds, il fut salutaire à bien des égards que la France apprit à quelles difficultés salariales ils étaient confrontés ?

Des contradictions peu médiatisées travaillent la société française et l'apparente opposition entre des salariés protégés et les chômeurs n'est pas pertinente...

On aurait aimé, le chômage ayant changé d'échelle, que des politiques économiques ou leur ab-

sence soient évoquées au détriment du « *traitement social* », auquel la chronique semble faire allusion, loi Robien comprise.

Comment les dépenses publiques pour l'emploi (pourquoi ne pas citer les sources et ce qu'elles recouvrent) dans le PIB devraient-elles évoluer et quelle logique doit les sous-tendre ?

Faut-il simplement réfléchir à une autre répartition du revenu national et sur quelle composante jouer, sans engager une réflexion sur les conditions de production ?

La critique à l'emporte-pièce du projet sur les 35 heures peut-être recevable sur la seule énonciation de son échec attendu ? La réduction du temps de travail doit-elle être écartée définitivement ?

Il est surprenant d'opposer les chômeurs aujourd'hui en mouvement et les salariés « *protégés* ». Faut-il être ignorant du mouvement de novembre-décembre 1995 (non cité et pour cause) pour ne pas voir aujourd'hui une convergence concrète entre les salariés actifs et les « *exclus* » ?

Les chômeurs se sont structurés avec l'aide de militants de différentes organisations syndicales ayant choisi d'intervenir sur ce terrain vierge d'organisations (bien des militants de ces structures nouvelles sont syndiqués et travaillent dans l'administration à France Telecom, etc.). Les acteurs sociaux qui défilaient en 1995 sont les mêmes qui participent au mouvement naissant, qui n'a pris de vitesse ceux qui se résignent à l'impuissance au nom d'un réalisme économique aujourd'hui bien contesté.

D'ailleurs, les représentants des chômeurs font très heureusement le lien avec les actifs victimes des pressions à la baisse de leurs conditions de travail du fait du nombre de sans-emploi. Depuis vingt ans, les salariés ont lutté contre les suppressions d'emplois, la litanie des secteurs concernés est dans les mémoires, mais leur combat souvent considéré comme d'arrière-garde ne mériterait-il pas aujourd'hui, à la lumière de la crise du Sud-Est asiatique, une requalification ?

Finalement, votre titre est abusif, vous croyez opposer le cri des chômeurs au statut des salariés, alors que la donnée majeure est précisément repérée dans cette jonction nouvelle (...).

**Pierre Chemla**  
75019 Paris



150

## L'Afrique découvre sa compétitivité

**DAVOS**  
de notre envoyé spécial  
D'isormais l'afro-pessimisme fait partie du passé; aujourd'hui, il faut véritablement parler d'afro-optimisme. L'Afrique a décidé de prendre en main son propre destin et elle est déterminée à s'arrimer au développement économique du reste du monde. Ces propos volontaires, prononcés à Davos fin janvier à l'occasion du Forum mondial de l'économie, émanant de Namin Ramgoolam, le premier ministre mauricien, ont réitéré l'état d'esprit d'un pays particulièrement fier de figurer en tête du classement établi par le *Rapport 1998 sur la compétitivité en Afrique*, mais aussi de l'ensemble d'un continent africain bien décidé à faire parler de lui autrement qu'en termes de pauvreté chronique, de corruption endémique et de guerres incessantes.

Cette année, le Forum de Davos a consacré une place plus large que d'habitude au continent noir. Notamment à l'occasion de la publication de ce rapport, le premier du genre, qui fera désormais l'objet d'une parution annuelle.

Cette étude, réalisée en association avec le Harvard Institute for International Development, une unité dirigée par le professeur d'économie Jeffrey D. Sachs, a permis d'établir un classement des 23 pays les plus compétitifs sur la cinquantaine de nations qui composent le continent.

L'Ile Maurice figure au premier rang, consacrant l'évolution d'un petit pays qui, il y a trente ans, au moment de son indépendance, était particulièrement pauvre et axé sur la monoculture, et qui, aujourd'hui, est une nation ouverte sur l'extérieur, dotée d'une économie diversifiée, qui a su utiliser judicieusement les zones franches. L'économie mauri-

### Principal handicap pour les économies locales : le poids excessif de la dette

cienne croît à un rythme annuel de 6 % en moyenne et ses habitants disposent d'un revenu annuel *per capita* voisin de 3 700 dollars américains.

Au deuxième rang du classement établi par *The Africa Competitiveness Report 1998* apparaît la Tunisie, un pays qui, certes, affiche un taux de croissance un peu inférieur (4,5 % sur la décennie), mais avec une plus grande régularité. Le produit intérieur brut de ce pays représente actuellement environ 14 milliards de dollars (sur la base de prix constants 1987), soit quatre fois plus que l'économie du Botswana ou de l'Ile Maurice.

Le Botswana, classé troisième, est aussi une *success story* intéressante en Afrique, a souligné Jeffrey Sachs en présentant ce rapport, le 30 janvier, à Davos. Au moment de l'indépendance, ce

pays était l'un des plus pauvres de la région. La gestion avisée de son économie, et notamment de son important secteur minier, lui a permis d'enregistrer un taux de croissance de 8 % en moyenne depuis près d'une vingtaine d'années, de figurer désormais dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire et de constituer, pour la Banque mondiale, un exemple de développement réussi.

Les pays qui se distinguent dans ce classement sont ceux qui ont réussi à traverser sans trop d'encombres la tourmente qui a ravagé le continent africain durant les décennies 70 et 80, a expliqué l'économiste américain.

A propos du Ghana et de l'Ouganda, généralement présentés comme les bons élèves des institutions financières internationales, M. Sachs a expliqué que leur rang plutôt modeste (ils se situent respectivement aux 9<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> rangs) s'expliquait par le fait que le niveau actuel de leur PIB, en dépit de longues années de stabilité économique, reste inférieur à ce qu'il était au début des années 70. Pour ce qui est des nations les moins performantes, il s'agit soit de pays qui ont connu

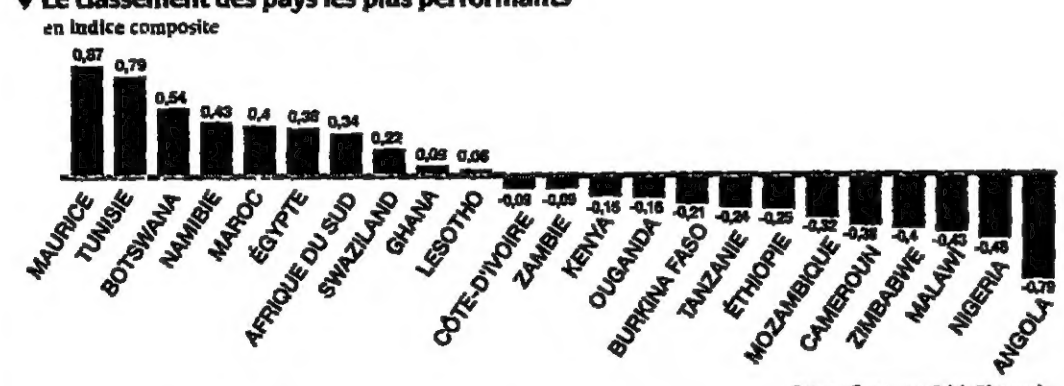
une longue période de guerre - c'est notamment le cas de l'Angola et du Mozambique -, soit encore soumis à un régime de dictature militaire (Nigeria), soit qui se sont engagés récemment sur la voie des réformes (Malawi).

Au-delà du classement lui-même, Jeffrey Sachs a tenu à souligner les problèmes sur lesquels bute encore l'Afrique dans sa quête de croissance et de compétitivité. Le plus important d'entre eux est le poids de la dette. En moyenne, 20 % du PIB des pays africains sont destinés à assurer leur remboursement auprès des prêteurs étrangers. Un pourcentage qui atteint même 30 % dans 6 pays sur les 23 que recense l'étude.

A cet égard, M. Sachs a mis en parallèle les 117 milliards de dollars que la communauté internationale aura consacré, en trois mois, aux économies en péril de l'Est asiatique, et les atermoiements qui accompagnent l'application du nouveau programme récemment voté par le FMI et destiné à alléger le fardeau des pays les plus endettés.

Serge Marti

### Le classement des pays les plus performants



Ce classement est établi à partir de six séries d'indicateurs différents portant notamment sur la situation économique et financière des pays concernés, leur degré d'ouverture sur l'extérieur ou encore la bonne santé de leurs institutions politiques.

## Un continent sur la bonne voie

par Alassane D. Ouattara

L'Afrique, à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, se trouve à la croisée des chemins. L'effondrement du mur de Berlin et le vide politique qui s'en est suivi représentent une chance unique pour ce vieux continent. Deux voies s'offrent à elle. L'Afrique peut laisser les forces de l'implosion et les guerres ethniques devenir maîtresses de son destin au bénéfice de quelques potentats sans vision ou de seigneurs de guerre aux alliances éphémères. Alors, l'histoire se répètera avec son train de souffrances, livrant ce vieux continent en pâture à toutes sortes de corruptions. Les richesses de son sol et de sa jeunesse seront pillées, et l'Afrique se retrouvera à la traîne de l'histoire, marginalisée.

Une tout autre voie s'offre à ce continent : refuser la marginalisation et s'intégrer pleinement dans ce grand village planétaire qu'est devenu le monde à l'heure de l'Internet. En retrouvant ses racines et sa sagesse ancestrale, l'Afrique peut donner les moyens à sa jeunesse de bâtir un avenir d'où jaillisse l'espoir, en puisant le fondement de son action dans les principes de la vie communautaire du village : la participation de tout un chacun et chacune à l'élaboration de la chose publique, la transparence dans la gestion des affaires publiques, et le sens d'un destin commun.

L'Afrique a donc aujourd'hui la possibilité de choisir parmi les modèles de développement qui ont été mis en place dans d'autres régions du monde. La crise que traversent les pays d'Asie démontre d'ailleurs, à comble, sur quel socle peuvent débourser des systèmes politiques trop autocratiques et trop impliqués dans la gestion des activités du secteur privé.

Il est frappant de constater que ces principes de la vie communautaire africaine sont aussi à la base des succès enregistrés par différents pays, en Europe, en Asie, en Amérique latine et, pour certains, en Afrique. Le respect de ces principes appelle une action volontariste, tant au niveau institutionnel, politique, social, culturel qu'économique. Les réformes dans l'un de ces domaines ne

peuvent réussir sans des réformes dans les autres. Quelques pays d'Afrique tentent de renouer avec ces principes et sont en passe de réussir.

Concernant le domaine économique, on peut d'ores et déjà observer que plusieurs pays, grâce à la mise en place de programmes de réforme de grande ampleur, ont fait des progrès vers la stabilité macro-économique, élément clé de la croissance. Cette stabilité, caractérisée par un taux d'inflation bas, est essentielle pour assurer à l'épargnant et à l'investisseur, tant national qu'étranger, un horizon plus prévisible. Elle permet aussi à une grande partie de la population de bénéficier d'un pouvoir d'achat à l'abri de l'inflation.

Dans l'ensemble, ces dernières années, les performances en ma-

triment diminué. Des progrès remarquables ont également été accomplis dans la libéralisation du système de change.

Parmi les pays qui ont enregistré des progrès vers une plus grande stabilité macro-économique, on peut citer notamment la plupart des pays de la zone franc, le Botswana, l'Éthiopie, l'Ile Maurice, le Mozambique, l'Ouganda, la Tanzanie, le Swaziland et l'Afrique du Sud.

La stabilité macro-économique doit être accompagnée par la mise en place d'un environnement qui assure la sécurité économique des personnes et des biens. C'est l'objet de la « seconde génération des réformes » qui se met en place aujourd'hui en Afrique, comme dans d'autres régions du monde, avec le soutien des institutions internationales.

### Les gouvernants pourraient retrouver dans les principes du village africain l'élan nécessaire à une bonne gestion, à une transparence et à une rigueur dans les affaires publiques

tière de croissance ont continué à s'améliorer pour l'Afrique subsaharienne. La croissance réelle est passée en moyenne de 1 % au début des années 90 à environ 5 % en 1997 et cette tendance devrait se poursuivre. Plusieurs pays ont ramené leur taux d'inflation à un seul chiffre. Alors qu'au début de cette décennie 18 pays seulement sur 47 de l'Afrique subsaharienne enregistraient un taux de croissance de 3 % ou moins, ce chiffre dépassait la trentaine en 1997. En outre, après cinq années consécutives de déclin, le taux de croissance réel par tête a commencé à augmenter, avec 40 pays enregistrant un taux positif. Cette amélioration a été accompagnée par un rebondissement de l'investissement et de l'épargne intérieure.

Parallèlement, les pays africains ont aussi, en général, réduit leur déséquilibre tant interne qu'externe, en particulier les déficits budgétaires ont considérablement

Ces réformes visent à garantir la transparence, la prévisibilité et l'impartialité des décisions publiques. Elles doivent aller bien au-delà du respect des droits de propriété et de l'exécution des contrats commerciaux, et permettre de mettre fin à l'arbitraire, aux privilèges et aux exemptions *ad hoc*, par exemple en matière fiscale et douanière, et assurer un fonctionnement sans faille et une indépendance du système judiciaire. Et dans ce domaine, certains gouvernements ont encore beaucoup à faire.

Les réformes politiques et institutionnelles sont primordiales. Il est, à cet égard, important de favoriser le développement des contre-pouvoirs en permettant à la société civile de s'épanouir. Dans ce cadre, je mentionnerai le rôle croissant joué par les groupements associatifs et professionnels, les syndicats, les organisations non gouvernementales et l'opposition parlementaire. Les

pays africains doivent trouver les vertus du consensus et de l'alternance dans l'exercice du pouvoir.

L'Afrique a maintenant la chance de pouvoir bénéficier de l'expérience d'un très grand nombre de ses jeunes qui se sont confrontés au monde moderne, et qui ont su faire la synthèse des exigences du monde extérieur et des vertus des traditions ancestrales. Il faut créer un climat qui permette aux jeunes entrepreneurs de libérer leur énergie créatrice. Il faut donc en finir avec les situations de rente, les distorsions de toutes sortes qui subsistent au bénéfice d'une poignée de privilégiés au détriment du plus grand nombre.

Ceci m'amène à aborder tout naturellement les relations entre l'Afrique et le reste du monde. Il faut que l'Afrique cesse d'être perçue dans les forums internationaux uniquement comme un quémander de plus en plus comme un partenaire à part entière, poursuivant et défendant normalement ses intérêts. Il est donc essentiel que l'Afrique négocie à égalité avec ses partenaires l'ouverture des marchés extérieurs à ses produits, qu'elle crée un climat propice pour attirer les investissements extérieurs, et s'enrichir de transferts de technologie et de savoir-faire. De même, pour faire face à la diminution de l'aide internationale, l'Afrique doit poursuivre une saine gestion économique et financière.

Les gouvernants pourraient retrouver dans les principes du village africain l'élan nécessaire à la réalisation et à la pratique de la bonne gouvernance, la transparence et la rigueur dans la gestion des affaires publiques. Dans cette tâche ardue, ils doivent pouvoir compter pleinement sur le soutien de la communauté internationale à travers une coopération où prime la transparence et la bonne gestion : alors, le monde pourra goûter pleinement les dividendes de la pleine participation de l'Afrique à la croissance mondiale.

Alassane D. Ouattara est directeur général adjoint du FMI et ancien premier ministre de Côte d'Ivoire.

## LA MÉCANIQUE DE L'ÉCONOMIE

### Le monopole à la question

Avec la privatisation partielle de France Télécom et son ouverture à la concurrence, c'est un des grands monopoles publics qui réforme son statut. Nombreux sont les usagers qui se félicitent de cette libéralisation. Le monopole reste en effet une figure un peu suspecte. Même les pays les plus libéraux disposent d'une administration chargée de veiller à ce que des entreprises privées n'acquiescent pas une position dominante sur leur marché. Les démentis de Microsoft avec la justice américaine en sont un exemple. Un monopole ne peut fixer sa tarification à sa guise ; il doit la négocier avec une administration de tutelle. Pourquoi donc cette méfiance ?

#### LA RÉPONSE DE KEYNES AU GENDRE DE MARX

Pendant longtemps, le défaut attribué au monopole était de n'avoir pas de concurrent. Selon le mot de Keynes, la pensée dominante en matière d'économie reposait sur « l'idée vague que la concurrence est le meilleur moyen de réduire la paresse ». Le monopole était donc le géant assoupi, faute de menace extérieure.

Cette idée, qui reste populaire, ne pouvait satisfaire les économistes pour au moins deux raisons : d'une part, la notion de paresse, n'en déplaise au gendre de Marx, Paul Lafargue (auteur d'un livre intitulé *Le Droit à la paresse*), est effectivement un peu vague ; d'autre part, il n'est pas certain que l'efficacité est toujours meilleure quand les concurrents sont nombreux. Sans se prononcer sur le caractère, inhérent ou non à la nature humaine, de la paresse, les économistes ont donc cherché à préciser comment le monopole peut « abuser » de sa situation.

#### LES CONSOMMATEURS FLOUÉS

Comme toute entreprise, le monopole connaît sa fonction de production, c'est-à-dire ce qu'il lui en coûte pour produire telle ou telle quantité. Faisons une hypothèse : chaque unité coûte plus cher à produire que la précédente (dans l'exploitation minière, par exemple, il faut creuser de plus en plus profondément...). La 100<sup>e</sup> unité produite par l'entreprise coûtera un peu plus à produire que la 99<sup>e</sup>, la 101<sup>e</sup> un peu plus que la 100<sup>e</sup>, etc. Les rendements sont décroissants.

Lorsque de nombreuses entreprises sont en concurrence, elles doivent prendre le prix du marché comme une donnée sur laquelle elles s'ajustent. Or, du fait des rendements décroissants, leur est aisé de déterminer leur offre : il suffit que le coût de la dernière unité produite soit égal au prix du marché. Produire en deçà représente un manque à gagner ; produire au-delà implique une perte sur les unités excédentaires, plus coûteuses à produire qu'elles ne rapportent.

Par opposition à la situation de concurrence où le prix est donné aux entreprises, le monopole a l'avantage de pouvoir fixer son prix de vente. Il déterminera d'abord la fonction de demande, c'est-à-dire la quantité qu'il vendra en fonction du prix qu'il propose. Puis, à chaque prix, il pourra associer sa production, et finalement son profit. Bien sûr, il ajustera son prix au mieux pour lui.

Par rapport à une multiplicité d'entreprises, le monopole produira finalement moins et plus cher. Pouvant jouer à la fois sur le prix et la quantité, il dispose d'une marge de manœuvre que les autres n'ont pas. Les consommateurs se retrouvent donc floués du montant du surprofit que s'adjugera le monopole.

#### LES INFRASTRUCTURES ET LE MONOPOLE PUBLIC

Il est des industries où l'hypothèse de rendements décroissants n'est pas vérifiée du fait de coûts fixes. Le transport ferroviaire en est l'exemple type. C'est le premier voyageur à convoier d'une ville à l'autre qui coûte cher puisqu'il faut construire la voie. Une fois ce coût engagé, convoier 100 ou 101 voyageurs revient au même.

La présence de coûts fixes explique qu'efficacités ne rime pas toujours avec multitude. Multiplier les entreprises revient à dupliquer des coûts fixes, un peu comme si deux entreprises ferroviaires concurrentes installaient chacune des rails pour relier deux mêmes villes. Quand ces coûts sont importants et impliquent des infrastructures lourdes, il est plus efficace d'assurer la production avec une seule entreprise. Donc avec un monopole.

Il en est de même s'il est imposé à l'infrastructure des charges dites de service public. Le cas typique est l'imposition d'un prix unique à tous les usagers, même si certains sont plus coûteux à servir que d'autres. En France, le prix d'un abonnement téléphonique ou d'un timbre-poste sont les mêmes dans une région désertique ou au centre d'une grande ville. Cette égalité de traitement suppose des surcoûts qu'il faut partager entre les clients.

Mais ce monopole pourrait profiter de l'absence de concurrence pour fixer un prix trop élevé. Aussi, dans tous les pays, les industries d'infrastructure restent encore, sinon publiques, du moins réglementées au sens où elles doivent périodiquement négocier leur tarif avec l'administration.

#### SCINDER LE MONOPOLE

Mais l'intervention d'un régulateur public ne suffit pas à régler le problème. Le monopole garde un avantage : il sait ce que produire telle ou telle quantité lui coûte. Pour obtenir du régulateur le tarif le plus élevé, il aura intérêt à surévaluer ses coûts.

Comme il est souvent difficile à l'administration d'obtenir l'information nécessaire, la tendance générale reste de réduire l'activité des monopoles et d'introduire la concurrence par divers moyens. Le plus courant est d'isoler l'infrastructure et de scinder l'entreprise en deux : la première gère les infrastructures et reste réglementée ; la seconde, qui sert la clientèle, est libre de ses tarifs et ouverte à la concurrence. La déréglementation aérienne aux États-Unis s'est inspirée de ce principe, avec des aéroports réglementés et des compagnies aériennes privées ; la scission de la SNCF en une société gérant les voies et les gares, l'autre les trains, participe du même esprit.

Mais l'opération n'est pas sans difficulté. Que doivent acquitter les entreprises en concurrence à l'entreprise gestionnaire de l'infrastructure ? Qui doit payer si l'infrastructure doit être modifiée du fait de la présence de concurrents nombreux (le cas s'est produit récemment dans les télécommunications allemandes, où Deutsche Telekom a menacé de facturer le coût du transfert aux clients qui changeraient d'opérateur) ? Concomitamment, lorsque l'entreprise gestionnaire de l'infrastructure peut aussi servir la clientèle par l'intermédiaire d'une filiale, éviter qu'elle ne favorise cette dernière ? Et, bien sûr, puisqu'un régulateur public est en jeu, comment empêcher que des entreprises, même concurrentes, s'entendent à son détriment ?

#### L'ENJEU DE L'INFORMATION

Tout reste donc loin d'être dit sur le monopole, mais celui-ci est révélateur finalement précieux. Sous sa forme simple, il a permis de situer le véritable enjeu : l'information dont certains disposent, et d'autres non. Un régulateur qui connaîtrait toute l'information nécessaire pourrait fixer les prix exactement comme le ferait le marché. Ce fut d'ailleurs l'argument essentiel des économistes planifiés. Mais l'information reste toujours en partie privée, et détenir une information stratégique, c'est avoir le pouvoir d'en abuser. En tout cas la tentation.

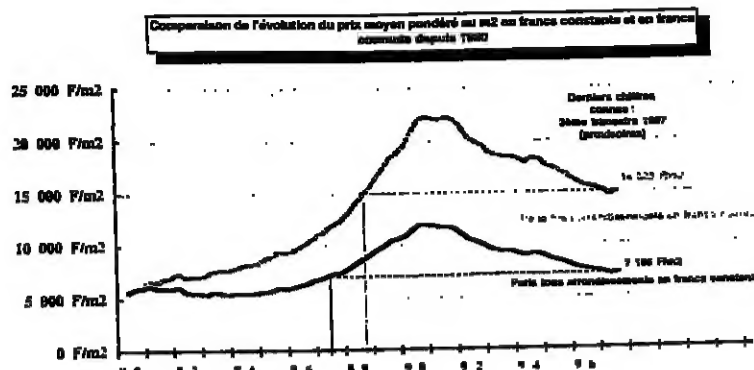
Direction des études économiques et financières du Crédit lyonnais



# LE MONDE

## LE BAROMETRE DE L'IMMOBILIER PAR LES NOTAIRES

Une augmentation des prix à la fin de 1997 par rapport au 2ème trimestre 1997



Un coup d'arrêt est enfin observé dans le mouvement de chute des prix de l'immobilier constaté depuis 1992, et qui est venu en correction de la "bulle spéculative" des années 1987 à 1991. Nous constatons une augmentation sensible des prix au m² sur Paris (+ 1,62 %) en variation trimestrielle sur les arrondissements de la capitale. A noter cependant que les 5ème et du 20ème arrondissement sont restés stables.

Les départements de Petite Couronne suivent le même mouvement. La variation trimestrielle des prix pour la Petite Couronne se répartit ainsi :

Hauts de Seine	+ 1,56 %
Seine Saint Denis	+ 2,87 %
Val de Marne	+ 2,13 %

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er -  
Téléphone : 01 44 82 24 00

**VENTE AUX ENCHÈRES  
EN LA CHAMBRE DES NOTAIRES DE PARIS  
LE 10 MARS 1998 À 17 HEURES**  
75013 PARIS  
9 et 11, rue de la Santé  
(ANCIENNE CLINIQUE PÉAN)  
Ensemble de trois bâtiments libres :  
- un bâtiment de quatre étages ;  
- deux bâtiments de deux étages.  
Mise à prix : 20 000 000 F. Consignation : 5 000 000 F  
(par chèque de banque à l'ordre de M<sup>re</sup> Crunelle)  
Visites le 16-2-98, de 10 h à 12 h, le 3-3-98 de 14 h à 16 h  
Renseignements : 01-45-61-65-70  
Y. CRUNELLE, notaire  
164, rue du Fbg-St-Honoré, 75008 Paris.

### VENTES

#### FONDS DE COMMERCE

**CÔTE D'AZUR**  
Idéal Investisseur  
OU PROFESSIONNEL  
emplacement n°1  
glacier sur le quel  
Port-Camargue  
report local saisonnier  
80 000 F  
Prix murs et fonds  
490 000 F frais réduits  
Tél. : 06-85-32-51-59

### APPARTEMENTS

#### 5<sup>e</sup> arrondissement

**VAL-DE-GRACE**  
Très bel appl., réception,  
2 chbres, cuis., bns, 2 serv.  
3 350 000 F 01-43-25-83-81.  
  
**BD ST-GERMAIN**  
Superbe imm. pierre de t.  
67 P., asc., soleil, à rénover.  
4 700 000 F 01-55-42-77-76.

### 6<sup>e</sup> arrondissement

**LIMITÉ 6<sup>e</sup>, 3 P. 54 m².**  
retrait n°. Imm. pierre de t.  
navale, 4<sup>e</sup> ét., vue dégagée.  
1 250 000 F -  
01-53-69-97-68

### JEAN-FERRANDI, 5 P

P. de t., 3<sup>e</sup> ét., asc.,  
dble expo, chbre serv.,  
chambre, exc. ét. Px 4 MF.  
Tél. : 01-45-44-92-44. Part.  
  
St-Germain-des-Prés, p.d.t.,  
1<sup>er</sup> prof. lib. autor., 4 p.  
150 m², kl. méd. Urgt.  
01-43-35-18-36.

### ST-SULPICE

EXCEPTIONNEL - 2 P.  
dernier ét., bato., vue,  
imm. gd stand., 3 150 000 F.  
park. poss. 01-46-34-73-13

### 7<sup>e</sup> arrondissement

**PARTICULIER VEND**  
Métro : rue du Bac.  
190 m², prestige, ét. élevé,  
4/5 p., 2 nivx. Salon et  
galerie, 71 m², s. à manger,  
2 chbres, 2 s. de bains,  
dressing, placards, cuis.  
équipée, 2 caves, 2 park.  
Tél. : 01-45-51-07-24.  
  
BAC VARENNE pnt. étage  
noble 5/6 p., 184 m², belle  
allure, serv. 01-43-35-18-36

### 8<sup>e</sup> arrondissement

**ST-AUGUSTIN imm.**  
Hausmann superbe apt.,  
189 m², 3 chbres, rénové et  
décoré, 6 250 000 F. Cab.  
BENOIT 01-49-76-52-35

### DANS PARC MONCEAU

73 m² + 8 m² bato., soleil,  
box.  
Exclusif 01-45-61-00-13

### 9<sup>e</sup> arrondissement

La Tour des Dames, 250 m²,  
5<sup>e</sup> ét., asc., vue dégagée,  
chambre, parfait ét., 4 chbres.  
Serv. 5 MF 01-45-49-16-03

### 11<sup>e</sup> arrondissement

**SEFINEG VEND**  
**TRES BEAUX**  
**2 PIECES**  
51 à 57 m² retraits à neuf  
**712 000 F à**  
**805 000 F**  
**53, AV. PARMENTIER**  
Visites mercredi et jeudi de  
11 h à 13 h  
et de 14 h à 19 h.  
**01-48-06-22-96**

### 12<sup>e</sup> arrondissement

**« Prox. Bois de Vincennes »**  
**SEFINEG VEND**  
**TRES BEAUX 5 PIECES**  
retraits à neuf, cave - park.  
**1 270 000 F à**  
**1 765 000 F**  
Bureau de vente s. place du  
lundi au samedi 11 h à 13 h et  
14 h à 19 h.  
34, RUE CLAUDE-DECAEN  
**01-43-43-89-68**  
  
RUE DE CHARENTON  
Lotis - Duplex et surfaces à  
aménager  
à partir de 14 000 F le MF  
ADHOC 01-44-75-70-65  
Daumesnil mais. réc. s/3  
nivx, gd liv.,  
s. à m., 5 chbres, s-sol,  
2 terrasses.  
TBE 01-43-35-18-36

### 14<sup>e</sup> arrondissement

Rue des Artistes.  
Beau 2 P + entr., cuisine,  
wc., salle d'eau.  
Bon immeuble, faibles  
charges.  
Prix : 625 000 F.  
Tél. : 01-43-27-04-04  
Fax : 01-43-27-37-97  
Dernier anc., 3<sup>e</sup> sans asc.,  
3/4 p. 104 m², tr. bon plan,  
sans vis-à-vis, ch. gaz.  
01-43-35-18-36

### 15<sup>e</sup> arrondissement

**MONTFARNASSE récent**  
3 p., 74 m², à ref., cave,  
park., px except.  
01-43-35-18-36  
  
JAVEL imm. 1930 répertorié  
pr son architecture, 3 p.,  
95 m², parquet, volume, belle  
HSP.  
1 780 000 F - 01-45-67-84-24

### 16<sup>e</sup> arrondissement

**RADIO FRANCE**  
2 r. Marmontiers, standing,  
studio 28 m² env., asc., chf.  
Imm. 439 000 F.  
01-47-64-95-11

### 19<sup>e</sup> arrondissement

**19 AV. DES EIDERS**  
**145, R. DE FLANDRE**  
3/4 P. 88 m² + bato., 10 m².  
Cave, parking.  
Immeuble 1979  
995 000 F.  
**M<sup>re</sup> CRIMÉE**  
Charmant 2 P., 39 m²  
+ jardin, 1<sup>er</sup> étage,  
cuis. équipée, parking.  
730 000 F  
SINVM 01-41-92-55-65

### 78 Yvelines

**MAISONS-LAFFITTE**  
5<sup>e</sup> RER, bel imm. récent  
Studio 27 m² bien agencé  
2<sup>e</sup> ét. asc., retrait à neuf.  
390 000 F. 01-45-87-70-30

### 92 Hauts-de-Seine

**COURBEVOIE**  
récent 4 p., 95 m², 4<sup>e</sup> ét.,  
bato., park., s-sol, s. de  
bains, s. d'eau, 2 WC, chf.  
Individuel gaz. 1 150 000 F  
GERER 01-42-65-03-03  
M. Michaut 06-07-74-99-62

### 19<sup>e</sup> arrondissement

Particulier à particulier vend  
centre Var sur 4 ha plat boisé  
superbe villa 150 m²  
+ maison 100 m² + annexes  
+ dépendances + piscine  
+ p. house équipée.  
Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou  
heures de repas.

### 19<sup>e</sup> arrondissement

Particulier à particulier vend  
centre Var sur 4 ha plat boisé  
superbe villa 150 m²  
+ maison 100 m² + annexes  
+ dépendances + piscine  
+ p. house équipée.  
Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou  
heures de repas.

### 19<sup>e</sup> arrondissement

Particulier à particulier vend  
centre Var sur 4 ha plat boisé  
superbe villa 150 m²  
+ maison 100 m² + annexes  
+ dépendances + piscine  
+ p. house équipée.  
Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou  
heures de repas.

### 19<sup>e</sup> arrondissement

Particulier à particulier vend  
centre Var sur 4 ha plat boisé  
superbe villa 150 m²  
+ maison 100 m² + annexes  
+ dépendances + piscine  
+ p. house équipée.  
Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou  
heures de repas.

### 19<sup>e</sup> arrondissement

Particulier à particulier vend  
centre Var sur 4 ha plat boisé  
superbe villa 150 m²  
+ maison 100 m² + annexes  
+ dépendances + piscine  
+ p. house équipée.  
Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou  
heures de repas.

### 19<sup>e</sup> arrondissement

Particulier à particulier vend  
centre Var sur 4 ha plat boisé  
superbe villa 150 m²  
+ maison 100 m² + annexes  
+ dépendances + piscine  
+ p. house équipée.  
Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou  
heures de repas.

### 19<sup>e</sup> arrondissement

Particulier à particulier vend  
centre Var sur 4 ha plat boisé  
superbe villa 150 m²  
+ maison 100 m² + annexes  
+ dépendances + piscine  
+ p. house équipée.  
Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou  
heures de repas.

### 19<sup>e</sup> arrondissement

Particulier à particulier vend  
centre Var sur 4 ha plat boisé  
superbe villa 150 m²  
+ maison 100 m² + annexes  
+ dépendances + piscine  
+ p. house équipée.  
Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou  
heures de repas.

### 19<sup>e</sup> arrondissement

Particulier à particulier vend  
centre Var sur 4 ha plat boisé  
superbe villa 150 m²  
+ maison 100 m² + annexes  
+ dépendances + piscine  
+ p. house équipée.  
Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou  
heures de repas.

### 19<sup>e</sup> arrondissement

Particulier à particulier vend  
centre Var sur 4 ha plat boisé  
superbe villa 150 m²  
+ maison 100 m² + annexes  
+ dépendances + piscine  
+ p. house équipée.  
Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou  
heures de repas.

### 19<sup>e</sup> arrondissement

Particulier à particulier vend  
centre Var sur 4 ha plat boisé  
superbe villa 150 m²  
+ maison 100 m² + annexes  
+ dépendances + piscine  
+ p. house équipée.  
Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou  
heures de repas.

### 19<sup>e</sup> arrondissement

Particulier à particulier vend  
centre Var sur 4 ha plat boisé  
superbe villa 150 m²  
+ maison 100 m² + annexes  
+ dépendances + piscine  
+ p. house équipée.  
Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou  
heures de repas.

### 19<sup>e</sup> arrondissement

Particulier à particulier vend  
centre Var sur 4 ha plat boisé  
superbe villa 150 m²  
+ maison 100 m² + annexes  
+ dépendances + piscine  
+ p. house équipée.  
Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou  
heures de repas.

### 19<sup>e</sup> arrondissement

Particulier à particulier vend  
centre Var sur 4 ha plat boisé  
superbe villa 150 m²  
+ maison 100 m² + annexes  
+ dépendances + piscine  
+ p. house équipée.  
Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou  
heures de repas.

### 19<sup>e</sup> arrondissement

Particulier à particulier vend  
centre Var sur 4 ha plat boisé  
superbe villa 150 m²  
+ maison 100 m² + annexes  
+ dépendances + piscine  
+ p. house équipée.  
Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou  
heures de repas.

### 19<sup>e</sup> arrondissement

Particulier à particulier vend  
centre Var sur 4 ha plat boisé  
superbe villa 150 m²  
+ maison 100 m² + annexes  
+ dépendances + piscine  
+ p. house équipée.  
Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou  
heures de repas.

### 19<sup>e</sup> arrondissement

Particulier à particulier vend  
centre Var sur 4 ha plat boisé  
superbe villa 150 m²  
+ maison 100 m² + annexes  
+ dépendances + piscine  
+ p. house équipée.  
Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou  
heures de repas.

### 94 Val-de-Marne

FONTENAY-AUX-ROSES, B.  
F3.  
60 m², RER B, bus sur place,  
Pte-Orléans, rés. très calme,  
cave, park., esp. vent.  
660 MF. T. : 01-46-44-55-59

### PROVINCE

#### PENTHOUSE

CANNES  
Produit de prestige  
proximité Croisette  
vue exceptionnelle  
sur mer et îles.  
Apt 260 m², terrasse 800 m²  
paysagers, 7<sup>e</sup> ét., 10 garages.  
DIRECT PROPRIETAIRE  
accepte l'offre raisonnable  
s/plac., jeudi 12, vendredi 13,  
samedi 14-02  
LE DIANA  
69, bd Alexandre-III

### PARIS

#### Rég. parisienne

91 LONGJumeau  
Particulier vend maison  
bourgeoise, centre ville,  
160 m² (séjour 40 m²  
+ 6 pièces, cuisine, salle de  
bains, WC). Chauffage  
central. Jardin intérieur,  
80 m². Possibilités profession-  
nelles ou artisanale.  
1 200 000 francs. Tél. :  
01-64-48-95-90

### ENCHÈRE NOTAIRE

Saint-Amant (78)  
9, rue des Prêtres  
Maison 86 m².  
Mise à prix : 162 000 F.  
Visites 16 et 23/2 : 11 h à 13 h  
à 16 h 30, 27/2 : 11 h à 13 h  
+ Le fond du Gravier +  
Terrain boisé 11 000 m².  
Mise à prix : 13 000 F.  
M. Roubaud-Galonnier.  
Tél. : 01-30-41-31-09

### PROVINCE

#### PARIS

Recht. urgent 100 à 120 m².  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

### ACHATS

#### IMMOBILIERS

#### PARIS

Recht. urgent 100 à 120 m².  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

### PROVINCE

#### PARIS

Recht. urgent 100 à 120 m².  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

### PROVINCE

#### PARIS

Recht. urgent 100 à 120 m².  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

### PROVINCE

#### PARIS

Recht. urgent 100 à 120 m².  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

### PROVINCE

#### PARIS

Recht. urgent 100 à 120 m².  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

### PROVINCE

#### PARIS

Recht. urgent 100 à 120 m².  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

### PROVINCE

#### PARIS

Recht. urgent 100 à 120 m².  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

### PROVINCE

#### PARIS

Recht. urgent 100 à 120 m².  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

### PROVINCE

#### PARIS

Recht. urgent 100 à 120 m².  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

### PROVINCE

#### PARIS

Recht. urgent 100 à 120 m².  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

### PROVINCE

#### PARIS

Recht. urgent 100 à 120 m².  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

### PROVINCE

#### PARIS

Recht. urgent 100 à 120 m².  
Paris. Paiement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07

### VIAGERS

XVII<sup>e</sup> pie de Clichy  
3 p. libre, couple 60 ans.  
250 000 F + 2 800 F/mois.  
01-42-65-07-57

### IMMOBILIERS

#### INVESTISSEUR CANADIEN

rech. imm. bourgeois occupé  
de quartier résid.,  
rent. min. 8 %. 12 à 15 MF.  
Tél. : 01-47-75-89-17

### PROPRIETES

A SAISIR 60 MN. de Paris  
par A6, Montargis gare  
SNCF, Golf, équitation sur  
place anc. métairie sur  
terrain 4 ha. bordé par le  
canal. Sél. cathédrale  
mezzanine, cheminée, salon,  
cuis., 3 chbres, bain, wc  
+ maison d'amis 4 p.  
+ dépend. px. total :  
798 000 F. Credit poss.  
02-38-85-22-92 - 24 h/24.

### PROVINCE

#### LUBERON SITE CLASSÉ

5 km Gordes, 35 km Avignon,  
TGV.  
Au point culminant d'un  
authentique village provençal.  
Propriétaire vend  
Maison XVIII<sup>e</sup> restaurée,  
prestations de qualité, vaste  
séjour + cheminée bureau  
spacieux + cheminée, 3 ch.,  
+ bains + cab. toilette, cuis.  
aménagée, chof. central,  
loggia, terrasse, véranda  
couverte, vue panoramique  
exceptionnelle. 1 420 000 F.  
Tél. : 01-47-05-42-62  
Fax : 01-45-51-22-27

### ACHATS

#### IMMOBILIERS

#### PARIS



27/12/1998


VIII / LE MONDE / MARDI 10 FÉVRIER 1998

# M M O B

## NEUF ET RÉSIDENTIEL

### PARIS

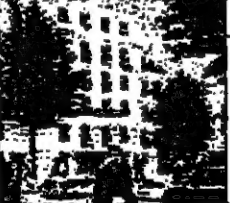

#### 2<sup>e</sup> arrondissement

<p><b>"Montmartre-Joliveau"</b> 15a, rue Montmartre 46, rue des Jolivoirs, PARIS 2<sup>e</sup></p> <p>Réalisation : RIVP Tél. 01 40 51 27 54 ou par courriel : A. Place Saint-Thomas d'Aquin, 75341 Paris Cedex 07</p>		<p>A l'angle de la rue Montmartre et de la rue des Jolivoirs (métro Bourse), la RIVP rénove un bel ensemble de bâtiments construits du 17<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> siècle. Logements de caractère, sur rue et sur belles cours pavées, dotés de studios ou 4 pièces.</p> <p>Pont de secteur récent et possibilité de réfection d'immeuble en cas d'investissement locatif (amortissement PÉRISSOL).</p> <p>Livraison prévue : début 1999.</p> <p>Bureau de vente : au 15a, rue Montmartre ; lundi et mercredi de 13h à 19h, samedi de 10h à 13h. Renseignements et réservations : RIVP 01 40 51 27 54 ou 01 40 51 27 20</p>	
--	---	--	---



#### 10<sup>e</sup> arrondissement

<p><b>"Le Saint Louis"</b> 21, rue de la Grange aux Belles</p> <p>Réalisation et commercialisation : STIM BATIR 10, rue de France Résidentiel Boulogne-Billancourt 92131 Boulogne-Billancourt Tél. 01 47 12 54 44 Internet : <a href="http://www.stimbatis.com">http://www.stimbatis.com</a></p>		<p><b>Idéal délocalisation "Périsol"</b></p> <p>A quelques pas du Canal Saint-Martin et de l'Hôpital Saint-Louis, STIM BATIR vous propose une résidence aux prestations de qualité et à l'architecture délicate.</p> <p>Label Qualité et Confort électrique.</p> <p>Sondés à partir de 565 000 F, parking couvert.</p> <p>Pour tout renseignement ou rendez-vous, appelez le 01 47 12 54 44 ou bien adressez vos fax au 01 47 12 55 46</p>	
--	---	--	---

#### 11<sup>e</sup> arrondissement

<p><b>Résidence Voltaire</b> Rue des Nautons / rue Condorcet</p> <p>Réalisation et commercialisation : STIM BATIR 10, rue de France Résidentiel Boulogne-Billancourt 92131 Boulogne-Billancourt Tél. 01 47 12 54 44 Internet : <a href="http://www.stimbatis.com">http://www.stimbatis.com</a></p>		<p><b>SPECIAL PÉRISSOL - LIVRAISON IMMÉDIATE</b> <b>RÉSIDENCE POUR ÉTUDIANTS</b></p> <p>STIM BATIR vous propose quelques studios achetés au cœur du 11<sup>e</sup> arrondissement.</p> <p>Investissement idéal :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- loyer garanti 9 ans,</li> <li>- fiscalité avantageuse (taux d'amortissement Périol et récupération de TVA),</li> <li>- excellente rentabilité</li> </ul> <p>Renseignements et ventes : Tél. 01 47 12 54 44 - Fax 01 47 12 55 46</p>	
--	---	---	---

#### 13<sup>e</sup> arrondissement


<p><b>Les Académies</b> Rive Gauche 43, avenue d'Italie 75013 Paris</p> <p>Réalisation et commercialisation : STIM BATIR 10, rue de France Résidentiel Boulogne-Billancourt 92131 Boulogne-Billancourt Tél. 01 47 12 54 44 Internet : <a href="http://www.stimbatis.com">http://www.stimbatis.com</a></p>		<p><b>STUDIO À PARTIR DE 390 000 F</b></p> <p>Découvrez notre résidence pour étudiants "LES ACADEMIES RIVE-GAUCHE" située 43, avenue d'Italie, à proximité immédiate de nombreuses écoles d'enseignement supérieur et d'universités parisiennes.</p> <p>Investissement idéal : garantie de loyer 9 ans - garantie de remboursement (taux d'amortissement Périol et récupération de TVA).</p> <p>Renseignements et ventes : Tél. 01 47 12 54 44 - Fax 01 47 12 55 46</p>	
---	---	---	---

#### 15<sup>e</sup> arrondissement

<p><b>14, rue de l'Abbé Groult</b> Rue de l'Abbé Groult</p> <p>Réalisation et commercialisation : STIM BATIR 10, rue de France Résidentiel Boulogne-Billancourt 92131 Boulogne-Billancourt Tél. 01 47 12 54 44 Internet : <a href="http://www.stimbatis.com">http://www.stimbatis.com</a></p>		<p><b>VEZ VOSTRE DES AUJOURD'HUI 2 SUPERBES APPARTEMENTS DE 4 PIÈCES.</b></p> <p>Au cœur du 15<sup>e</sup> arrondissement, dans une rue calme, vous proposez de la place de la Concorde, une résidence de standing qui conjugue charme, confort et sécurité.</p> <p>4 pièces de 90 m<sup>2</sup> habitables à partir de 2 660 000 FF (parking et cave inclus), avec grands balcons et vue très dégagée.</p> <p>Pour tout renseignement ou rendez-vous, appelez le 01 45 31 45 35 ou 01 47 12 54 44.</p>	
---	---	---	---



<p><b>NEUF ET RÉSIDENTIEL</b></p> <p><b>POUR ACHETER, INVESTIR...</b></p> <p><b>RENSEIGNEMENT : 01 42 17 39 45</b></p>
--

### 9<sup>e</sup> arrondissement

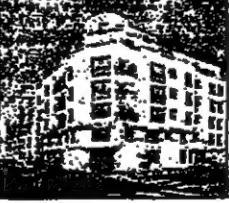

<p><b>Le Guille</b> 104, boulevard de la Villette 75019 Paris</p> <p>Réalisation : SOFRACIM Tél. : 01 34 65 89 89 Commercialisation : 2 IMMOBILIÈRES 43, rue de Courcelles 75008 Paris</p>		<p><b>NOUVEAU PROGRAMME DU STUDIO AU 5 PIÈCES</b></p> <p>Projeté sur cette belle avenue SOFRACIM réalise un petit immeuble résidentiel. Prestations de qualité. Métro Colonel Fabien à 200 m.</p> <p>Renseignements et ventes : 2 IMMOBILIÈRES 43, rue de Courcelles 75008 Paris Tél. 01 42 25 15 53</p>	
--	---	--	---

### RÉGION PARISIENNE

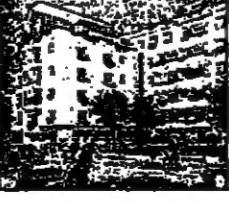

#### 78 Carrières-sur-Seine

<p><b>Résidence "La Vallière"</b> 4349, route de Chamo 78 Carrières-sur-Seine</p> <p>Réalisation : FRANIM Tél. 01 47 20 48 09</p>		<p>Livraison immédiate. Derniers appartements du 2 F au 4 F avec 3 pièces duplex indépendants de 5 F 113 m<sup>2</sup> avec jardin 110 m<sup>2</sup>. Exemple de prix : 3 F à partir de 940 000 F.</p> <p>Dans un cadre de verdure et un cadre de vie protégé, résidences à l'architecture et aux prestations de qualité : labels Promotelec et Qualité. Nombreux balcons et grandes terrasses.</p> <p>Bureau de vente et appartements modeste sur place, visite sur rendez-vous : ouvert tous les jours de 11 h à 19 h.</p> <p>Tél. : 01 39 57 26 18</p>	
---	---	---	---



#### 92 Levallois-Perret

<p><b>28, rue Danton</b> 92 Levallois-Perret</p> <p>Réalisation : SOFRACIM Tél. : 01 34 65 89 89 Commercialisation : 2 IMMOBILIÈRES</p>		<p>De studio au 5 pièces duplex. Terraces en cours.</p> <p>Aux portes de Paris et de Neuilly, à 100 m du métro Louis Michel, une très belle résidence de 23 appartements du studio au 5 pièces duplex. Prestations de qualité, jardin privatif, terrasse, balcons et grandes terrasses. Caves et parking.</p> <p>Bureau de Vente : 30, rue Danton ouvert tous les jours de 14h à 19h, sauf mardi et mercredi.</p> <p>Tél. 01 47 57 74 75 ou 01 42 25 15 53</p>	
---	---	--	---

#### 92 Vanves

<p><b>Le Montaigne</b> 49, rue Jean Béraud 92 Vanves</p> <p>Réalisation : SOFRACIM Tél. : 01 34 65 89 89 Commercialisation : 2 IMMOBILIÈRES</p>		<p>De studio au 5 pièces. A partir de 16 000 F le m<sup>2</sup>. Livraison fin 1998.</p> <p>A deux pas de Paris, dans le meilleur de Vanves, le confort d'un bel immeuble classique doté de belles prestations.</p> <p>Livraison fin 1998.</p> <p>Bureau de Vente sur place : ouvert tous les jours de 14h à 19h, sauf mardi et mercredi.</p> <p>Tél. 01 46 36 02 39</p>	
---	---	--	---

#### 94 Kremlin-Bicêtre

<p><b>L'Alliance</b> 6 à 10, rue Edmond Michel 94 Kremlin-Bicêtre</p> <p>Réalisation : SOFRACIM Tél. : 01 30 46 91 92</p>		<p><b>2 ET 3 PIÈCES. PARKING EN SOUS-SOL. CRÉDIT : LIBRE.</b></p> <p>Pièce 13<sup>m</sup> à 700 m, mètres à 100 m.</p> <p>Prestations de qualité, façade en pierre, chape flottante, vidéo-phonie...</p> <p>Appartement décoré, visite sur rendez-vous.</p> <p>Tél. 01 30 46 91 92</p>	
---	---	--	---

<p><b>IMMO NEUF</b></p>	<p><b>Le mensuel qui vous aide à acheter dans le neuf.</b></p> <p><b>Chez votre marchand de journaux.</b></p>
-------------------------	---